

Conception de couverture : WIP Design

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du

droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2015

5 rue Laromiguière 75005 Paris

www.dunod.com

ISBN 978-2-10-074159-5

ISSN 1269-8792

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

DCG année 2

Annales 2016

DCG 2	Droit des sociétés
DCG 4	Droit fiscal
DCG 6	Finance d'entreprise
DCG 10	Comptabilité approfondie

**Fabrice BRIOT
Dominique LAFLEUR**

**Michel LOZATO
Marie-Pierre MAIRESSE**



**EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE**

DUNOD

Sommaire

Préface		IV
PARTIE 1	DCG 2 Droit des sociétés	1
FICHE	Méthodes d'exercices juridiques	2
SUJET 2014	Sarl Chronos	5
SUJET 2015	Sarl Idéal Maison	
<i>D. Lafleur</i>		
PARTIE 2	DCG 4 Droit fiscal	45
SUJET 2014	Bomeuble, Bensport et Harmony	46
SUJET 2015	Argolf, Print3D et Laurent	79
<i>M. Lozato</i>		
PARTIE 3	DCG 6 Finance d'entreprise	107
SUJET 2014	Société Caldariums	108
SUJET 2015	Lou & Zoe Mode	143
<i>F. Briot</i>		
PARTIE 4	DGCG 10 Comptabilité approfondie	181
SUJET 2014	SA Alical	182
SUJET 2015	SAS Halescourt	215
<i>M.-P. Mairesse</i>		
PARTIE 5	Fiches méthodo	249
FICHE 1	Les principales questions posées (sujets 2011 à 2015)	250
FICHE 2	Réussir l'examen	262

Préface

Le cursus des études conduisant à l'expertise comptable est un cursus d'excellence, pluridisciplinaire, vers lequel se dirigent, à raison, de plus en plus d'étudiants.

Dunod dispose depuis de très nombreuses années d'une expérience confirmée dans la préparation de ces études et offre aux étudiants comme aux enseignants, une gamme complète d'ouvrages de cours et d'entraînement qui font référence.

Ces ouvrages sont entièrement adaptés aux épreuves, à leur esprit comme à leur programme, avec une qualité toujours constante. Ils sont tous régulièrement actualisés pour correspondre le plus exactement possible aux exigences des disciplines traitées.

La collection Expert Sup propose aujourd'hui :

- des manuels complets mais concis, strictement conformes aux programmes, comportant des exemples permettant l'acquisition immédiate des notions exposées, complétés d'un choix d'applications favorisant l'entraînement et la synthèse ;
- des ouvrages d'entraînement originaux, avec la série « Tout-en-Un », spécialement conçue pour la mise en pratique et l'assimilation du programme des épreuves ;
- les Annales DCG, spécifiquement dédiées à la préparation de l'examen.

Elle est complétée d'un ensemble d'outils pratiques de révision, avec la collection Express DCG, ou de mémorisation et de synthèse avec les « Petits Experts » (*Petit fiscal*, *Petit social*, *Petit Compta*, *Petit Droit des sociétés*, etc.).

Ces ouvrages ont été conçus par des enseignants confirmés ayant une expérience reconnue dans la préparation des examens de l'expertise comptable.

Ils espèrent mettre ainsi à la disposition des professeurs et des étudiants les meilleurs outils pour aborder cette réforme et leur assurer une pleine réussite.

Jacques Saraf
Directeur de collection

1

PARTIE

DCG 2

Droit des sociétés



FICHE
2014
2015

Méthodes d'exercices juridiques
SARL Chronos
SARL Confi-Fruits

FICHE : MÉTHODES D'EXERCICES JURIDIQUES

RÉSOLUTION D'UN CAS PRATIQUE	
Épreuve écrite portant sur l'étude d'une ou de plusieurs situation(s) pratique(s) et/ou sur le commentaire d'un ou plusieurs document(s) et/ou sur une ou plusieurs question(s).	
OBJECTIF	Le cas pratique a pour objectif d'exposer des solutions juridiquement motivées applicables à une situation donnée.
CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	<p>Il s'agit d'un exercice de référence dont la résolution passe par une parfaite connaissance des thèmes du programme.</p> <p>Le traitement du cas peut s'appuyer sur l'analyse de documents directement liés à la mise en situation (ex. : clauses statutaires, extraits d'un bilan...) ou documents contribuant à éclairer la solution (ex. : décision de justice, extrait de doctrine).</p> <p>Les annexes éventuellement proposées à l'épreuve 2 du DCG, « Droit des sociétés », sont le plus souvent courtes.</p>
DÉMARCHE DE RÉOLUTION	<ul style="list-style-type: none"> • Lire attentivement les faits contenus dans l'énoncé afin d'identifier la situation juridique. Il s'agit d'une situation concrète. • Dégager si besoin la chronologie des faits (différents événements ou opérations peuvent être présentés). Distinguer si besoin les faits pertinents des faits secondaires (ceux-ci n'auront pas d'incidence sur la solution). • Rattacher les faits à des domaines du droit afin de déduire le régime juridique applicable. • Exprimer le (ou les) problème(s) juridique(s) à traiter. • Exposer les règles juridiques applicables de manière ordonnée.
PLAN DE LA RÉPONSE ATTENDUE	<p>La réponse attendue suit, en principe, le plan suivant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Rappeler brièvement les faits. 2. Formuler une (ou plusieurs) question(s) juridique(s). 3. Exposer des règles de droit applicables en les ordonnant. 4. Énoncer la solution (application au cas d'espèce).

1. ÉTUDE D'UN DOCUMENT
<p>Épreuve écrite portant sur l'étude d'une ou de plusieurs situation(s) pratique(s) et/ou le commentaire d'un ou plusieurs document(s) et/ou une ou plusieurs question(s).</p> <p>Les documents à analyser émanent de sources différentes. Il s'agira par exemple, d'avis d'insertion dans un JAL, d'extraits de PV d'AGO ou d'AGE, de bilans ou encore de clauses statutaires</p> <p>La (ou les) annexe(s) proposée(s) peut se résumer à l'extrait d'une décision de justice. On parle alors de commentaire d'arrêt. Il s'agit le plus souvent de l'extrait d'une décision de la Cour de cassation.</p>

 <p>FAIRE FACE À UNE DÉCISION DE JUSTICE</p>	<p>Le commentaire d'arrêt constitue un exercice formant au raisonnement juridique. La première étape est celle de l'analyse de l'arrêt : il s'agit d'examiner les différents éléments qui y sont contenus (éléments de fait, de forme, de procédure et de fond du droit) afin de dégager les idées principales.</p> <p>La seconde étape est à proprement parler celle du commentaire d'arrêt : il faut alors expliquer la décision de justice et en apprécier la portée.</p> <p>Les décisions de justice proposées sont des jugements et des arrêts rendus par les juridictions.</p> <p>En droit des sociétés, nous rencontrerons par exemple des jugements prononcés par le tribunal de commerce ou encore (et surtout) des arrêts rendus par la Cour de cassation, chambre commerciale.</p> <p>Rappelons qu'il y a lieu de distinguer les arrêts de la Cour de cassation :</p>
<p>LES ARRÊTS DE REJET</p>	<p>L'arrêt de rejet est articulé autour de trois propositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Énoncé des éléments de fait et de procédure retenus par la cour d'appel pour élaborer sa décision. • Présentation des éléments de l'arrêt d'appel contesté par le pourvoi [alors que...]. • Raisonnement propre à la Cour de cassation [Mais attendu que...] : opposition entre le raisonnement de la Cour de cassation et celui soutenu par le pourvoi. <p>On a donc la structure suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les motifs de la Cour de cassation : <ul style="list-style-type: none"> – « attendu selon l'arrêt attaqué que... » (faits, procédure, dispositif et motifs de l'arrêt d'appel attaqué) ; – « alors que... » (ce sont les critiques adressées par le pourvoi à la décision rendue en appel) ; – « mais attendu que... » (raisonnement propre à la Cour de cassation). • Le dispositif : « par ces motifs » rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu par la cour d'appel de...
<p>LES ARRÊTS DE CASSATION</p>	<p>L'arrêt de cassation est, en principe, composé de quatre parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'arrêt vise le texte de loi (le règlement) sur lequel la cassation est fondée ; – l'arrêt expose les points de fait et de procédure qui ont conduit à la solution de la Cour d'appel ; – l'arrêt énonce le contenu de la décision attaquée ; – l'arrêt énonce les raisons de droit justifiant la cassation de l'arrêt (non-respect des textes visés). <p>On a donc la structure suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • visa de la Cour de cassation : Vu l'article... • motifs de la Cour de cassation : <ul style="list-style-type: none"> – attendu selon l'arrêt attaqué que... – attendu que pour accueillir la demande (ou pour débouter la demande)... – qu'en statuant ainsi, alors que... la cour d'appel a violé le texte susvisé • dispositif : Par ces motifs : casse et annule l'arrêt rendu le... par la cour d'appel de... ; remet, en conséquence, les parties en l'état où elles se trouvaient ; renvoie devant la cour d'appel de... 



<p>QUELS SONT LES ÉLÉMENTS DE L'ANALYSE D'UN ARRÊT ?</p>	<p>L'analyse d'une décision de justice (en principe d'un arrêt) est le préalable au commentaire. Les éléments clés de l'arrêt (permettant de comprendre le sens de la décision) passent par l'exposé des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'énoncé des faits c'est-à-dire des situations de fait qui ont conduit à la saisine de la juridiction (respecter la chronologie de faits) ; – le rattachement des faits ou opérations (contrats par exemple) à une ou plusieurs catégories juridiques : on relève par exemple l'existence d'un contrat de société sans qu'il y ait eu immatriculation au RCS ; – la procédure : le candidat relève les étapes depuis la saisine initiale d'une juridiction à l'arrêt de la Cour de cassation ; – le (ou les) moyen(s) du pourvoi : ce sont les critiques formulées à l'encontre de l'arrêt rendu par la cour d'appel (ou par la juridiction du premier degré) ; – la question de droit posée à la Cour de cassation : elle découle d'une difficulté lors de l'application d'une règle de droit à une situation juridique particulière ; – la décision de la Cour de cassation : l'arrêt expose la solution apportée à la question de droit ainsi que la motivation de la Cour de cassation.
<p>QUELS SONT LES ÉLÉMENTS DU COMMENTAIRE D'UN ARRÊT ?</p>	<p>Le commentaire d'arrêt respecte certaines règles particulières de présentation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'introduction expose les principales données contenues dans l'analyse préalable. L'introduction permet de formuler un problème juridique sous la forme interrogative. • Le développement est organisé autour de deux parties par référence à la loi et à la décision de justice annexée.

2. TRAITEMENT D'UNE QUESTION DE COURS

Épreuve écrite portant sur l'étude d'une ou de plusieurs situations pratiques et/ou le commentaire d'un ou plusieurs documents et/ou **une ou plusieurs questions**.

<p>OBJECTIF</p>	<p>Il s'agit de vérifier les connaissances du candidat sur un (ou plusieurs) points du cours par référence au programme.</p>
<p>CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE</p>	<p>L'exercice est théorique : il ne repose pas sur une situation de fait donnée, à la différence du cas pratique ou du commentaire d'arrêt. Cet exercice s'appuie sur la maîtrise des points du cours que le candidat devra mobiliser.</p> <p>Il doit bien évidemment être tenu compte des termes de la question ; ils guident le candidat sur les limites de la réponse attendue.</p>
<p>DÉMARCHE DE RÉOLUTION</p>	<p>La démarche suivante permet de structurer la réponse :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. définir le ou les termes du sujet ; 2. rattacher le ou les terme(s) du sujet au(x) thème(s) étudié(s) en cours ; 3. recenser les connaissances ; il est utile de mobiliser rapidement ses connaissances ce qui est possible lorsque les points du cours sont maîtrisés ; 4. exposer les connaissances en les ordonnant entre elles.

2014
SUJET

Annales DCG 2

SARL Chronos

PRÉSENTATION DU SUJET

THÈMES TRAITÉS	<p>I – Étude de situations pratiques</p> <p><i>Première partie</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Le cumul d'un mandat social avec un contrat de travail• L'augmentation du capital social (SARL) – organe compétent• L'augmentation du capital social (SARL) – modalités• Les conventions réglementées – Les conventions libres <p><i>Deuxième partie</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Les pouvoirs du dirigeant dans l'ordre externe• L'opposition d'un gérant aux actes passés par son co-gérant• L'action sociale• La révocation du gérant• Les conventions interdites <p><i>Troisième partie</i></p> <ul style="list-style-type: none">• L'abus de biens sociaux• Le recel <p>II – Étude de document</p> <p>Arrêt de rejet – Cour de cassation, chambre commerciale, 09/07/2013 – Clause d'exclusion insérée dans les statuts d'une SAS – Contrôle du juge.</p>
PRÉSENTATION DU SUJET	<p>Il y a lieu de relever une particularité rompant avec la répartition des travaux admise depuis plusieurs années : pour la session 2014, deux dossiers sont proposés, le premier relatif à l'étude de situations pratiques et le second donnant lieu à l'étude d'un document.</p> <p>Ainsi, les mises en situation sont valorisées (16 points sur 20) ; elles permettent de faire état des principes juridiques applicables de manière concrète et non pas en évoquant les éléments d'une question de cours. Le second dossier s'attache à décrypter la position de la Cour de cassation en travaillant sur un arrêt de rejet.</p> <p>Dossier 1 – L'étude de situations pratiques s'inscrit dans le cadre d'une SARL en bonne santé. Le paragraphe introductif propose les principales caractéristiques de la SARL : date de l'immatriculation au RCS (2006), montant du chiffre d'affaires (croissance de celui-ci en 2013), effectif (46 salariés). Le montant du capital social est indiqué (35 000 parts d'une valeur nominale de 10 euros).</p>

PRÉSENTATION
DU SUJET

Aucune annexe n'est présentée mais deux clauses statutaires sont signalées ainsi que la répartition du capital social. La gérance est assurée par Michel Herb ; le fils de ce dernier, David, est sur le point d'être désigné co-gérant.

L'énoncé est concentré et, dans l'ensemble, les différentes questions à traiter sont classiques, rattachées à des fondamentaux absolument incontournables.

La **première partie** est composée de quatre questions. La première question reprend un classique puisqu'elle concerne le cumul d'un mandat social avec un contrat de travail dans une SARL. Les deuxième et troisième questions s'enchaînent : elles abordent successivement l'organe compétent lors de l'augmentation du capital social puis les modalités de cette augmentation en cas d'apport en nature. La quatrième et dernière question invite le(la) candidat(e) à énoncer les règles relatives au régime des conventions (réglementées ? libres ?).

La **deuxième partie** de ce dossier maintient le candidat dans le cadre de la SARL et interroge successivement sur des fondamentaux du programme du DCG en droit des sociétés. La question 1 s'intéresse aux pouvoirs du gérant dans l'ordre externe. Le (la) candidat(e) est ensuite conduit(e) sur un dysfonctionnement en cas de pluralité de gérants, la question 2 demandant si un gérant peut s'opposer aux actes accomplis par son co-gérant. La question 3 interroge sur l'action sociale mise en œuvre en cas de préjudice subi par la société. La question 4 se réfère aux conditions de révocation du gérant. Pour terminer, la question 5 explore la convention interdite.

On remarque qu'entre la première et la deuxième partie, les conventions libres, réglementées et interdites sont mises en avant.

La **troisième partie** est exclusivement pénale. Une seule question est rédigée au pluriel (quelles sont les infractions ?). Il y a, en effet, deux infractions à qualifier dans la situation qui est décrite (l'abus de biens sociaux et le recel d'abus de biens sociaux).

Dossier 2 – Le deuxième dossier est constitué par un arrêt de la Cour de cassation. Le (la) candidat(e) doit répondre à deux questions. L'une implique de cerner et d'énoncer le problème juridique posé à la Cour de cassation, l'autre s'attache à rappeler le rôle des juges du fond face à une clause statutaire. Formellement, les candidats doivent s'en tenir purement et simplement au traitement des questions posées.

Rappelons qu'il est explicitement demandé au candidat d'apporter un soin particulier à la présentation de sa copie. Les correcteurs attendent donc des réponses concises, correctement rédigées.

PAR OÙ
COMMENCER ?

Les deux dossiers sont indépendants.

Le(la) candidat(e) veillera à traiter de façon circonstanciée le premier dossier dans sa totalité en raison du nombre de points importants qui lui est attribué (16 points).

ÉNONCÉ DU SUJET*

SESSION 2014

DROIT DES SOCIÉTÉS

Durée de l'épreuve : 3 heures - coefficient : 1

Document autorisé :

Aucun document personnel ni aucun matériel ne sont autorisés

Document remis au candidat :

Le sujet comporte 4 pages numérotées de 1/4 à 4/4

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

Le sujet se présente sous la forme de 2 dossiers indépendants

Page de garde

DOSSIER 1 - Étude de situations pratiques

(16 points)

DOSSIER 2 - Étude d'un document

(4 points)

page 1

pages 2 - 3

page 4

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes, vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.

* L'énoncé du sujet est reproduit à l'identique de celui fourni lors de l'examen.

Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie.

DOSSIER 1 - ÉTUDE DE SITUATIONS PRATIQUES

« Chronos » est une société à responsabilité limitée (SARL) spécialisée dans la fabrication de montres de luxe françaises. Elle a été immatriculée au RCS le 4 avril 2006.

Implantée à Besançon, elle connaît un développement important avec un chiffre d'affaires pour l'année 2013 de 15 millions d'euros, en croissance de 20 % par rapport à 2012.

Pour faire face à cette dynamique, « Chronos » n'a pas cessé de recruter depuis sa création. Son effectif actuel est de 46 salariés.

Son capital est de 350 000 euros.

La gérance est assurée depuis sa création par Michel Herb.

Son fils David Herb, titulaire d'un master de « Marketing et pratiques commerciales », envisage de le rejoindre à la direction de la société en qualité de co-gérant.

Les statuts contiennent, notamment, les articles suivants :

Article 3 : « L'objet social est la fabrication et commercialisation de montres en France et à l'étranger ».

Article 11 : « Le gérant doit obtenir l'accord préalable des associés pour tout contrat dont le montant dépasse la somme de 20 000 euros ».

Le capital est ainsi réparti depuis la création de la SARL Chronos :

Associés	Parts sociales
Michel Herb	17 000
David Herb	400
Chloé Batlle	8 800
Lois Batlle	8 800

Première partie

Face au succès des montres à gousset à l'international, Michel et David Herb ont décidé de créer un poste de commercial à l'international. Il est prévu que David Herb occupe ce poste et devienne co-gérant.

Conscient que la croissance du marché asiatique est une opportunité, Michel Herb envisage une augmentation de capital. Il contacte le gérant de la SARL Berthet. Cette dernière apporte du matériel d'une valeur de 100 000 euros pour souscrire à l'augmentation de capital de la SARL Chronos.

Travail à faire

1. Si David Herb est désigné co-gérant, pourra-t-il conclure un contrat de travail avec la SARL Chronos ?
2. Michel Herb peut-il décider seul de cette augmentation de capital ?
3. Quelles sont les modalités de cette opération ?

Depuis que la SARL Berthet est devenue associé de la SARL Chronos (10 000 parts), cette dernière lui achète des mouvements d'horlogerie et autres pièces qui sont intégrés dans les montres.

4. Les contrats relatifs à ces achats doivent-ils suivre une procédure particulière ?

Deuxième partie

David Herb, qui a été désigné co-gérant, a conclu différents actes : acquisition d'un matériel pour la société d'une valeur de 21 000 euros et recrutement d'un salarié.

Travail à faire

1. La société est-elle engagée par ces actes ?

Les dépenses ainsi engagées inquiètent Michel Herb et Lois Battle.

2. Michel Herb, en tant que co-gérant, peut-il s'opposer aux actes passés par David Herb ?

3. Les associés, Chloé et Lois Battle, s'interrogent sur les actes passés par David Herb. Quelle action peuvent-ils engager si la société subit un préjudice ?

4. Chloé et Lois Battle peuvent-ils révoquer David Herb ?

David Herb prévoit avec son épouse de faire construire une maison. Il obtient un financement bancaire sous réserve de fournir une caution.

5. La SARL Chronos peut-elle se porter caution ?

Troisième partie

Dans le cadre du projet de construction de leur maison, David Herb a contacté un architecte de renom. Les honoraires de l'architecte sont importants. David Herb règle les honoraires au moyen d'un chèque tiré sur le compte bancaire de la SARL Chronos. L'architecte porte le chèque à l'encaissement.

Travail à faire

1. Quelles sont les infractions commises en l'espèce ?

DOSSIER 2 – ÉTUDE D'UN DOCUMENT

À partir de l'arrêt de la Cour de cassation reproduit ci-dessous, vous répondrez aux questions suivantes :

1. Quel est le problème juridique posé par l'arrêt ?
2. La décision d'exclusion d'un associé d'une SAS en vertu d'une clause statutaire peut-elle faire l'objet d'un contrôle par le juge ?

Cass. Com. 9 juillet 2013, n° 12-21.238. Sté Logistics Organisation Grimonprez c / Bils

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Douai, 24 mai 2012), que la société par actions simplifiée Logistics Organisation Grimonprez (la société LOG), qui est présidée par M. X..., a été constituée entre la société Services Immobiliers Logistiques, qui détient la majorité du capital et est contrôlée par M. X..., et MM. Y... et Z... ; que sur le fondement de l'article 14 des statuts de la société LOG qui autorise l'exclusion d'un associé en cas d'exercice d'une activité concurrente, l'assemblée générale de cette société a prononcé l'exclusion de M. Z... sans que ce dernier ait pris part au vote ; qu'invoquant l'irrégularité de cette stipulation statutaire, M. Z... a fait assigner la société LOG et M. X... en annulation de la délibération de l'assemblée générale ayant prononcé son exclusion ; qu'ultérieurement, une assemblée générale extraordinaire a adopté à la majorité une résolution supprimant dans l'article 14 la stipulation selon laquelle l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote ; que soutenant que cette résolution était soumise à la règle de l'unanimité, M. Z... a demandé qu'il soit constaté qu'elle n'avait pas été adoptée ;

Attendu que la société LOG et M. X... font grief à l'arrêt d'avoir accueilli cette demande, alors, selon le moyen, que le juge saisi d'une demande tendant à ce que soit déclarée non écrite une clause que la loi répute telle, est tenu de déférer à cette demande, de sorte qu'en refusant de dire qu'était réputée non écrite la clause de l'article 14 des statuts de la société LOG, selon laquelle « l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité », en ce qu'elle est contraire à la disposition impérative de l'article 1844, alinéa 1, du code civil, au motif erroné qu'une telle décision serait du ressort d'un vote unanime des associés de la société par actions simplifiée et non de l'office du juge, la cour d'appel a violé l'article 1844-10, alinéa 2, du code civil, ensemble les articles 4 et 12 du code de procédure civile ;

Mais attendu qu'il n'entre pas dans les pouvoirs du juge de se substituer aux organes de la société en ordonnant la modification d'une clause statutaire au motif que celle-ci serait contraire aux dispositions légales impératives applicables ; que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi ;

CORRIGÉ COMMENTÉ

DOSSIER 1 ÉTUDES DE SITUATIONS PRATIQUES

Première partie

1. Si David Herb est désigné co-gérant, pourra-t-il conclure un contrat de travail avec la SARL ?

Niveau 2 • 1,25 point/20 • 10 min

Remarques

Le thème du cumul du contrat de mandat et du contrat de travail est récurrent.

Régulièrement posée, la réponse à cette question nécessite de se situer dans la sphère de la forme juridique considérée, ici la SARL, et, en outre, de ne pas omettre d'indiquer les conditions de validité jurisprudentielles quelle que soit la forme sociale (emploi effectif, fonctions distinctes, état de subordination).

Dans le cadre de la SARL, et pour ce qui relève du cumul, rappelons que le gérant associé majoritaire ne saurait conclure avec la société qu'il dirige un contrat de travail en raison de l'absence de lien de subordination. On prend en compte les parts qu'il détient dans le capital social afin de déterminer cela.

Il y a, ici, pluralité de gérants : le père, Michel Herb, gérant depuis la création de la SARL (détenteur de 17 000 parts sociales sur 35 000) et le fils, David Herb, dont la nomination en tant que co-gérant est envisagée (détenteur de 400 parts sociales). Il est aisé de relever dans l'énoncé les points permettant d'apporter réponse à la question : David est associé minoritaire et sa formation universitaire lui permet d'accéder au poste à créer de commercial à l'international. Les conditions doivent être énoncées de façon exhaustive.

■ *Le cumul du mandat gérant et d'un contrat de travail*

Dans la SARL, le contrat de mandat n'est pas exclusif du contrat de travail.

Le cumul répond aux conditions jurisprudentielles suivantes :

- il doit s'agir d'un emploi effectif ;
- l'intéressé doit exercer des fonctions techniques réelles et nettement dissociées des fonctions de direction relevant du mandat ;
- les rémunérations doivent être distinctes (en tant que gérant et en tant que salarié) ;

- au titre du contrat de travail, l'intéressé doit être soumis à un lien de subordination envers l'employeur (la SARL) ; cet état de subordination n'est reconnu que lorsque le gérant est minoritaire ce qui signifie que le gérant ne doit pas être associé majoritaire ;
- en application de l'article L223-19 du Code de commerce, le contrat de travail conclu entre le gérant et la personne morale doit avoir fait l'objet d'une approbation *a posteriori* de l'assemblée des associés (ou bien d'une autorisation préalable de l'assemblée des associés en l'absence de commissaire aux comptes).

En l'espèce, David Herb est associé et gérant de la SARL. Le poste à pourvoir « commercial à l'international » semble correspondre à un emploi effectif car l'entreprise développe ses parts de marché à l'étranger. Les fonctions de commercial sont bien distinctes de celles de gérant. David est associé minoritaire (il détient moins de 1 % des parts sociales). En conclusion, il peut cumuler mandat social et contrat de travail.

2. Michel Herb peut-il décider seul de cette augmentation de capital ?

Niveau 1 • 0,75 point/20 • 5 min

Remarques

Le (la) candidat(e) va évoquer la répartition des compétences entre le gérant et la collectivité des associés selon que la décision est ordinaire ou extraordinaire. Ainsi, le terme « seul » de la question sous-tend que Michel Herb est appréhendé en qualité de gérant (et non pas d'associé). A ce titre, le gérant peut accomplir tous actes de gestion : actes de disposition des biens sociaux et actes d'administration. Il agit dans l'intérêt social.

Quoi qu'il en soit, les décisions extraordinaires sont de la compétence de la collectivité des associés réunie en assemblée générale extraordinaire.

La réponse attendue doit être concise.

■ **L'organe compétent pour décider d'une augmentation du capital social**

Si les statuts ne contiennent pas de clause déterminant les pouvoirs du gérant, celui-ci peut accomplir « tous actes de gestion dans l'intérêt de la société ». Les pouvoirs du gérant sont limités par ceux des autres organes.

Les décisions collectives extraordinaires ont pour objet de modifier les statuts. L'augmentation du capital social est une modification statutaire.

Ainsi, seule une décision de l'assemblée générale extraordinaire peut modifier le capital social. Le gérant ne peut pas en décider seul.

3. Quelles sont les modalités de cette opération ?

Niveau 3 • 2 points/20 • 15 min

Remarques

Le (la) candidat (e) doit indiquer les modalités d'une augmentation du capital social par apport en nature.

Cette question succède naturellement à la précédente.

Plusieurs points sont à organiser pour proposer une réponse exhaustive.

- Tout d'abord, les conditions de quorum et de majorité requises en AGE. La SARL Chronos a été immatriculée en 2006 ; il n'est pas pertinent d'indiquer les conditions de majorité antérieure à la loi du 4 août 2005 (pour mémoire : pas de quorum et majorité d'au moins les trois-quarts des parts sociales). En revanche, il faut préciser les conditions de quorum (première et seconde convocation) et de majorité.

- Ensuite, il faut se pencher sur la notion d'agrément qui est conforme à la règle fondamentale de l'intuitu personae caractérisant la SARL. En effet, l'apporteur (en nature) est une personne morale, la SARL Berthet qui n'est pas associée. Les conditions de l'agrément sont à indiquer.

- Enfin, la SARL Berthet fait un apport en nature pour lequel une évaluation s'impose.

Ces différents points sont incontournables et permettent de poser une solution en l'espèce.

■ *Les modalités d'une augmentation du capital social en nature dans une SARL*

L'augmentation du capital social en nature relève d'une décision collective extraordinaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si les conditions de quorum et de majorité suivantes sont respectées.

Conditions de quorum

Les associés présents ou représentés doivent posséder un nombre minimal de parts sociales (quorum) :

- sur première convocation, un quart des parts sociales ;
- sur deuxième convocation, un cinquième de celles-ci.

À défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être reportée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Conditions de majorité

Les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Lorsque les parts sociales nouvelles sont souscrites par des personnes non associées, celles-ci doivent être agréées par les autres associés dans les mêmes conditions que si leur entrée dans la société résultait d'une cession de parts, c'est-à-dire

à la majorité par tête des associés représentant la moitié des parts sociales (double majorité).

Si l'augmentation du capital est réalisée en totalité ou en partie au moyen d'apports en nature, l'intervention du commissaire aux apports est requise, quelle que soit la valeur des biens apportés.

Le commissaire aux apports est désigné à l'unanimité des associés ou, à défaut, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête d'un associé ou du gérant.

La responsabilité pendant cinq ans de la valeur attribuée aux apports lorsque celle-ci est différente de celle proposée par le commissaire aux apports ne s'applique, lors d'une augmentation de capital, qu'aux gérants et aux personnes ayant souscrit à cette augmentation.

En l'espèce, le ou les co-gérants soumettront le projet d'agrément de la SARL Berthet en AGE. L'apport en nature (matériel estimé à 100 000 euros) devra être évalué par un commissaire aux apports. L'agrément nécessitera le vote d'au moins trois associés représentant 17 500 parts sociales.

L'augmentation du capital sera décidée par des associés représentant au moins 23 334 parts sociales.

4. Les contrats relatifs à ces achats doivent-ils suivre une procédure particulière ?

Niveau 2 • 1,50 point/20 • 15 min

Remarques

Cette question s'inscrit chronologiquement à la suite de la précédente. En effet, la SARL Berthet est devenue cinquième associé de la SARL Chronos.

Les deux sociétés concluent des contrats de vente portant sur des mouvements d'horlogerie et pièces d'horlogerie, objet de l'activité de la SARL Chronos.

Il est pertinent, vu la qualité des parties au contrat, de s'interroger sur le « risque de conflit d'intérêt » dans ce genre de transaction et, donc, de suivre la procédure des conventions réglementées. Néanmoins, rien n'indique que l'associé Berthet tire un avantage particulier des opérations conclues avec Chronos d'autant que lesdites opérations concernent l'objet social (voir article 3 des statuts). On pourrait abandonner le parti de la convention réglementée pour adopter celui d'une convention libre.

Le (la) candidat(e) veillera à justifier sa position en donnant les arguments utiles.

■ Le régime des conventions réglementées

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés doivent, en principe, être soumises au contrôle des associés.

Le contrôle est effectué *a posteriori* par la collectivité des associés sur rapport préalable du gérant ou, s'il en existe un, du commissaire aux comptes. L'associé intéressé ne prend pas part au vote.

Par exception, les conventions portant sur des opérations « courantes et conclues à des conditions normales » ne sont pas soumises à contrôle.

En l'espèce, les opérations relèvent de l'objet statutaire de la SARL Chronos. Si elles ont été conclues selon des conditions normales, on peut aller sur les conventions libres. Si cela n'est pas le cas, on suivra la procédure des conventions réglementées.

Autonotation et calcul du temps consacré

QUESTIONS	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Question 1	1,25		10 min	
Question 2	0,75		5 min	
Question 3	2		15 min	
Question 4	1,5		15 min	

Deuxième partie

1. La société est-elle engagée par ces actes ?

Niveau 2 • 1,75 point/20 • 15 min

Remarques

La deuxième partie met en scène le nouveau gérant, David Herb. Ce dernier accomplit des opérations de gestion qui inquiètent d'autres associés et notamment son père, co-gérant.

Les différentes questions sont liées les unes aux autres ; elles cernent des dispositifs légaux visant à protéger les intérêts de la personne morale.

La première question se réfère à deux opérations conclues par David : l'acquisition d'un matériel pour la société d'une valeur de 21 000 euros et le recrutement d'un salarié. Le (la) candidat(e) est invité(e) à délimiter les pouvoirs du dirigeant. Ceux-ci

sont censés entrer dans l'objet social et rester conformes aux éventuelles clauses statutaires limitant les pouvoirs du gérant.

L'embauche d'un salarié est un acte d'administration classique. L'énoncé ne propose pas d'informations permettant de discuter la pertinence de cette embauche. Par contre, il existe une clause statutaire (article 11) soumettant tout contrat d'un montant supérieur à 20 000 euros à accord préalable des associés.

■ *Les pouvoirs du gérant dans l'ordre externe*

À l'égard des tiers, le gérant est le représentant légal de la société. Il est « investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ». Il doit agir dans l'intérêt social.

Toute clause statutaire limitant ses pouvoirs est inopposable aux tiers.

La société est engagée même si les actes accomplis par le gérant n'entrent pas dans l'objet social, « à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances ».

En l'espèce, l'embauche relève de l'activité normale de l'entreprise, en particulier si un tel recrutement répond à ses besoins. La société est engagée par la conclusion de ce contrat de travail.

L'achat du matériel pour 21 000 euros excède le montant statutaire de 20 000 euros. De la même façon, la SARL est engagée.

2. En tant que co-gérant, Michel Herb peut-il s'opposer aux actes passés par David Herb ?

Niveau 2 • 0,75 point/20 • 5 min

Remarques

L'organisation de la gérance collégiale peut ou non avoir été prévue statutairement. Ici, il est vraisemblable qu'elle ne l'a pas été. Chaque gérant détient séparément tous les pouvoirs pour agir mais peut s'opposer à l'acte du co-gérant avant que celui-ci ne soit conclu.

Le co-gérant qui s'oppose doit manifester explicitement son opposition au tiers contractants.

■ *Opposition du gérant aux actes accomplis par un co-gérant*

Lorsqu'il existe plusieurs gérants et que les statuts n'ont pas déterminé leurs fonctions respectives ni précisé qu'ils doivent agir conjointement, chacun peut agir séparément, sauf le droit pour les autres de s'opposer à toute opération non encore conclue.

L'opposition peut être faite sous une forme quelconque pourvu qu'elle soit nettement affirmée au tiers concerné (exemple : exploit d'huissier, lettre ou même déclaration devant témoins).

En l'espèce, il y a pluralité de gérants. Michel Herb peut s'opposer aux actes accomplis par David Herb avant la conclusion de ceux-ci.

3. Les associés, Chloé et Lois Battle, s'interrogent sur les actes passés par David Herb. Quelle action peuvent-ils engager si la société subit un préjudice ?

Niveau 3 • 2,25 points/20 • 20 min

Remarques

Certains des associés s'interrogent sur les opérations conclues par David Herb. Ils se demandent quelle action engager en cas de préjudice social. Il s'agit, ici, de traiter l'engagement de la responsabilité du (ou des) gérant(s) lorsque son comportement (fait générateur) a causé un dommage à la personne morale (préjudice). Il est entendu qu'il y a un lien de cause à effet entre le fait générateur et le préjudice.

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement, selon le cas, envers la société ou envers les tiers :

- des infractions aux lois et règlements applicables aux SARL ;
- des violations des statuts ;
- des fautes commises dans leur gestion.

Lorsque la faute d'un dirigeant cause un préjudice à la société, l'action en réparation de ce préjudice (dite action sociale) peut être engagée par la société elle-même, par l'intermédiaire de ses représentants légaux (action sociale *ut universi*), ou par un associé ou un groupe d'associés représentant au moins 10 % des parts sociales (exercice de l'action sociale *ut singuli*).

Le recours aux expressions latines n'est pas obligatoire : il suffit d'explicitier très clairement les options.

La réponse est assez longue. Les différents éléments doivent être organisés de façon structurée.

■ L'exercice de l'action sociale en responsabilité

La responsabilité du gérant de SARL est engagée lorsque trois éléments cumulatifs sont vérifiés : le fait générateur, le préjudice et le lien de causalité.

Le **fait générateur** peut être un manquement aux dispositions légales et réglementaires, une violation des statuts ou encore une faute de gestion.

Lorsqu'il s'agit d'un **préjudice** social, l'action sociale doit être suivie. Il s'agit d'une action menée au nom et pour le compte de la personne morale.

Elle peut être engagée par le représentant légal (action sociale *ut universi*) ou par un associé ou par plusieurs associés à condition de représenter au moins 10 % des parts sociales (action sociale *ut singuli*).

Au cas considéré, si les conditions d'engagement de la responsabilité civile de David Herb sont réunies, Michel Herb, co-gérant, peut engager l'action sociale *ut universi*.

Les associés, Chloé et Lois, peuvent, de leur côté, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action sociale *ut singuli* : ils détiennent à eux deux 50,29 % du capital social.

4. Chloé et Lois Battle peuvent-ils révoquer David Herb ?

Niveau 2 • 1,75 point/20 • 15 min

Remarques

Cette question porte sur l'un des cas de cessation des fonctions du gérant : la révocation. Le(la) candidat(e) doit énoncer les conditions de révocation du gérant de SARL, ici, David Herb.

La décision de révoquer appartient aux associés. Le (la) candidat(e) doit préciser les conditions d'adoption de la décision.

Si elle n'est pas inscrite à l'ordre du jour, il se peut qu'elle soit prononcée au cours d'une assemblée quelconque à la suite d'incidents graves et imprévus (« incidents de séance »).

Si la révocation est régulière mais dénuée de juste motif, le gérant révoqué est fondé à réclamer des dommages et intérêts. Il en est d'ailleurs de même si la révocation a été prononcée abusivement ou dans des circonstances injurieuses ou vexatoires.

En outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La réponse attendue doit être concise.

■ Les conditions de révocation du gérant de SARL

Le gérant peut être révoqué par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales sur première consultation, à moins que les statuts prévoient une majorité plus forte. Une seconde consultation peut être nécessaire à la majorité des votes émis.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à l'allocation de dommages et intérêts. Il en va de même si la révocation a lieu dans des conditions injurieuses ou vexatoires.

En outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

En l'espèce, Chloé et Lois représentant 50,29 % des parts sociales, ils peuvent révoquer David Herb. Ce dernier a violé une clause statutaire ce qui constitue un juste motif. Aucun dommages et intérêts ne seront versés.

5. La SARL Chronos peut-elle se porter caution ?

Niveau 3 • 1,5 point/20 • 10 min

Remarque

Le régime des conventions a été exploré dans la première partie (réglementée/libre). Le (la) candidat(e) est confrontée à la convention interdite. En effet, c'est bien le gérant (David Herb) qui, pour des affaires personnelles, obtient un financement bancaire pour lequel on se demande si la SARL peut se porter caution. Il n'y a aucun doute sur le fait qu'il s'agit d'une convention interdite.

Le(la) candidat(e) définira la convention interdite et en indiquera la conséquence première (nullité de la convention).

■ Les conventions interdites

Il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoint, ascendants et descendants des gérants, des associés ou des représentants légaux des personnes morales associées, ainsi qu'à toute personne interposée.

En revanche, l'interdiction est écartée si l'associé est une personne morale. De même, si la société exploite un établissement financier, l'interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de ce commerce conclues à des conditions normales.

Autonotation et calcul du temps consacré

QUESTIONS	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Question 1	1,75		15 min	
Question 2	0,75		5 min	
Question 3	2,25		20 min	
Question 4	1,75		15 min	
Question 5	1,5		10 min	

Troisième partie

Quelles sont les infractions commises en l'espèce ?

Niveau • 2,5 points/20 • 20 min

Remarques

Le droit pénal est souvent un exercice délicat pour le(la) candidat(e). Les infractions à qualifier dans l'énoncé sont aisées à repérer : abus de biens sociaux et recel d'abus de biens sociaux.

Le(la) candidat(e) doit obligatoirement nommer l'infraction. Puis, chacune doit être déclinée selon les trois éléments classiques : légal, matériel, moral. Forcément, il faut vérifier ces différents éléments dans le cas considéré.

■ *L'abus de biens sociaux – le recel d'abus de biens sociaux*

L'abus de biens sociaux

L'abus de biens sociaux est un délit qui peut être commis par les dirigeants de droit ou de fait de certaines personnes morales dont la SARL.

- Élément légal : délit défini et sanctionné par le code de commerce.
- Élément matériel : l'infraction consiste, pour le dirigeant d'une SARL, à faire :
 - un usage des biens ou du crédit de la société ;
 - contraire à l'intérêt de la société ;
 - dans son intérêt personnel ou pour favoriser une autre entreprise ou une société dans laquelle le dirigeant est intéressé directement ou indirectement.
- Élément moral : infraction intentionnelle. La mauvaise foi du dirigeant est exigée. Le dirigeant doit avoir conscience que son comportement est contraire à l'intérêt de la société.

Le recel d'abus de biens sociaux

Le délit de recel est constitué lorsque les éléments ci-dessous sont réunis.

- Élément légal : délit défini et sanctionné par le code pénal.
- Élément matériel : l'infraction correspond à la dissimulation, la détention, la transmission, l'intermédiation d'une chose en sachant qu'elle provient d'un délit ou d'un crime. Il faut y ajouter le recel-profit : le fait de profiter (de bénéficier) par tout moyen du produit d'un crime ou d'un délit.
- Élément moral : l'auteur de l'infraction agit intentionnellement. Le receleur doit avoir connaissance de l'origine frauduleuse de la chose recelée.

En l'espèce, David Herb, gérant de la SARL, a délibérément tiré sur le compte de la société un chèque afin de régler des dépenses personnelles. Le gérant a rémunéré l'architecte qui a effectué des prestations pour sa résidence privée. L'abus de biens sociaux est constitué.

Quant à l'architecte, on relève qu'il bénéficie du produit de cette infraction en encaissant le chèque. Reste à savoir s'il le fait en connaissance de cause. A-t-il connaissance de la provenance de la somme ? Cela reste à prouver pour que le délit de recel d'abus de biens sociaux soit effectivement consommé.

Autonotation et calcul du temps consacré

QUESTION	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Question	2,5		20 min	

DOSSIER 2

ÉTUDE D'UN DOCUMENT

Remarques

L'arrêt de la Cour de cassation (arrêt de rejet – chambre commerciale, 9 juillet 2013) se réfère au point du programme de DCG relatif aux clauses statutaires des SAS.

C'est l'opportunité de revenir sur cette forme juridique, contractuelle, en revoyant les différentes clauses statutaires.

Attention : ne pas confondre cession et exclusion.

Le problème posé s'appuie sur le rôle du juge du fond. Quelle est la marge de manœuvre du juge du fond lorsqu'il constate une disposition des statuts contraire à l'ordre public ? Peut-il se substituer aux organes sociaux ou exercer un contrôle pur ?

1. Quel est le problème juridique posé par cet arrêt ?

Niveau 3 • 1 point/20

Un juge du fond peut-il se substituer aux organes sociaux pour modifier une disposition statutaire contraire à l'ordre public ?

2. La décision d'exclusion d'un associé de SAS en vertu d'une clause statutaire peut-elle faire l'objet d'un contrôle par le juge ?

Niveau 3 • 3 points/20

Remarque

La lecture de l'arrêt permet, en principe, de prendre appui afin de répondre à la question posée.

Il s'agit de bien poser la question (1) et de comprendre la teneur de l'arrêt en le lisant de façon très active et concentrée.

On se demande si une clause d'exclusion d'un associé insérée dans les statuts d'une SAS peut être réformée par le juge du fond et si, par là-même, celui-ci peut se substituer aux organes sociaux. La réponse est négative. Le juge contrôle mais ne se substitue pas.

La validité d'une clause statutaire peut être soumise au contrôle du juge du fond. Les statuts d'une SAS peuvent contenir une clause d'exclusion. Cette clause explicite les causes d'exclusion (elles doivent être objectives). Elle doit désigner l'organe compétent pour décider de l'exclusion ainsi que les modalités de celle-ci. L'une d'entre elles concernent les modalités de remboursement des droits sociaux.

Insérer une telle clause dans les statuts ou la modifier relève d'une décision unanime des associés à peine de nullité.

Autonotation et calcul du temps consacré

QUESTIONS	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Dossier 2			20 min	
Question 1 : problème juridique	1			
Question 2 : contrôle par le juge	3			

2015
SUJET

Annales DCG 2

Sarl Idéal Maison

PRÉSENTATION DU SUJET

THÈMES TRAITÉS	<p>Dossier 1 – Étude de situations pratiques</p> <p><i>Première partie</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Assemblée générale ordinaire annuelle (AGOA) dans une SARL : date de réunion au plus tard• AGOA : modalités et délai de convocation des associés• Affectation du résultat : conditions de majorité <p><i>Deuxième partie</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Société par actions simplifiée (SAS) : prééminence du contrat de société• Clause d'inaliénabilité : conditions de validité – conséquence de la violation de cette clause• Conditions de désignation d'un commissaire aux comptes dans une SAS• Incompatibilités liées à l'exercice de la profession de CAC <p><i>Troisième partie</i></p> <ul style="list-style-type: none">• SA à direction dissociée : conditions de nomination du directeur général• SARL : règle de cumul des mandats sociaux• SA : durée du mandat – démission d'un administrateur• SA : règles de cooptation <p>Dossier 2 – Commentaire de documents</p> <p><i>Première partie Escroquerie : éléments constitutifs</i></p> <p>Juridiction compétente en matière d'escroquerie</p> <p><i>Deuxième partie</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Problème juridique : arrêt Cour de cassation – Reprise des actes accomplis dans le cadre d'une société en formation• Solution de la cour d'appel• Solution de la Cour de cassation• Effet de l'accomplissement régulier d'une formalité de reprise.
---------------------------	--



PRÉSENTATION
DU SUJET

L'originalité du sujet repose sur le questionnement portant sur trois formes juridiques dans l'étude de situations pratiques. Le(la) candidat(e) passe, en effet, de la SARL à la SAS puis à la SA. Il y a donc une rupture avec l'alternance des dernières sessions entre SA et SARL.

Cela confirme l'obligation du (de la) candidat(e), d'une part, à ne pas faire d'impasse et, d'autre part, à s'entraîner tout au long de l'année, à vérifier l'acquisition des connaissances fondamentales et à les adapter aux situations proposées.


- Les questions posées dans le **dossier 1** font référence à des règles juridiques de base, incontournables.

La **première partie** du dossier 1 se compose de trois questions dont l'axe principal est celui de l'assemblée générale ordinaire annuelle. Successivement, le(la) candidat(e) doit préciser le délai légal au plus tard pour approuver les comptes annuels d'une SARL (mais cela vaut pour toutes les formes juridiques des sociétés jouissant de la personnalité juridique). Puis, le(la) candidat(e) doit indiquer les modalités et le délai selon lesquels les associés sont convoqués. Enfin, sont attendues les conditions de majorité de l'AGO (SARL). Ces trois questions appellent une brève application au cas considéré.

La **deuxième partie** du dossier 1 propose quatre questions qui se situent dans le cadre d'une SAS. La **première question** est inhabituelle puisque le(la) candidat(e) doit justifier le choix de la transformation de la SARL en SAS. La gérante de la SARL suggère la souplesse de structure de la SAS ; le(la) candidat(e) doit (brièvement) le justifier. La **deuxième question** concerne les conditions de validité de la clause d'inaliénabilité lorsque celle-ci est introduite dans les statuts d'une SAS ; l'effet de la violation de cette clause est à indiquer. Les cas de désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes font l'objet de la **troisième question**. La précision s'impose puisque les seuils sont à énoncer ; l'énoncé ne propose pas le total du bilan : le(la) candidat(e) envisagera un montant supérieur à 1 million d'euros ou inférieur à 1 million d'euros afin d'appliquer au cas considéré. La **quatrième question** est concentrée sur la nomination du CAC et notamment sur les incompatibilités.

La **troisième partie** du dossier 1 se réfère à la SA. Les questions successives ne sont pas complexes mais tendent à faire réfléchir. Il est essentiel d'appliquer à l'issue de chacune d'elles. Dans la **question 1**, il est fait état d'une formule dissociée (PCA et DG). Le(la) candidat(e) énoncera les conditions requises pour être désigné en qualité de directeur général. Puis, dans la **question 2**, une brève réponse est attendue concernant le cumul des mandats sociaux ; or, l'énoncé glisse à nouveau de la SA à la SARL afin d'inviter le(la) candidat(e) à indiquer s'il existe une règle du cumul des mandats sociaux dans une SARL. La **troisième question** interroge sur la durée du mandat d'un administrateur et aussi sur la possibilité pour un administrateur de démissionner. Enfin, la **quatrième question** pose le problème du départ potentiel (démission) d'un administrateur et de sa répercussion sur le nombre d'administrateurs restants au sein du conseil d'administration. L'ensemble de la réglementation applicable à la cooptation (obligatoire/facultative voire interdite) doit être présenté. On relève que cette réponse est très proche de la question de cours pure et simple.



 <p>PRÉSENTATION DU SUJET</p>	<p>La session 2015 écarte la question de cours et valorise fortement le premier dossier (13,5 points).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le second dossier (6,5 points) aborde dans une première partie la matière pénale. Un court article du <i>Monde</i> fait état d'une escroquerie dont l'entreprise Michelin a été la victime. Le(la) candidat(e) est invité(e) à indiquer les éléments de l'escroquerie et à nommer la juridiction compétente en la matière. La seconde partie est plus classique. Il s'agit d'un arrêt de la Cour de cassation. Le thème d'étude est celui des modalités de reprise des actes accomplis au cours de la période de formation.
<p>PAR OÙ COMMENCER ?</p>	<p>Les dossiers sont indépendants. Le(la) candidat(e) veillera à traiter la totalité des questions.</p>

ÉNONCÉ DU SUJET

SESSION 2015

DROIT DES SOCIÉTÉS

Durée de l'épreuve : 3 heures - coefficient : 1

Document autorisé :

Aucun document personnel ni aucun matériel ne sont autorisés.

En conséquence, tout usage d'une calculatrice ou d'un code est **INTERDIT** et constituerait une fraude.

Document remis au candidat :

Le sujet comporte 6 pages numérotées de 1/6 à 6/6

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

Le sujet se présente sous la forme de 2 dossiers indépendants

Page de garde..... page 1

DOSSIER 1 – ETUDE DE SITUATIONS PRATIQUES (13,5 points)

Première partie page 3

Deuxième partie page 4

Troisième partie pages 4 et 5

DOSSIER 2 – COMMENTAIRE DE DOCUMENTS (6,5 points)

Première partie page 5

Deuxième partie..... page 6

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.

Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie ainsi qu'à l'expression et l'orthographe.

SUJET

DOSSIER 1 – ETUDE DE SITUATIONS PRATIQUES

« IDÉAL MAISON » est une société à responsabilité limitée (S.A.R.L.), créée le 6 octobre 1988. Selon les statuts, elle a pour objet de réaliser « toute activité de vente, réalisation et rénovation de maisons individuelles, de commercialisation et installation de piscines et de promotion immobilière ». Implantée dans le Sud Ouest de la France, elle a acquis au fil du temps une bonne notoriété, liée notamment à la qualité de ses réalisations.

Au 31 décembre 2014, son chiffre d'affaires HT s'élevait à 2 986 878 €. À la même date, elle avait quatre salariés. Depuis 2010, elle est gérée par Odile Girard qui a succédé à son père, Michel Girard.

Répartition du capital de 8 160 € au 31 décembre 2014

Associés	Parts sociales
Odile Girard	300
Michel Girard	400
Kamel Boutedja	150
Yves Debord	150

Les statuts ne comportent aucune clause dérogatoire.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Première partie

Le 14 avril 2015, la gérante a réuni les associés en assemblée générale pour l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

Travail à faire

1. Cette assemblée générale a-t-elle été réunie dans les délais impartis par la loi?
2. Comment et quand Odile Girard a-t-elle dû convoquer les associés de la SARL « IDÉAL MAISON » à cette assemblée générale ?
3. La proposition d'affectation du résultat, présentée par Odile Girard, a-t-elle pu être adoptée malgré les seuls votes défavorables de Kamel Boutedja et Yves Debord ?

Deuxième partie

Odile Girard envisage de transformer la S.A.R.L. « IDÉAL MAISON » en société par actions simplifiée (S.A.S.) pour « profiter de la souplesse juridique offerte par cette structure ».

Cependant, bien qu'il s'agisse d'une société par actions, elle souhaiterait pouvoir contrôler la sortie éventuelle d'un actionnaire. Elle envisage d'introduire dans les statuts une clause d'inaliénabilité.

Travail à faire

1. Que pensez-vous de l'affirmation d'Odile Girard selon laquelle la SAS est une structure souple ?
2. Quelles sont les conditions de validité d'une clause d'inaliénabilité ? Quelle est la conséquence de la violation de cette clause ?
3. Une fois la S.A.R.L. transformée en SAS, aura-t-elle l'obligation de se doter d'un commissaire aux comptes (CAC) ?
4. Si un CAC est nommé, la fille d'Odile Girard, Agathe, pourrait-elle assurer cette fonction ?

Troisième partie

Odile Girard est, à titre personnel, actionnaire et administratrice depuis 2005 de la S.A. « AMENAGE », fournisseur d'équipement de la maison (carrelages, sanitaires, planchers, etc.) et avec qui elle collabore au travers de ses différents chantiers.

Le mandat d'administratrice d'Odile Girard court jusqu'en mai 2017 mais elle souhaite y mettre un terme, compte tenu de sa charge de travail au sein de la S.A.R.L. « IDÉAL MAISON ».

La SA est dirigée par Marc Benoit, Président et Directeur Général. Le conseil d'administration est statutairement composé de 4 membres. Marc Benoit, âgé de 65 ans, envisage de ne plus occuper que le poste de Président du Conseil d'administration. Le poste de Directeur Général pourrait être confié à son fils, Romain Benoit, lui aussi administrateur et âgé de 38 ans. Pour l'instant Romain Benoit est co-gérant d'une S.A.R.L. de peinture et souhaiterait le rester après son éventuelle nomination. Le quatrième administrateur est Myriam Benoit.

Travail à faire

1. Le conseil d'administration a dissocié les fonctions de Président du conseil d'administration (P.C.A.) et de directeur général (D.G.). Marc Benoit a été nommé P.C.A. À quelles conditions Romain Benoit peut-il être nommé D.G. ?
2. À la suite de cette nomination, Romain Benoit pourra-t-il conserver son mandat de co-gérant dans la S.A.R.L. de peinture ?

3. Quelle est la durée du mandat d'un administrateur ? Odile Girard peut-elle démissionner de son poste ?
4. Quelle conséquence entraînerait la démission d'Odile Girard au niveau de la composition du conseil d'administration de la S.A. « AMENAGE » ? Comment y remédier ? À cette occasion, vous exposerez l'ensemble de la réglementation applicable à cette situation.

DOSSIER 2 – COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

Première partie

Michelin victime d'une escroquerie de grande ampleur

Michelin s'est fait dérober 1,6 million d'euros via une escroquerie reposant sur de faux ordres de virement. Pour soustraire cette somme au numéro 2 du fabricant de pneumatiques, un individu s'est fait passer pour le directeur financier d'un fournisseur et a affirmé que les paiements destinés à sa société devaient dorénavant être versés sur un compte ouvert dans une banque en République tchèque.

Au téléphone, l'homme a fait preuve d'une assurance sans faille. Il a ainsi contacté directement la personne en charge du dossier et a affiché une parfaite connaissance des procédures. Les références du compte à créditer ont été modifiées.

C'est le vrai directeur financier du fournisseur qui, ne voyant rien arriver sur son compte, a tiré le signal d'alarme. Depuis fin septembre, plusieurs de ses factures n'étaient en effet pas réglées. [...]

<http://www.lemonde.fr>, Manuel Armand (Clermont-Ferrand, correspondant) 04/11/2014

Travail à faire

À partir du document ci-dessus et de vos connaissances :

1. Rappelez les éléments constitutifs de l'escroquerie.
2. Quelle est la juridiction compétente en matière d'escroquerie ?

Deuxième partie

A l'aide de l'arrêt de la chambre commerciale de la Cour de cassation du 13 décembre 2011 ci-dessous, vous répondrez aux questions suivantes :

- 1- Quel est le problème juridique soulevé par cet arrêt ?
- 2- Présentez et expliquez la solution de la cour d'appel.
- 3- Présentez et justifiez la solution de la Cour de cassation.
- 4- Quelle est la conséquence de l'accomplissement régulier de l'une des formalités de reprise ?

Sur le moyen unique, pris en sa deuxième branche :

Vu les articles L. 210-6 et R. 210-5 du code de commerce et l'article 6 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978 ;

Attendu, selon le premier de ces textes, que les personnes qui ont agi au nom d'une société en formation avant qu'elle ait acquis la jouissance de la personnalité morale sont tenues solidairement et indéfiniment des actes ainsi accomplis, à moins que la société, après avoir été régulièrement constituée et immatriculée, ne reprenne les engagements souscrits ; qu'il résulte des deux autres textes que la reprise de tels engagements ne peut résulter que soit de la signature par les associés des statuts auxquels est annexé un état des actes accomplis pour le compte de la société, soit d'un mandat donné par les associés avant l'immatriculation de la société à l'un ou plusieurs d'entre eux, ou au gérant non associé, et déterminant, dans leur nature ainsi que dans leurs modalités, les engagements à prendre, soit encore, après l'immatriculation, d'une décision prise, sauf clause contraire des statuts, à la majorité ;

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que se prévalant d'un bon de commande signé le 11 mai 2006 par M. X... pour le compte de la société X..., antérieurement à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, intervenue le 20 juin 2006, la société Komatsu France (société Komatsu) a assigné celle-ci en paiement d'une somme correspondant au prix d'une partie du matériel d'exploitation forestière visé par le bon de commande ; que la société X... a contesté être débitrice de la somme réclamée en l'absence de reprise régulière de cet engagement ;

Attendu que pour accueillir la demande de la société Komatsu, l'arrêt retient que la société X... n'a pas seulement procédé à une reprise implicite de l'engagement du 11 mai 2006 en procédant à un remboursement partiel de la tête d'abattage le 22 juin 2006 ; qu'il ajoute qu'en effet, cette société a souscrit le 27 juin 2006, postérieurement à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, un contrat de crédit-bail destiné à financer le matériel objet de la commande ; qu'il relève encore que de la signature de ce second contrat découle la reprise par la société X... de l'engagement du 11 mai 2006 envers la société Komatsu, le crédit-bail se rattachant par un lien nécessaire au contrat assurant la fourniture du bien financé ;

Attendu qu'en se déterminant ainsi, sans avoir constaté l'accomplissement régulier de l'une ou l'autre des formalités précitées, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision ;
PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres griefs :
CASSE ET ANNULE(...).

CORRIGÉ COMMENTÉ

DOSSIER 1 ÉTUDE DE SITUATIONS PRATIQUES

Première partie

1. L'assemblée générale a-t-elle été réunie dans les délais impartis par la loi ?

Niveau 1 • 0,5 point/20 • 5 minutes

Remarque

Il s'agit d'un principe fondamental se référant tant au droit des sociétés qu'au droit comptable (il en est de même d'ailleurs des deux questions suivantes). Ces points doivent être parfaitement maîtrisés.

- Rappelons que, préalablement à la tenue de l'AGO, le gérant doit satisfaire à certaines obligations relatives à l'établissement et à la communication des documents sociaux sous peine de sanctions (art. L. 223-26 al. 1 et art. L. 241-5, C. com.).
- Par ailleurs, le gérant peut faire une demande de prolongation du délai pour la tenue de l'assemblée au président du tribunal de commerce territorialement compétent. Cette requête doit être adressée dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

■ *L'approbation des comptes annuels*

L'assemblée générale ordinaire annuelle (AGOA) d'approbation des comptes doit être réunie dans les six mois, au plus tard, de la clôture de l'exercice comptable.

L'exercice social d'Idéal Maison coïncide avec l'année civile. L'AGOA devait être réunie au plus tard le 30 juin 2015. Elle s'est tenue le 14 avril 2015 de sorte que le délai légal a été respecté.

2. Comment et quand Odile Girard a-t-elle dû convoquer les associés de la SARL Idéal Maison à cette assemblée générale ?

Niveau 1 • 0,75 point/20 • 5 minutes

Remarque

La réponse attendue est concise.

- Il est utile de rappeler qu'il y a une communication préalable des documents sociaux nécessaires à l'AG annuelle. En effet, le gérant doit communiquer, outre les

documents sociaux, le texte des projets de résolutions et le rapport du commissaire aux comptes (s'il en existe un). Ces documents doivent être envoyés (sauf l'inventaire) à chaque associé au moins 15 jours avant la date de l'assemblée.

- Si le gérant ne se soumet pas à cette obligation, chaque associé peut demander, en référé, au président du tribunal de commerce, soit d'adjoindre au dirigeant de procéder à cette communication sous astreinte, soit de désigner un mandataire chargé de remplir l'obligation.

■ *Modalités et délai de convocation des associés à l'AGO*

Le gérant doit envoyer à chaque associé une convocation par lettre recommandée quinze jours au moins avant la date de la réunion. Généralement, la lettre de convocation est accompagnée de l'envoi des documents sociaux.

3. La proposition d'affectation du résultat présentée par Odile Girard a-t-elle pu être adoptée malgré les seuls votes défavorables de Kamel Boutedja et Yves Debord ?

Niveau 2 • 1,5 point/20 • 15 min

Remarques

Ces différents points sont incontournables et concluent à poser une solution en l'espèce.

- La réponse attendue doit faire état des conditions de majorité de l'AGO, compétence en matière d'approbation des comptes et d'affectation du résultat. La solution doit être évoquée obligatoirement. Le(la) candidat(e) dispose, dans l'énoncé, de la répartition des parts entre les associés.
- Les conditions de majorité sur première et sur seconde consultation doivent être indiquées sachant que les statuts peuvent imposer des conditions de majorité plus élevées ou encore écarter la possibilité d'une seconde consultation.
- Indiquons que le(la) candidat(e) doit être parfaitement au point quant aux conditions de quorum et de majorité tant pour l'AGO, dans le cas présent, que pour l'AGE.
- Il faut donc veiller à ce qu'aucun doute ne subsiste quant à la notion de majorité : au moins la moitié (50 %) n'est pas plus de la moitié (50 % + 1 part).

■ *Condition de majorité dans le cadre d'une décision ordinaire (AGO)*

L'approbation des comptes et l'affectation du résultat sont de la compétence de l'assemblée générale ordinaire.

Les conditions de majorité sont les suivantes :

- sur première consultation : majorité absolue des parts sociales (la moitié des parts sociales + 1) ;
- sur seconde consultation : majorité relative des parts sociales sauf si les statuts écartent la seconde consultation.

En l'espèce, au sein de la SARL Idéal Maison, il faut donc réunir, sur première consultation, 50 % + 1 parts sociales soit 501 parts (1 000 parts constituent le capital social). Il n'y a aucune clause dérogatoire dans les statuts.

Kamel Boutedja et Yves Debord s'opposent à la proposition d'affectation du résultat ; ils comptent à eux deux 300 parts sociales sur 1 000 ce qui n'atteint pas la moitié des parts sociales plus une. Les deux autres associés Odile et Michel Girard totalisent 700 parts. La proposition d'affectation du résultat sera adoptée.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 1 Partie 1 2,75 points sur 10 25 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Question 1	0,50		5 min	
Question 2	0,75		5 min	
Question 3	1,50		15 min	

Deuxième partie

1. Que pensez-vous de l'affirmation d'Odile Girard selon laquelle la SAS est une structure souple ?

Niveau 2 • 0,75 point/20 • 10 min

Remarque

La pertinence de la réponse repose sur les principes mêmes qui caractérisent la société par actions simplifiée. Il ne s'agit pas de citer les caractéristiques mais de montrer la « souplesse » de la SAS par rapport notamment à la SARL puisque la préoccupation est celle de la transformation de la SARL en SAS.

Les quelques principaux arguments à énoncer viseront donc à conforter l'affirmation d'Odile Girard.

Il faut veiller ici, à ne pas être excessif quant aux arguments favorables à la SAS. En effet, même si les statuts orchestrent assez librement les modalités de fonctionnement, il faut avoir en tête que certaines clauses statutaires ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité (voir question suivante).

■ Les principes directeurs de la SAS

La société par actions simplifiée, société de capitaux, présente la particularité d'un fonctionnement relevant, pour une large part, de la volonté de ses membres. On dira que c'est une société qui repose sur un certain *intuitu personae* contrairement

au droit commun des sociétés de capitaux. C'est une société relativement fermée bien plus contractuelle qu'institutionnelle.

Les membres de la société par actions simplifiée choisissent librement dans les statuts la nature et les fonctions de leurs organes de direction ainsi que les conditions et les formes dans lesquelles sont prises les décisions collectives.

2. Quelles sont les conditions de validité d'une clause d'inaliénabilité ? Quelle est la conséquence de la violation de cette clause ?

Niveau 2 • 1,50 point/20 • 15 min

Remarque

La loi permet aux statuts de réglementer l'admission et le retrait des associés. Ces clauses sont importantes et ne peuvent être adoptées ou modifiées en cours de vie sociale qu'avec le consentement unanime des associés. En outre, leur inobservation est sanctionnée par la nullité de la cession.

La clause d'inaliénabilité, qui a pour effet qu'un associé ne peut céder ses titres pendant une période, est l'une de ces clauses statutaires.

■ *Clause d'inaliénabilité : conditions de validité et conséquence en cas de violation*

Les statuts de la société par actions simplifiée peuvent prévoir l'interdiction pour les associés de céder leurs titres pendant une durée déterminée à la seule condition que celle-ci n'excède pas dix ans. La durée de dix ans constitue un maximum que les associés peuvent réduire, de même qu'ils peuvent aménager les conditions d'application de la clause.

Une telle clause ne peut être modifiée, supprimée ou insérée qu'avec le consentement unanime des associés.

Toute cession effectuée en violation de la clause d'inaliénabilité serait nulle.

3. Une fois la SARL transformée en SAS, aura-t-elle l'obligation de se doter d'un CAC ?

Niveau 3 • 2 points/20 • 10 min

Remarque

La réponse appelle l'exhaustivité.

- L'énoncé des seuils rendant obligatoire dans une SAS la nomination d'un commissaire aux comptes doit être exact. Il y a lieu à ne pas les confondre avec les seuils applicables à la SARL et à la SNC.
- Les différents éléments doivent être ordonnés.

- Enfin, l'énoncé fait état du montant du chiffre d'affaires HT au 31 décembre de l'exercice écoulé ainsi que de l'effectif, soit 4 salariés. Nous ne disposons pas d'information sur le total bilan. Il faut donc poser les hypothèses permettant de proposer une réponse logique en l'espèce.

■ Désignation d'un CAC dans la SAS

Les associés d'une SAS peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes. Toutefois, si elles sont de petite taille en termes de bilan, de chiffre d'affaires et de salariés, elles peuvent sous certaines conditions être dispensées d'avoir recours à un commissaire aux comptes.

En effet, sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes, les sociétés qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants :

- 1 000 000 euros de total du bilan ;
- 2 000 000 euros de CA HT ;
- 20 salariés permanents employés au cours de l'exercice.

En outre, la SAS qui contrôle ou est contrôlée par une ou plusieurs sociétés doit obligatoirement nommer un commissaire aux comptes.

En l'espèce, la société enregistre un CA HT de 2 986 878 euros et emploie 4 salariés. Le CA HT est supérieur à 2 000 000 euros et l'effectif est inférieur à 20.

Il y a lieu d'envisager la voie alternative suivante :

- soit le total du bilan est $> 1\,000\,000$ euros et, dans ce cas, la nomination d'un CAC est obligatoire ;
- soit le total du bilan est $< 1\,000\,000$ euros et, dans ce cas, la nomination d'un CAC n'est pas obligatoire.

4. Si un CAC est nommé, la fille d'Odile Girard pourrait-elle assurer cette fonction ?

Niveau 3 • 1 point/20 • 10 min

Remarque

La réponse attendue est concise.

- Elle fait référence à l'un des principes essentiels quant à la profession de commissaire aux comptes : l'indépendance de l'auditeur légal à l'égard de l'entité contrôlée.
- Des incompatibilités sont donc posées par le législateur (Code de commerce) et dans le code de déontologie professionnelle.
- Relations familiales : la mère étant dirigeante de la société, sa fille ne saurait être commissaire aux comptes.

■ Exercice de la profession de CAC : incompatibilités

L'exercice de la mission de commissaire aux comptes repose essentiellement sur l'indépendance de celui-ci à l'égard de l'entité contrôlée. Ainsi, est incompatible avec l'exercice de la mission de commissaire aux comptes l'existence de lien familial ou personnel entre la personne occupant une « fonction sensible » au sein l'entité contrôlée (dont les comptes sont certifiés) et le commissaire aux comptes.

En l'espèce, il y a un lien mère/fille entre Odile qui dirige la personne morale contrôlée et Agathe. Cette dernière ne saurait être nommée CAC dans la SAS car cela anéantirait l'indépendance du CAC.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 1 Partie 2 5,25 points sur 10 45 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Question 1	0,75		10 min	
Question 2	1,50		15 min	
Question 3	2		10 min	
Question 4	1		10 min	

Troisième partie

- 1. Le conseil d'administration a dissocié les fonctions de PCA et de DG. Marc Benoit a été nommé PCA. À quelles conditions Romain Benoit peut-il être nommé DG ?**

Niveau • 2 points/20 • 15 min

Remarque

Cette question, comme les trois suivantes, relève de connaissances fondamentales des principes juridiques de droit des sociétés.

- L'énoncé passe d'un questionnement sur la SARL, puis sur la SAS, pour ensuite interroger sur la société anonyme moniste avec dissociation entre le président-directeur général (Marc Benoit) et le directeur général (Romain Benoit). Le troisième paragraphe de l'énoncé propose des informations factuelles sur le directeur général.
- La question est de nommer les conditions de la désignation d'un directeur général dans une SA moniste. Le(la) candidat(e) doit donc faire état des différentes conditions : personne physique ? capacité juridique ? limite d'âge ? cumul des mandats sociaux ? etc. Il n'est pas attendu de développement sur chacun de ces points.

■ Conditions de nomination du directeur général dans une SA

Les conditions de nomination du directeur général d'une SA moniste sont les suivantes :

- il s'agit obligatoirement d'une personne physique, faute de quoi la nomination est nulle ;
- la capacité civile suffit (le directeur général n'est pas un commerçant) ; il ne doit pas être frappé d'incompatibilités ou encore d'interdiction de gérer ;
- la limite d'âge fixée par la loi est de 65 ans ; cependant, les statuts peuvent y déroger ;
- il n'est pas autorisé, **en principe**, de cumuler plusieurs mandats de directeur général de sociétés anonymes ayant leur siège social en France ; il existe toutefois deux exceptions : un second mandat dans une société contrôlée par la première, ou un second mandat si les deux sociétés ne sont pas cotées ;
- le directeur général peut être administrateur ou non ;
- le directeur général peut être actionnaire ou non.

La nomination du directeur général est de la compétence du conseil d'administration.

En l'espèce, Romain Benoit est une personne physique, âgée de 38 ans, actionnaire, administrateur. Aucune incompatibilité ou interdiction de gérer n'est relevée.

2. À la suite de cette nomination, Romain Benoit pourra-t-il conserver son mandat de co-gérant dans la SARL de peinture ?

Niveau • 0,5 point/20 • 5 minutes

Remarque

La question du cumul des mandats sociaux est délicate car le(la) candidat(e) hésite parfois à développer ou non les termes de sa réponse. Prendre le temps de cerner la question posée est donc essentiel.

- Ici, l'énoncé indique que Romain Benoit détient déjà un mandat social puisqu'il co-gère un magasin de peinture.
- La question posée n'est pas celle de faire état des règles de cumul des mandats sociaux dans la SA mais de dire si, tout en étant DG de la SA, Romain Benoit peut conserver son mandat de gérant dans une SARL.
- Or, les règles de cumul des mandats sociaux ne concernent que les sociétés anonymes. Assumer un ou plusieurs autres mandats sociaux dans une ou plusieurs autres structures juridiques n'entre pas en ligne de compte.

■ *Le cumul des mandats sociaux dans une SARL*

Le cumul des mandats sociaux concerne uniquement les mandats exercés dans les sociétés anonymes (tant dans les principes que dans les exceptions). Il n'existe aucun texte interdisant ou restreignant le cumul de mandats sociaux dans les SARL.

En l'espèce, Romain Benoit peut tout à fait conserver son mandat de co-gérant dans la SARL de peinture et assumer la fonction de directeur général dans la SA.

3. Quelle est la durée du mandat d'un administrateur ? Odile Girard peut-elle démissionner de son poste ?

Niveau • 1,25 point/20 • 15 min

Remarques

Ces deux questions successivement posées font comme celles qui précèdent partie des fondamentaux.

- Odile Girard est administrateur et elle envisage de démissionner. La durée des fonctions d'administrateur doit être indiquée (durée statutaire à défaut durée légale). La cessation de fonction motivée par la démission du mandataire social est tout à fait possible.
- La réponse nécessite d'être concise. Il n'est pas demandé de développer, par exemple, les motifs divers de cessation de fonction.

■ *Durée légale du mandat d'administrateur*

La durée du mandat d'administrateur est fixée dans les statuts dans la limite de six ans maximum. Il est rééligible.

■ *Démission d'un administrateur*

Un administrateur peut se démettre de ses fonctions. Il n'a pas l'obligation de motiver sa décision. Néanmoins, la démission ne doit pas être donnée dans l'intention de nuire, ni à contretemps, sous peine de dommages-intérêts.

En l'espèce, Odile Girard peut démissionner en cours de mandat. Il s'agit d'une démission volontaire en raison d'une charge de travail lourde au sein de la SARL. Il est certainement préférable qu'elle adresse un courrier (LRAR) afin de faire connaître sa décision.

4. Quelle conséquence entraînerait la démission d'Odile Girard au niveau de la composition du conseil d'administration de la SA Aménage ? Comment y remédier ? À cette occasion, vous exposerez l'ensemble de la réglementation applicable à cette situation

Niveau • 1,75 point/20 • 20 min

Remarque

- Le(la) candidat(e) est guidé(e) sur le mécanisme de la cooptation selon l'une ou l'autre des hypothèses à envisager. Il faut, ici, énoncer non seulement le principe de la cooptation mais, à cette occasion, **l'ensemble de la réglementation applicable**. En d'autres termes, cela s'apparente à une question de cours. Il faut ensuite conclure en l'espèce.

■ *Les règles de la cooptation au sein du conseil d'administration*

Au cours de la vie sociale, les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire.

Certaines difficultés peuvent surgir lorsque des administrateurs cessent leurs fonctions en raison d'un décès ou d'une démission individuelle ou collective.

Les distinctions suivantes doivent être faites :

- si le nombre des administrateurs devient inférieur au minimum statutaire, sans être inférieur au minimum légal de trois, le CA doit procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter son effectif dans le délai de trois mois à compter du jour où se produit la vacance : la cooptation est obligatoire (art. L. 225-24, al. 3, C. com.). Elle doit ensuite faire l'objet d'une ratification par la plus prochaine assemblée générale ordinaire. À défaut de ratification (hypothèse exceptionnelle), les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil demeureront valables ;
- si le nombre des administrateurs devient inférieur au minimum légal, la cooptation n'est pas possible et les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'AGO en vue de compléter l'effectif du conseil ;
- si le nombre des administrateurs est égal ou supérieur au minimum statutaire, la cooptation, soumise à ratification, n'est possible qu'en cas de vacance par décès ou par démission ; cependant, elle n'est pas obligatoire et le conseil d'administration peut décider d'attendre la prochaine AGO.

Toute nomination d'administrateur qui intervient durant la vie sociale est soumise aux formalités de publicité traditionnelles.

En l'espèce, si Odile Girard démissionne, le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum statutaire (4) tout en restant conforme au seuil légal (3) : la cooptation est obligatoire.

Autonotation et calcul de temps consacré

DOSSIER 1 Partie 3 5,5 points sur 10 55 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Question 1	2		15 min	
Question 2	0,5		5 min	
Question 3	1,25		15 min	
Question 4	1,75		20 min	

DOSSIER 2 COMMENTAIRE DE DOCUMENTS

Première partie

Michelin, victime d'une escroquerie de grande ampleur

1. Rappelez les éléments constitutifs de l'escroquerie

Niveau • 2 points/20 • 15 min

Remarque

• La matière pénale apparaît dans l'énoncé d'une façon originale. Il ne s'agit pas de la forme classique d'une mise en situation : un court article du *Monde* relate l'escroquerie dont a été victime Michelin.

Partant de cet article, le(la) candidat(e) est interrogé(e) sur les éléments constitutifs du délit d'escroquerie.

• La réponse est classique : les trois éléments constitutifs doivent obligatoirement être énoncés de façon explicite. L'élément matériel de l'escroquerie doit être précis. Il est rappelé que le numéro de l'article du code pénal n'a pas à être indiqué. Il est souhaitable d'indiquer au moins deux des moyens frauduleux.

■ *Le délit d'escroquerie : éléments constitutifs*

L'escroquerie est un délit constitué des éléments suivants :

- élément légal : l'infraction est définie dans le code pénal ;
- élément matériel : il y a escroquerie lorsqu'une personne use d'un faux nom, d'une fausse qualité, abuse d'une qualité vraie ou recourt à des manœuvres

frauduleuses en vue d'obtenir la remise de fonds, de valeurs ou d'un bien quelconque, la fourniture d'un service ou d'un acte opérant obligation ou décharge. Il y a tromperie et la victime donne son bien ou son argent volontairement ;

- élément moral : l'auteur a connaissance du caractère frauduleux des moyens mis en œuvre ; il a conscience de créer un préjudice à autrui. Il y a une intention frauduleuse.

En l'espèce, l'auteur de l'infraction se fait passer pour le directeur financier d'un fournisseur : usage d'une fausse qualité ; il se fait remettre des fonds : 1,6 million d'euros au préjudice de Michelin ; l'auteur agit en connaissance de cause. L'escroquerie est constituée.

2. Quelle est la juridiction compétente en matière d'escroquerie ?

Niveau 2 • 0,75 point/20 • 5 minutes

Remarque

Lorsqu'il est question de rechercher la juridiction compétente, il faut toujours indiquer la compétence d'attribution et la compétence territoriale.

- En matière de contravention, délit et crime, les juridictions pénales sont compétentes. L'escroquerie est un délit ; le tribunal correctionnel est compétent.
- Il s'agit du tribunal du lieu où les faits ont été commis.

■ *Juridiction compétente en matière d'escroquerie*

En matière d'escroquerie, la juridiction compétente est :

- quant à la compétence d'attribution : le tribunal correctionnel ;
- quant à la compétence territoriale : le tribunal dans le ressort duquel les faits se sont produits.

Ici, le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand est compétent.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 2 Partie 1 3,5 points sur 10 20 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Question 1	2		15 min	
Question 2	0,75		5 min	

Deuxième partie

Arrêt de cassation 13.12.2011

1. Quel est le problème juridique soulevé par l'arrêt ?

Niveau • 1 point/20 • 10 min

Remarque

Le(la) candidat(e) est invité(e) à analyser l'arrêt de la Cour de cassation, chambre commerciale, du 13.12.2011. Il s'agit d'un arrêt de cassation.

- Les questions qui se succèdent sont classiques et, en particulier, l'énoncé du problème de droit posé à la Cour de cassation et auquel répondront les termes de l'arrêt.
- La formulation du problème juridique est concise. Il s'agit d'une question synthétisant le problème.

■ *Problème juridique*

Quelles sont les modalités de reprise des actes accomplis au cours de la période de formation ?

2. Présentez et expliquez la solution de la cour d'appel

Niveau • 1 point/20 • 10 min

Remarque

- Le candidat doit au préalable « résumer » les arguments retenus par la cour d'appel puis expliquer la solution retenue par le juge du fond.
- Il est nécessaire de ne pas « recopier » les termes de l'arrêt mais de reformuler clairement les points essentiels de l'argumentation.

■ *Solution de la cour d'appel*

La cour d'appel considère que la société X... a repris les actes accomplis pendant sa période de formation en se fondant sur le remboursement partiel d'une dette contractée au cours de la période de formation ainsi que de la conclusion d'un contrat de crédit-bail à son nom postérieurement à l'immatriculation.

La cour d'appel en déduit la possibilité d'une reprise implicite bien qu'aucun des trois mécanismes légaux n'ait été mis en œuvre.

3. Présentez et justifiez la solution de la Cour de cassation

Niveau 3 • 1,25 point/20 • 10 min

Remarque

- La Cour de cassation casse et annule d'arrêt rendu par la cour d'appel.
- Les articles du Code de commerce (« vu les articles L. 210-6 et R. 210-5 du code de commerce... ») sont rappelés dans le premier attendu. La Cour de cassation statue (renvoi ou cassation) en fonction de l'exacte application des règles de droit.
- On relève qu'il ne saurait exister de reprise implicite (position de la cour d'appel). Au contraire, les modalités de reprise des actes, relevant de la loi et du règlement, doivent être suivies.
- La réponse attendue énonce les trois modalités de reprise des actes accomplis au cours de la période de formation.

■ *Solution de la Cour de cassation*

La Cour de cassation casse et annule l'arrêt de la cour d'appel.

La reprise d'un acte accompli au cours de la période de formation, c'est-à-dire avant l'immatriculation au RCS, ne peut jamais être implicite.

Les modalités de reprise légales et réglementaires doivent être suivies à savoir :

- la reprise fondée sur un état des actes accomplis au nom de la société en formation annexé aux statuts lors de la signature de ceux-ci par les associés ;
- la reprise fondée sur le mandat : lors de la signature des statuts, les associés connaissent certains des actes qu'il est nécessaire de conclure au nom et pour le compte de la société non encore immatriculée. Ils peuvent donner un mandat spécial à une personne déterminée ;
- la reprise fondée sur la ratification ultérieure : la société, une fois immatriculée, peut reprendre à son compte les engagements souscrits par ceux qui ont agi en son nom (aucun des deux procédés ci-dessus n'a été appliqué). Cette reprise est décidée par la collectivité des associés statuant à la majorité (les statuts peuvent prévoir une majorité qualifiée ou l'unanimité).

4. Quelle est la conséquence de l'accomplissement régulier de l'une des formalités de reprise ?

Niveau • 0,5 point/20 • 0,5 min

Remarque

La dernière question est conclusive. Il s'agit, après avoir énoncé les modalités de reprise, d'indiquer quelle en est la conséquence. L'effet rétroactif est essentiel

puisque, si les modalités ont été menées régulièrement, les actes accomplis sont censés être conclus dès l'origine par la personne morale.

■ ***Effet de l'accomplissement régulier d'une formalité de reprise des actes accomplis au cours de la période de formation.***

Lorsque les modalités de reprise sont mises en œuvre, les actes et les engagements sont réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société.

Puisque l'engagement a été repris par la société, les personnes qui ont agi au nom de la société sont déliées de tout engagement à l'égard des tiers.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 2 Partie 2 3,75 points sur 10 35 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Question 1	1		10 min	
Question 2	1		10 min	
Question 3	1,25		10 min	
Question 4	0,5		5 min	

2

PARTIE

DCG 4 Droit fiscal

2014

Bomeuble, Bensport et Harmony

2015

Argolf, Print 3D et Laurent

2014

SUJET

Annales DCG 4

Bomeuble, Bensport et Harmony

PRÉSENTATION DU SUJET

THÈMES TRAITÉS	<p>La taxe sur la valeur ajoutée</p> <ul style="list-style-type: none">• Champ d'application• La TVA déductible• La TVA collectée• Paiement de la TVA <p>L'imposition des résultats dans le cadre des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés</p> <ul style="list-style-type: none">• Détermination et déclaration du résultat fiscal <p>L'imposition du revenu des particuliers</p> <ul style="list-style-type: none">• Traitements et salaires• Revenus fonciers• Plus-values mobilières et immobilières• Les prélèvements sociaux sur les revenus d'activité• Les prélèvements sociaux sur les revenus du capital <p>L'imposition des résultats dans le cadre des entreprises individuelles</p> <p>Les bénéfices non commerciaux</p> <ul style="list-style-type: none">• Les régimes d'imposition et les règles générales de détermination du résultat• les associations de gestion agréées et les associations de comptabilité et de gestion
PRÉSENTATION DU SUJET	<p>La session 2014 marque un retour à l'autorisation d'une calculatrice. Cela confirme qu'on peut s'attendre, à l'avenir, à ce que les candidats(e)s se trouvent, au gré des sujets, dans l'une ou l'autre des deux situations. Il faut donc s'y préparer.</p> <p>Par ailleurs, on ne retrouve pas (autre innovation de la session 2013) de situation d'évaluation s'appuyant sur des documents fournis en annexe et exigeant du (de la) candidat(e) d'analyser ces documents fournis pour répondre aux questions posées. Là aussi, on peut penser qu'il ne s'agit pas d'une situation figée et qu'il faut sans doute considérer que ce type de questionnement peut être retenu dans les sujets futurs.</p>





Le sujet propose trois dossiers.

• Le **premier dossier** (5 points sur 20 ; 5 questions) est consacré à la TVA dans le cadre du régime réel simplifié.

Dans un premier temps, il est demandé aux candidat(e)s de déterminer le montant d'un acompte provisionnel puis d'étudier la possibilité de sa modulation en fonction de la TVA réellement due pour le trimestre correspondant.

Ensuite, le questionnaire porte sur la TVA due pour l'exercice 2013 et les candidat(e)s doivent alors analyser les opérations réalisées par une entreprise qui réalise à la fois des ventes de biens et des prestations de services (toutes ces activités se situent dans le champ d'application de la TVA).

Ces opérations permettent de mettre en œuvre les règles applicables en la matière :

- règles de territorialité (ventes de biens en France, dans l'UE, exportations, prestations de services en France et dans l'UE mais aussi achats UE) ;
- règles d'exigibilité (ventes et achats de biens, ventes et achats de prestations de services).

Par la suite, le questionnaire porte sur deux concepts importants en matière de TVA : l'autoliquidation et le fait générateur. On retrouve ici l'exigence de maîtrise des concepts et il est demandé aux candidat(e)s de définir le premier et de l'illustrer puis d'aborder le second au travers de la problématique du changement de taux de TVA. Cette partie constitue un ensemble complet sur le thème du régime réel simplifié de TVA et exige des candidat(e)s de démontrer leurs capacités à maîtriser des principes importants et à mettre en œuvre des règles fiscales précises et variées.

• Le **deuxième dossier** (8 points sur 20 ; 5 questions) porte sur le thème de l'imposition des bénéfices d'une société anonyme soumise à l'IS.

Les deux premières questions portent sur le délicat problème des amortissements différés. Il est d'abord demandé de rappeler la règle de l'amortissement fiscal minimal puis de la mettre en œuvre pour évaluer et qualifier les amortissements différés au titre d'un exercice comptable. Ce problème devra également être traité dans les questions suivantes pour les conséquences de l'amortissement irrégulièrement différé sur la détermination d'une plus ou moins-value de cession (question 4) puis sur le résultat fiscal (question 5).

Est également proposée aux candidats une question portant sur la régularisation globale de TVA consécutive à la cession d'un véhicule de tourisme.

Par la suite, le questionnaire est classique tant pour la détermination et l'analyse de plus ou moins-values de cession que pour les retraitements nécessaires à la détermination du résultat fiscal. On peut cependant noter que l'essentiel des opérations proposées est relatif aux plus et moins-values et à leurs modalités d'imposition, les opérations proposées comportant toutes des particularités, à savoir :

- la cession d'un matériel ayant connu des amortissements irrégulièrement différés ;
- la cession d'un véhicule de tourisme avec amortissements excédentaires et complément de déduction de TVA ;
- la cession d'un brevet bénéficiant du régime de faveur ;
- le sinistre subi sur un matériel (dégât des eaux).

S'ajoute à cela le traitement d'écarts de conversion (devises) et d'écarts de liquidation pour des actions de SICAV.

Finalement, ce dossier présente un ensemble très intéressant même si son niveau d'exigence semble assez relevé.





• Le **troisième dossier** (7 points sur 20 ; 4 questions) s'inscrit dans les thèmes de l'IR et de la CSG.

Pour l'IR, le questionnement débute sur le régime fiscal et les obligations comptables pour les bénéfices commerciaux puis sur les conditions de rattachement des enfants majeurs au foyer fiscal de leurs parents. Dans les deux cas, il est demandé de rappeler les règles fiscales applicables puis de les mettre en œuvre pour le foyer fiscal concerné. Dans un second temps, il est demandé de procéder à l'analyse des revenus catégoriels de ce même foyer fiscal. Il s'agit de déterminer leur catégorie d'imposition ainsi que leur montant imposable. La nature des revenus à analyser est variée (bénéfices non commerciaux, traitements et salaires, revenus des capitaux mobiliers, revenus fonciers, plus-value des particuliers) et constitue un ensemble assez complet de ce qui peut être proposé sur ce thème. Aucune difficulté particulière n'est à relever hormis peut-être des dividendes pour lesquels il faut mettre en œuvre le régime applicable depuis le 1^{er} janvier 2013 (acompte prélevé à la source, donc dividende perçu différent du dividende imposable).

Pour conclure, la dernière question porte sur la CSG et interroge les candidat(e)s sur des règles générales (personnes et revenus imposables) et sur leur mise en œuvre pour le foyer fiscal proposé dans ce dossier.

Dans l'ensemble, ce dossier est en grande partie classique (IR) et très abordable sur le plan des difficultés. Les candidat(e)s bien préparé(e)s ont eu ici matière à cumuler des points.

Globalement, ce sujet porte sur trois grands domaines du programme du DCG qu'il couvre donc de manière assez large.

Il semble tout à fait réalisable dans le temps imparti et assez équilibré quant à son niveau de difficulté puisqu'on y retrouve deux dossiers très abordables (TVA, IR et CSG) à côté d'une partie plus complexe sans excès cependant (IS). Le niveau d'exigence global paraît donc conforme aux exigences du diplôme.

Le questionnement est également équilibré entre des questions portant sur les principes et celles qui sont plus directement opérationnelles.

Les candidat(e)s ont trouvé là un sujet qui a dû leur permettre de mettre à profit tout le travail de préparation qu'ils ont dû engager.

PAR QUOI COMMENCER ?

Les trois dossiers sont indépendants et il est donc possible de commencer par n'importe lequel. Le choix sera défini en fonction de la maîtrise que l'on peut avoir des thèmes proposés mais aussi des points attribués à chacun. La stratégie ne peut être définie de manière unique car chacun pourra retenir ses orientations propres.

Par exemple, certains préféreront commencer par le troisième dossier en considérant qu'il est à la fois le plus abordable et porteur d'un nombre de points non négligeable dans le total (7 points sur 20). De ce point de vue, il est également possible d'envisager débiter (ou d'enchaîner) par le dossier 1 qui ne présente pas non plus de difficulté majeure.

D'autres préféreront commencer par le deuxième dossier parce qu'il est porteur du plus grand nombre de points (8 points sur 20) même si le niveau de difficulté est le plus élevé.

Bien sûr, il faudra surtout veiller à bien répartir son temps de travail pour traiter les trois dossiers de manière suffisante et de ne pas en négliger un pour quelque raison que ce soit. Le temps de traitement nécessaire pour chaque dossier peut être estimé à partir du barème (voir partie méthodologique).

ÉNONCÉ DU SUJET*

SESSION 2014

UE 4 – DROIT FISCAL

Durée de l'épreuve : 3 heures – coefficient : 1

Document autorisé : **néant**.

Matériel autorisé :

Une calculatrice de poche à fonctionnement autonome sans imprimante et sans aucun moyen de transmission, à l'exclusion de tout autre élément matériel ou documentaire (circulaire n° 99-186 du 16 novembre 1999 ; BOEN n° 42).

Document remis au candidat :

Le sujet comporte 7 pages numérotées de 1/7 à 7/7.

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

Le sujet se présente sous la forme de trois dossiers indépendants

Page de gardepage 1

DOSSIER 1 - Taxe sur la valeur ajoutée(5 points).....page 2

DOSSIER 2 - Résultat imposable à l'IS.....(8 points)..... pages 2 et 3

DOSSIER 3 - Impôts sur le revenu et contribution sociale généralisée..... (7 points).....page 3

Le sujet comporte les annexes suivantes :

DOSSIER 1

Annexe 1 - Informations sur la SARL BOMEUBLE..... page 4

DOSSIER 2

Annexe 2 - Informations sur la SA BENSPORT.....page 5

DOSSIER 3

Annexe 3 - Revenus 2014 du foyer fiscal HARMONY..... page 6

Annexe 4 - Documentation fiscale..... page 7

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.

* L'énoncé du sujet est reproduit à l'identique de l'examen ; seuls ont été modifiés les paramètres devant faire l'objet d'une actualisation (dates, seuils d'imposition, règles fiscales modifiées...).

SUJET

*Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie.
Toute information calculée devra être justifiée.*

DOSSIER 1 – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

La **SARL BOMEUBLE**, créée en 2009, est installée à **MOUTIERS (73)**. Son activité porte sur la fabrication et l'installation de meubles. Elle procède également à des études d'aménagement des espaces de bureau. Ses clients sont surtout des entreprises françaises. Depuis peu, elle développe son activité dans les pays voisins.

On considère qu'un taux de TVA de **20 %** est applicable à l'ensemble de ses activités. Son régime d'imposition est le réel simplifié. Son exercice comptable coïncide avec l'année civile.

Travail à faire

À l'aide de l'annexe 1 :

1. Indiquer le montant appelé du premier acompte 2014.
2. Étudier et justifier la possibilité de diminuer le montant versé au titre de ce premier acompte.
3. Calculer la TVA due au titre de l'année 2014 à l'aide du modèle de tableau suivant :

Analyse fiscale des opérations (*)	TVA exigible	TVA déductible

(*) Indiquer les règles d'exigibilité, de territorialité et les calculs effectués.

4. Définir la notion d'autoliquidation de la TVA. Donner un exemple en matière de livraison de biens d'une part et en matière de prestations de services d'autre part.
5. Indiquer et définir la notion à laquelle il est nécessaire de se référer pour déterminer le taux de TVA applicable en cas de modification de taux.

DOSSIER 2 – RESULTAT IMPOSABLE À L'IS

La société anonyme **BENSPORT** est spécialisée dans la fabrication et la vente d'équipements sportifs en Bretagne. Elle est soumise à l'impôt sur les sociétés dans le cadre du régime du réel normal.

Son exercice comptable coïncide avec l'année civile.

Travail à faire

À l'aide de l'annexe 2 :

1. Rappeler la législation fiscale en matière d'amortissement minimum.
2. Évaluer et qualifier les amortissements différés relatifs à l'omission d'amortissement concernant le matériel industriel.
3. Justifier et calculer la régularisation globale en matière de TVA induite par la cession du véhicule de tourisme.
4. Calculer et qualifier les plus ou moins-values professionnelles réalisées au cours de l'exercice 2014. Préciser leurs modalités d'imposition.
5. Présenter les retraitements nécessaires au calcul du résultat fiscal 2014 en tenant compte des réponses aux questions précédentes et des informations de l'annexe 2 (utiliser le modèle de tableau ci-dessous) :

Éléments	Explications	Réintégrations	Déductions

DOSSIER 3 – IMPOT SUR LE REVENU ET CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE

Monsieur et Madame Harmony sont mariés sous le régime de la communauté légale. Ils résident à Cannes. Monsieur Harmony exerce à titre libéral la profession de médecin. Madame Harmony est salariée d'une grande entreprise de transport.

Ils ont deux enfants : Thibault, 16 ans, est élève en terminale, Quentin, 22 ans, est étudiant. Ce dernier a demandé son rattachement au foyer fiscal de ses parents.

Le couple souhaite avoir une évaluation du revenu brut global imposable dont il redevable au titre de ses revenus 2014.

Travail à faire

À l'aide des annexes 3 et 4 :

1. Justifier le régime fiscal d'imposition des activités professionnelles de M. Harmony et indiquer succinctement ses obligations comptables.
2. Préciser les conditions de rattachement des enfants majeurs au foyer fiscal de leurs parents. Indiquer les conséquences de ce rattachement sur l'impôt du foyer fiscal Harmony.
3. Déterminer, pour chaque source de revenu, la catégorie d'imposition à laquelle le revenu doit être rattaché ainsi que le montant net imposable. Il ne sera pas tenu compte des prélèvements sociaux dans cette question.
4. Indiquer les personnes et les revenus soumis à la contribution sociale généralisée (CSG). Qu'en est-il des différents revenus du foyer fiscal Harmony ?

Annexe I - Informations sur la SARL BOMEUBLE**Relevé d'acomptes 2013**

Premier acompte	5 800 €
Deuxième acompte	7 500 €
Troisième acompte	7 500 €
Quatrième acompte	6 000 €

Informations concernant l'année 2014

- La société n'a pas opté pour la TVA sur les débits pour les facturations concernant les services.
- Les fournisseurs de services de la SARL ont opté pour la TVA sur les débits.
- Les clients de la SARL sont tous des redevables de la TVA.
- Les partenaires intracommunautaires, assujettis à la TVA, ont toujours fourni leur numéro individuel d'identification.
- La TVA du premier trimestre 2014 est formée des éléments suivants :
 - o TVA collectée sur les ventes de biens et sur encaissements de prestations de services : 10 000 €
 - o TVA collectée sur cessions d'immobilisations : 1 000 €
 - o TVA déductible sur une immobilisation livrée et facturée en février par un fournisseur français : 500 €
 - o TVA déductible sur les achats de biens et de services : 8 000 €
- Ventes et encaissements pour l'année 2014

Opérations	Factures HT ^(*)	Factures TTC ^(*)	Encaissements TTC
Ventes de biens en France y compris la cession d'immobilisation	300 000	360 000	360 000
Ventes de biens en Italie	23 000	23 000	23 000
Ventes de biens en Suisse	10 000	10 000	10 000
Travaux et études en France	200 000	240 000	156 000 ^(**)
Travaux et études en Italie	8 400	8 400	6 000

(*) La facturation correspond à la livraison.

(**) Dont des encaissements de 36 000 € à titre d'avances sur études d'aménagement d'espaces de bureau.

- Achats et règlements pour l'année 2014

Opérations	Factures HT	Factures TTC	Décaissements TTC
Achats de biens en France ^(*)	250 000	300 000	120 000
Achat de services en France	90 000	108 000	48 000
Acquisitions d'immobilisations en France en février 2014 ^(*)	50 000	60 000	60 000

La société a fait l'acquisition d'une machine à bois pour 40 000 € HT, livrée et facturée en décembre 2013. Le règlement interviendra en 2015. Le fournisseur de cette immobilisation est allemand.

(*) La facturation correspond à la livraison.

Annexe 2 - Informations sur la SA BENSPORT**Informations générales**

- Les écritures comptables ont été correctement enregistrées.
- L'entreprise retient les options fiscales qui lui sont les plus favorables.
- Le taux de TVA à retenir est de 20 %.
- Le résultat comptable de l'exercice 2013 était déficitaire.

Points restant à analyser pour déterminer le résultat fiscal 2013 de l'entreprise

1°) Un matériel a été acheté le 15/07/2012 pour un coût d'acquisition de 100 000 € HT. Il a été mis en service le 1/10/2012. Ce matériel est éligible à l'amortissement dégressif. Sa durée d'utilisation est de 5 ans. Le coefficient applicable pour l'amortissement dégressif est de 1,75.

En 2013, le comptable a omis de comptabiliser l'amortissement sur ce bien. En 2014, il a comptabilisé l'annuité 2013 et la dotation aux amortissements 2014 jusqu'à la date de cession soit au total 38 259 €. Ce bien est cédé le 1/07/2014 pour une valeur de 54 541 € HT.

2°) Un véhicule de tourisme non polluant acheté et mis en service le 2/1/2011 a été vendu à un négociant en biens d'occasion le 31/12/2014. Ce véhicule a été amorti 5 ans selon le mode linéaire.

La valeur inscrite dans le compte d'immobilisation est de 48 000 € TTC.

Le montant de la cession – soumise à la TVA – a été de 10 000 € HT.

3°) Un brevet inscrit en immobilisation incorporelle pour une valeur de 9 000 € HT a été acquis le 1/04/2011. Il est amorti sur 5 ans en linéaire. Il est vendu le 1/04/2014 au prix de cession de 6 000 € HT à une entreprise non liée à la SA BENSPORT.

4°) Un mobilier acheté le 1/01/2011 pour une valeur de 7 000 € HT, a subi un dégât des eaux le 1/07/2014. Il est désormais inutilisable. La compagnie d'assurance a versé une indemnité de 6 550 €. Le mobilier avait une durée d'utilisation de 10 ans. La dotation à la provision pour impôt a été comptabilisée pour 667 €.

5°) Extraits du bilan :

	au 31/12/2013	au 31/12/2014
Écarts de conversion - Actif	1 200	2 200
Écarts de conversion - Passif	1 000	3 000
Provisions pour pertes de change	2 500	1 000

6°) Portefeuille d'actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM)

L'entreprise a acheté 100 actions de SICAV en 2013 à 120 € l'unité.

La valeur liquidative en 2013 était de 125 €.

La valeur liquidative en 2014 est de 110 €.

Annexe 3 - Revenus 2014 du foyer fiscal HARMONY

- **Monsieur Harmony** est médecin inscrit à l'ordre des médecins. Il n'a pas exercé d'option. Il adhère à une association de gestion agréée. Il n'est pas redevable de la TVA.

Les différents mouvements de trésorerie sont résumés dans le tableau suivant (en euros) :

Honoraires perçus pour l'année 2014	120 000
<i>Dont rétrocession d'honoraires à un confrère</i>	<i>10 000</i>
Acquisition d'un logiciel dissocié à usage exclusivement professionnel en 2014. Il n'est pas inscrit à l'actif	400
Acquisition le 1/07/2014 d'un véhicule de tourisme non polluant dont l'usage professionnel représente 50 % de l'usage total. Il est inscrit à l'actif et amorti sur 5 ans selon le mode linéaire	50 000
Charges décaissées 2014 déductibles relatives exclusivement à l'exercice professionnel	18 000
Charges décaissées 2014 non déductibles : essence...	2 000

- **Madame Harmony**, salariée, a perçu au titre de 2014 les revenus suivants (en euros) :

Rémunérations brutes	36 000
Rémunérations nettes imposables	28 800
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise attribuée en 2009, bloquée pendant 5 ans	1 500
Intérêts sur livret A	200
Dividendes sur actions de sociétés françaises	790

Elle n'a pas opté pour les frais réels.

- Par ailleurs, **Madame Harmony** a vendu en 2014 pour un montant global de 1 200 € des actions achetées en 2013 pour 500 €.
- **Quentin** a travaillé un mois dans un centre de loisirs pendant l'été 2014. Il a été rémunéré au SMIC mensuel brut 1 445,38 €. Son salaire net imposable est de 1 173 €. Il perçoit l'aide personnalisée au logement (APL) pour le studio qu'il occupe pendant l'année universitaire : 150 € par mois.
- **Madame Harmony** est propriétaire d'un studio à Bormes-les-Mimosas (83) qui est donné en location nue à usage d'habitation. Les loyers encaissés en 2014 sont de 6 000 €. Elle n'a pas exercé d'option. Elle a cependant réalisé des travaux d'entretien en 2014 : 1 000 €.

Annexe 4 - Documentation fiscale**Déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels des salariés :**

- Minimum 426 €
- Maximum 12157 €

Régime de droit commun pour les dividendes perçus par une personne physique

Pour les revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 2013, un prélèvement obligatoire de 21 % s'applique sur les revenus distribués aux contribuables personnes physiques, fiscalement domiciliées en France. Ce prélèvement est opéré à la source et sera pris en compte l'année suivante pour le calcul de l'impôt.

Revenus des étudiants

En application du 36° de l'article 81 du CGI, les salaires versés aux jeunes gens âgés de vingt-cinq ans au plus au 1^{er} janvier de l'année d'imposition en rémunération d'une activité exercée pendant l'année scolaire ou universitaire ou durant leurs congés scolaires ou universitaires sont, sur option des bénéficiaires, exonérés d'impôt sur le revenu dans la limite de trois fois le montant mensuel du SMIC.

CORRIGÉ DÉVELOPPÉ

DOSSIER 1

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (5 POINTS)

À la loupe

- Le sujet indique que la SARL Bomeuble est soumise à la TVA selon le régime simplifié d'imposition (on le vérifie dans l'annexe 1 car son CAHT total est compris entre 82 200 € et 783 000 € et son CAHT prestations de services est compris entre 32 900 € et 236 000 €)¹.
- Cela signifie qu'elle est astreinte chaque année civile au paiement de 4 acomptes provisionnels et à une déclaration CA12 pour l'ensemble des opérations de l'année (TVA collectée, TVA déductible, TVA due ou crédit de TVA).

1. Montant appelé du premier acompte 2014

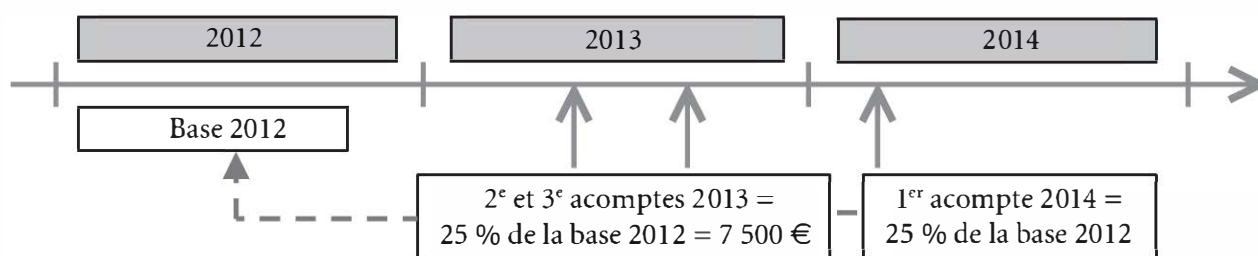
Niveau 1 • 0,50 point/20 • 5 min

À la loupe

Pour répondre à cette question, il faut rappeler certaines règles relatives au régime simplifié d'imposition :

- Les acomptes trimestriels sont exigibles en avril, juillet, octobre et décembre au titre des opérations de la période précédente (trimestre), à la date fixée selon l'échéancier général relatif à la TVA.
- Les montants sont calculés sur la base de la TVA nette due au titre de l'année ou de l'exercice précédent, avant déduction de la TVA relative aux immobilisations. Si l'exercice correspond à l'année civile, la taxe nette de l'année précédente pouvant ne pas être encore connue et déclarée, le premier acompte peut être calculé à partir de celle de l'avant-dernière année.
- Les acomptes trimestriels sont égaux :
 - pour les trois premiers (avril, juillet, octobre), au quart de cette base (25 %) ;
 - pour celui de décembre, au cinquième de cette base (20 %).

Le schéma suivant représente partiellement la suite d'acomptes versés :



1. Seuils pour la période 2014-2016.

En conséquence, le montant du 1^{er} acompte 2014 est égal au montant des 2^e et 3^e acomptes 2013, soit un montant de 7 500 € (voir annexe 1).

On peut également reconstituer la base 2012 :

- sur la base du 2^e ou du 3^e acompte de 2013 calculés au taux de 25 % : $7\,500 / 25\% = 30\,000$ € ;
- sur la base du 4^e acompte de 2013 calculés au taux de 20 % : $6\,000 / 20\% = 30\,000$ €.

Pour déterminer le montant du 1^{er} acompte de 2014, il suffit ensuite de multiplier cette base 2012 par : $25\% : 30\,000 \times 25\% = 7\,500$ €.

2. Possibilité de diminuer le montant versé au titre de ce premier acompte

Niveau 2 • 1,25 point/20 • 10 min

Il existe deux possibilités de réduction ou diminution du montant d'un acompte :

- le redevable peut diminuer le montant d'un acompte si ce versement partiel permet de solder la TVA due au titre de l'exercice ;
- le redevable peut réduire un acompte demandé au montant de la taxe réellement due pour la période, calculée après imputation de la taxe sur immobilisations, si ce montant réel est inférieur d'au moins 10 % au montant théorique de l'acompte.

Dans le cas présent, la première possibilité est inopérante puisqu'il s'agit du premier acompte de l'année et qu'il est difficile d'envisager que la TVA de l'année soit inférieure au montant de ce premier acompte de 7 500 €.

Pour la deuxième possibilité, il faut, à partir des données fournies en annexe 1, déterminer le montant de la TVA réellement due pour ce premier trimestre :

TVA collectée (ventes de biens, prestations de services)	10 000	11 000
TVA collectée sur cessions d'immobilisations	1 000	
TVA collectée		
TVA déductible sur immobilisations	500	8 500
TVA déductible sur achats de biens et de services	8 000	
TVA déductible		
TVA réellement due		2 500

À la loupe

- Attention, le calcul ci-dessus doit inclure la TVA sur immobilisations (cessions, acquisitions) même si cette TVA sur immobilisations est exclue du calcul qui permet de déterminer la base de calcul des acomptes (TVA nette due au titre de l'année précédente hors TVA relative aux immobilisations).
- La TVA relative aux immobilisations d'un trimestre ne peut être imputée sur un acompte mais le redevable peut en demander le remboursement si son montant est au moins égal à 760 € en fin de trimestre (ce n'est pas le cas ici).

Compte tenu du calcul ci-dessus, on peut constater que le montant de la taxe réellement due pour la période est inférieur d'au moins 10 % au montant théorique de l'acompte théorique de 7 500 €.

En conséquence, la SARL Bomeuble peut réduire le montant de son acompte à 2 500 €.

3. Calcul de la TVA due au titre de 2014

Niveau 2 • 2 points/20 • 15 min

À la loupe

- Les informations nécessaires sont fournies en annexe 1.
- La SARL Bomeuble n'a pas opté pour les débits, aussi la TVA sur ses activités de prestations de services est exigible à l'encaissement.
- Les activités de la SARL Bomeuble sont toutes dans le champ d'application de la TVA et ouvrent droit à déduction. En conséquence, pour les acquisitions de biens et de services, le coefficient d'assujettissement et le coefficient de taxation seront égaux à 1. Le droit à déduction (CODED) dépendra finalement du seul coefficient d'admission (COADM).
- L'analyse des opérations réalisées nécessite de mettre en œuvre plusieurs règles applicables en matière de TVA :
 - règles de territorialité (ventes internes, ventes UE, exportations, achats UE) ;
 - règles d'exigibilité (ventes et achats de biens, ventes et achats de prestations de services) ;
- Il faut prendre soin à bien justifier les traitements proposés en mettant en œuvre les règles fiscales adéquates. Un simple montant dans une des colonnes ne peut constituer une réponse suffisante pour obtenir les points correspondants. Il est d'ailleurs précisé dans le questionnaire que les règles d'exigibilité, de territorialité ainsi que les calculs doivent être indiquées.

ANALYSE FISCALE DES OPÉRATIONS	TVA EXIGIBLE	TVA DÉDUCTIBLE
Ventes de biens en France y compris la cession d'immobilisation Pour les ventes de biens en France, la TVA est exigible à la livraison : $300\,000 \times 20\%$ (ou $360\,000 - 300\,000$).	60 000	
Ventes de biens en Italie Livraisons intracommunautaires exonérées car tous les partenaires intracommunautaires assujettis à la TVA ont fourni leur numéro individuel d'identification.	–	
Ventes de biens en Suisse Les exportations sont exonérées de TVA	–	
Travaux et études en France Pour les prestations de services, en l'absence d'option pour les débits, l'exigibilité correspond à l'encaissement (ici 156 000 € TTC incluant les avances sur études d'aménagement d'espaces de bureau). La TVA exigible est donc égale à : $156\,000 / 1,20 \times 0,20$.	26 000	
Travaux et études en Italie Conformément aux principes généraux de territorialité dans le cadre de l'UE, les prestations de services sont taxables chez le preneur s'il est assujetti ce qui est le cas ici (voir annexe 1). Ces opérations sont donc taxables en Italie (autoliquidation) mais elles ne créent pas de TVA exigible en France.	–	
Achats de biens en France Pour les achats de biens en France, la TVA est récupérable à la livraison. Aucune restriction de déduction n'est signalée pour ces biens (COADM = 1) donc CODED = 1. TVA déductible : $250\,000 \times 20\% \times 1$.		50 000
Achats de services en France Les prestataires ayant opté pour les débits, la TVA est récupérable à la facturation. Aucune restriction de déduction n'est signalée pour ces services (COADM = 1) donc CODED = 1. TVA déductible : $90\,000 \times 20\% \times 1$.		18 000
Acquisition d'immobilisations en France en février 2014 Pour les achats de biens en France, la TVA est récupérable à la livraison. Aucune restriction de déduction n'est signalée pour ce bien (COADM = 1) donc CODED = 1. TVA déductible : $50\,000 \times 20\% \times 1$.		10 000



ANALYSE FISCALE DES OPÉRATIONS	TVA EXIGIBLE	TVA DÉDUCTIBLE
Acquisition d'une immobilisation en Allemagne en décembre 2014 Les acquisitions intracommunautaires sont taxables dans le pays d'arrivée chez l'acquéreur (la SARL Bomeuble) qui conserve son droit à déduction (autoliquidation de la TVA ; voir question 4). L'exigibilité est constatée avec la facturation qui accompagne la livraison (voir annexe 1). Aucune restriction de déduction n'est signalée pour ces biens (COADM = 1) donc CODED = 1. TVA exigible = 40 000 € × 20 %. TVA déductible = 40 000 € × 20 % × 1 (4).	8 000	8 000
Totaux	94 000	86 000
TVA due pour 2014	8 000	

Remarque

Pour les acquisitions d'immobilisations (hors acquisitions intracommunautaires et livraisons à soi-même), il est possible de demander un remboursement de la TVA lorsqu'elle est d'un montant supérieur à 760 €. Ici, il n'est pas précisé si la SARL Bomeuble a usé de cette possibilité pour son acquisition de février. Si c'est le cas, le décompte annuel de la liquidation annuelle de TVA devra intégrer un remboursement provisionnel obtenu en cours d'année, ce qui aura pour conséquence de majorer d'autant la TVA due calculée ci-dessus.

4. Définition et illustration de la notion d'autoliquidation

Niveau 3 • 0,5 point/20 • 5 min

a) Définition de la notion d'autoliquidation

Le mécanisme d'autoliquidation de la TVA a été instauré dans l'Union européenne le 1^{er} septembre 2006 pour les opérations réalisées des fournisseurs de biens établis dans un autre pays. Il a été mis en place à compter du 1^{er} janvier 2010 par les prestations de services réalisées par un prestataire établi dans un autre pays.

L'objectif est de simplifier les procédures fiscales en matière de TVA en instituant un nouveau redevable légal de la TVA. Auparavant, c'était – sauf exceptions – le prestataire de services (ou le vendeur) qui facturait et acquittait la TVA. En conséquence, une société réalisant une opération dans un autre pays de l'UE devait s'immatriculer et déposer des déclarations auprès du Trésor public de cet autre pays.

Désormais, le redevable est le client ou preneur et les obligations des intervenants sont les suivantes :

POUR LE PRESTATAIRE OU FOURNISSEUR	POUR LE CLIENT IDENTIFIÉ À LA TVA
Celui-ci devra émettre des factures HT à son client identifié à la TVA. Les factures doivent faire apparaître distinctement que la TVA est due par le client.	Le client doit faire figurer sur la même déclaration la taxe correspondante dans la rubrique TVA collectée et dans la rubrique TVA déductible.

On peut donc dire que, dans ce cadre, pour l'acquéreur ou preneur, l'autoliquidation consiste à collecter la TVA sur l'opération réalisée au profit du Trésor public de son pays puis à récupérer cette TVA auprès de ce même Trésor public (sous réserve bien sûr de son droit à déduction).

Le défaut d'autoliquidation est sanctionné par une amende égale à 5 % du montant de la TVA qui n'a pas été correctement autoliquidée.

b) Illustration

Certaines opérations réalisées par la SARL Bomeuble relèvent de ce mécanisme :

- les ventes de biens en Italie sont des livraisons intracommunautaires facturées HT par la SARL Bomeuble et dont la TVA sera autoliquidée par les acquéreurs italiens (il est précisé qu'ils sont assujettis à la TVA) ;
- les travaux et études réalisées en Italie sont des prestations de services pour lesquelles les redevables de la TVA sont les preneurs italiens assujettis qui devront également procéder à l'autoliquidation de la TVA ;
- l'achat d'une immobilisation en Allemagne est une acquisition intracommunautaire pour laquelle la SARL Bomeuble, assujettie à la TVA, va procéder à l'autoliquidation (TVA collectée et TVA déductible pour 8 000 €).

En dehors des opérations réalisées par la SARL Bomeuble, on peut citer également les livraisons à soi-même de biens ou de services et les importations.

5. Notion de référence pour déterminer le taux de TVA applicable en cas de modification

Niveau 3 • 0,5 point/20 • 5 min

La notion de référence pour déterminer le taux de TVA applicable en cas de modification est le fait générateur. En effet, le fait générateur est l'événement qui donne naissance à la créance fiscale du Trésor public et il permet de déterminer à quelle période d'imposition il convient de rattacher les opérations soumises à TVA.

Pour illustrer cela, il est possible de s'appuyer sur les modifications de taux de TVA intervenus à compter du 1^{er} janvier 2014. Par exemple, le taux normal est passé de 19,60 % à 20 %.

- Pour une facture de biens (taxables au taux normal), si la livraison est intervenue :

- avant le 1.01.2014, alors la TVA s'applique à l'ancien taux (19,60 %) ;
- après le 1.01.2014, alors la TVA s'applique au nouveau taux (20 %).

- S'il s'agit d'une facture de prestations de services, et que le fait générateur (et l'exigibilité qui est concomitante) se produira après le 1^{er} janvier 2014, le prestataire est autorisé à mentionner sur la facture le nouveau taux applicable à l'opération (20 %). Cependant, si le fait générateur ou l'exigibilité interviennent finalement avant la date de modification du taux de TVA, une facture rectificative devra être émise pour application du taux de 19,60 %.

Remarque

Il peut arriver qu'une opération initialement soumise aux anciens taux fasse l'objet d'une annulation ou d'une modification du prix (par exemple en cas de rabais donnant lieu à un avoir). Dans ce cas, la rectification doit être opérée aux taux applicables à l'opération d'origine même si la rectification est effectuée après la date de modification du taux de TVA.

Autonotation et calcul du temps consacré

QUESTION	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Dossier 1 : TVA	5,0		45 min	
Question 1	0,75		5 min	
Question 2	1,25		10 min	
Question 3	2,0		15 min	
Question 4	0,50		10 min	
Question 5	0,50		5 min	

DOSSIER 2

RÉSULTAT IMPOSABLE À L'IS (8 POINTS)

À la loupe

- Le sujet indique que la SA Bensport est soumise à l'IS selon le régime réel normal.
- Les questions sont dans l'ensemble classiques dans le champ de l'IS (plus ou moins-values professionnelles, résultat fiscal) mais on relève deux questions plus spécifiques sur l'amortissement différé et une question qui relève du champ de la TVA (régularisation globale suite à cession d'un véhicule de tourisme).
- Les informations nécessaires sont fournies en annexe 2.

1. Règle fiscale en matière d'amortissement minimum

Niveau 1 • 0,5 point/20 • 5 min

Cette règle est exprimée par l'article 39B du CGI qui stipule :

« À la clôture de chaque exercice, la somme des amortissements effectivement pratiqués depuis l'acquisition ou la création d'un élément donné ne peut être inférieure au montant cumulé des amortissements calculés suivant le mode linéaire et répartis sur la durée normale d'utilisation. À défaut de se conformer à cette obligation, l'entreprise perd définitivement le droit de déduire la fraction des amortissements qui a été ainsi différée. »

Pour chacune des immobilisations amortissables détenues par une entreprise, il est donc obligatoire de comptabiliser un amortissement minimal dont le montant correspond à l'amortissement calculé selon le mode linéaire.

2. Évaluation et qualification des amortissements différés pour le matériel industriel

Niveau 1 • 1,25 point/20 • 10 min

a) Évaluation des amortissements différés

Le matériel est fiscalement amorti selon le mode dégressif sur une durée de 5 ans (coefficient dégressif : 1,75) depuis le 01.07.2012 (en mode dégressif, l'amortissement débute le premier jour du mois de l'acquisition du bien).

Pour 2012, la dotation a été normalement comptabilisée pour un montant égal à : $100\,000 \times 35\% \times 6/12 = 17\,500\text{ €}$.

Pour 2013, la dotation n'a pas été comptabilisée. Il s'agit donc d'un amortissement différé qui s'élève à : $(100\,000 - 17\,500) \times 35\% = 28\,875\text{ €}$.

b) Qualification des amortissements différés

Pour qualifier les amortissements qui ont été différés en 2013, en application de la règle de l'amortissement fiscal minimum rappelée en question 1, il faut comparer le cumul des amortissements pratiqués fin 2013 au minimum linéaire à cette date :

Total des amortissements pratiqués (dégressif)			17 500
Total des amortissements selon le mode linéaire :			
• 2012	$100\,000 \times 20\% \times 3/12^{(1)}$	5 000	
• 2013	$100\,000 \times 20\%$	20 000	
Total			25 000

(1) En mode linéaire, l'amortissement débute à la mise en service, ici le 1.10.2012.

En conséquence, la dotation différée en 2013 (28 875 €) est :

- irrégulièrement différée pour : $25\,000 - 17\,500 = 7\,500$ € ;
- régulièrement différée pour le reste, soit : $28\,875 - 7\,500 = 21\,375$ €.

Remarque

En application des principes comptables, l'entreprise doit rattraper immédiatement les amortissements omis en 2013 et la dotation comptabilisée en 2014 sera égale à :

- dotation 2013 omise : 28 875 € ;
 - dotation 2014 : $(100\,000 - 17\,500 - 28\,875) \times 35\% \times 6/12 = 9\,384$ € ;
- soit au total : $28\,875 + 9\,384 = 38\,259$ €.

On vérifie ainsi le montant de la dotation 2014 fourni en annexe 2.

L'amortissement irrégulièrement différé en 2013 est fiscalement non déductible. Compte tenu de la cession intervenant en 2014 et du fait que le résultat 2013 était déficitaire, on peut considérer que la réintégration de l'amortissement non déductible sera opérée sur le résultat fiscal 2014.

3. Régularisation globale de TVA pour la cession du véhicule de tourisme

Niveau 1 • 1 point/20 • 5 min

La cession d'un véhicule de tourisme n'est en principe pas soumise à TVA car la TVA facturée à l'origine n'a pas pu être récupérée, ce bien faisant l'objet d'une mesure d'exclusion (coefficient d'admission = 0).

Cette règle de principe s'applique évidemment à la cession intervenue le 31 décembre 2014 d'un véhicule de tourisme par la SA Bensport.

Cependant, cette cession se caractérise par les éléments suivants :

- la TVA facturée à l'origine ($48\,000/1,20 \times 0,20 = 8\,000\text{ €}$) n'a pas été récupérée.
- le véhicule a été cédé à un négociant en biens d'occasion et la cession est donc soumise à TVA (annexe 2) ;
- le délai de régularisation de 5 ans n'est pas expiré. Le bien a été détenu du 2 janvier 2011 au 31 décembre 2014, soit 4 années ou fractions d'années de détention et il reste : $5 - 4 = 1$ an).

En conséquence, les conditions sont réunies pour le bénéfice d'un complément de déduction de : $8\,000 \times (1 - 0) \times (5 - 4) / 5 = 1\,600\text{ €}$.

Le paramètre $(1 - 0)$ correspond à la régularisation du coefficient d'admission égal à 0 à l'origine.

4. Calcul et qualification des plus ou moins-values professionnelles – Modalités d'imposition

Niveau 1 • 3,25 points/20 • 25 min

a) Calcul et qualification des plus et moins-values

À la loupe

Dans le cadre de l'IS :

- les plus ou moins-values résultant de cessions d'immobilisations corporelles sont qualifiées à court terme ;
- il en est de même pour les cessions d'immobilisations incorporelles à l'exception des cessions de brevets et redevances de concession de brevets qui bénéficient du régime des plus-values à long terme ;
- les titres de participation détenus au moins 2 ans bénéficient également du régime des plus ou moins-values à long terme.

■ Matériel

Il s'agit du matériel acquis en 2012 et pour lequel la dotation aux amortissements 2013 a été différée (voir question 2).

La plus ou moins-value de cession se détermine et s'analyse comme suit :

Prix de cession		54 541
Valeur d'origine	100 000	
Amortissements fiscalement déductibles ⁽¹⁾	- 48 259	
Amortissements non déductibles ⁽²⁾	- 7 500	
Valeur nette comptable		- 44 241
Plus-value à court terme (PVCT) ⁽³⁾		10 300

(1) 17 500 (2012) + 38 529 (2013) - 7 500 (irrégulièrement différés).

(2) Déduits comme des amortissements déductibles pour le calcul de la plus ou moins-value de cession.

(3) À court terme car cession d'une immobilisation corporelle (IS).

■ Véhicule de tourisme

Il s'agit du véhicule de tourisme pour lequel une régularisation globale de TVA a été opérée (question 3). Cette dernière a un impact sur la valeur nette comptable du bien lors de la cession. De plus, la base amortissable de ce véhicule de tourisme est supérieure à 18 300 € (véhicule non polluant – voir annexe 2). Par conséquent, les amortissements pratiqués sont partiellement non déductibles (amortissements excédentaires). On n'oubliera pas que la base d'amortissement de ce bien est constituée par son prix d'acquisition TTC puisque la TVA n'est pas déductible (coefficient d'admission = 0).

La plus ou moins-value de cession se détermine et s'analyse comme suit :

Prix de cession		10 000
Valeur d'origine	48 000	
Complément de déduction de TVA	- 1 600	
Valeur d'origine rectifiée	46 400	
Amortissements fiscalement déductibles ⁽¹⁾	- 14 640	
Amortissements non déductibles ⁽²⁾	- 23 760	
Valeur nette comptable		- 8 000
Plus-value à court terme (PVCT) ⁽³⁾		2 000

(1) $48\,000 \times 20\% \times 4$ (du 2 janvier 2011 au 31 décembre 2014).

(2) Amortissements excédentaires du 2 janvier 2011 au 31 décembre 2014 déduits comme des amortissements déductibles pour le calcul de la plus ou moins-value de cession : $(48\,000 - 18\,300) \times 20\% \times 4$.

(3) À court terme car cession d'une immobilisation corporelle (IS).

■ **Brevet**

La plus ou moins-value de cession se détermine et s'analyse comme suit :

Prix de cession		6 000
Valeur d'origine	9 000	
Amortissements fiscalement déductibles ⁽¹⁾	- 5 400	
Valeur nette comptable		- 3 600
Plus-value à long terme (PVLТ)		2 400

(1) $9\,000 \times 20\% \times 3$ (du 1.04.2011 au 1.04.2014).

En principe, les plus ou moins-values résultant de cessions d'immobilisations incorporelles sont qualifiées à court terme.

Cependant, les produits de la propriété industrielle (brevets ou éléments assimilés, inventions brevetables, procédés de fabrication accessoires aux brevets...) bénéficient sous certaines conditions du régime des plus-values à long terme.

Pour bénéficier de ce régime de faveur, les produits concernés doivent faire partie de l'actif immobilisé de l'entreprise (au sens fiscal). Cette condition est remplie si les droits ont été acquis depuis deux ans au moins et si l'acquisition a été réalisée à titre onéreux¹. De plus, il ne doit exister aucun lien de dépendance entre le vendeur et l'acquéreur.

Compte tenu des informations de l'annexe 2, on peut considérer que les conditions sont remplies :

- brevet inscrit dans les immobilisations ;
- acquisition le 1.04.2011 et cession le 1.04.2014 (plus de 2 ans) ;
- cession à une entreprise non liée.

En conséquence, le régime de faveur s'applique et la plus-value réalisée est qualifiée à long terme.

■ **Mobilier**

La plus ou moins-value se détermine et s'analyse comme suit :

Indemnité d'assurance		6 550
Valeur d'origine	7 000	
Amortissements fiscalement déductibles ⁽¹⁾	- 2 450	
Valeur nette comptable		- 4 550
Plus-value à court terme (PVCT) ⁽²⁾		2 000

(1) $7\,000 \times 10\% \times 3,5$ (du 1.01.2011 au 1.07.2014).

(2) À court terme car cession d'une immobilisation corporelle.

1. Condition de durée non exigée si le produit concerné a été créé.

b) Modalités d'imposition

À la loupe

- Les modalités d'imposition des plus ou moins-values nettes dans le cadre de l'IS sont les suivantes :
 - les plus ou moins-values nettes à court terme relèvent de l'IS au taux de droit commun ;
 - les plus ou moins-values nettes à long terme relèvent du taux réduit de 15 % (cessions de brevets et redevances de concession de brevets) ou sont exonérées (titres de participation) sous-réserve de la réintégration d'une quote-part de frais et charges de 12 % de la plus-value brute réalisée.
- Les plus-values à court terme réalisées à l'occasion de sinistres ou expropriations peuvent bénéficier d'un étalement sur une durée égale à la durée d'amortissement pratiquée avant le sinistre.

■ Détermination des plus ou moins-values nettes de l'exercice

Le tableau suivant regroupe les plus ou moins-values telles qu'elles ont été déterminées et analysées ci-dessus et permet de déterminer les plus ou moins-values nettes de l'exercice :

	PVCT	MVCT	PVLT	MVLT
Matériel	10 300			
Véhicule de tourisme	2 000			
Brevet			2 400	
Mobilier	2 000			
Totaux	14 300	0	2 400	0
	PVNCT		PVNLT	
	14 300		2 400	

■ Modalités d'imposition

- La plus-value nette à court terme de 14 300 € doit être analysée ici en deux temps :
 - 1) La PVNCT hors sinistre ($14\,300 - 2\,000 = 12\,300$ €) est imposable en 2014 à l'IS au taux normal ;
 - 2) La PVCT relative au sinistre bénéficie d'un étalement d'imposition sur une durée correspondant à la durée d'amortissement déjà pratiquée sur le bien à la date du sinistre ou de l'expropriation (sans excéder 15 ans). Ici, la durée d'étalement sera de 3,5 ans arrondie à 4 ans. Cet étalement s'effectue à compter de l'exercice suivant celui au cours duquel la plus-value a été constatée.

- La plus-value nette à long terme de 2 400 € est imposable au taux réduit de 15 % (plus les prélèvements sociaux de 15,5 %) car elle a été réalisée lors de la cession d'un brevet.

Remarque

Comme cela est indiqué dans l'annexe 2, sur le plan comptable, l'étalement de l'imposition de la PVCT relative au sinistre impose de comptabiliser une provision pour IS égale à 33,1/3 % de la PVCT, soit ici : $2\,000 \times 33,1/3 \% = 667$ €. Il faut noter que cette charge n'est pas fiscalement déductible et doit faire l'objet d'une réintégration extra-comptable (voir question suivante).

5. Retraitements nécessaires pour le résultat fiscal 2014

Niveau 1 • 2 points/20 • 15 min

À la loupe

- Il n'est pas demandé de déterminer le résultat fiscal de l'exercice (le résultat comptable n'est pas fourni) mais seulement de présenter les retraitements nécessaires au calcul de ce résultat fiscal.
- Les éléments nécessaires sont fournis en annexe 2.
- Il faut évidemment procéder aux retraitements définis ci-dessus pour les plus ou moins-values nettes de l'exercice.
- Il faut justifier chacun des retraitements opérés, sinon la réponse ne peut être considérée comme complète..

ÉLÉMENTS	EXPLICATIONS	RÉINTÉGRATIONS	DÉDUCTIONS
Amortissement irrégulièrement différé	Compte tenu des éléments définis lors de la question 1, il faut réintégrer en 2014 l'amortissement irrégulièrement différé en 2013.	7 500	
Amortissement du véhicule de tourisme	La dotation comptabilisée en 2014 n'est pas entièrement déductible. Amortissements excédentaires à réintégrer : $(48\,000 - 18\,300) \times 20 \%$.	5 940	
PVNCT hors sinistre	Imposable en 2014 au taux normal de 33,1/3 %. Aucun retraitement extra-comptable.	–	–
PVNCT sinistre et provision pour IS	La PVNCT sur sinistre est imposable sur 4 ans à compter de 2015 (voir question 4). Elle doit faire l'objet d'une déduction extra-comptable ⁽¹⁾ . La provision pour impôt constituée est à réintégrer fiscalement car l'IS n'est pas un impôt déductible.	667	2 000





ÉLÉMENTS	EXPLICATIONS	RÉINTÉGRATIONS	DÉDUCTIONS
PVNL de l'exercice	Imposable au taux réduit de 15 %. À déduire ici.	2 400	
Écart de conversion actif	Cet écart représente une perte latente fiscalement déductible lors de l'exercice de sa constatation. En conséquence : – l'écart 2014 doit être déduit : – l'écart 2013, déduit en 2012, doit être réintégré.	1 200	2 200
Écart de conversion passif	Cet écart représente un gain latent fiscalement imposable lors de l'exercice de sa constatation. En conséquence : – l'écart 2014 doit être réintégré : – l'écart 2013, imposé en 2013, doit être déduit :	3 000	1 000
Provisions pour perte de change	La provision diminue de : $2\,500 - 1\,000 = 1\,500$ €. Une reprise a donc été comptabilisée mais ce produit n'est pas imposable. Il faut donc procéder à sa déduction.		1 500
Actions de SICAV (voir ci-dessous)	Écart sur valeur liquidative au 31 décembre 2014 • Valeur liquidative 31 décembre 2014 : 110 € • Valeur liquidative 31.12.2013 : 125 € Écart : $(110 - 125) \times 100 = -1\,500$ €. Cet écart négatif, immédiatement déductible, doit faire l'objet d'une déduction extra-comptable : En conséquence, la dotation pour dépréciation des titres comptabilisée à cette date n'est pas déductible et doit être réintégrée. Son montant, déterminé en référence au coût d'acquisition des titres, est : $(110 - 120) \times 100$:	1 000	1 500

(1) Sur le résultat fiscal au taux de droit commun de 2015, 2016, 2017 et 2018, il faudra procéder à une réintégration extra-comptable de $2\,000/4 = 500$ €.

Rappel sur le régime des parts ou actions d'OPCVM

Les entreprises soumises à l'IS doivent appliquer un régime particulier d'évaluation sur les parts ou actions d'OPCVM basé sur leur valeur liquidative. À la clôture de chaque exercice, il faut déterminer les éventuels écarts sur valeurs liquidatives par différence entre la valeur liquidative à la clôture et celle de la clôture précédente (par exception valeur d'acquisition pour l'année d'acquisition).

- les écarts positifs (hausse de la valeur liquidative) constituent une plus-value latente immédiatement imposable qui doit être réintégrée au résultat fiscal ;
- les écarts négatifs (baisse de la valeur liquidative) constituent une moins-value latente immédiatement déductible qui doit être déduite du résultat fiscal. Si une dépréciation a été constituée sur le plan comptable, elle doit symétriquement être réintégrée dans le résultat imposable. Parallèlement, les reprises comptables ne sont pas imposables et sont déduites du résultat fiscal.

Autonotation et calcul du temps consacré

QUESTION	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Dossier 2 : Résultat imposable à l'IS	8,0		1 h 15	
Question 1	0,50		5 min	
Question 2	1,25		10 min	
Question 3	1,0		10 min	
Question 4	3,25		30 min	
Question 5	2,0		20 min	

DOSSIER 3

IMPÔTS SUR LE REVENU ET CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE

1. Régime fiscal d'imposition et obligations comptables pour les activités professionnelles de M. Harmony

Niveau 2 • 1 point/20 • 5 min

M. Harmony exerce à titre individuel et de manière indépendante et libérale la profession de médecin. Ses revenus relèvent de la catégorie des bénéfices non commerciaux (BNC).

Pour ce revenu catégoriel, il existe deux régimes d'imposition :

- le régime de la déclaration contrôlée dans le cas où les recettes sont supérieures à 32 600 € (32 900 € pour 2014 à 2016) ;
- le régime du micro-BNC sinon.

M. Harmony a perçu des honoraires pour un montant supérieur à 32 600 €, le régime d'imposition applicable est celui de la déclaration contrôlée. Il ne lui est pas possible d'opter pour le régime micro-BNC.

Dans le cadre du régime de la déclaration contrôlée, ses obligations comptables sont constituées par une comptabilité de trésorerie et la tenue :

- d'un livre-journal présentant le détail des recettes et des dépenses professionnelles ;
- d'un registre des immobilisations et des amortissements.

S'il le souhaite, Monsieur Harmony peut opter pour la détermination du résultat imposable selon des règles analogues à celles de la comptabilité commerciale. Il présentera alors une comptabilité d'engagement avec des comptes de créances et de dettes.

2. Conditions de rattachement des enfants majeurs. Conséquences sur l'impôt du foyer fiscal Harmony

Niveau 1 • 1,25 point/20 • 10 min

À la loupe

Attention, la question mentionne les enfants majeurs et il ne faut pas oublier que l'enfant majeur peut être célibataire ou marié et/ou chargé de famille.

Le rattachement des enfants majeurs s'effectue dans des modalités différentes selon qu'il s'agit d'enfants célibataires ou d'enfants mariés.

a) Rattachement des enfants majeurs célibataires

Les enfants majeurs célibataires peuvent demander leur rattachement au foyer fiscal des parents, avec leur accord, dans les conditions suivantes :

- s'ils sont âgés de moins de 21 ans ;
- s'ils sont étudiants âgés de moins de 25 ans.

Pour le foyer fiscal Harmony, cela concerne Quentin qui a 22 ans et qui est étudiant. Il est d'ailleurs précisé en annexe 2 qu'il a demandé son rattachement au foyer fiscal de ses parents.

Les conséquences de ce rattachement sont les suivantes :

- le quotient familial du foyer fiscal est majoré de 0,5 part (deuxième enfant) ;
- les revenus de l'enfant rattaché sont ajoutés aux revenus du foyer fiscal (ici nous verrons que les revenus concernés sont exonérés) ;
- une réduction d'impôt pour frais de scolarité (183 € pour un enfant étudiant).

b) Rattachement des enfants majeurs ayant fondé un foyer distinct ou chargés de famille

Les enfants majeurs ayant fondé un foyer distinct ou chargés de famille peuvent demander leur rattachement au foyer fiscal des parents, avec leur accord, dans les conditions suivantes :

- s'ils sont âgés de moins de 21 ans ;
- s'ils sont étudiants âgés de moins de 25 ans.

La demande de rattachement peut être réalisée globalement pour le ménage (demande de l'enfant et accord des parents). Les personnes ainsi rattachées ne sont pas considérées comme à charge des parents mais :

- les revenus du ménage s'ajoutent à ceux du foyer fiscal des parents ;
- les parents bénéficient d'un abattement pour revenus de 5 726 € par personne (pour revenus 2014).

3. Catégorie d'imposition et montant imposable pour les revenus du foyer fiscal Harmony

Niveau 2 • 3,5 points/20 • 35 min

À la loupe

Les éléments nécessaires sont fournis en annexe 3 dans laquelle on relève les catégories suivantes : bénéfices non commerciaux (BNC), traitements et salaires (TS), revenus de capitaux mobiliers (RCM), revenus fonciers (RF).

a) Revenus de Monsieur Harmony

Comme cela a été défini lors de la question 1, les revenus de Monsieur Harmony sont des bénéfices non commerciaux (BNC) et, compte tenu de son chiffre d'affaires annuel supérieur à 32 900 €, ils sont imposés dans le cadre du régime de la déclaration contrôlée.

Le revenu imposable est constitué par les recettes encaissées et les dépenses professionnelles payées au cours de l'année d'imposition (2014 ici), soit :

Recettes encaissées			
Honoraires perçus en 2014		120 000	
– Honoraires rétrocédés à un confrère		– 10 000	
Total des recettes de l'exercice			110 000
Dépenses professionnelles payées			
Charges déductibles décaissées en 2014		18 000	
Charges non déductibles décaissées en 2014	Non imputables	0	
Acquisition d'un logiciel ⁽¹⁾	Option la plus favorable	400	
Amortissement du véhicule de tourisme ⁽²⁾	$18\,300 \times 20\% \times 560\% \times 6/12$	915	
Total des dépenses de l'exercice			19 315
Montant net imposable			90 685

(1) Les dépenses de petit matériel, outillages, mobiliers de bureau et logiciel dont la valeur n'excède pas 500 € HT peuvent être considérées comme des charges immédiatement déductibles.

(2) Charge déductible mais application du plafond de 18 300 € (véhicule de tourisme non polluant) et selon l'usage professionnel de 50 %.

Le montant imposable de 90 685 € ne supportera pas la majoration de 1,25 car Monsieur Harmony a adhéré à une association de gestion de gestion agréée.

b) Revenus de Madame Harmony

■ Salaires

Il s'agit de traitements et salaires et le revenu imposable est le suivant :

Rémunérations nettes imposables		28 800
Participation 2009 perçue en 2014	Non imposable	0
Total		28 800
Déduction forfaitaire 10 % pour frais professionnels ⁽¹⁾	$28\,800 \times 10\%$	2 880
Montant net imposable		25 920

(1) Supérieure au minimum de 426 € et inférieure au maximum de 12 157 €.

■ Intérêts et dividendes

Ces revenus relèvent de la catégorie des revenus des capitaux mobiliers (RCM).

Les intérêts sur livret A sont exonérés d'IR.

Les dividendes sont imposables sous déduction d'un abattement de 40 %. Ils s'ajoutent au revenu global et sont soumis au barème progressif de l'IR.

Depuis le 1.01.2013, un acompte sur l'IR de 21 % est prélevé à la source par l'organisme payeur pour reversement au Trésor public. Cet acompte s'impute ensuite sur l'IR déterminé par le barème progressif. S'il en excède le montant, l'excédent est restitué.

Dans ce cadre, la somme encaissée de 790 € doit être considérée comme le montant net d'acompte car celui-ci a été prélevé par le ou les organismes payeurs.

De ce fait, le dividende brut est égal à : $790 / (100 - 0,21) = 1\,000$ €. L'acompte d'IR a donc été prélevé pour 210 €.

En conséquence, le dividende imposable, après déduction de l'abattement de 40 %, est égal à : $1\,000 \times 60 \% = 600$ €.

Cette somme s'ajoute au revenu global pour la détermination de l'IR mis à la charge du foyer fiscal Harmony. L'acompte de 210 € sera déduit du montant de cet IR.

Remarque

Les contribuables dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 € (célibataires, veufs ou divorcés) ou 75 000 € (couples mariés ou pacsés) peuvent demander à être dispensés du paiement de cet acompte.

Ne connaissant pas cette information, on pouvait émettre l'hypothèse que ce foyer fiscal était dispensé de cet acompte. Le montant perçu conduisait alors à un revenu imposable de : $790 \text{ €} \times 60 \% = 474 \text{ €}$.

■ Cession d'actions

Les cessions réalisées en 2014 par Mme Harmony lui ont permis de réaliser une plus-value de : $1\,200 - 500 = 700$ €. Cette plus-value est imposable au titre des PV de particuliers.

Depuis le 1.01.2014, les plus-values sur cessions des valeurs mobilières sont incorporées au revenu imposable au barème progressif de l'IR sous déduction d'un abattement pour durée de détention égal à :

- 50 % de la plus-value nette pour une détention comprise entre 2 et 8 ans ;
- 65 % de la plus-value nette après 8 ans de détention.

Ici, les titres ont été détenus moins de 2 ans et Madame Harmony ne bénéficie d'aucun abattement. Le revenu imposable est donc de 700 €.

■ Location du studio de Bormes-les-Mimosas

Les loyers perçus constituent des revenus fonciers (RF). Compte tenu des revenus annuels perçus (6 000 €) inférieurs à 15 000 €, ils sont imposables dans le cadre du régime du micro-foncier.

Madame Harmony pourrait opter pour le régime réel, si cela est son intérêt, mais il est précisé qu'aucune option n'a été exercée.

En conséquence, le revenu imposable est égal au montant des loyers encaissés après abattement de 30 %, soit ici : $6\,000 \times (100 - 30) \% = 4\,200 \text{ €}$.

À noter que, dans le cadre du régime micro-foncier, l'abattement de 30 % est représentatif des charges déductibles et qu'il n'est pas possible de déduire en plus la charge correspondant aux travaux d'entretien (1 000 €).

c) Revenus de Quentin (22 ans, étudiant)

■ Salaire du centre de loisirs

Comme cela est indiqué en annexe 4 (article 81 du CGI), les salaires versés aux jeunes gens âgés de 25 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année d'imposition en rémunération d'une activité exercée pendant l'année scolaire ou universitaire ou durant leurs congés scolaires ou universitaires sont, sur option des bénéficiaires, exonérés d'impôt sur le revenu dans la limite de trois fois le montant mensuel du SMIC.

Le salaire perçu par Quentin est égal à un SMIC. Il n'est donc pas imposable.

■ Aide personnalisée au logement

Cette aide ou prestation sociale n'est pas soumise à l'IR.

d) Synthèse (non demandée)

Les revenus imposables du foyer fiscal Harmony sont les suivants :

	BNC	TS	RCM	PV	RF	TOTAL
Monsieur Harmony	90 685					90 685
Madame Harmony		25 920	600	700	4 200	31 420
Quentin		0				0
Revenu imposable total	90 685	25 920	600	700	4 200	122 105

4. Personnes et revenus soumis à la CSG, et application au foyer fiscal Harmony

Niveau 2 • 1,25 point/20 • 10 min

a) Règles générales

■ Personnes soumises à la CSG

Sont assujetties à la CSG et à la CRDS les personnes physiques domiciliées fiscalement en France et rattachées à un régime obligatoire français d'assurance-maladie. Ces deux conditions sont cumulatives.

■ Revenus soumis à la CSG

Les revenus concernés sont :

- les revenus d'activité salariée ;
- les revenus d'une activité professionnelle non salariée (BIC, BNC, BA...) ;
- les revenus de remplacement : pensions de retraite, d'invalidité, allocations chômage, de préretraite, indemnités journalières maladie, maternité, accidents ;
- les revenus du capital : revenus des capitaux mobiliers, revenus fonciers...

b) Application aux revenus du foyer fiscal Harmony

Tout d'abord il faut noter que les membres du foyer fiscal Harmony (époux Harmony, Quentin) remplissent les conditions pour être assujettis à la CSG.

Les différents revenus du foyer fiscal Harmony soumis à la CSG sont :

	REVENUS D'ACTIVITÉ ET DE REMPLACEMENT	REVENUS DU CAPITAL	
		Revenus de placement	Revenus du patrimoine
M. Harmony	Honoraires		
Mme Harmony	Salaires Participation des salariés ⁽¹⁾	Dividendes	Plus-value sur la vente d'actions Revenus fonciers
Quentin	Salaires ⁽¹⁾		

(1) Même s'ils sont exonérés d'IR.

En revanche, l'aide personnalisée au logement perçue par Quentin n'est pas soumise à la CSG.

Autonotation et calcul du temps consacré

QUESTION	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Dossier 3 : IR et CSG	7,0		1 h	
Question 1	1,0		5 min	
Question 2	1,25		10 min	
Question 3	3,50		35 min	
Question 4	1,25		10 min	

2015

SUJET

Annales DCG 4

Argolf, Print3D et Laurent

PRÉSENTATION DU SUJET

THÈMES TRAITÉS

La taxe sur la valeur ajoutée

- Territorialité de la TVA
- La TVA collectée (base, taux, fait générateur et exigibilité)
- La TVA déductible (coefficients d'assujettissement, régularisations)

L'imposition des résultats dans le cadre des entreprises individuelles : Les bénéfices non commerciaux

- Produits imposables
- Charges déductibles
- Plus et moins-values
- Principes généraux de détermination du résultat

L'imposition des résultats dans le cadre des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés

- Champ d'application de l'impôt sur les sociétés (régime de faveur des PME)
- Liquidation et paiement de l'impôt sur les sociétés

L'imposition du revenu des particuliers

- Bénéfices industriels et commerciaux
- Traitements et salaires
- Revenus de capitaux mobiliers
- Modalités de prise en compte des réductions et crédits d'impôts
- Imputation des acomptes d'impôt sur le revenu sur dividendes

Les taxes assises sur les salaires

- La taxe sur les salaires (redevables de la taxe)

Le contrôle fiscal

- La vérification de comptabilité (délai de reprise, droits et garanties du contribuable)



PRÉSENTATION
DU SUJET

Le sujet comporte trois dossiers intitulés respectivement « Taxe sur la valeur ajoutée », « Résultat imposable à l'IS et contrôle fiscal » et « Impôt sur le revenu ».

Les thèmes proposés correspondent à quatre parties très importantes du programme :

- la TVA ;
- l'imposition du résultat de l'entreprise (société anonyme soumise à l'IS et mais aussi EURL soumise à l'IR) ;
- le contrôle fiscal ;
- l'imposition du revenu des particuliers.

Les taxes assises sur les salaires sont également présentes par une question portant sur la taxe sur les salaires proprement dite.

• **Le premier dossier** (6,5 points sur 20, 3 questions), consacré à la TVA, ne présente aucune véritable difficulté pour un(e) candidat(e) correctement préparé(e).

Dans un premier temps, il est demandé de déterminer la TVA à décaisser pour le mois de juin, sachant qu'un crédit de TVA a clôturé le mois précédent. À ce titre, les candidat(e)s sont sollicités sur des points classiques : exportation, vente en France, vente et acquisition intracommunautaires, livraison à soi-même d'une prestation de services, prestations de services fournie ou reçue, acompte sur prestation de services, réparation d'un véhicule de tourisme, vente d'un entrepôt soumise à TVA (sur option).

Il fallait veiller à appliquer correctement les règles d'imposition, d'exigibilité et de déduction.

Dans un second temps, il est demandé d'analyser la cession de l'entrepôt évoquée précédemment du point de vue d'un acquéreur ayant un coefficient d'assujettissement de 70 %. Après avoir défini le coefficient d'assujettissement, il fallait déterminer le montant de la TVA déductible puis d'évoquer les possibilités de régularisation future (hors régularisation globale).


• **Le deuxième dossier** (7 points sur 20, 5 questions) se situe dans le cadre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Il est tout d'abord demandé de vérifier que la société concernée peut bénéficier du régime de faveur des PME puis de calculer le montant des acomptes d'IS à verser dans l'exercice ainsi que la liquidation à verser en 2015 (l'IS de l'exercice doit donc être déterminé).

Ensuite, dans le cadre de la vérification de comptabilité subie par cette même société en 2014, les candidat(e)s doivent préciser le délai de reprise applicable pour l'exercice 2011 puis préciser quels sont les droits et obligations du contribuable en la matière.

Globalement, ce dossier est d'un niveau très abordable même si des difficultés techniques peuvent intervenir dans le calcul des acomptes d'IS ou de l'IS de l'exercice (régime des PME, plus-value à long terme exonérées ou à 15 %).

• **Le troisième dossier** (6,5 points sur 20, 3 questions) est consacré à l'impôt sur le revenu d'un foyer fiscal composé d'un couple marié avec deux enfants. Le questionnement porte d'abord sur la détermination de revenus catégoriels imposables (BIC, Traitements et salaires, Revenus de capitaux mobiliers). Dans un second temps, il est demandé d'indiquer quelles sont les sommes venant en déduction de l'IR mis à la charge de ce foyer fiscal. À ce titre, sur la base d'une documentation fiscale, sont évoqués des réductions d'impôt (dons, frais de scolarisation) et crédits d'impôt (emploi d'un salarié à domicile) ainsi que l'acompte de 21 % prélevé lors de l'encaissement de dividendes.



 PRÉSENTATION DU SUJET	<p>Le niveau de difficulté proposé par ce dossier est également tout à fait abordable pour un candidat(e) correctement préparé. On ne trouve pas de réelles difficultés techniques et la nature des problèmes évoqués est tout à fait classique.</p> <p>Dans l'ensemble, un sujet assez classique avec des thèmes proposés très régulièrement dans cette épreuve, à l'exception du contrôle fiscal qui fait pour la première fois l'objet d'un questionnement assez approfondi. La calculatrice est autorisée comme chaque année depuis 2008, à l'exception de la session 2013.</p> <p>Le niveau exigé ne semble pas particulièrement difficile et le sujet n'est pas très long. Cependant, cela reste du droit fiscal et il faut faire très attention à l'application des règles fiscales, surtout à l'occasion des questions techniques qui sont les plus nombreuses dans ce sujet. Comme chaque fois, il faut démontrer la maîtrise de connaissances précises et une aptitude à les mettre en œuvre de manière adéquate. Dans l'ensemble, ce sujet peut sans doute être qualifié de plutôt facile, surtout si on le compare aux éditions précédentes.</p>
PAR QUOI COMMENCER ?	<p>Les trois dossiers sont totalement indépendants. L'ordre de leur traitement est donc indifférent de ce point de vue.</p> <p>Le choix du(de la) candidat(e) sera défini en fonction de la maîtrise qu'il aura des trois dossiers proposés. Le niveau de difficulté, très relatif cette année, ne sera sans doute pas non plus un critère de choix prépondérant.</p> <p>Cependant, il convient, comme d'habitude, de faire preuve d'une certaine vigilance sur ce point afin de bien répartir son temps de travail pour traiter les trois dossiers de manière suffisante. Il est clair ici que, compte tenu de la relativement faible densité du sujet, la gestion du temps ne sera pas une dimension aussi importante que les années précédentes.</p>

ÉNONCÉ DU SUJET

SESSION 2015

UE 4 – DROIT FISCAL

Durée de l'épreuve : 3 heures – coefficient : 1

Document autorisé : néant.

Matériel autorisé :

Une calculatrice de poche à fonctionnement autonome sans imprimante et sans aucun moyen de transmission, à l'exclusion de tout autre élément matériel ou documentaire (circulaire n° 99-186 du 16 novembre 1999 ; BOEN n° 42).

Document remis au candidat :

Le sujet comporte 7 pages numérotées de 1/7 à 7/7.

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

Le sujet se présente sous la forme de 3 dossiers indépendants

Page de garde	page 1
Présentation du sujet	page 2
DOSSIER 1 - Taxe sur la valeur ajoutée	(6,5 points) page 3
DOSSIER 2 - Résultat imposable à l'IS et contrôle fiscal.....	(7 points) page 4
DOSSIER 3 - Impôt sur le revenu.....	(6,5 points).....page 4

Le sujet comporte les annexes suivantes :

DOSSIER 1

Annexe 1 - Opérations réalisées par la société ARGOLF page 4

DOSSIER 2

Annexe 2 - Informations relatives à la société anonyme PRINT3D page 5

DOSSIER 3

Annexe 3 - Informations relatives au foyer fiscal de Monsieur LAURENT..... pages 6 et 7

Annexe 4 - Documentation fiscale..... page 7

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.

*Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie.
Toute information calculée devra être justifiée.*

S U J E T

DOSSIER 1 – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

L'entreprise Argolf est un grossiste spécialisé dans la vente et la réparation en équipements de parcours de golf et de matériel de golf. Elle propose aussi ses services pour des prestations de conseils pour l'agencement des différents points de vente de ses clients.

En raison des tarifs assez élevés pour le matériel de golf, le fait que l'entreprise Argolf propose la réparation du matériel présente un atout supplémentaire pour les clients.

Comme c'est une activité accessoire, l'entreprise Argolf a opté pour les débits pour les factures de réparation de matériel de golf ainsi que pour ses prestations de conseils.

Compte tenu de son chiffre d'affaires de 1 133 000 € en 2013, l'entreprise Argolf relève du régime réel normal pour la T.V.A. (taux de 20 % pour l'ensemble de ses opérations).

Travail à faire

À l'aide de l'annexe I :

1. Présenter l'analyse de chacune des opérations à l'aide du modèle de tableau suivant :

N°	Analyse/Calculs	T.V.A. exigible	T.V.A. déductible
----	-----------------	-----------------	-------------------

2. Calculer le montant de la T.V.A. due au mois de juin 2014 sachant que l'entreprise disposait d'un crédit de T.V.A. de 5 000 € au cours du mois de mai 2014.

3. Pour l'opération n° 13, l'acheteur de l'entrepôt dispose d'un coefficient d'assujettissement définitif de 70 % (on supposera des coefficients d'admission et de taxation égaux à 1) :

- Définir le coefficient d'assujettissement.
- Calculer le montant de la T.V.A. déductible sur cet entrepôt pour l'acheteur.
- Sachant que l'acquéreur n'a pas l'intention de céder l'entrepôt, cette T.V.A. déductible est-elle susceptible d'être régularisée ?

DOSSIER 2 – RESULTAT IMPOSABLE A L'IS ET CONTROLE FISCAL

La société anonyme non cotée PRINT3D est spécialisée dans la création, à l'aide d'imprimantes 3D, de pièces de rechange ou de petits objets utiles au quotidien. Créée depuis 2011, elle est implantée en région parisienne et emploie six salariés. Le capital de la société est détenu exclusivement par des personnes physiques dont Monsieur Jacques, dirigeant salarié de la société, qui détient 40 % du capital social.

Travail à faire

À l'aide de l'annexe 2 :

1. Vérifier que la société PRINT3D peut bénéficier du régime d'imposition à taux réduit des P.M.E.
2. Calculer le montant des acomptes d'impôt sur les sociétés payés au cours de l'année 2014 en rappelant pour chaque acompte sa date limite d'exigibilité.
3. Calculer le solde de l'I.S. 2014 à verser en 2015.

Le 20 février 2014, la société anonyme PRINT3D a reçu de l'administration fiscale, par lettre recommandée avec accusé de réception, un avis de vérification de comptabilité. Le contrôle fiscal portait sur l'impôt sur les sociétés. La première intervention du vérificateur a eu lieu le 29 mars 2014.

4. L'administration peut-elle vérifier les résultats de l'exercice 2011 ? Justifier votre réponse.
5. Lors de cette vérification de comptabilité, quels sont les droits et garanties de la société PRINT3D ?

DOSSIER 3 – IMPÔT SUR LE REVENU

M. Antoine LAURENT a créé, il y a 21 ans, une boulangerie pâtisserie, l'E.U.R.L. L'Amandine dont il est le gérant unique associé et dont les bénéfices sont imposés à l'impôt sur le revenu.

Monsieur LAURENT et sa femme Marie sont mariés sous le régime de la communauté légale et ont deux enfants.

Remarque : les prélèvements de C.S.G. et de C.R.D.S. sont exclus de l'analyse de ce dossier.

Travail à faire

À l'aide des annexes 3 et 4 :

1. L'E.U.R.L. est-elle redevable de la taxe sur les salaires ? Justifier votre réponse.
2. Calculer les différents revenus catégoriels du foyer fiscal LAURENT :
 - a) les bénéfices industriels et commerciaux ;
 - b) les traitements et salaires ;
 - c) les revenus des capitaux mobiliers.
3. Déterminer le montant des sommes venant en déduction de l'impôt brut du foyer fiscal LAURENT au titre de l'année 2014.

ANNEXE 1 - Opérations réalisées par la société ARGOLF au mois de juin 2014

- 1) Vente de différents matériels de parcours au Golf du Soleil à Agadir au Maroc ; prix de vente H.T. : 15 500€.
- 2) Encaissement d'un acompte pour une prestation de conseils pour le magasin du golf de L'Estérel à Saint-Raphaël : 1 500 €.
- 3) Vente de clubs de golf au Golf Saint-François en Guadeloupe : 18 000 €.
- 4) Encaissement d'une réparation de matériel de golf réalisée et facturée au cours du mois de mai 2014 : 1 500 €.
- 5) Vente de parasols temps extrême anti-UV au Golf Club de Lyon : 4 500 € H.T.
- 6) Les informaticiens de l'entreprise Argolf ont mis au point pour l'entreprise un nouveau logiciel de gestion des stocks pour un coût total de 3 000 € H.T.
- 7) Facture de réparation de matériel de golf au golf Club de Rome. Le Club italien a bien fourni son numéro intracommunautaire. Montant : 3 500 € H.T.
- 8) L'entreprise a réglé la réparation de la Renault Clio (véhicule de tourisme) de l'un de ses commerciaux 750 € H.T.
- 9) Achat de casiers électroniques pour caddys à l'entreprise ASPG GmbH (Allemagne) pour 15 000 € H.T. Les casiers sont arrivés le 15 juin mais pas la facture.
- 10) Achats de 3 voitures de golf électriques 4 places au fournisseur chinois Lvtong : 2 500 € H.T. pièce.
- 11) Vente de chaussures de golf pour le magasin du Golf Club Grand-Ducal (Luxembourg) : 10 000 € H.T. Le Golf club a bien fourni son numéro intra-communautaire.
- 12) L'entreprise a reçu une facture de son expert-comptable pour 1 200 € T.T.C. ; ce dernier n'a pas opté pour les débits. Cette facture est à échéance au 15 juillet.
- 13) L'entreprise a revendu l'un de ses entrepôts qu'elle trouvait mal situé pour son activité. Elle l'avait acheté neuf en juin 2004 pour 200 000 € H.T (T.V.A. déductible : 39 200 €) ; prix de vente 150 000 € H.T. La cession est soumise à la T.V.A.

ANNEXE 2 - Informations relatives à la société anonyme PRINT3D**Renseignements généraux :**

- L'exercice comptable coïncide avec l'année civile.
- La société anonyme PRINT3D n'a pas pratiqué d'option relative à l'imposition de ses résultats. Elle est soumise au régime réel d'imposition.
- Le capital de la société est entièrement libéré.
- Le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice 2014 s'élève à 2 000 000 €.

Données comptables et fiscales en euros

Exercice	2012	2013	2014
Résultat fiscal définitif	45 000	52 000	64 000
Plus-value nette à long terme			
dont redevances de concessions de brevets	0	8 000	10 000
dont opérations sur titres de participation	2 000	4 000	0
Don de mécénat d'entreprise	0	0	1 500

ANNEXE 2 (suite) - Informations relatives à la société anonyme PRINT3D**Documentation fiscale - Le mécénat d'entreprise**

Plusieurs dispositifs d'incitation fiscale sont prévus en faveur du mécénat :

- les libéralités au profit de certains organismes ouvrent droit à une réduction d'impôt. Les dons sont retenus dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires et la réduction d'impôt est de 60 % de ce montant ;
[...]

Entreprises bénéficiaires de la réduction d'impôt.

La réduction d'impôt pour mécénat (CGI art. 238 bis) bénéficie aux entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu (IR) ou à l'impôt sur les sociétés (IS) selon un régime réel d'imposition. Les exploitants soumis au régime des microentreprises sont exclus. Les entreprises exonérées d'IR ou d'IS ne peuvent pas bénéficier de la réduction d'impôt, laquelle n'est pas restituable.

ANNEXE 3 - Informations relatives au foyer fiscal de Monsieur LAURENT**Renseignements concernant l'E.U.R.L. L'Amandine :**

- L'exercice comptable coïncide avec l'année civile ;
- Pour 2014, son résultat comptable provisoire est de 40 000 € et son chiffre d'affaires hors taxes est de 300 000 € ;
- L'E.U.R.L. a adhéré à un centre de gestion agréé. Elle emploie 4 personnes dont l'épouse de Monsieur LAURENT et un apprenti boulanger ;
- Les opérations ont été correctement comptabilisées ;
- L'E.U.R.L. opte toujours pour l'étalement de ses plus-values à court terme.
- Toutes les opérations réalisées par l'E.U.R.L. sont soumises à T.V.A.

Opérations réalisées au cours de l'exercice 2014 par l'E.U.R.L. L'Amandine :

- 1) L'E.U.R.L. a réalisé en 2014 une seule cession. Elle avait acquis le 1^{er} juillet 2011 un four de boulanger pour un prix H.T. de 33 400 €. Elle l'a cédé le 1^{er} avril 2014 pour un prix H.T. de 25 005 €. Le montant des amortissements jusqu'à la date de cession s'élève à 18 370 €.
- 2) Monsieur Antoine LAURENT a perçu 32 000 € de rémunération en 2014 en sa qualité de gérant.
- 3) L'épouse de Monsieur Antoine LAURENT, Marie, est salariée de l'E.U.R.L. En 2014, les charges de personnel comptabilisées par l'E.U.R.L. sont de 20 000 € de salaires au titre de cet emploi effectif et 10 000 € de charges patronales. Le montant net imposable de Marie s'élève à 16 000 € en 2014.
- 4) La fille de Monsieur Antoine LAURENT, Valentine, a travaillé pendant les vacances scolaires à la boulangerie. En 2014, les charges de personnel comptabilisées par l'E.U.R.L. sont de 2 400 € de salaires au titre de cet emploi effectif.
- 5) L'E.U.R.L. a fait l'acquisition le 1^{er} avril 2014 d'un pétrin mécanique pour un montant hors taxes de 8 000 €. La durée d'usage fiscale est de 5 ans. Il a été convenu avec le fournisseur que le pétrin serait repris au bout de 3 ans pour un prix hors taxes de 1 600 €.
- 6) Pour financer ses investissements, Monsieur Antoine LAURENT a contracté un emprunt, assorti d'une clause d'assurance-décès exigée par l'établissement de crédit. La prime annuelle s'élève à 400 €.

ANNEXE 3 (suite) - Informations relatives au foyer fiscal de Monsieur LAURENT**Informations concernant les enfants des époux LAURENT**

- Jules, leur fils de 19 ans qui est apprenti pâtissier chez un de leurs confrères, a demandé à être rattaché fiscalement au foyer fiscal de ses parents. Il a gagné, pour l'année 2014, 11 250 € soit environ 65 % du SMIC.
- Leur fille de 16 ans, Valentine, est lycéenne.

Informations concernant les époux LAURENT

- Madame Marie LAURENT est salariée de l'E.U.R.L. L'Amandine.
- Elle dispose de certains placements financiers. Elle a d'ailleurs perçu en 2014 :
- 790 € de dividendes pour ses actions GDF-SUEZ ;
 - 220 € au titre des intérêts de son livret A ;

En matière d'impôt sur le revenu, elle a opté pour le régime de la déduction forfaitaire pour ses frais professionnels. En effet, habitant sur son lieu de travail, elle n'a pas de frais de transport.

- Ils ont aussi fait un don de 500 € pour le Téléthon, association reconnue d'intérêt général.
- Ils emploient une femme de ménage à leur domicile quelques heures par semaine et lui ont versé 3 000 € de salaires (charges sociales comprises) pour l'année 2014.

ANNEXE 4 - Documentation fiscale

Réduction d'impôts pour frais de scolarisation des enfants à charge : 153 € pour un lycéen

Réduction ou crédit d'impôt pour emploi d'un salarié à domicile :

Vous pouvez bénéficier :

- d'un crédit d'impôt si vous avez exercé une activité professionnelle ou si vous étiez inscrit comme demandeur d'emploi pendant une durée minimum de 3 mois durant l'année de paiement des dépenses. Si vous êtes en couple, les deux personnes doivent remplir une des conditions (ou seulement un membre du couple si l'autre est atteint d'un handicap).
- d'une réduction d'impôt si vous ne remplissez pas ces conditions. Ainsi, par exemple, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt si vous êtes retraité ou si vous employez un salarié au domicile d'un de vos ascendants qui remplit les conditions pour bénéficier de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

La réduction ou le crédit d'impôt est égal à 50 % du montant des dépenses effectivement supportées (salaires et charges sociales ou sommes versées à un organisme), dépenses limitées à : 12 000 € par an majorée de 1 500 € par enfant à charge, par membre du foyer âgé de plus de 65 ans et, uniquement pour le calcul de la réduction d'impôt, par ascendant âgé de plus de 65 ans susceptible de bénéficier de l'APA. Ce plafond majoré ne peut pas excéder 15 000 €.

CORRIGÉ COMMENTÉ

DOSSIER 1 TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

1. Analyse des opérations réalisées en juin 2014 en matière de TVA

Niveau 1 • 4,50 points/20 • 40 min

À la loupe

1) Le sujet n'indique pas que l'entreprise Argolf a son siège social en France mais il faut le supposer. Elle est soumise à la TVA selon le régime réel normal (son CAHT est, pour 2013, de 1 133 000 €, soit un montant supérieur à 783 000 €). On rappelle que, pour une entreprise ayant une activité mixte (vente de biens, prestations de services), le chiffre d'affaires total est confronté au seuil pour la vente de biens (783 000 €) et le chiffre d'affaires « prestations de services » (non fourni ici) au seuil des prestations de services (236 000 €), sachant que le dépassement d'un des deux seuils suffit pour relever du réel normal comme c'est le cas ici. Le texte précise que la TVA s'applique au taux de 20 % pour l'ensemble des activités de cette entreprise.

2) Les informations nécessaires sont fournies en annexe 1.


3) Les activités de cette entreprise (vente et réparation d'équipements et de matériel pour le golf, conseils en agencements de parcours de golf) sont toutes dans le champ d'application de la TVA et ouvrent droit à déduction. En conséquence, pour les acquisitions de biens et de services, le coefficient d'assujettissement et le coefficient de taxation seront égaux à 1. Le droit à déduction (CODED) dépendra finalement du seul coefficient d'admission (COADM).

4) L'analyse des opérations réalisées nécessite de mettre en œuvre plusieurs règles applicables en matière de TVA :

- règles de territorialité (ventes de biens ou prestations de services : internes, UE, hors UE ; achats UE, importations) ;
- règles d'exigibilité (ventes et achats de biens, ventes et achats de prestations de services, acomptes) ;
- règles d'imposition pour la cession d'un immeuble (TVA immobilière).

5) Pour ses activités de prestations de services, l'entreprise Argolf a opté pour les débits, aussi la TVA facturée à cet effet est exigible selon les débits (facturation).

6) Il faut prendre soin à bien justifier les traitements proposés en mettant en œuvre les règles fiscales adéquates. Un simple montant dans une des colonnes ne peut constituer une réponse suffisante pour obtenir les points correspondants.

N°	ANALYSE/CALCULS	TVA EXIGIBLE	TVA DÉDUCTIBLE
1	Ventes de biens à Agadir (Maroc) Le Maroc est un pays tiers à l'UE, donc cette vente est une exportation exonérée de TVA.	–	
2	Encaissement d'un acompte pour une prestation de services (France) Pour les prestations de services, en cas d'option pour les débits, l'exigibilité correspond aux débits. Cependant, la TVA sur les acomptes reste exigible lors de l'encaissement. La TVA exigible est donc égale à : $1\,500 / 1,20 \times 0,20$.	250	
3	Vente de clubs de golf en Guadeloupe Les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, La Réunion et Mayotte) sont des territoires d'exportation par rapport à la France métropolitaine. Cette vente est donc une exportation exonérée de TVA.	–	
4	Encaissement d'une réparation réalisée et facturée en mai L'option prise pour les débits rend la TVA sur cette prestation de services exigible à la facturation, donc en mai.	–	
5	Vente de matériels à Lyon Il s'agit d'une vente de biens en France. La TVA est donc exigible à la facturation, soit en juin pour un montant de : $4\,500 \times 20\%$.	900	
6	Mise au point d'un logiciel par les informaticiens de l'entreprise Argolf Il s'agit d'une livraison à soi-même de prestations de services. Ce logiciel spécifique est utilisé pour les besoins de l'entreprise, donc cette opération n'est pas soumise à TVA. Aucune TVA déductible par voie de conséquence.	–	–
7	Réparation de matériel en Italie Le prestataire est établi en France et le preneur, assujetti à la TVA établi dans un pays de l'UE, a fourni son numéro d'identification. Cette prestation de services est donc taxable en Italie et le redevable est le Club de golf de Rome qui devra auto-liquider la TVA. Aucune conséquence donc pour l'entreprise Argolf.	–	
8	Règlement de la réparation d'un véhicule de tourisme Ce véhicule est utilisé pour des activités dans le champ d'application de la TVA (COASS = 1) et ouvrant droit à déduction (COTAX = 1) mais il s'agit ici d'un service relatif à un bien exclu du droit à déduction (COADM = 0). Le coefficient de déduction est donc égal à 0 et la TVA facturée n'est pas déductible.		– 



9	Acquisition de casiers électroniques en Allemagne Les acquisitions intracommunautaires sont taxables dans le pays d'arrivée chez l'acquéreur (entreprise Argolf) qui conserve son droit à déduction (autoliquidation de la TVA). L'exigibilité est constatée avec la facture qui n'a pas encore été reçue. En conséquence la TVA ne peut être récupérée en juin. Elle le sera à la réception de la facture ou le 15 juillet au plus tard.	–	–
10	Achat de 3 voitures de golf en Chine Il s'agit d'une importation, taxable en France, dont la TVA acquittée lors du passage en douane est déductible puisque ces biens sont utilisés dans des opérations taxables (COASS et COTAX = 1) et ne faisant l'objet d'aucune restriction (COADM = 1). TVA déductible = $2\,500 \times 3 \times 20\% \times 1$.		1 500
11	Vente de chaussures de golf au Luxembourg Livraison intracommunautaire exonérée car l'acquéreur, assujetti à la TVA, a fourni son numéro d'identification.	–	
12	Facture de l'expert-comptable La TVA facturée est déductible puisque cette prestation est utilisée dans des opérations taxables (COASS et COTAX = 1) et ne faisant l'objet d'aucune restriction (COADM = 1). De plus, le fournisseur de services n'ayant pas opté pour les débits, cette TVA est exigible à l'encaissement, soit lors du paiement (en principe à l'échéance le 15 juillet). Aucune TVA déductible en juin donc.		–
13	Vente d'un entrepôt Les cessions de biens immeubles intervenant dans le cadre d'une activité économique ne sont pas imposables à la TVA de plein droit s'ils sont achevés depuis plus de 5 ans, ce qui est le cas ici. Cependant, comme elle en a la possibilité, l'entreprise Argolf a exercé l'option et la cession est donc soumise à TVA. TVA collectée = $150\,000 \times 20\%$.	30 000	
	Totaux	31 150	1 500

À la loupe

4. Encaissement d'une réparation réalisée et facturée en mai : Nous supposons que le preneur est établi en France. S'il était établi dans l'UE et assujetti, l'opération serait taxable dans ce pays de l'UE. S'il était établi hors UE, la vente serait exonérée.

5. Vente de matériels à Lyon : La date de livraison n'est pas précisée. Nous faisons l'hypothèse d'une livraison en juin.

7. Réparation de matériel en Italie : Il ne s'agit pas du cas dérogatoire spécifique aux prestations B to C relatives aux prestations matériellement localisables de travaux et expertises sur biens meubles corporels car le client est un assujetti (B to B).

10. Achat de 3 voitures de golf en Chine : La date du dédouanement n'est pas précisée. Nous faisons l'hypothèse d'une date identique à celle de l'achat.

2. Montant de TVA due au titre du mois de juin 2014

Niveau 1 • 0,5 point/20 • 5 min

À la loupe

Le texte de la question précise que l'entreprise Argolf disposait d'un crédit de TVA de 5 000 € au titre du mois de mai 2014. Aucune information n'est fournie sur un éventuel remboursement que l'entreprise aurait pu demander (crédit > 760 €). Il faut donc considérer que cette demande n'a pas été formulée, même si cela peut paraître surprenant.

Compte tenu des éléments déterminés à la question précédente et du crédit de TVA dont l'entreprise disposait à l'issue du mois de mai, la TVA due pour juin 2014 s'élève à :

TVA exigible	31 150
TVA déductible	- 1 500
Crédit de TVA du mois de mai	- 5 000
TVA réellement due	24 650

3. Pour l'acheteur de l'entrepôt (opération 13), coefficient d'assujettissement définitif de 70 %

Niveau 2 • 1,5 point/20 • 15 min

a) Définition du coefficient d'assujettissement

Le coefficient d'assujettissement est égal, pour chaque bien ou service, à la proportion d'utilisation de ce bien ou service à des opérations imposables (dans le champ d'application de la TVA).

Ce coefficient d'assujettissement peut être égal :

- à 1 pour un bien ou un service utilisé exclusivement pour la réalisation d'opérations imposables (dans le champ d'application de la TVA) ;
- à 0 pour un bien ou un service utilisé exclusivement pour la réalisation d'opérations non imposables (hors du champ d'application de la TVA) ;
- à un pourcentage compris entre 0 et 1 correspondant au degré d'utilisation du bien ou service pour des opérations imposables.

b) Montant de la TVA déductible

Compte tenu des coefficients de taxation et d'admission indiqués (égaux chacun à 1) et du coefficient d'admission de 70 % (ou 0,7) :

- le coefficient de déduction applicable à cette acquisition est égal à : $0,7 \times 1 \times 1 = 0,7$;
- la TVA déductible est égale à $150\,000 \times 20 \% \times 0,7 = 21\,000$ €.

Remarque

Pour l'acheteur, le coût d'acquisition de cet immeuble est donc égal au prix HT majoré de la TVA non déductible, soit : $150\,000 + (30\,000 \times 0,3) = 159\,000 \text{ €}$.

c) Possibilités de régularisation

Compte tenu de l'absence de revente, les régularisations possibles sont les régularisations annuelles.

Pour les biens immobilisés, la déduction initiale doit faire l'objet d'une régularisation annuelle pendant une période de régularisation de vingt ans pour les immeubles comme c'est le cas ici (cinq ans pour les biens meubles).

Chaque année de cette période de régularisation, le redevable doit effectuer une régularisation de la taxe initialement déduite s'il constate une variation de plus de 10 points entre le produit des coefficients d'assujettissement et de taxation de l'année, d'une part, et le produit des coefficients d'assujettissement et de taxation de l'année, d'autre part.

Pour un immeuble, la régularisation est effectuée selon le calcul suivant :

$$\text{Régularisation} = \text{TVA initiale} \times \frac{\text{Coefficient de déduction de référence}}{\text{Durée de régularisation (20 ans)}}$$

Remarque

Dans ce calcul, le coefficient d'admission est neutralisé. En effet, pour le calcul du coefficient de déduction de l'année, on retient le coefficient d'admission applicable à l'origine (c'est-à-dire le même que celui qui est pris en compte dans le coefficient de référence).

Cette régularisation peut consister soit en une déduction complémentaire si le coefficient de déduction de l'année est supérieur au coefficient de déduction de référence, soit d'un reversement dans le cas contraire.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 1 6,5 points sur 10 – 1 heure	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Question 1	4,5		40 min	
Question 2	0,5		5 min	
Question 3	1,5		15 min	

DOSSIER 2

RÉSULTAT IMPOSABLE À L'IS ET CONTRÔLE FISCAL

1. Vérification du bénéfice par la SA Print3D du régime de faveur des PME en matière d'IS

Niveau 2 • 1 point/20 • 5 min

a) Rappel des règles générales

Sous certaines conditions, les PME peuvent bénéficier d'une réduction du taux de l'IS de droit commun. Le taux réduit de 15 % s'applique de plein droit sur le bénéfice imposable dans la limite de 38 120 € pour les entreprises :

- soumises à l'IS de plein droit ou sur option ;
- ayant intégralement libéré leur capital (à la clôture de l'exercice).
- qui réalisent un chiffre d'affaires hors taxes inférieur à 7 630 000 € ;
- et dont le capital est entièrement libéré et détenu pour 75 % au moins par des personnes physiques ou par une société elle-même détenue à 75 % au moins par des personnes physiques (ou par des sociétés n'ayant pas la qualité de société mère d'un groupe fiscal satisfaisant au critère de chiffre d'affaires).

b) Application au cas de la SA Print3D

On vérifie effectivement que ces conditions sont remplies par la SA Print3D :

- elle est soumise à l'IS de plein droit ;
- son capital est entièrement libéré ;
- son CAHT s'élève à 2 000 000 € en 2014 ;
- son capital est détenu à 100 % par des personnes physiques.

À la loupe

Le régime de faveur des PME ne relève pas d'une option de l'entreprise concernée. Il s'applique si les conditions sont réunies et ne s'applique pas dans le cas contraire. Il ne fallait donc pas interpréter de manière erronée l'information fournie en annexe 2 selon laquelle la SA Print3D n'a pas pratiqué d'option relative à l'imposition de ses résultats. Cette dernière information n'a pas d'utilité dans le cas présent puisque l'imposition des résultats n'est pas dans le sujet (détermination du résultat fiscal avec par exemple option pour le régime des sociétés mères et filiales pour les dividendes).

2. Montant et date d'exigibilité des acomptes d'IS à payer en 2014

Niveau 3 • 2,25 points/20 • 25 min

À la loupe

1) Dans le cadre du régime de faveur des PME, les acomptes, versés au plus tard le 15.3, le 15.6, 15.9 et 15.12 (idem régime de droit commun, sont constitués par la somme des éléments suivants :

- imposition au taux réduit des PME : Bénéfice fiscal de N-1 dans la limite de $38\,120\text{ €} \times 3,75\% (15\%/4)$;
- imposition au taux normal d'IS : $(\text{Bénéfice fiscal de N-1} - 38\,120) \times 8,1/3\% (33,1/3/4)$;
- imposition au taux réduit des PVLT taxables 15 % : $\text{PVLT } 15\% \text{ de N-1} \times 3,75\% (15\%/4)$.

Remarque sur les acomptes relatifs à l'imposition des PVLT :

- ne sont retenues que les PVLT : taxables à 15 %, constituées par les redevances de concession de licences d'exploitation, de brevets et d'inventions brevetables ;
- les PVLT sur titres de participation (exonérées) ainsi que les PVLT taxables à 15 % sur cessions de licences d'exploitation, de brevets et d'inventions brevetables n'ont aucune incidence sur le montant de ces acomptes.

2) Les informations nécessaires sont fournies en annexe 2.

3) Une confusion semble être faite dans le questionnaire. En effet, l'expression « dates limites d'exigibilité » ne correspond pas à la terminologie habituelle qui distingue « dates d'exigibilité » et « dates limites de paiement ». On comprendra ici que les auteurs du sujet pensaient aux dates limites de paiement.

Pour la SA Print3D, les acomptes 2014 se déterminent comme suit (sommes arrondies à l'euro le plus proche) :

1) Acompte exigible au 15.3.2014⁽¹⁾		
Imposition au taux réduit des PME	$38\,120 \times 3,75\% =$	1 430
Imposition au taux normal d'IS	$(45\,000 - 38\,120) \times 8,1/3\% =$	573
Imposition au taux réduit des PVLT 15 %	Néant	
	Montant total de l'acompte du 15.3	2 003
2) Acompte exigible au 15.6.2014⁽²⁾		
Imposition au taux réduit des PME	$38\,120 \times 3,75\% =$	1 430
Imposition au taux normal d'IS	$(52\,000 - 38\,120) \times 8,1/3\% =$	1 157
Imposition au taux réduit des PVLT 15 %	$8\,000 \times 3,75\%$	300
	Total	2 887
Régularisation de l'acompte du 15.3	$2\,887 - 2\,003 =$	884
	Montant total de l'acompte du 15.6	3 771
3) Acomptes exigibles au 15.9.2014 et au 15.12.2014		
	Ces deux acomptes sont chacun d'un montant identique à l'acompte du 15.6 avant régularisation de l'acompte du 15.3, soit :	2 887
Le total des acomptes versés en 2014 s'élève à :	$2\,003 + 3\,771 + (2\,887 \times 2) =$	11 548

(1) Pour cet acompte, le résultat fiscal 2013 (taux normal, PVL) n'est pas connu. L'acompte est calculé sur la base de l'année 2012.

(2) La régularisation peut être calculée de la manière suivante : Cumul acompte 1 et acompte 2 – Acompte 1 initialement payé ; soit ici : $(2\,887 \times 2) - 2\,003 = 3\,771$.

3. Montant du solde d'IS à verser en 2015

Niveau 3 • 2 points/20 • 15 min

À la loupe

1) Dans le cadre du régime de faveur des PME, l'IS est calculé de la manière suivante :

- imposition au taux réduit des PME : Bénéfice fiscal de l'exercice dans la limite de $38\,120 \text{ €} \times 15 \%$;
- imposition au taux normal d'IS : $(\text{Bénéfice fiscal de l'exercice} - 38\,120) \times 33,1/3 \%$;
- imposition au taux réduit des PVL taxables 15% : PVL 15% de l'exercice $\times 15 \%$.

La somme des éléments ci-dessus constitue l'IS brut duquel il faut déduire les éventuels réductions et crédits d'impôt.

2) Les informations nécessaires sont fournies en annexe 2.

À la clôture de l'exercice 2014, la SA Print3D doit calculer le montant de l'IS dû pour l'exercice. Le montant de cette dette d'IS est ensuite comparé au total des acomptes d'IS versés en 2014 (question 2). Deux situations peuvent alors se produire :

- un solde d'IS à verser si le montant des acomptes versés est inférieur à l'IS dû ;
- un excédent de versement dans le cas contraire (à rembourser ou à imputer sur les échéances d'IS futures).

Remarque

Le questionnement laisse penser que c'est la première situation qui va être rencontrée ici.

a) IS dû pour 2014

Imposition au taux réduit des PME	$38\,120 \times 15 \%$	5 718
Imposition au taux normal d'IS	$(64\,000 - 38\,120) \times 33,1/3 \%$	8 627
Imposition au taux réduit des PVL 15 %	$10\,000 \times 15 \%$	1 500
IS Brut		15 845
Réduction d'IS (mécénat) ⁽¹⁾	$1\,500 \times 60 \%$	- 900
IS net 2014		14 945

(1) Voir annexe 2 (suite). On vérifie que le don effectué (1 500 €) est inférieur au plafond constitué par 5 pour mille du CAHT, soit ici : $2\,000\,000 \times 5/1\,000 = 10\,000 \text{ €}$. La réduction d'IS est alors de 60 % du versement effectué.

b) Solde d'IS à verser en 2015

IS net 2014		14 945
Acomptes versés en 2014	Voir question 2	11 948
Solde d'IS à verser en 2015		3 397

4. Possibilité pour l'administration de vérifier les résultats de 2011

Niveau 1 • 0,75 point/20 • 5 min

La faculté pour l'administration de réparer les omissions ou insuffisances d'imposition ne peut être exercée que dans le délai légal dénommé délai de reprise. Cela signifie que les avis de recouvrement des impositions complémentaires consécutives à un contrôle fiscal doivent impérativement être émis avant l'expiration de ce délai.

La prescription a pour effet, par le simple écoulement du délai, d'éteindre l'obligation du contribuable. Elle équivaut au paiement de l'impôt.

En matière d'imposition des résultats (et d'impôts directs en général : IS, IR notamment), le droit de reprise peut s'exercer jusqu'à la fin de la 3^e année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est due.

Cela signifie qu'un contrôle fiscal engagé en 2014 peut concerner les trois exercices précédents, soit en remontant, 2013, 2012 et 2011.

Ainsi, l'IS dû au titre de l'exercice 2011 peut être contrôlé jusqu'en décembre 2014 et la vérification de comptabilité engagée à compter du 29 mars 2014 à l'encontre de la SA Print3D peut donc porter sur les résultats de l'exercice 2011.

À la loupe

- 1) Le délai de reprise est de trois ans pour les impôts directs locaux et les taxes sur le chiffre d'affaires (TVA notamment).
- 2) En matière de droits d'enregistrement et d'ISF, le délai est de trois ans si l'opération est déclarée (6 ans sinon).
- 3) Le délai peut être porté à 10 ans dans certaines situations particulières (activités occultes, avoirs détenus à l'étranger non déclarés notamment).
- 4) Depuis le 1.1.2010, le délai de reprise est ramené à 2 ans pour les adhérents de CGA et AGA lorsque le rapport du contrôle effectué par ces organismes a été communiqué à l'administration. On peut noter que cette mesure de faveur est supprimée par la loi de finances 2015 (effet à compter du 1.1.2015). Il est à noter pour le cas de la SA Print3D que cet avantage fiscal ne bénéficie pas aux sociétés soumises à l'IS.

5. Droits et garanties de la société Print3D lors de la vérification de comptabilité

Niveau 2 • 1 point/20 • 10 min

La vérification de comptabilité est un ensemble d'opérations qui a pour objet :

- d'examiner, sur place, la comptabilité d'une entreprise individuelle ou instituée sous forme de société ou d'une personne de droit public qui serait passible de l'impôt sur les sociétés ou soumise à la TVA,
- et de la confronter à certaines données de fait ou matérielles,

afin de contrôler les déclarations souscrites et d'assurer éventuellement les rectifications nécessaires, qu'il s'agisse de revenus catégoriels soumis à l'impôt sur le revenu, d'impôt sur les sociétés, de taxes sur le chiffre d'affaires ou de droits d'enregistrement.

En contrepartie des pouvoirs de contrôle et de rehaussement que la loi accorde à l'administration fiscale, des droits et garanties ont été définis au bénéfice des contribuables contrôlés.

Pour une vérification de comptabilité, on peut citer notamment les droits et garanties suivants :

1) Il est fait obligation aux services de l'administration fiscale de procéder à l'envoi ou à la remise d'un **avis de vérification**. À peine de nullité de la procédure, l'avis de vérification doit mentionner :

- que le contribuable a la **faculté de se faire assister d'un conseil au cours de la vérification** ;
- les **années soumises à vérification**.

Remarque

La notification des impôts faisant l'objet du contrôle n'est pas obligatoire mais, en pratique, l'administration fiscale les mentionne systématiquement.

2) L'administration des impôts doit remettre au contribuable la « **Charte des droits et obligations du contribuable vérifié** ». Cette charte permet à l'intéressé d'être informé du déroulement du contrôle, de ses obligations ainsi que des garanties dont il bénéficie. Le défaut de respect de cette obligation est susceptible d'entraîner la nullité de la procédure de vérification et, par suite, l'abandon des rehaussements effectués ou des rappels d'imposition établis.

À la loupe

Pour consulter la charte des droits et obligations du contribuable vérifié : www2.impots.gouv.fr/documentation/charte_contrib/charte.pdf.

3) La vérification de comptabilité est un contrôle qui s'effectue obligatoirement **sur place** (au sein de l'entreprise contrôlée), ce qui permet à l'agent de l'administration d'apprécier les conditions d'exploitation de l'entreprise et de recueillir les informations et observations du contribuable vérifié.

Le déplacement de la comptabilité en dehors des locaux de l'entreprise vérifiée est, en principe, interdit.

À la loupe

Pour les entreprises de petite dimension qui n'ont pas toujours la possibilité matérielle d'accueillir un agent de l'administration, il est cependant possible que l'examen des pièces comptables puisse se dérouler hors de l'entreprise (par exemple dans les bureaux de l'expert-comptable chargé de la tenue de la comptabilité de l'entreprise) à la condition expresse que cette pratique n'ait pas pour effet de priver le contribuable des garanties prévues par la loi pour les contrôles sur place (assistance d'un conseil, possibilité de discussion avant toute proposition de rectification, limitation dans le temps de la durée du contrôle).

4) La **durée de la vérification est limitée** à 3 mois pour les entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas le seuil d'application du régime du réel normal (ventes de biens : 783 000 € ; prestations de services : 236 000 €). Ceci même dans les cas où la vérification porte sur plusieurs catégories d'impôts ou de taxes.

Le délai est porté à six mois en cas de graves irrégularités privant de valeur probante la comptabilité.

5) Le contribuable faisant l'objet d'une vérification de comptabilité doit avoir la possibilité d'un **débat oral et contradictoire** avec le vérificateur, sous peine d'irrégularité de la procédure.

6) À l'issue de la vérification de comptabilité, l'administration doit **informer le contribuable du résultat de ce contrôle** même en l'absence de rectification. Si elle envisage de proposer des rectifications, elle doit indiquer les motifs de faits et de droits et le montant des redressements mis à la charge du contribuable.

Une proposition de rectification doit impérativement être envoyée au contribuable vérifié.

7) Après achèvement de la vérification, **l'administration ne peut pas ensuite procéder à une nouvelle vérification** pour les mêmes impôts ni pour les mêmes périodes sous peine d'annulation des éventuelles impositions établies lors de la deuxième vérification.

8) La mise en recouvrement de l'impôt s'accompagne, pour les contribuables concernés, de **possibilités de recours**. Il existe deux types de recours :

- le recours contentieux qui permet de contester le bien-fondé ou le montant des impositions réclamées ou à solliciter le bénéfice d'un droit, ceci auprès de l'administration ou des juridictions compétentes ;

- le recours gracieux qui consiste à solliciter directement auprès de l'administration, la remise totale ou partielle d'une imposition ou de pénalités sans toutefois en contester le bien-fondé.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 2 7 points sur 10 – 1 heure	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Question 1	1,0		5 min	
Question 2	2,25		25 min	
Question 3	2,0		15 min	
Question 4	0,75		5 min	
Question 5	1,0		10 min	

DOSSIER 3 IIMPÔT SUR LE REVENU

1. EURL redevable de la taxe sur les salaires

Niveau 1 • 0,75 point/20 • 5 min

La taxe sur les salaires (TS) est due par les employeurs établis en France qui ne sont pas soumis à la TVA sur la totalité de leur chiffre d'affaires. En conséquence, cela concerne :

- les entreprises dont les recettes ne sont pas soumises à TVA ;
- ou celles dont les recettes le sont partiellement.

Ce n'est pas le cas de l'EURL l'Amandine dont il est précisé (annexe 3) que toutes ses opérations sont soumises à TVA. L'EURL L'Amandine n'est donc pas soumise à la taxe sur les salaires.

2. Revenus catégoriels du foyer fiscal Laurent

Niveau 1 • 4 points/20 • 45 min

À la loupe

1) Le foyer fiscal est composé de M. et Mme Laurent et de leur fille Valentine (mineure), mais aussi de leur fils Jules, majeur qui a demandé à être rattaché au foyer fiscal de ses parents. On émettra l'hypothèse que ces derniers l'ont accepté (une demi-part supplémentaire et des revenus dont nous verrons qu'ils ne sont pas imposables).

2) Les éléments nécessaires sont fournis en annexe 3 dans laquelle on relève les catégories suivantes :

- bénéfices industriels et commerciaux (BIC) pour M. Laurent ;
- traitements et salaires (TS) pour Mme Laurent, Jules et Valentine Laurent ;
- revenus de capitaux mobiliers (RCM) pour M. et Mme Laurent.

a) Les BIC de M. Laurent (EURL L'Amandine)

L'EURL l'Amandine est imposée à l'IR. Cela signifie que son résultat fiscal constitue un revenu imposable dans la catégorie des BIC (activité commerciale) pour M. Laurent, son gérant et associé unique.

Il convient de déterminer ce résultat imposable à partir du résultat comptable provisoire et des opérations réalisées en 2014 (annexe 3) :

	RAF ⁽¹⁾	DÉDUC- TIONS	RÉINTÉ- GRATIONS															
Résultat comptable provisoire 1. Cession d'un four de boulanger Dans le cadre de l'IR, cette cession relève du régime des plus ou moins-values professionnelles. Le résultat de cession est égal à : <table><tr><td>Prix de cession</td><td></td><td>25 005</td></tr><tr><td>Prix d'achat</td><td>33 400</td><td></td></tr><tr><td>Amortissements pratiqués</td><td>- 18 370</td><td></td></tr><tr><td>Prix de revient</td><td></td><td>15 030</td></tr><tr><td>Plus-value</td><td></td><td>9 975</td></tr></table>	Prix de cession		25 005	Prix d'achat	33 400		Amortissements pratiqués	- 18 370		Prix de revient		15 030	Plus-value		9 975			40 000
Prix de cession		25 005																
Prix d'achat	33 400																	
Amortissements pratiqués	- 18 370																	
Prix de revient		15 030																
Plus-value		9 975																
Ce bien amortissable a été détenu deux et plus. Cette plus-value est donc à court terme à hauteur des amortissements pratiqués et à long terme au-delà, soit entièrement à court terme ici. Puisque cette cession est la seule réalisée en 2014, on constate une plus-value nette à court terme de 9 975 € qui, selon les choix de l'entreprise, voit son imposition étalée sur 3 ans. Pour 2014, il convient donc de déduire 2/3 de son montant, soit : 9 975 × 2/3. 2. Rémunération de M. Laurent Dans le cadre de l'IR, la rémunération du gérant d'une EURL est assimilée à une part du bénéfice. La charge comptabilisée n'est pas déductible et il faut procéder à sa réintégration au résultat fiscal.		6 650	32 000															





<p>3. Rémunération de Mme Laurent, conjointe de l'exploitant</p> <ul style="list-style-type: none"> Le salaire versé à Mme Laurent correspond à un travail effectif et la rémunération ne semble pas excessive (20 000 €/12 = 1 667 € par mois). Cette charge est entièrement déductible fiscalement car l'EURL a adhéré à un centre de gestion agréé. Les charges sociales correspondantes sont entièrement déductibles (même si la déductibilité de la rémunération est remise en cause). <p>4. Rémunération de la fille de M. Laurent</p> <p>Le salaire versé à la fille de M. Laurent correspond à un travail effectif. À l'évidence cette rémunération n'est pas excessive (2 400 € pour 2 mois ?). La charge est donc entièrement déductible fiscalement.</p> <p>5. Amortissement du pétrin mécanique</p> <p>Pour ce pétrin, l'amortissement économique (ou comptable) et l'amortissement fiscal divergent sur la durée (sensiblement plus courte sur le plan économique) et sur la base (valeur résiduelle retenue sur le plan économique mais pas sur le plan fiscal). Par hypothèse, on retient un mode linéaire pour l'amortissement économique et pour l'amortissement fiscal (voir ci-dessous).</p> <p>Pour 2014, les modalités d'amortissement sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> amortissement économique : $(8\,000 - 1\,600) / 3 \times 9 / 12 = 1\,600 \text{ €}$; amortissement fiscal : $8\,000 \times 20 \% \times 9 / 12 = 1\,200 \text{ €}$. <p>La charge comptabilisée (1 600 €) est supérieure à la charge fiscalement déductible (1 200 €). Il convient donc de réintégrer : 1 600 – 1 200.</p> <p>6. Prime d'assurance-vie</p> <p>Il s'agit d'un contrat dont la souscription a été imposée par un établissement de crédit à son profit. Dans ce cas, la prime est déductible lors de son versement. La charge comptabilisée est donc entièrement déductible.</p> <p>Totaux</p> <p>Résultat fiscal 2014 (bénéfice)</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>		<p>400</p> <p>6 650</p> <p>72 400</p>
			65 750

(1) Rien à faire : aucun retraitement extra-comptable nécessaire.

L'EURL l'Amandine ayant adhéré à un CGA, le bénéfice imposable ne subit pas la majoration de 25 %.

À la loupe**3. Rémunération de Mme Laurent, conjointe de l'exploitant**

Il faut noter que l'avantage correspondant à une déductibilité de la rémunération en cas d'adhésion à un CGA a été supprimé par la loi de finances 2015. À compter du 1.1.2016, le régime est aligné sur celui des non-adhérents, c'est-à-dire une déduction limitée (17 500 € au lieu de 13 800 €). La déductibilité reste entière si les époux sont mariés sous un régime de séparation des biens.

4. Rémunération de la fille de M. Laurent

Le sujet ne mentionne pas les charges sociales correspondantes qui seraient entièrement déductibles.

5. Amortissement du pétrin mécanique

Pour l'amortissement économique, on fait l'hypothèse que le bien a été mis en service le 1^{er} avril 2014. Le mode d'amortissement (fiscal, économique) n'est pas précisé. On peut considérer que le pétrin ouvre droit à l'amortissement dégressif, ce qui conduit à un amortissement fiscal de : $8\,000 \times (20\% \times 1,75) \times 9/12 = 2\,100$ €. Dans ce cas, l'amortissement fiscal est supérieur à l'amortissement comptable et des amortissements dérogatoires sont comptabilisés ($2\,100 - 1\,600 = 500$ €). Il n'y a alors aucun retraitement extra-comptable à effectuer.

b) Les traitements et salaires de Madame Laurent, Jules et Valentine Laurent

- **Madame Laurent** : Compte tenu de son choix pour la déduction forfaitaire des frais professionnels, le revenu imposable de Mme Laurent se détermine comme suit :

Salaire net imposable		16 000
Déduction forfaitaire 10 % pour frais professionnels ⁽¹⁾	$16\,000 \times 10\%$	- 1 600
Montant net imposable		14 400

(1) Supérieure au minimum de 426 € et inférieure au maximum de 12 157 €.

- **Jules Laurent** : Il est apprenti pâtissier et bénéficie donc en conséquence d'une exonération totale pour la rémunération perçue en 2014 car celle-ci est inférieure au SMIC.

- **Valentine Laurent** : Les salaires versés aux jeunes gens âgés de vingt-cinq ans au plus au 1^{er} janvier de l'année d'imposition en rémunération d'une activité exercée pendant l'année scolaire ou universitaire ou durant leurs congés scolaires ou universitaires sont, sur option des bénéficiaires, exonérés d'impôt sur le revenu dans la limite de trois fois le montant mensuel du SMIC.

Compte tenu des informations fournies en annexe 3 pour Jules, on peut déterminer que le SMIC annuel est égal à : $11\,250/0,65 = 17\,308$ €. Trois mois de SMIC font donc : $17\,308/12 \times 3 = 4\,327$ €.

Le salaire perçu par Valentine est égal à 2 400 €, inférieur à 3 SMIC mensuels, donc non imposable.

- **Synthèse sur les traitements et salaires** : Les traitements et salaires imposables du foyer fiscal Laurent s'élèvent globalement à :

Mme Laurent	14 400
Jules Laurent	0
Valentine Laurent	0
Total	14 400

c) Les revenus des capitaux mobiliers de M. et Mme Laurent

- **Dividendes** : Les dividendes sont imposables sous déduction d'un abattement de 40 %. Ils s'ajoutent au revenu global et sont soumis au barème progressif de l'IR.

Depuis le 1.1.2013, un acompte sur l'IR de 21 % est en principe prélevé à la source par l'organisme payeur pour reversement au Trésor public. Cet acompte s'impute ensuite sur l'IR déterminé par le barème progressif. S'il en excède le montant, l'excédent est restitué (voir question 3).

Dans ce cadre, la somme encaissée de 790 € doit être considérée comme le montant net d'acompte car celui-ci a été prélevé par le ou les organismes payeurs et le dividende brut est égal à : $790 / (100 - 0,21) = 1\,000$ €. L'acompte d'IR a donc été prélevé pour 210 €.

Le dividende imposable, après déduction de l'abattement de 40 %, est égal à : $1\,000 \times 60 \% = 600$ €.

Cette somme s'ajoute au revenu global pour la détermination de l'IR mis à la charge du foyer fiscal Laurent. L'acompte de 210 € sera déduit du montant de cet IR (voir question 3).

À la loupe

Les contribuables dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 € (célibataires, veufs ou divorcés) ou 75 000 € (couples mariés ou pacsés) peuvent demander à être dispensés du paiement de cet acompte.

Ne connaissant pas cette information, il était possible d'émettre l'hypothèse que ce foyer fiscal était dispensé de cet acompte. Le montant perçu conduisait alors à un revenu imposable de : $790 \text{ €} \times 60 \% = 474 \text{ €}$.

- **Intérêts du livret A** : Ces intérêts sont exonérés d'IR.
- **Synthèse sur les revenus des capitaux mobiliers** : Les revenus des capitaux mobiliers imposables du foyer fiscal Laurent s'élèvent globalement à :

Dividendes	600
Intérêts du livret A	0
Total	600

d) Revenu global 2014 du foyer fiscal Laurent

Le revenu imposable global du foyer fiscal Laurent pour 2014 s'élève à :

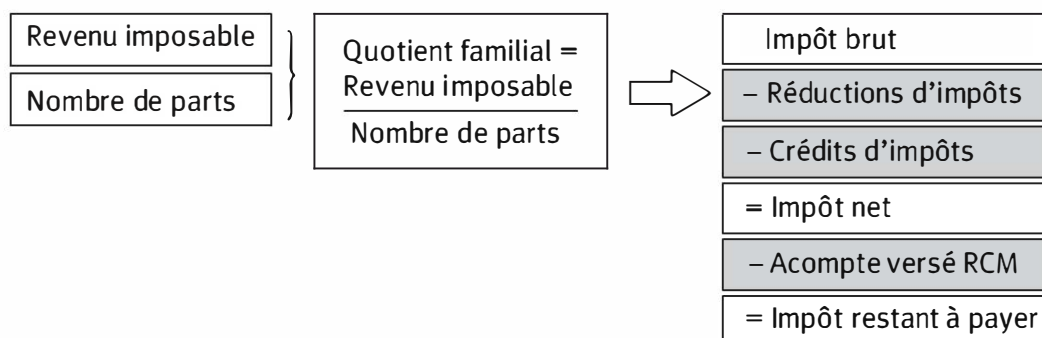
BIC	65 750
Traitements et salaires	14 400
Revenus des capitaux mobiliers	600
Total	80 750

3. Sommes venant en déduction de l'IR brut du foyer fiscal Laurent

Niveau 2 • 1,75 point/20 • 10 min

À la loupe

1) Rappel sur le mécanisme de l'IR :



Le traitement demandé pour cette question correspond aux éléments indiqués sur fonds tramé : imputation des éventuels réductions et crédits d'impôt ainsi que de l'acompte prélevé lors de l'encaissement des dividendes (Revenus des capitaux mobiliers). Ce dernier élément ne devait évidemment pas être omis.

2) L'annexe 3 précise les dépenses effectuées par le foyer fiscal et l'annexe 4 informe sur certains crédits et réductions d'impôt correspondants.

a) Les réductions d'impôt

■ **Don pour le Téléthon**

Remarque

Nous pouvons relever qu'aucune information fiscale n'est donnée sur ce point et qu'il est donc attendu des candidats qu'ils connaissent les règles à appliquer pour le calcul de la réduction d'IR correspondante. L'absence d'information fiscale ne devait donc pas inciter à oublier ce point dans le traitement demandé.

RAPPEL DES RÈGLES	APPLICATION AU FOYER FISCAL LAURENT
Un don réalisé au profit d'une association reconnue d'intérêt général (ici AFM Téléthon) peut faire l'objet d'une déduction fiscale fixée à 66 % du montant du don, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.	Don : 500 € Plafond : $80\,750 \times 20\% = 16\,150$ € (pas atteint ici) Réduction d'IR : $500 \times 66\% = 330$ €.

■ Frais de scolarisation

Valentine est lycéenne, ce qui permet d'obtenir une réduction d'IR égale à 153 € (voir annexe 4). Pas de réduction pour Jules car le statut d'apprenti est un statut de salarié et non d'étudiant.

À la loupe

L'EURL a adhéré à un centre de gestion agréé. Il n'est pas mentionné que des frais d'adhésion ou frais de tenue de comptabilité qui pourraient éventuellement permettre la réduction d'IR correspondante. On peut noter que M. Laurent ne peut de toute façon pas bénéficier de la réduction d'IR car celle-ci est réservée aux adhérents CGA ayant un chiffre d'affaires inférieur aux limites du régime des micro-entreprises (82 900 € ici) et ayant opté pour un régime réel. Le chiffre d'affaires de l'EURL l'Amandine est de 300 000 € et cette entreprise est au régime réel de plein droit.

b) Les crédits d'impôt

En application des règles mentionnées en annexe 4, nous pouvons indiquer que les dépenses effectuées en 2014 par M. et Mme Laurent lui permettent d'obtenir une réduction d'impôt car il s'agit de personnes ayant exercé une activité professionnelle.

RAPPEL DES RÈGLES	APPLICATION AU FOYER FISCAL LAURENT
La réduction d'IR est égale à 50 % des dépenses effectivement supportées durant l'année. Les dépenses sont limitées à 12 000 € majorés de 1 500 € par enfant à charge. Le plafond majoré ne peut dépasser 15 000 €.	Dépenses : 3 000 € Plafond : $12\,000 + (1\,500 \times 2) = 15\,000$ € (pas atteint ici) Réduction d'IR : $3\,000 \times 50\% = 1\,500$ €.

c) L'acompte d'IR prélevé lors de l'encaissement des dividendes

Le traitement de la question 2 a permis de déterminer que les dividendes reçus en 2014 pour 790 € avaient supporté le prélèvement d'un acompte d'IR de 210 €. Cet acompte doit s'imputer sur le montant de l'IR dû par le foyer fiscal au titre des revenus de 2014.

d) Synthèse

Les sommes à déduire s'élèvent donc à :

Réduction pour don au Téléthon	330
Réduction frais de scolarité	153
Crédit d'IR pour emploi à domicile	1 500
Acompte d'IR sur dividendes	210
Total	2 193

À la loupe

Ces imputations ne trouvent à s'appliquer qu'en cas d'impôt brut au moins égal à ce montant.

À titre de complément, nous pouvons proposer le calcul de cet impôt :

Barème pour les revenus de 2014	Calcul de l'impôt brut (2)	
	Quotient R/N	Impôt brut
	Jusqu'à 9 690 €	0
	De 9 690 € à 26 724 €	$(R \times 0,14) - (1\,356,60 \times N)$
	De 26 724 € à 71 754 €	$(R \times 0,30) - (5\,638,84 \times N)$
	De 71 754 € à 151 956 €	$(R \times 0,41) - (13\,531,78 \times N)$
	Au-dessus de 151 956 €	$(R \times 0,45) - (19\,610,02 \times N)$
Calculs pour le foyer fiscal Laurent	Revenu imposable : 80 750 € Nombre de parts : 3 (parents + 2 enfants) QF : $80\,750/3 = 26\,917$ € IR brut : $(80\,750 \times 0,30) - (5\,638,84 \times 3) = 7\,308$ € IR brut pour 2 parts : $(80\,750 \times 0,30) - (5\,638,84 \times 2) = 12\,947$ € Avantage quotient familial : $12\,947 - 7\,308 = 5\,639$ € Plafonnement de cet avantage : $1\,308 \times 2 = 3\,016$ € IR après plafonnement : $12\,947 - 3\,016 = 9\,931$ €	

Cet IR est suffisant pour imputer les sommes à déduire et on obtiendrait un solde à payer de : $9\,931 - 2\,193 = 7\,738$ €.

En cas d'impossibilité, il faudrait procéder à une imputation dans l'ordre suivant :

- les réductions d'IR car elles ne sont pas reportables ou remboursables ;
- l'acompte sur dividendes et les crédits d'impôt car ils sont restituables pour leur montant non imputé.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 3 6,5 points sur 10 1 heure	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Question 1	0,75		5 min	
Question 2	4,0		45 min	
Question 3	1,75		10 min	

3

PARTIE

DCG 6 Finance d'entreprise

2014

2015

Société Caldariums

Société Lou et Zoe Mode

2014

SUJET

Annales DCG6

Société Caldariums

PRÉSENTATION DU SUJET

THÈMES TRAITÉS	<p>Diagnostic financier</p> <ul style="list-style-type: none">• Capacité d'autofinancement.• Retraitements et impact des retraitements sur la CAF• Notion de risque économique et outils• Seuil de rentabilité et levier d'exploitation• Notion d'activité et exploitation• Tableau de flux de trésorerie OEC• ETE et intérêt de cet indicateur• Commentaire <p>Projet d'investissement</p> <ul style="list-style-type: none">• Critères de rentabilité• Flux nets de trésorerie• VAN et TIR• Financements d'un projet d'investissement• Effet de levier• Choix d'un financement <p>Gestion du portefeuille titres</p> <ul style="list-style-type: none">• Composantes du risque global• PER, cours d'une action, rendement• Analyse d'un tableau de cotation d'une OAT• Jugement sur la composition d'un portefeuille
PRÉSENTATION DU SUJET	<p>Le sujet se présente sous la forme de trois dossiers indépendants, relatifs à la société Caldariums. Les thèmes abordés sont classiques.</p> <p>Le 1^{er} dossier est consacré au diagnostic financier. C'est le dossier le plus important en termes de points (10 sur 20) et donc en termes de temps.</p> <p>De nombreuses notions y sont abordées et ce sont des notions qui reviennent régulièrement dans les sujets : CAF, retraitements, seuil de rentabilité, levier d'exploitation, ETE... La plus importante est le tableau de flux de trésorerie OEC.</p>





PRÉSENTATION DU SUJET

Quelques erreurs ou imprécisions dans l'énoncé du sujet ont pu déstabiliser les étudiants. Par exemple, il n'est pas précisé comment traiter les concours bancaires (faut-il tenir compte de l'IS sur la plus-value de cession ?), les signes présentés dans l'annexe 3 (tableau de financement) sont faux, quelques erreurs de chiffres dans le bilan...

Ce diagnostic se termine par un commentaire bien ciblé, en une vingtaine de lignes seulement...

Le **2^e dossier** sur 6 points est consacré à un projet d'investissement. La partie A est très classique et ne présente a priori aucune difficulté. La partie B aborde un thème récurrent à l'examen : l'effet de levier. Compte tenu de l'ambiguïté des données chiffrées, plusieurs calculs sont possibles. Le candidat doit clairement exposer ses hypothèses et sa démarche.

Le **3^e dossier** évalué sur 4 points porte sur la gestion du portefeuille titres. Ce dossier ne présente pas de difficultés majeures.

PAR QUOI COMMENCER ?

Comme chaque année, le sujet est trop long pour le temps imparti.

Beaucoup de questions, quelques ambiguïtés dans le sujet...

La gestion du temps est vraiment un impératif pour réussir cette épreuve, aussi est-il préférable de commencer par les deux derniers dossiers si, bien sûr, les thèmes abordés vous sont familiers.

Ne pas se laisser déstabiliser par des erreurs dans le sujet, cela peut arriver. Vous n'avez pas le temps de vérifier les informations des annexes, il faut les prendre en l'état. Si vous avez des interrogations, exprimez clairement les hypothèses que vous avez retenues sur votre copie.

La moitié des points du barème est consacrée à des définitions ou des commentaires, aussi il est important de soigner la rédaction et d'éviter les fautes d'orthographe qui ne peuvent que vous pénaliser.

	NOMBRE DE POINTS	TEMPS INDICATIF
Dossier 1	50 points	1 h 30
Dossier 2	30 points	55 min.
Dossier 3	20 points	30 min.
+ 5 minutes pour la lecture du sujet		

ÉNONCÉ DU SUJET

SESSION 2014

UE6 – Finance d'entreprise

Durée de l'épreuve : 3 heures - coefficient : 1

Document autorisé : **aucun**

Matériel autorisé : **une calculatrice de poche à fonctionnement autonome sans imprimante et sans aucun moyen de transmission, à l'exclusion de tout autre élément matériel ou documentaire (circulaire n° 99-186 du 16/11/99 ; BOEN n° 42).**

Document remis au candidat : **le sujet comporte 11 pages numérotées de 1/11 à 11/11, dont une annexe à rendre notée A.**

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

Le sujet se présente sous la forme de trois dossiers indépendants

DOSSIER 1 - DIAGNOSTIC FINANCIER	(10 points)	page 2
DOSSIER 2 - PROJET D'INVESTISSEMENT	(6 points)	page 3
DOSSIER 3 - GESTION D'UN PORTEFEUILLE-TITRES	(4 points)	page 4

Le sujet comporte les annexes suivantes :

DOSSIER 1

Annexe 1 - Compte de résultat de l'entreprise CALDARIUMS en k€	page 5
Annexe 2 - Bilan de la société CALDARIUMS	page 6
Annexe 3 - Tableau de financement (deuxième partie)	page 7
Annexe 4 - Répartition du poste « Autres achats et charges externes » des comptes de résultat des exercices N-1 et N	page 8
Annexe 5 - Informations concernant la structure des charges d'exploitation pour les exercices N-1 et N	page 8
Annexe 6 - Autres informations complémentaires	page 8
Annexe A - Tableau de flux de trésorerie de l'OEC (à rendre avec la copie)	page 11

DOSSIER 2

Annexe 7 - Éléments prévisionnels pour le PROJET 1	page 9
Annexe 8 - Éléments prévisionnels pour le PROJET 2	page 9
Annexe 9 - Conditions de financement des investissements	page 9

DOSSIER 3

Annexe 10 - Renseignements concernant le portefeuille-titres de M. Firmin	page 10
---	---------

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes, vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.

SUJET

Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie et à la qualité rédactionnelle.
Il sera tenu compte de ces éléments dans l'évaluation de votre travail.
Toute information calculée devra être justifiée.

DOSSIER 1 – DIAGNOSTIC FINANCIER

La société CALDARIUMS est une SAS au capital social de 1 230 000 € dont les actions sont essentiellement détenues par la famille Dutirez. Son PDG, M. Dutirez, souhaite céder une partie de ses actions (25 % du capital) à un actionnaire unique susceptible de prendre sa succession au moment de son départ à la retraite fin N+1.

La société CALDARIUMS est spécialisée dans la conception et la fabrication d'appareils de haute pression. Le but de ces appareils est de simuler une réaction physique et de mesurer les conséquences de celle-ci dans un environnement de pression et de température.

Depuis sa création, CALDARIUMS a accumulé un savoir-faire dans le développement d'appareils de haute technicité répondant aux besoins spécifiques de ses clients. La société propose des équipements complets intégrant le système de mesure et de contrôle des données, ce qui constitue un atout face à ses concurrents positionnés sur une autre offre de produits plus standards.

M. Dutirez désire disposer d'une analyse de la situation économique et financière de l'entreprise qu'il pourra présenter au nouveau dirigeant actionnaire.

Travail à faire

À l'aide des *annexes 1 à 6* :

- 1) Déterminer la capacité d'autofinancement (CAF) N à partir du résultat net.
- 2) Indiquer les principaux retraitements économiques qu'il est possible d'opérer sur les soldes intermédiaires de gestion, en indiquant leur intérêt.
- 3) Chiffrer l'impact des retraitements sur la CAF de la société CALDARIUMS.
- 4) Présenter la notion de risque économique et les outils utilisés pour mesurer ce risque.
- 5) À l'aide des informations concernant la structure des charges de la société CALDARIUMS (annexe 5), déterminer le seuil de rentabilité d'exploitation (ou seuil de profitabilité) et le levier d'exploitation pour l'année N. Commenter les résultats obtenus.
- 6) Expliquer en quoi la notion d'activité diffère de la notion d'exploitation.
- 7) Compléter le tableau de flux de trésorerie de l'OEC de l'annexe A (à rendre avec la copie), en présentant le détail des calculs sur la copie.
- 8) Calculer l'ETE (excédent de trésorerie d'exploitation) N. Indiquer l'intérêt de cet indicateur.
- 9) À partir de l'ensemble des informations à votre disposition, présenter, en une vingtaine de lignes, le diagnostic de la société CALDARIUMS en développant notamment :
 - l'évolution de son activité et de ses résultats ;
 - l'évolution de sa trésorerie.

DOSSIER 2 – PROJET D'INVESTISSEMENT

Les deux parties ci-après sont indépendantes.

Partie A : le choix d'investissement

M. Dutirez souhaite investir début N afin de s'engager sur un nouveau créneau du marché où la concurrence est faible. Il a le choix entre deux projets qui nécessitent un montant investi identique, à savoir 350 k€ (annexes 7 et 8).

Travail à faire

1. Définir trois critères permettant de choisir un projet d'investissement. Préciser l'intérêt et les limites de chacun d'eux.
2. Déterminer les flux nets de trésorerie d'exploitation du projet 1.
3. Déterminer la valeur actuelle nette avec un taux de 10 % et le taux interne de rentabilité du projet 1.
4. Conclure sur l'opportunité d'adopter l'un des deux projets.

Partie B : le financement d'un projet d'investissement

Finalement la Société CALDARIUMS va réaliser un projet global de 1 000 k€ à la demande du futur dirigeant qui souhaite que l'entreprise s'engage dans un processus dynamique d'amélioration de la compétitivité. Mr Dutirez a consulté la banque pour connaître les conditions d'un éventuel emprunt. Il hésite entre deux financements : l'endettement ou l'augmentation du capital.

Travail à faire

À l'aide de l'annexe 9 :

1. Quels sont les financements à la disposition de la société pour réaliser un projet d'investissement ?
2. Déterminer l'effet de levier sous deux hypothèses :
 - la société décide s'endetter pour financer la totalité du projet ;
 - la société prévoit une augmentation du capital en numéraire pour financer la totalité du projet.
3. Proposer une solution de financement en justifiant votre choix.

DOSSIER 3 – GESTION DU PORTEFEUILLE-TITRES

Le directeur financier M. Firmin profite de votre disponibilité pour vous poser quelques questions au sujet de différents placements financiers.

Travail à faire

À l'aide de l'*annexe 10* :

- 1. Indiquer les composantes du risque global d'une action.**
- 2. Définir les indicateurs suivants : PER, cours de l'action, rendement.**
- 3. Analyser les informations concernant les OAT en portefeuille :**
 - préciser le prix de vente de l'obligation au 31 décembre N ;
 - justifier le montant du coupon couru au 31 décembre N ;
 - commenter l'évolution du cours de cette obligation depuis son émission par rapport à l'évolution des taux d'intérêts.
- 4. Porter un jugement sur la composition du portefeuille de M. Firmin et sur le risque encouru.**

Annexe 1 - Compte de résultat de l'entreprise CALDARIUMS en k€

		Exercice N	Exercice N-1	Exercice N-2
produits exploitation	Ventes de marchandises			
	Production vendue (biens et services)	6 900	5 911	5 710
	Production stockée	321	-43	15
	Production immobilisée	0	21	0
	Subventions d'exploitation	84	38	0
	Reprises sur provisions et transferts de charges	24	4	5
	Autres produits			
	Total I	7 329	5 931	5 730
Charges d'exploitation	Achats de marchandises			
	Variation stocks de marchandises			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 689	1 447	1 390
	Variation stocks matières premières et approvisionnements	-269	-53	39
	Autres achats et charges externes	2 910	1 648	1 590
	Impôts taxes et versements assimilés	99	92	97
	Salaires et traitements	1 435	1 209	1 090
	Charges sociales	535	521	389
	Dotations aux amortissements			
	Sur immobilisations; dotations aux amortissements	199	70	86
	Sur immobilisations; dotations aux dépréciations			
	Sur actif circulant; dotations aux dépréciations	71	50	
	Pour risques et charges; dotations aux provisions	43	20	17
	Autres charges	23	19	20
	Total II	6 735	5 023	4 719
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		594	908	1 012
produits financiers	De participation			
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
	Autres intérêts et produits assimilés	5	3	3
	Reprises sur provisions et transferts de charges	0	2	1
	Différences positives de change		2	5
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1	3	0
Total V		6	10	9
charges financières	Dotations aux amortissements et provisions			
	Intérêts et charges assimilées	43	11	12
	Différences négatives de change			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total VI		43	11	12
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)		-37	-1	-3
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)		557	907	1 009
produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	12	1	2
	sur opérations en capital			
	Produits de cession d'éléments d'actif	12	101	50
	Quota-part de subvention virée au résultat			
	Reprises sur provisions et transferts de charges			
	Total VII	24	102	52
charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		52	
	Sur opérations en capital			
	valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	5	4	42
	Dotations aux amortissements et aux provisions			
Total VIII		5	56	42
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		19	46	10
Participation des salariés aux résultats (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)		72	105	88
Total des produits (I+III+V+VII)		7 359	6 043	5 791
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)		6 855	5 195	4 860
Bénéfice ou perte		504	848	931

Annexe 2 - Bilan de la société CALDARIUMS

ACTIF		Brut	Amortissements Dépréciations	N	N-1	PASSIF (avant répartition)		N	N-1
	Capital souscrit non appelé						Capital (dont versé 1230)	1 230	1 030
	Immobilisations incorporelles						Primes d'émission, de fusion, d'apport		
	Frais d'établissement						Ecart de réévaluation		
	Frais de recherche et développement					C	Ecart d'équivalence		
	Concessions, brevets et droit similaires	5		5		A	Réserves :		
A	Fonds commercial					P	Réserve légale	123	103
C	Autres immobilisations incorporelles	2		2		O	Réserves statutaires ou contractuelles		
T	Immobilisations incorporelles en cours					I	Réserves réglementées		
I	Avances et acomptes					P	Autres	945	868
F	Immobilisations corporelles					A	Report à nouveau		
	Terrains	700		700	700	E	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	504	848
I	Constructions	81	66	15	27	U	Subventions d'investissement		
M	Installations techniques, matériel et outillage industriels	849	544	305	227	S	Provisions réglementées		
M	Autres immobilisations corporelles	284	256	28	99		TOTAL I	2 802	2 849
O	Immobilisations corporelles en cours								
B	Avances et acomptes					Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		
I	Immobilisations financières						Avances conditionnées		
L	Participations évaluées par équivalence						TOTAL I bis		
I	Autres participations								
S	Créances rattachées à des participations						Provisions pour risques		1
E	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					Provisions	Provisions pour charges	182	161
	Autres titres immobilisés						TOTAL II	182	162
	Prêts								
	Autres immobilisations financières	11		11	9		Dettes financières		
	TOTAL I	1 932	866	1 066	1 062		Emprunts obligataires convertibles		
	Stocks et en-cours						Autres emprunts obligataires		
A	Matières premières et autres approvisionnements	632	50	582	333		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	780	817
C	En-cours de production (biens et services)					D	Emprunts et dettes financières divers		
T	Produits intermédiaires et finis	654		654	333	E	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5	3
I	Marchandises					T	Dettes d'exploitation		
F	Avances et acomptes versés sur commandes					T	Dettes fournisseurs et Comptes rattachés	682	771
	Créances d'exploitation					E	Dettes fiscales et sociales	513	501
C	Créances Clients et Comptes rattachés	2 295	71	2 224	2 395	S	Autres dettes d'exploitation	9	11
I	Autres créances d'exploitation	297		297	182		Dettes diverses		
R	Créances diverses						Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	50	
C	Capital souscrit - appelé, non versé						Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)		
U	Valeurs mobilières de placement						Autres dettes diverses		
L	Actions propres								
A	Autres titres	188		188	484		Produits constatés d'avance	98	202
N							TOTAL III	2 137	2 305
T	Disponibilités	82		82	377				
	Charges constatées d'avance	28		28	150		Ecart de conversion Passif		
	TOTAL II	4 176	121	4 055	4 254		TOTAL GENERAL	5 121	5 316
	Charges à répartir sur plusieurs exercices								
	Primes de remboursement des emprunts								
	Ecart de conversion Actif					(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		150	
	TOTAL GENERAL	6 108	987	5 121	5 316				

Annexe 3 – Tableau de financement (deuxième partie)

Variation du fonds de roulement net global	Exercice		
	Besoins	Dégagements	Solde
	1	2	2-1
Variations « Exploitation »			
Variations des actifs d'exploitation			
Stocks et en-cours	570		
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients, comptes rattachés et autres créances d'exploitation		107	
Variation des dettes d'exploitation			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		2	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation	163		
Totaux	733	109	
A - Variation nette « Exploitation »			624
Variations « Hors exploitation »			
Variations des autres débiteurs			
Variations des autres créditeurs		30	
Totaux	0	30	
B - Variation nette « Hors exploitation »			30
Total A + B			
Besoin de l'exercice en fonds de roulement			594
Dégagement net de fonds de roulement dans l'exercice			
Variations « Trésorerie »			
Variations des disponibilités		591	
Variations des concours bancaires courants et des soldes créditeurs de banques		150	
Totaux	0	741	
C - Variation nette « Trésorerie »			741
Variation du fonds de roulement net global (Total A + B + C) :			
Emploi net : solde débiteur			
Ressource nette : solde créditeur			147

**Annexe 4 – Répartition du poste « Autres achats et charges externes »
des comptes de résultat des exercices N-1 et N**

Un crédit bail a été contracté au début de l'année N pour un matériel d'une valeur de 1 000 k€. La durée de ce contrat est de 5 ans (durée de vie normale du bien). La valeur résiduelle sera considérée comme nulle.

L'analyse des comptes permet d'établir la répartition des services extérieurs pour N et N-1

Répartition des services extérieurs :	N	N-1
- personnel extérieur	1 220	638
- loyers en crédit bail	230	0
- autres	1 460	1 010

**Annexe 5 – Informations concernant la structure des charges d'exploitation
pour les exercices N-1 et N**

On peut estimer que les charges variables comprennent principalement la consommation de matières premières et le personnel intérimaire. Elles représentent environ 40 % du chiffre d'affaires en N et seulement 25 % en N-1. En N, les charges fixes s'élèvent à 3 546 k€.

En N-1, le seuil de rentabilité s'élevait à environ 4 700 k€.

La société est soumise à un taux de TVA de 20 % aussi bien sur ses ventes que sur ses achats.

Annexe 6 – Autres informations complémentaires

Les charges et produits constatés d'avance relèvent de l'exploitation.

Les dettes fiscales et sociales comprennent une dette d'IS de 40 k€ pour N et 60 k€ pour N-1

L'entreprise n'a pas enregistré de transfert de charges en N, ni en N-1.

Les reprises d'exploitation de l'exercice N ne concernent pas l'actif circulant.

Les autres dettes diverses sont liées à l'activité.

Au cours de l'exercice N la société CALDARIUMS :

- a procédé à une augmentation de capital exclusivement par incorporation de réserves ;
- a remboursé un emprunt auprès des établissements de crédit pour un montant de 247 k€ ;
- a acquis une machine-outil d'une valeur de 208 k€.

En N, les dividendes versés s'élèvent à 550 k€.

Annexe 7 - Éléments prévisionnels concernant le PROJET 1**Résultats prévisionnels (en k€)**

Années	N	N+1	N+2	N+3
CA HT	6 600	7 820	9 000	10 400
Charges variables	2640	3 128	3600	4160
Marge/CV	3 960	4 692	5 400	6 240
Frais fixes	5 000	5 000	5 000	5 000
DAP	1 200	1 200	1 200	1 200
Résultat d'exploitation avant IS	-2 240	-1 508	-800	40

Par ailleurs, on suppose que l'entreprise dégagera des bénéfices dans d'autres activités sur toute la période.

Évaluation du BFRE pour le projet 1

En k€	N	N+1	N+2	N+3
BFRE	550	650	750	850

Annexe 8 - Éléments prévisionnels concernant le PROJET 2**BFRE annuel**

En k€	N	N+1	N+2	N+3
BFRE	850	650	600	550

En k€	Début N	Fin N	N+1	N+2	N+3
Flux de trésorerie nets	-1200	907	517	237	257

Évaluation du projet 2 selon les critères de la VAN et du TRI

VAN taux d'actualisation à 10 %	405
Taux de rendement interne	30,1 %

Annexe 9 – Conditions de financement des investissements

La banque propose à la société CALDARIUMS un emprunt sur 10 ans pour la totalité de l'investissement de 1 000 k€ au taux de 6 %.

La rentabilité économique du projet final peut être estimée à 30 % avant IS. L'endettement de l'entreprise avant le projet est estimée à 660 k€, les capitaux propres début N s'élèvent à 2300 k€. Taux d'IS = 33 1/3

Annexe 10 - Renseignements concernant le portefeuille de M. Firmin

Les cours indiqués dans les tableaux ci-dessous sont les cours au début de l'année considérée.

Titres	secteur	Titres détenus		N-1				N			
		Quantité	valeur acquisition	Cours	PER	Div	Rendt	Cours	PER	Div	Rendt
Actions TOTAL	Pétrole et gaz	150	5250 €	40,00 €	8,19	2	5,00 %	48 €	8	0,48	1,00 %
Actions BP	Pétrole et gaz	1000	5500 €	6,40 €	13,72	0,32	5,00 %	6,40 €	25,60	0,0704	1,10 %
OAT	Emprunt État		700 €	111 %				112 %			

Renseignements complémentaires concernant les OAT détenues par M. Firmin (au 31/12/N).

Obligations assimilables du Trésor 6 % échéance au 25/10/N+11					
Caractéristiques obligatoires					
Générale		Coupons		Cours du 31/12/N	
Nature	Fixe	Fréquence du coupon	1/an	Cotations	134.310 %
Nominal	100	Taux nominal (%)	6		
		Coupon couru (%)	1,15		
Date d'émission	25/12/N-19				
Date de maturité	25/10/N+11				
Devise de cotation	EUR				
Émetteur	République Française				
Catégorie	Emprunt État				

Annexe A - Tableau de flux de trésorerie de l'OEC (à rendre avec la copie)

	N	N-1	N-2
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ			
Résultat net		848	931
Élimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie			
• Amortissements et provisions (dotations nettes de reprises) (1)		84	125
• Plus-value nette de cession		-97	-8
• Quote-part des subventions d'investissement			
Marge brute d'autofinancement		835	1048
Moins variation du BFR lié à l'activité		577	555
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)		258	493
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Cessions d'immobilisations		101	50
Réduction d'immobilisations financières			
Acquisitions d'immobilisations		-13	-8
Moins variation du BFR lié à l'investissement		0	0
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)		88	42
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation ou réduction de capital			
Dividendes versés		-300	-345
Augmentation des dettes financières		300	
Remboursement des dettes financières		-355	-96
Subventions d'investissement reçues			
Moins variation du BFR lié au financement			
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement (C)		-355	-441
Variation de trésorerie (A + B + C)		-9	94
Trésorerie à l'ouverture (D)		870	776
Trésorerie à la clôture (A + B + C + D)		861	870
(1) À l'exclusion des dépréciations sur actif circulant			

CORRIGÉ COMMENTÉ

Remarques

- Le barème est établi sur 100 points (diviser par 5 pour obtenir la note sur 20).
- Une même erreur ne sera pas pénalisée deux fois.

DOSSIER 1 DIAGNOSTIC FINANCIER

1. Capacité d'autofinancement N à partir du résultat net

Niveau 2 • 3 points • 5 min

Remarque

Le sujet étant long, pour un gain de temps, n'inscrire que les lignes à renseigner.

		BARÈME
RÉSULTAT NET	504	
Exploitation		
+ Dotations aux amortissements sur immobilisations	+ 199	0,5
+ Dotations aux dépréciations sur actifs circulants	+ 71	0,5
+ Dotations aux provisions pour risques et charges	+ 43	0,5
(-) Reprises sur provisions	(-) 24	0,5
Exceptionnel		
+ VCEAC	+ 5	0,5
(-) PCEA	(-) 12	0,5
Capacité d'autofinancement	786	

2. Principaux retraitements économiques qu'il est possible d'opérer sur les SIG et intérêt

Niveau 2 • 4 points • 5 min

Les principaux retraitements économiques sont :

- le retraitement du crédit-bail ; le bien acquis en crédit-bail est traité comme un bien immobilisé dans l'entreprise et financé par emprunt ;
- le retraitement du personnel extérieur : à rattacher au coût du personnel ;
- le retraitement de la participation des salariés : à rattacher au coût du personnel ;
- le retraitement des subventions d'exploitation à considérer comme un complément du prix de vente.

Ces retraitements ont comme principaux objectifs :

- de faciliter les comparaisons entre entreprises d'un même secteur d'activité ; par exemple une entreprise peut avoir choisi de financer son investissement, soit par un emprunt, soit par crédit-bail. Le retraitement de la CDB permet de faire abstraction de ce choix ;
- de se rapprocher de la réalité économique du fonctionnement de l'entreprise ; par exemple, le personnel extérieur participe de la même façon que le personnel sous contrat à la création de richesse de l'entreprise ; il est donc logique d'intégrer ces charges externes dans le coût du personnel.

3. Impact de ces retraitements sur la CAF de la société Caldariums

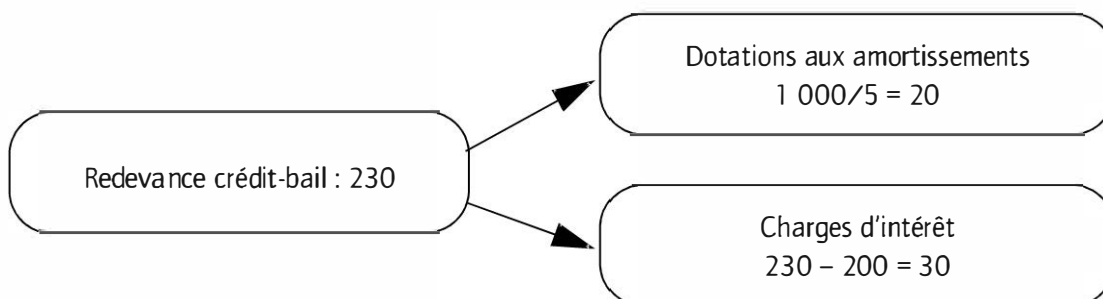
Niveau 3 • 1 point • 2 min

Seul le retraitement du crédit-bail a une incidence sur la CAF.

La redevance est considérée comme une charge décaissable.

Le retraitement scinde la redevance en deux éléments :

- une dotation aux amortissements (charge calculée) ;
- une charge d'intérêts (charge décaissable).



CAF sans retraitements + Dotation aux amortissements crédit-bail = CAF retraitée
 $786 + 200 = 986$

4. Notion de risque économique et outils utilisés pour mesurer ce risque

Niveau 2 • 4,5 points • 6 min

Remarques

- Cette question avait déjà été posée pour la définition en 2010 et pour les outils en 2012.
- Pour avoir tous les points de la question, il ne fallait pas se contenter d'énumérer les outils, mais il fallait également en préciser l'intérêt.

■ *Notion de risque économique*

On appelle risque d'exploitation ou risque économique les variations aléatoires du CAHT qui affectent les prévisions relatives aux différents critères de gestion : résultat économique, rentabilité économique, résultat net, rentabilité financière.

■ *Quelques outils*

OUTIL	SIGNIFICATION	INTÉRÊT
Seuil de rentabilité d'exploitation	C'est le chiffre d'affaires pour lequel le résultat d'exploitation est égal à 0.	Il permet de déterminer si une activité peut être poursuivie ou non.
Marge de sécurité	Différence entre le CAHT et le seuil de rentabilité	Plus elle est faible, plus le risque est fort.
Indice de sécurité	C'est le rapport entre la marge de sécurité et le chiffre d'affaires.	Il représente le pourcentage de baisse possible du prix de vente avant que l'entreprise n'atteigne son SR.
Levier d'exploitation	Ce levier exprime la sensibilité du résultat d'exploitation aux variations du CAHT.	Il montre très clairement l'incidence d'une baisse d'activité sur le résultat d'exploitation.

5. Seuil de rentabilité et levier d'exploitation pour N, commentaire des résultats obtenus

Niveau 2 • 6,5 points • 10 min

Remarque

Il est précisé que les charges variables représentent environ 40 % du chiffre d'affaires N et qu'elles comprennent la consommation de matières premières et le personnel intérimaire.

Il ne faut pas vérifier ce pourcentage, il est donné. Quelques candidats ont toutefois refait les calculs :

- Consommation de matières premières = $1\,689 - 269 = 1\,420$
- Personnel intérimaire = 1 220
- Charges variables = $1\,220 + 1\,420 = 2\,640$
- Chiffre d'affaires = Production vendue = 6 900
- Taux de charges variables réelles = $2\,640 / 6\,900 = 38,26 \%$

Les réponses données à partir de ces chiffres ont été acceptées à l'examen.

■ Seuil de rentabilité et levier d'exploitation

	MONTANT	%
Chiffre d'affaires	6 900	100 %
(-) Coût variable	2 760	40 %
= Marge sur coût variable	4 140	60 %
(-) Charges fixes d'exploitation	3 546	
= Résultat d'exploitation	594	

$$\bullet \text{ Seuil de rentabilité d'exploitation} = \frac{\text{Charges fixes exploitation}}{\text{Taux MCV}} = \frac{3\,546}{0,6} = 5\,910$$

$$\bullet \text{ Levier d'exploitation} = \frac{\text{Marge sur coût variable}}{\text{Résultat d'exploitation}} = \frac{4\,140}{594} = 6,97$$

■ Commentaires

• **Seuil de rentabilité** : Le seuil de rentabilité a augmenté en N par rapport à N-1. Le risque d'exploitation est donc plus important.

• **Levier d'exploitation** : Si le CAHT diminue de 10 %, le résultat d'exploitation diminuera de 69,7 %. Au vu de cet indicateur, le risque économique est très important.

Remarques

- Il était possible de déterminer le levier d'exploitation à partir de l'indice de sécurité :
Marge de sécurité = CA (-) SR = 6 900 - 5 910 = 990

$$\text{Indice de sécurité} = \frac{\text{Marge de sécurité}}{\text{CA}} = \frac{990}{6\,900} = 0,1435$$

$$\text{Levier d'exploitation} = 1 / \text{Indice de sécurité} = 1/0,1435 = 6,97$$

- Autre méthode de calcul qui aboutit à un résultat différent (et qui a été acceptée à l'examen) :

Levier d'exploitation =

$$\frac{(\Delta \text{Rex})/(\text{Rex})}{(\Delta \text{CAHT})/(\text{CAHT})} = \frac{(504 - 908)/908}{(6\,900 - 5\,911)/5\,911} = \frac{-0,44}{0,167} = -2,63$$

Ce résultat n'est pas très pertinent car il néglige les hypothèses de validité de calcul du levier d'exploitation : taux de MCV constant, prix de vente unitaire inchangé, charges fixes totales stables.

6. Notion d'activité et la notion d'exploitation

Niveau 2 • 2 points • 2 min

La notion d'activité regroupe les opérations que l'entreprise réalise dans le cadre de son activité courante, les opérations d'exploitation ainsi que d'autres opérations qui ne relèvent ni des opérations d'investissement, ni des opérations de financement, ni des opérations de trésorerie.

La notion d'exploitation est une composante essentielle de la notion d'activité.

7. Tableau de flux de trésorerie de l'OEC (annexe A)

Niveau 3 • 15 points • 5 min

Remarques

- L'Ordre des Experts-Comptables propose deux modèles de tableau, avec pour chacun un calcul du flux de trésorerie d'activité suivant une architecture différente.
- Pour cette session, comme en 2013 et 2010, c'est le modèle à partir du résultat net qui est demandé. Dans le sujet 2011, il s'agissait du modèle 2 qui part du résultat d'exploitation.
- Le sujet présente, cette année, peu de difficultés techniques, mais il comporte quelques erreurs d'énoncé dans les chiffres communiqués... Cela peut arriver ; cela renforce le conseil suivant : il ne faut pas perdre de temps, il faut aller vite, l'essentiel n'étant pas d'équilibrer son tableau mais d'avoir le maximum de montants corrects.
- Si l'annexe précise quelques données, d'autres options ne sont pas exprimées. C'est donc au candidat de poser clairement ses choix. Ainsi, faut-il considérer les concours bancaires courants comme momentanés ou structurels ? Nous avons choisi ici de les considérer comme momentanés et donc de les faire apparaître en trésorerie.

Faut-il tenir compte de l'IS sur la plus-value ? L'observation des intitulés des rubriques du tableau « cessions d'immobilisations » et « plus-value nette de cession » ne faisant pas référence à l'IS, nous avons opté pour une présentation sans retraitement de l'IS.

Rassurez-vous, les correcteurs acceptent toutes les solutions dès lors qu'elles sont compréhensibles et clairement exprimées.

- Il est annoncé dans l'annexe 6 que les charges fiscales et sociales comprennent une dette d'IS ; or, rien n'apparaît dans le bilan à la ligne « dettes fiscales (impôt sur les bénéfices) ». On peut supposer que cette dette a été inscrite en dettes fiscales et sociales d'exploitation.
- Ne pas oublier qu'à la différence du tableau de flux CDB ou du tableau de financement PCG, les postes de l'actif circulant (stocks et créances) sont à analyser en valeurs nettes.
- Comme à chaque édition, pour tout tableau de flux, les résultats doivent être justifiés à l'aide de tableaux appropriés.
- Il faut éviter les erreurs de signe : il est précisé dans le barème officiel que l'attribution des points supposait que les signes soient corrects.

■ Amortissements, dépréciations et provisions

Remarque

À l'exception des dépréciations sur actifs circulants.

Pour cette étude de cas, il faut utiliser le compte de résultat. Il est clairement dit que les reprises d'exploitation ne concernent pas l'actif circulant.

		BARÈME
Dotations aux amortissements	199	0,5
Dotations aux provisions	43	0,5
(-) Reprises sur provisions et dépréciations (sauf sur actifs circulants)	(-) 24	0,5
Total	218	1,5

■ Plus-values nettes de cession (et prix de cession)

Remarque

Il était possible de tenir compte ou non de l'IS sur plus-value de cession, puisque rien n'était précisé dans l'énoncé.

Prix de cession	12
(-) VCEAC	(-) 5
Plus-value	7

■ Variation du BFR lié à l'activité

Remarques

- Beaucoup de candidats sont tombés dans le piège ; il ne fallait surtout pas utiliser l'annexe 3 pour au moins deux raisons :
 - les actifs circulants sont pris en compte en valeurs brutes dans un tableau de financement et en valeurs nettes dans le tableau de flux OEC ;
 - la notion d'activité reprend les postes exploitation mais seulement quelques postes hors exploitation.
- Rappelez-vous que le barème est toujours détaillé ; aussi, pour avoir un maximum de points, il convient de bien faire figurer tout le détail de ses calculs sous forme de tableaux de variation.
- Pour cette session, aucun point n'était attribué si le candidat se trompait de signes. Une augmentation de BFR diminue la trésorerie, une diminution de BFR augmente la trésorerie.

■ Variations des stocks et en cours (en valeurs nettes)

POSTES	N	N-1	VARIATION	BARÈME
Matières premières et approvisionnements	582	333		0,5
Produits intermédiaires et finis	654	333		0,5
Total	1 236	666	570	1

■ Créances d'exploitation (en valeurs nettes)

POSTES	N	N-1	VARIATION	BARÈME
Créances clients	2 224	2 395		0,5
Autres créances d'exploitation	297	182		0,5
Charges constatées d'avance	28	150		0,5
Totaux	2 549	2 727	(-) 178	1,5

■ Dettes liées à l'activité

Remarque

Ne pas oublier les avances et acomptes reçus sur commandes en N-1.

POSTES	N	N-1	VARIATION	BARÈME
Avances et acomptes reçus	5	3		0,5
Dettes fournisseurs	682	771		0,5
Dettes fiscales et sociales d'exploitation	513	501		0,5
Autres dettes d'exploitation	9	11		0,5
Produits constatés d'avance	98	202		0,5
Totaux	1 307	1 488	- 181	2,5

$$\begin{aligned}
 \text{Variation du BFR activité} &= \text{Variation des postes actifs } (-) \text{ Variation du poste passif} \\
 &= + 570 (-) 178 \quad \quad \quad (-) \quad \quad (-) 181 \\
 &= \mathbf{573}
 \end{aligned}$$

Remarque

Le BFR activité augmente, cela diminue la trésorerie (en moins dans le tableau).

■ Acquisitions d'immobilisations

Remarque

L'annexe précisait qu'une machine-outil avait été acquise pour 208 k€. Si l'on observe les bilans, on peut constater que le poste « Immobilisations incorporelles » a augmenté de 7 et le poste « Immobilisations financières » de 2, ce qui laisse supposer des acquisitions.

Problème : Si l'on prend en compte dans le tableau de flux ces deux montants, on ne peut plus équilibrer le tableau de flux. Manifestement, il y a une erreur de chiffres dans le sujet... En conséquence, deux solutions ont été admises à l'examen :

- solution 1 : ne retenir que le montant précisé dans l'annexe, soit 208 ;
- solution 2 : tenir compte des acquisitions d'immobilisations incorporelles et financières, ce qui porte le montant final des acquisitions à 217. Dans ce cas, il y aura un écart de 9, non justifié dans le tableau de flux.

Pour la présentation du corrigé, nous avons retenu la solution 1.

Acquisitions d'immobilisations corporelles	208
--	-----

Remarque

Il s'agit bien sûr d'un décaissement, noté (–) dans le tableau de flux.

■ **Variation du BFR lié à l'investissement**

POSTES	N	N-1	VARIATION
Fournisseurs d'immobilisations	50	0	50

Remarque

Ce poste passif augmente, cela améliore la trésorerie.

■ **Incidence des variations de capital****Remarque**

Il est précisé dans l'annexe qu'il a été procédé à une augmentation de capital par incorporation de réserves : celle-ci n'a aucune incidence sur la trésorerie (augmentation de capital compensée par une diminution des réserves).

■ **Dividendes****Remarque**

Ils sont donnés dans l'annexe, il ne faut pas chercher à les retrouver (en fait, si l'on effectue le calcul, on trouve 551 de dividendes...).

■ **Émissions d'emprunts et remboursements d'emprunts****Remarques**

- Les remboursements d'emprunt sont communiqués en annexe. Pour retrouver le montant des emprunts souscrits, il est indispensable de faire un tableau.
- En l'absence de précision dans l'énoncé, nous considérerons que les concours bancaires sont momentanés ; il convient donc de les prendre en compte au niveau de la trésorerie. Il a été accepté à l'examen que les concours bancaires soient considérés comme des dettes financières stables.

	N-1	REMBOURSEMENTS	NOUVEAUX	N
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	817			780
(–) Concours bancaires	0			(–) 150
Totaux	817	247 (annexe)	x	630

Nouveaux = x

$$817 (-) 247 + x = 630 \Rightarrow x = 630 - 817 + 247 = 60$$

■ Variation trésorerie

Remarques

- Chaque montant inscrit dans le tableau de flux est valorisé ; il faut donc remplir les trois dernières lignes de ce tableau indépendamment de la somme des trois modules.
- Vous devez normalement vérifier que la variation de trésorerie correspond à la somme des flux nets des trois modules (activité, investissement et financement). Suite à des erreurs dans les données chiffrées des annexes, peu de candidats ont pu équilibrer leur tableau... et, comme en plus il est très rare qu'un candidat ne commette pas une ou plusieurs erreurs, ne perdez pas de temps à vouloir absolument vous ajuster. Préciser simplement sur votre copie, que vous avez un écart.

ACTIF	N	N-1	VARIATION
VMP	188	484	
Disponibilités	82	377	
(-) Concours bancaires courants	0	(-) 150	
Totaux	120	861	(-) 741


Vérification :

Flux net de trésorerie généré par l'activité	142
(+) Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(-) 146
(+) Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(-) 737
= Variation de trésorerie	(-) 741

ANNEXE A : TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE DE L'OEC

		BARÈME
FLUX de trésorerie liés à l'activité		
RÉSULTAT NET	+ 504	0,5
<i>Éliminations des opérations sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
• Amortissements, dépréciation et provisions	+ 218	1,5
• Plus values de cessions nettes d'impôts	(-) 7	0,5
• Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat		
Marge brute d'autofinancement	715	
• Moins : variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(-) 573	5
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité</i>	142	



		
FLUX de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Cessions d'immobilisations	12	0,5
Réductions d'immobilisations financières		
Acquisitions d'immobilisations	(-) 208	0,5
Moins variation du BFR lié à l'investissement	50	1
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</i>	(-) 146	
FLUX de trésorerie liés aux opérations de financement		
Augmentation ou réduction de capital	0	
Dividendes versés	(-) 550	0,5
Augmentation des dettes financières	+ 60	1,5
Remboursement des dettes financières	(-) 247	0,5
Subventions d'investissement reçues		
Moins variation du BFR lié au financement		
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</i>	(-) 737	
Variation de trésorerie	(-) 741	1
Trésorerie à l'ouverture	+ 861	1
Trésorerie à la clôture	+ 120	1
(a) À l'exclusion des dépréciations sur actif circulant		

Pour aller plus loin

Le tableau de flux de trésorerie de l'OEC est un thème récurrent à l'examen :

- en 2010, 2013, 2014 : à partir du résultat net ;
- en 2011 : à partir du résultat d'exploitation.

Aussi, nous vous proposons à titre d'entraînement, la présentation du 1^{er} module à partir du résultat d'exploitation.

Tableau des flux de trésorerie de l'OEC à partir du résultat d'exploitation :

Flux de trésorerie liés à l'activité	
Résultat d'exploitation	594
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>	218
• Amortissements, dépréciations et provisions	
• Transferts de charges au compte de charges à répartir	
Résultat brut d'exploitation	812
• Moins : Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	
Stocks	(-) 570
Créances d'exploitation	(+) 178
Dettes d'exploitation (y compris dettes fiscales)	(-) 181
<i>Flux net de trésorerie d'exploitation</i>	239





<i>Autres encaissements et décaissements liés à l'activité :</i>	
• Charges financières	(-) 43
• Produits financiers	6
• Charges et produits exceptionnels liés à l'activité	12
• Participations des salariés	
• Impôt sur les sociétés, hors impôt sur les plus-values de cession	(-) 72
• Autres créances liées à l'activité	0
• Autres dettes liées à l'activité	0
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité</i>	142

- **Charges financières** : Ne prendre que les charges financières décaissables, soit 43.
- **Produits financiers** : Tous les produits financiers inscrits dans le compte de résultat sont des produits encaissables.
- **Charges et produits exceptionnels** : Seuls les charges et produits sur opérations de gestion sont des flux de trésorerie. Il ne faut donc ni prendre en compte les charges et produits exceptionnels sur opération en capital, ni les dotations, ni les reprises.

8. Calcul de l'ETE N et intérêt de cet indicateur

Niveau 3 • 6 points • 10 min

Remarque

Pour le calcul de la variation du BFRE, il faut utiliser l'annexe 3. Or la dernière colonne solde présente des erreurs dans sa présentation. La variation nette exploitation est indiquée pour 624 au lieu de (-) 624... Il faut toujours rester vigilant.

$$\text{ETE} = \text{EBE} (-) \text{Variation du BFRE}$$

■ Calcul de l'EBE

Production vendue	6 900
Production stockée	321
Subventions d'exploitation	84
(-) Achat de matières premières	(-) 1 689
(-) Variation de stocks MP	+ 269
(-) Autres achats et charges externes	(-) 2 910
(-) Impôts taxes	(-) 99
(-) Salaires et traitements	(-) 1 435
(-) Charges sociales	(-) 535
EBE	906

■ Variation du BFRE

Augmentation de 624.

■ Résultat

$$\text{ETE} = 906 (-) 624 = 282$$

■ *Intérêt de cet indicateur*

L'ETE est le flux réel de trésorerie généré par les opérations d'exploitation. Il doit être suffisant pour assurer les dépenses obligatoires comme l'impôt sur les bénéfices, les dividendes, les frais financiers, les remboursements d'emprunts, etc.

Si l'ETE n'est pas suffisant pour couvrir ces dépenses obligatoires, la pérennité de l'entreprise peut être menacée.

9. Diagnostic de la société Caldariums en une vingtaine de lignes

Niveau 3 • 8 points • 15 min

Remarques

- Il est vivement conseillé de relire l'énoncé du cas relatif à la présentation de la société. Bien souvent, il donne quelques clés pour comprendre l'évolution de celle-ci. Cette reprise peut vous servir d'introduction.
- Il faut structurer son commentaire autour des 2 points précités dans la question. Ne pas hésiter à mettre un titre pour chaque point, cela facilite la lecture du correcteur.
- L'orthographe, la clarté de l'expression, la structure du plan ne sont pas à négliger. Ils sont pris en compte pour apprécier vos idées.

La société Caldariums est une entreprise industrielle. Son PDG souhaite céder une partie de ses actions. Nous développerons notre commentaire autour de deux points : analyse de l'activité et des résultats ; évolution de la trésorerie.

■ *Analyse de l'activité et des résultats*

- **Activité** : L'entreprise Caldariums connaît une croissance de son chiffre d'affaires sur les 3 dernières années (+ 21 % entre N-2 et N).
- **Profitabilité** : Et pourtant le résultat d'exploitation a pratiquement été divisé par deux, signe d'une détérioration très importante de la profitabilité. Pourquoi ? Certaines charges ont fortement progressé : achat de matières : + 21 % ; charges de personnel et charges sociales : + 35 % ; augmentation du personnel intérimaire ; augmentation des dotations aux amortissements...
- **Résultat financier** : Le résultat financier s'est dégradé du fait de l'apparition de charges d'intérêt conséquentes (sûrement en partie liées au découvert bancaire).
- **Résultat exceptionnel** : En N, l'entreprise n'a pratiquement pas cédé d'immobilisations à la différence de N-1 et de N-2.
- **Résultat net** : Il est passé de 931 en N-2 à 504 en N.

■ Analyse de la trésorerie

L'exercice N se caractérise par une détérioration importante de la trésorerie (forte diminution de la trésorerie actif et apparition de concours bancaires courants à hauteur de 150 fin N).

- **Flux de trésorerie lié à l'activité** : Le flux de trésorerie lié à l'activité a fortement diminué du fait de la forte diminution du résultat net (conséquence de la baisse de profitabilité constatée).
- **Flux de trésorerie lié à l'investissement** : L'entreprise a procédé en N-2 et N-1 à des cessions importantes..., tandis qu'en N, l'entreprise a investi.
- **Flux de trésorerie lié au financement** : Le flux de trésorerie lié à l'activité finance pratiquement le flux lié à l'investissement. Par contre, alors que le résultat a fortement décru, l'entreprise a procédé à une distribution très généreuse de dividendes, peut-être pour attirer de nouveaux actionnaires.

En N-1, l'entreprise avait accru son endettement. Au contraire, en N, elle se désendette.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 1 50 points/100 – 1 heure 30	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Calcul de la CAF	3		5 min	
2. Les principaux retraitements et leur intérêt Crédit-bail 2 points ; autres 1 point par retraitement dans la limite de 2	4		5 min	
3. Impact des retraitements sur la CAF	1		2 min	
4. Définition du risque économique et outils de mesure Définition 1,5 point ; 1 point par outil dans la limite de 3	4,5		6 min	
5. Seuil de rentabilité et levier d'exploitation, commentaire SR : 2,5 points ; LO : 2 points ; commentaire : 2 points	6,5		10 min	
6. Activité et exploitation	2		2 min	
7. Tableau de flux de trésorerie	15		35 min	





8. Calcul de l'ETE et intérêt EBE 2 points ; ETE 2 points ; commentaire : 2 points	6		10 min	
9. Commentaire⁽¹⁾ Évolution activité et résultats 5 points ; évolution de la trésorerie 3 points.	8		15 min	

(1) La forme (orthographe, expression, plan) est importante pour bénéficier de ces points. Toute idée pertinente est évaluée positivement.

DOSSIER 2 PROJET D'INVESTISSEMENT

Partie A Le choix d'investissement

1. Trois critères de choix d'un projet d'investissement

Niveau 2 • 6 points • 10 min

Remarque

Trois critères suffisent.

CRITÈRE	DÉFINITION	INTÉRÊT	LIMITES
VAN	Différence entre le capital investi et la somme actualisée des flux nets de trésorerie liés au projet.	Mesure la création de valeur générée par le projet	Critère non pertinent pour comparer deux projets aux capitaux investis différents. Très dépendant du taux d'actualisation.
TIR	C'est le taux pour lequel la VAN est égale à 0	C'est le coût maximum du capital susceptible de financer l'investissement.	Si le taux est très élevé, l'hypothèse implicite de réinvestissement des flux n'est pas forcément réaliste.
Délai de récupération du capital investi	Mesure le temps nécessaire à la récupération du capital investi.	Prise en compte du risque. Privilégie la récupération du capital investi.	Ne tient pas compte des flux générés après le délai de récupération (en particulier les flux terminaux qui peuvent être importants)





CRITÈRE	DÉFINITION	INTÉRÊT	LIMITES
Indice de profitabilité	Rapport entre les flux de trésorerie actualisés et l'investissement.	Mesure l'avantage relatif généré par le projet. Il permet de comparer des projets dont les montants investis sont différents.	Très dépendant du taux d'actualisation. Il ne renseigne pas sur la création « absolue » de richesses.

2. Flux nets de trésorerie d'exploitation du projet 1

Niveau 2 • 9 points • 20 min

Remarques

- Incongruité du sujet : le montant des dotations aux amortissements n'est pas pertinent avec le capital investi (350 de capital investi et 1 200 de dotations). Il ne faut pas se laisser déstabiliser par cette « originalité » du sujet.
- Afin de ne pas perdre de temps, le plus simple est de présenter le tableau à partir du résultat d'exploitation avant IS.
- Bien prendre en compte la variation du BFRE, et non le BFRE.
- Les candidats qui n'ont pas anticipé cette variation en début d'année n'ont pas été pénalisés.
- Dans l'annexe 7, il est précisé que « l'entreprise dégage des bénéfices sur d'autres activités sur toute la période ». Cela sous-entend qu'il faut intégrer des économies d'IS les années où le résultat d'exploitation avant IS est négatif.

	DÉBUT N	FIN N	FIN N+1	FIN N+2	FIN N+3	BARÈME
Résultat d'exploitation avant IS		- 2 240,00	- 1 508,00	- 800,00	40,00	0,5
Impôt sur les sociétés		746,67	502,67	266,67	- 13,33	2
Résultat d'exploitation après IS		- 1 493,33	- 1 005,33	- 533,33	26,67	1
Dotations aux amortissements		1 200	1 200	1 200	1 200	0,5
CAF du projet		- 293,33	194,67	666,67	1 226,67	1
(-) Variation du BFRE	- 550	- 100	- 100	- 100		2
Récupération du BFRE					850	1
Montant de l'investissement	- 350					0,5
Flux nets de trésorerie exploitation	- 900	- 393,33	94,67	566,67	2 076,67	0,5

3. Calcul de la valeur actuelle nette et du taux interne de rentabilité du projet 1

Niveau 2 • 4 points • 5 min

Remarques

- Le plus important est de poser ses formules de calcul.
- Pour le calcul du TRI, l'utilisation du solveur de votre machine vous permet de gagner du temps. À défaut de cette fonction, vous devez procéder par interpolation.

$$\begin{aligned} \text{VAN}_{10\%} &= -900 - 393,33 \times 1,1^{-1} + 94,67 \times 1,1^{-2} + 566,67 \times (1,1)^{-3} + 2\,076,67 \\ &\quad \times (1,1)^{-4} \\ &= \mathbf{664,80} \end{aligned}$$

Le TRI c'est le taux t tel que :

$$900 - 393,33 \times (1+t)^{-1} + 94,67 \times (1+t)^{-2} + 566,67 \times (1+t)^{-3} + 2\,076,67 \times (1+t)^{-4} = 0$$

TRI = **24,59 %** par utilisation du solveur.

4. Opportunité d'adopter l'un des deux projets

Niveau 2 • 2,5 points • 3 min

	PROJET 1	PROJET 2	CHOIX
VAN	664,8	405	Projet 1 (la VAN la plus élevée)
TRI	24,59 %	30,1 %	Projet 2 (le TRI le plus important)

Ces deux critères n'aboutissent pas à la même conclusion ; ils sont discordants.

Pour choisir entre ces deux projets, il est possible d'utiliser un troisième critère comme le délai de récupération du capital investi ou des critères « globaux » ou « intégrés ».

Les critères globaux (VAN globale ou TRI global) sont toujours concordants. Ils reposent sur une hypothèse explicite : les flux dégagés chaque année sont placés à un taux de placement réaliste.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 2 PARTIE A	NOTATION		DURÉE	
	Total des points	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Trois critères, intérêt et limites de chacun 2 points par critère dans la limite de 6 points	6		10 min	
2. Tableau de calcul des flux	9		15 min	
3. VAN et TRI VAN 2 points ; TRI 2 points	4		5 min	
4. Conclusion	2,5		5 min	

Partie B**Financement d'un projet d'investissement****1. Financements à la disposition de la société pour réaliser un projet d'investissement**

Niveau 2 • 2 points • 3 min

■ Financements internes

- Autofinancement.
- Cessions d'actifs.

■ Financements externes

- Emprunt auprès d'établissements de crédit.
- Emprunts obligataires.
- Augmentation de capital.
- Crédit-bail.
- Subventions d'investissements.
- Comptes courants d'associés.

2. Effet de levier sous deux hypothèses : financement intégral par emprunt ou par fonds propres

Niveau 4 • 5,5 points • 15 min

Remarques

- Si vous utilisez des abréviations, il convient au préalable de les préciser.
- Le sujet n'étant pas très précis, plusieurs types de calculs sont possibles. Le corrigé proposé est une interprétation parmi d'autres. Le candidat doit montrer l'incidence favorable de l'effet de levier. Il ne faut pas hésiter à proposer un rappel de cours sur sa copie. Compte tenu de l'imprécision des données, cette pratique a été valorisée.

■ Abréviations utilisées

T_e = Taux de rentabilité économique avant IS

T_e' = T_e après IS

i = Coût de l'endettement avant IS

i' = Coût de l'endettement après IS

T_f = Taux de rentabilité financière après IS

■ Rappel sur l'effet de levier

L'effet de levier est l'amélioration ou la dégradation du taux de rentabilité financière consécutive à l'endettement.

Deux modes de calcul :

1) Effet de levier = $T_f(-) T_e'$

2) Effet de levier = $(T_e' - i') \times D/C$

D/C = bras de levier ; a priori il doit être inférieur à 1.

$(T_e' - i')$ = différentiel de taux

Si $T_e' > i' \Rightarrow$ Le taux de rentabilité des capitaux propres augmente avec l'endettement. L'entreprise qui s'endette bénéficie d'un effet de levier favorable.

Si $T_e' < i' \Rightarrow$ Le taux de rentabilité des capitaux propres diminue avec l'endettement. L'entreprise qui s'endette subit un effet de levier défavorable (ou effet masqué).

	FINANCEMENT PAR ENDETTEMENT	FINANCEMENT PAR AUGMENTATION DE CAPITAL
Capitaux propres	2 300	2 300 + 1 000 = 3 300
Dettes financières	660 + 1 000 = 1 660	660
Actifs économiques	3 960	3 960
Taux de rentabilité économique avant IS (Te)	30 %	30 %
Taux de rentabilité économique après IS (Te')	20 %	20 %
Coût de l'endettement (i)	6 %	6 %
Coût de l'endettement après IS (i')	$6 \% \times 2/3 = 4 \%$	4 %
$Tf = Te' + (Te' - i') \times D/C$	$20 \% + (20 \% - 4 \%) \times 1\,660/2\,300 = 31,55 \%$	$20 \% + (20 \% - 4 \%) \times 660/3\,300 = 23,2 \%$
Effet de levier $Tf(-) Te'$	11,55 %	3,2 %

3. Choix et justification d'une solution

Niveau 3 • 1 point • 2 min

Le taux de rentabilité économique (20 %) étant supérieur au coût de l'endettement (4 %), l'entreprise doit opter pour un financement par endettement afin de bénéficier d'un effet de levier maximum.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 2 PARTIE B	NOTATION		DURÉE	
	Total des points	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Financements à disposition 0,5 point par item	2		3 min	
2. Calcul de l'effet de levier	5,5		15 min	
3. Solution et justification	1		2 min	

DOSSIER 3

GESTION DU PORTEFEUILLE-TITRES

1. Composantes du risque global d'une action

Niveau 2 • 4 points • 5 min

Remarque

Une définition est attendue pour chaque risque.

Une action cotée sur le marché est soumise à deux types de risques :

- le risque de marché ou risque systématique (risque non diversifiable). Toutes les actions y sont soumises. Il n'est pas possible de le réduire par diversification ;
- le risque spécifique (risque diversifiable) qui dépend des caractéristiques intrinsèques du titre.

2. Définition des indicateurs : PER, cours de l'action, rendement

Niveau 3 • 6 points • 10 min

Remarque

Pour le calcul du PER, quelques candidats prennent régulièrement le dividende au lieu du bénéfice par action ; il suffit de se rappeler la traduction d'*earning* en anglais.... gain, donc le résultat.

- Le PER ou *price earning ratio* est le rapport entre le cours de l'action et le bénéfice par action.
- Le cours d'une action est la valeur de cotation d'une action qui résulte de la confrontation entre l'offre et la demande.
- Le rendement est le rapport entre le dividende et le cours d'une action.

3. Analyse des informations concernant les OAT en portefeuille : prix de vente, coupon couru, évolution des cours

Niveau 3 • 7 points • 10 min

Remarques

- Les obligations sont cotées en pourcentage de la valeur nominale au pied du coupon.

- Le coupon couru est exprimé en pourcentage de la valeur nominale.
- Pour le calcul du coupon couru, il faut compter le nombre de jours exact sur une base de 365 jours et ajouter 3 jours pour la prise en compte des dates de valeur.
- Le prix de vente comprend la valeur nue + le coupon couru.

a) Prix de vente

$$(134,31 \% + 1,15 \%) \times 100 = 135,46 \text{ €}$$

b) Coupon couru

■ *Nombre de jours entre la dernière échéance et le 31 décembre*

Octobre : 31 – 25 =	6
Novembre :	30
Décembre :	31
Jours date de valeur :	3
Total :	<hr/> 70

■ *Vérification*

$$6 \% \times 70/365 = 1,15$$

c) Lien entre évolution des cours et taux d'intérêt

Les cours ont augmenté car les taux d'intérêt ont diminué (effet balançoire).

4. Jugement sur la composition du portefeuille de M. Firmin et sur le risque encouru

Niveau 2 • 3 points • 5 min

Le portefeuille est composé principalement d'actions du secteur Pétrole et gaz. Le risque encouru est une baisse du cours des actions de ce secteur.

C'est un portefeuille risqué, faiblement diversifié.

Il détient un pourcentage limité d'OAT (obligations assimilables du trésor). Elles sont considérées comme un actif sans risque (ou risque faible).

Si M. Firmin veut réduire son risque, il doit diversifier son portefeuille.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 3 15 points/100 – 25 min	NOTATION		DURÉE	
	Total des points	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Composantes du risque 2 points par risque avec définition	4		5 min	
2. PER, cours d'une action, rendement 2 points pour chacun	6		10 min	
3. Analyse des informations Prix de vente 2 points ; coupon couru 3 points ; évolution du taux d'intérêt 2 points	7		10 min	
4. Jugement sur le portefeuille et le risque encouru	3		5 min	

Analyse du barème sur l'ensemble du sujet

	POINTS ATTRIBUÉS AUX RÉSULTATS CHIFFRÉS	POINTS ATTRIBUÉS AUX COMMENTAIRES ET DÉFINITIONS
Dossier 1	5	15
Dossier 2	18,5	11,5
Dossier 3	26,5	23,5
Total	50	50

Les points de ce sujet sont idéalement répartis...

2015

SUJET

Annales DCG 6

Lou & Zoe Mode

PRÉSENTATION DU SUJET

THÈMES TRAITÉS	<p>Diagnostic financier</p> <ul style="list-style-type: none">• Tableau de flux OEC• Définitions indicateurs• Commentaire du tableau de flux• Calcul de ratios• Analyse de ratios (évolution de l'activité et évolution du BFRE) <p>Structure financière et marché financier</p> <ul style="list-style-type: none">• Structure financière optimale• Différentes approches (modèle de Modigliani et Miller, méthode traditionnelles...)• Taux de rentabilité économique• Valeurs d'une entreprise non endettée et endettée• Introduction en bourse• Notions et exemples de marché réglementé, organisé, libre• Rôle de l'AMF• Notation financière• Taux de rendement actuariel <p>Gestion de trésorerie</p> <ul style="list-style-type: none">• Budget de TVA• Budget des encaissements• Budget de trésorerie• Coût de l'escompte et coût du découvert• Taux réel du découvert
----------------	--



PRÉSENTATION
DU SUJET

Le sujet se présente sous la forme de trois dossiers indépendants.

Si le 1^{er} dossier est classique, les 2^e et 3^e dossiers sont plus novateurs.

- Le 1^{er} dossier est consacré au diagnostic financier d'une entreprise spécialisée dans la confection. C'est le dossier le plus important en terme de points (9 points sur 20) et donc en terme de temps.

Il est centré sur deux outils : un tableau de flux OEC à partir du résultat d'exploitation et des ratios élémentaires. Le tableau de flux ne présente que très peu de difficultés techniques. C'est l'un des plus simples des dernières éditions... ; pour le calcul des ratios, une annexe est proposée, avec le ratio N-1 et le ratio moyen de la profession, ce qui facilite les commentaires.

Quelques questions de cours (très classiques) et des commentaires appropriés complètent ce dossier.

- Le 2^e dossier (5,5 points) a comme thèmes la structure financière et le marché financier.

Dans la 1^{re} partie, pour la première fois au DCG, un sujet aborde la notion de structure financière optimale. Le candidat doit connaître quelques modèles de finance et, en particulier, le modèle de Modigliani et Miller.

La 2^e partie nécessite que le candidat maîtrise la partie du cours « Valeur et information ». La dernière question aborde le calcul d'un taux de rendement actuariel, ce qui est, à nouveau, un grand classique de cette épreuve.

- Le 3^e dossier évalué sur 5,5 points porte sur la gestion de trésorerie.

Dans la 1^{re} partie, il est demandé, là aussi pour la première fois au DCG, d'établir (partiellement) un budget de trésorerie. À noter que cette question de cours est également au programme de l'épreuve de contrôle de gestion.

Les budgets demandés ne comportent aucune difficulté. Sur cette partie, les candidats ont pu « glaner » facilement quelques points

La 2^e partie demande de calculer et comparer le coût de l'escompte et le coût du découvert. Ce thème était déjà tombé en 2010. C'est donc un thème récurrent.

PAR QUOI
COMMENCER ?

Comme tous les ans depuis la mise en place du DCG en 2008, le sujet est très long (trop long) pour le temps imparti. Il est donc difficile d'avoir 20...

19 questions au total, un bon nombre de tableaux à présenter, des définitions, des commentaires...

La gestion du temps est vraiment un impératif pour réussir cette épreuve. Il peut être opportun de commencer par les derniers dossiers, si, bien sûr, les thèmes qui y sont abordés vous sont familiers.

Durant votre préparation, il faut vraiment vous astreindre à aller vite pour traiter l'ensemble des questions... quitte à laisser quelques erreurs. Par exemple, il ne sert à rien de vouloir absolument équilibrer son tableau de flux.

Néanmoins, à la différence des sessions passées, ce sujet nous a semblé très abordable avec des parties simples (diagnostic financier, budget de trésorerie...).



**PAR QUOI
COMMENCER ?**

C'est un sujet qui devait permettre à un candidat ayant travaillé régulièrement d'avoir au minimum la moyenne, et souvent un peu plus. C'est une épreuve où, normalement, un candidat doit « prendre » des points.

La principale difficulté était la 1^{re} partie du dossier 1 qui nécessitait de connaître le modèle de Modigliani et Miller.

Environ 40 % des points du barème sont consacrés à des définitions ou des commentaires, aussi est-il important de ne pas négliger ces questions, de ne pas se focaliser sur les parties techniques, de soigner la rédaction et éviter les fautes d'orthographe qui ne peuvent que vous pénaliser.

	NOMBRE DE POINTS/100	TEMPS INDICATIF
Dossier 1	45 points	1 h 25
Dossier 2	27,5 points	40 min.
Dossier 3	27,5 points	50 min.
+ 5 minutes pour la lecture du sujet		

ÉNONCÉ DU SUJET

SESSION 2015

UE 6 - FINANCE D'ENTREPRISE

Durée de l'épreuve : 3 heures - coefficient : 1

Document autorisé :

Aucun

Matériel autorisé :

Une calculatrice de poche à fonctionnement autonome sans imprimante et sans aucun moyen de transmission, à l'exclusion de tout autre élément matériel ou documentaire (circulaire n° 99-186 du 16/11/99 ; BOEN n° 42).

Document remis au candidat :

Le sujet comporte 12 pages numérotées de 1/12 à 12/12, dont 2 annexes à rendre.

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

Le sujet se présente sous la forme de 3 dossiers indépendants

Page de garde.....	page 1
Présentation du sujet.....	page 2
DOSSIER 1 – Diagnostic financier..... (9 points).....	page 3
DOSSIER 2 – Structure financière et marché financier..... (5,5 points).....	page 4
DOSSIER 3 – Gestion de la trésorerie..... (5,5 points).....	page 5

Le sujet comporte les annexes suivantes

DOSSIER 1

Annexe 1 – Bilan actif au 31 décembre N.....	page 6
Annexe 2 – Bilan passif au 31 décembre N.....	page 7
Annexe 3 – Compte de résultat au 31 décembre N.....	page 8
Annexe 4 – Tableau des amortissements au 31 décembre N.....	page 9
Annexe 5 – Tableau des dépréciations et provisions au 31 décembre N.....	page 9
Annexe 6 – Informations complémentaires relatives à la société LOU & ZOE MODE.....	page 9

DOSSIER 2

Annexe 7 – Prévisions d'activité de la société pour le premier trimestre N+1.....	page 10
Annexe 8 – Prévisions de la société pour le deuxième trimestre N+1.....	page 10

Annexe A – Tableau de flux de trésorerie (option 2) de l'OEC (à rendre avec la copie)page 11

Annexe B – Ratios d'analyse (à rendre avec la copie).....page 12

NOTA : les annexes A et B doivent obligatoirement être rendues avec la copie.

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.

Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie.
Toute information calculée devra être justifiée.

SUJET

DOSSIER 1 – DIAGNOSTIC FINANCIER

La société LOU & ZOE MODE est une société anonyme créée il y a dix ans dans le Sud Est de la France. Spécialisée dans la confection de vêtements de femmes, cette société a traversé des années de crise et connaît aujourd'hui un léger regain de croissance dû à l'esprit créatif de deux stylistes.

Les dirigeantes de la société souhaitent avoir une vision réaliste de la situation économique et financière de leur entreprise, notamment sur le dernier exercice écoulé. Vous devez les aider à mieux appréhender les principaux flux de la vie de leur entreprise.

Travail à faire

À l'aide des annexes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 :

1. Compléter le tableau de flux de trésorerie de l'O.E.C. option 2 annexe A (à rendre avec la copie), en présentant le détail des calculs.
2. Définir :
 - le résultat brut d'exploitation (R.B.E.) ;
 - le flux net de trésorerie d'exploitation ;
 - le flux net de trésorerie généré par l'activité.
3. Commenter le tableau de flux.
4. Calculer les ratios présentés dans l'annexe B (à rendre avec la copie).
5. Analyser les ratios de l'annexe B qui reflètent :
 - a) l'évolution de l'activité de la société d'une part ;
 - b) l'évolution du besoin en fonds de roulement d'exploitation (B.F.R.E.) d'autre part.

DOSSIER 2 – STRUCTURE FINANCIÈRE ET MARCHÉ FINANCIER**Première partie - Structure financière**

Les dirigeantes de la société LOU & ZOE Mode souhaitent faire le point sur leur structure financière.

Travail à faire

1. Définir (en une phrase) la structure financière d'une entreprise.
2. Existe-t-il une structure financière optimale ? Vous présenterez les différentes approches.

A partir de l'exemple de la société LOU & ZOE Mode dont l'actif économique est évalué à 16 100 k€ et sachant que son résultat économique correspond au résultat d'exploitation :

3. Calculer le taux de rentabilité économique avant et après impôt sur les bénéfices.
4. Déterminer la valeur de cette entreprise en présence d'impôt sur les bénéfices dans les deux hypothèses suivantes :
 - a) Pas d'endettement ;
 - b) L'endettement représente 40% de l'actif économique.Conclure sur les résultats obtenus.

Deuxième partie - Marché financier

Les dirigeantes de la société LOU & ZOE Mode se posent plusieurs questions relatives au marché des actions qui leur tiennent à cœur depuis un moment.

Travail à faire

5. Citer trois avantages pour une entreprise de s'introduire en Bourse.
6. Définir les notions de marchés réglementé, organisé et libre. Citer un exemple de chaque catégorie, à partir du marché boursier français.
7. Quels sont les rôles de l'A.M.F. ?
8. En quoi consiste la notation financière ? Citer une agence de notation.
9. Qu'est-ce que le taux de rendement actuariel ? Le calculer à l'émission pour l'obligation suivante :
 - prix d'émission : 99,491 %
 - coupon annuel : 3,125 %
 - durée : 9 ans
 - remboursement au pair

DOSSIER 3 – GESTION DE TRÉSORERIE

Vous intervenez au sein du service financier d'une grande société de textile, DELANAY SA dont les données sont fournies en annexe 7 et 8.

Première partie – Gestion prévisionnelle de la trésorerie

Il vous est demandé d'élaborer le budget de trésorerie du premier trimestre N+1.

Travail à faire

1. Définir et présenter l'intérêt du budget de trésorerie (en une douzaine de lignes).
2. Calculer la « T.V.A. à décaisser » qui sera intégrée dans le tableau des décaissements.
3. Présenter le budget des encaissements et le budget de trésorerie relatif au premier trimestre N+1.

Deuxième partie – Moyens de financement à court terme

Il vous est demandé d'analyser plusieurs moyens de financement à court terme, destinés à combler le déficit prévu au cours du deuxième trimestre N+1.

Travail à faire

4. Analyser chacun des moyens de financement proposés pour le deuxième trimestre N+1 :
 - calculer le montant des agios si la société a recours uniquement au découvert ;
 - calculer le montant des agios H.T. de la remise à l'escompte des effets en portefeuille.

Conclure.

5. Calculer le taux réel du financement du déficit dans le cas du recours à un découvert.

Annexe 1

Bilan actif au 31 décembre N de la société LOU & ZOE MODE

ACTIF (en k€)	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort. et dépréc.	Net	Net
Capital souscrit - non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels, et outillage indus	5 315	1 634	3 681	3 627
Autres immobilisations corporelles	6 822	1 916	4 906	4 329
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	1 685		1 685	1 685
Total I	13 822	3 550	10 272	9 641
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	4 660	265	4 395	3 850
En cours de production [biens et services]				
Produits intermédiaires et finis	645		645	842
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances d'exploitation:				
Créances clients et comptes rattachés	9 347	595	8 752	7 489
Autres				
Créances diverses				602
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	420		420	357
Charges constatées d'avance	267		267	294
Total II	15 339	860	14 479	13 434
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				244
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	29 161	4 410	24 751	23 319

Annexe 2

Bilan passif au 31 décembre N de la société LOU & ZOE MODE (avant répartition)

PASSIF (en k€)	Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES*		
Capital [dont versé...]	3 700	3 700
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves:		
Réserve légale	3 002	3 002
Réserves statutaires ou contractuelles	882	882
Réserves réglementées	7	7
Autres		
Report à nouveau	130	434
Résultat de l'exercice [bénéfice ou perte]	1 693	- 304
Subventions d'investissement	150	
Provisions réglementées		
Total I	9 564	7 721
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 838	988
Provisions pour charges		
Total II	1 838	988
DETTES (1)		
Dettes financières:		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès établissements de crédits (2)	4 572	4 653
Emprunts et dettes financières diverses (3)	131	170
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation:		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	3 456	4 259
Dettes fiscales et sociales	1 234	1 992
Autres		
Dettes diverses:		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	1 402	1 214
Dettes fiscales (impôts sur bénéfices)		
Autres	2 554	2 322
Produits constatés d'avance		
Total III	13 349	14 610
Ecart de conversion Passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	24 751	23 319
(1) Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an		1 020
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs banque	131	253
(3) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat en liste au 31 décembre N de la société LOU & ZOE MODE

(en k€)		Exercice N			Exercice N-1
		France	Exportations et livraisons intra	Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue biens			40 104	38 62
	services				
	Chiffre d'affaires nets			40 104	38 625
	Production stockée			197	177
	Production immobilisée				
	Subvention d'exploitation				
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transfert de charges			438	465
	Autres produits				
	Total des produits d'exploitation (I)			40 739	39 267
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
	Variation de stock (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements			18 640	18 989
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			- 590	- 511
	Autres achats et charges externes			5 126	6 843
	Impôts, taxes, versements assimilés			2 927	2 390
	Salaires et traitements			7 898	7 643
	Charges sociales			3 726	3 069
	DOTATIONS D'EXPLOITATION			118	90
				376	813
				850	456
	Autres charges			8	3
	Total des charges d'exploitation (II)			39 079	39 785
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				1 660	- 518
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
	Autres intérêts et produits assimilés			122	91
	Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges				
	Différences positives de change			52	0
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des produits financiers (V)			174	91
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
	Intérêts et charges assimilées			99	90
	Différence négative de change			45	3
	Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières (VI)			144	93
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				30	- 2
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV +V - VI)				1 690	- 520
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			3	0
	Produits exceptionnels sur opérations en capital			0	418
	Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges				
	Total des produits exceptionnels (VII)			0	418
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital			0	202
	Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions				
	Total des charges exceptionnelles (VIII)			0	202
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				3	216
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)					
Impôts sur les bénéfices (X)					
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)					
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)					
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				1 693	- 304

Tableau des amortissements au 31 décembre N (k€)

Immobilisations amortissables	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 612	22		1 634
Autres immobilisations corporelles	1 820	96		1 916
Total	3 432	118	0	3 550

Annexe 5**Tableau des dépréciations et des provisions au 31 décembre N (k€)**

	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Montant à la fin de l'exercice
Stocks de matières premières	220	45		265
Créances clients Créances diverses	702	331	438	595
Provisions pour risques	988	850		1 838
Total	1 910	1 226	438	2 698

Annexe 6**Informations complémentaires relatives à la société LOU ET ZOE MODE**

Les charges et les produits constatés d'avance concernent l'exploitation.

Les créances et les dettes diverses ne font pas partie de l'exploitation.

L'écart de conversion actif concerne les créances clients, il n'a pas fait l'objet d'une provision pour perte de change.

Les soldes créditeurs de banque et concours bancaires courants sont momentanés.

Les dettes financières font l'objet d'un remboursement de 1 020 k€ au cours de l'exercice N.

Dans les emprunts et dettes financières divers, les intérêts courus non échus s'élèvent à 13 k€ pour l'exercice N-1 et à 10 k€ pour l'exercice N.

Prévisions d'activité de la société pour le premier trimestre N+1

en k€	Janvier	Février	Mars
C.A.H.T.	4 300	4 400	3 750
dont C.A. à l'export	300	200	150
Achats H.T.	1 450	2 550	2 050
Salaires	2 250	2 250	2 280
Charges sociales	900	900	962
Autres charges H.T. soumises à T.V.A. (1)	125	125	125
Autres charges non soumises à T.V.A. (1)	122	122	125
Investissements H.T. (1)		500	
Cession éléments d'actif H.T. (1)	110		
(1) Tous ces éléments sont réglés au comptant.			

Tableau des décaissements (hors décaissements de T.V.A.)

	Janvier	Février	Mars
Dettes fournisseurs	302		
Achats T.T.C.	522	2 136	2 880
Salaires	2 250	2 250	2 280
Charges sociales	800	900	900
Autres charges T.T.C.	150	150	150
Autres charges non soumises à T.V.A.	122	122	125
Investissement T.T.C.		600	
Total des décaissements	4 146	6 158	6 335

Autres informations :

- Les clients, français et étrangers, règlent à 30 jours fin de mois ;
- Taux de T.V.A. = 20 %. Réglable le mois suivant ;
- Postes du bilan au 31 décembre N (en k€) :
 - Créances clients : 4 947 ;
 - Trésorerie (disponibilités) : 1 250 ;
 - T.V.A. à décaisser en janvier : 103.

Annexe 8**Prévisions de la société pour le deuxième trimestre N+1**

Pour le deuxième trimestre, les prévisions de la société sont les suivantes :

- du 1^{er} avril (inclus) au 20 avril (inclus) : déficit de 780 k€ ;

Pour combler le déficit, les moyens sont les suivants :

- Découvert : taux = 8,5 % ; C.P.F.D. = 0,05 % ;
 - Escompte : taux = 7,5 % + commission d'endos = 0,6 %.
- Jour de banque : 1. Commissions fixes = 5 € H.T. par effet escompté.

La société détient en portefeuille les effets suivants remis à l'escompte le 1^{er} avril :

- 6 effets échéant le 22 avril pour 400 k€ ;
- 11 effets échéant le 30 avril pour 380 k€.

Annexe A - Tableau de flux de trésorerie (option 2) de l'O.E.C.
(à rendre avec la copie)

FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE (OPTION 2)	
Résultat d'exploitation	
✧ <i>Réintégration des charges et élimination des produits sans incidence sur la trésorerie</i>	
+ Amortissements et provisions (dotations nettes de reprises) (1)	
= Résultat brut d'exploitation	
- Δ B.F.R.E.	
= Flux net de trésorerie d'exploitation	
✧ <i>Autres encaissements et décaissements liés à l'activité</i>	
+ Produits financiers	
- Charges financières	
+/- Charges et Produits exceptionnels	
- Autres (IS, participation)	
- Δ B.F.R. lié à l'activité (sauf Δ B.F.R.E)	
Flux de trésorerie généré par l'activité (A)	
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	
+ Cessions d'immobilisations	
+ Réduction d'immobilisations financières	
- Acquisitions d'immobilisations	
✧ <i>Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'investissement</i>	
- Δ B.F.R. lié à l'investissement	
= Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	
+/- Augmentation ou réduction de capital	
- Dividendes versés	
+ Augmentation des dettes financières	
- Remboursement des dettes financières	
+ Subventions d'investissement reçues	
= Flux de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	
Variation de trésorerie (A + B + C)	
Trésorerie à l'ouverture (D)	
Trésorerie à la clôture (A + B + C + D)	

(1) A l'exclusion des dépréciations sur actif circulant

Annexe B - Ratios d'analyse
(à rendre avec la copie)

	Calculs	Ratios N	Ratios N-1	Ratios secteur d'activité
Taux de V.A. = V.A. / C.A.H.T.			+ 35 %	+ 38,4 %
Résultat brut d'exploitation (R.B.E.) / C.A.H.T.			+ 1 %	+ 10,1 %
Délai de règlement des clients (1)			63,6 j	45 j
Délai de règlement des fournisseurs (1)			49,5 j	60 j
Taux de variation du C.A.H.T.			- 6 %	+ 3 %
Poids du B.F.R.E. (1) = (B.F.R.E. / C.A.H.T.) x 360 j			69 j	57 j

(1) Montants calculés à partir des valeurs brutes du bilan N.

CORRIGÉ COMMENTÉ

Remarques

- Le barème est ici établi sur 100 points (diviser par 5 pour obtenir la note sur 20).
- Une même erreur ne sera pas pénalisée deux fois.

DOSSIER 1 DIAGNOSTIC FINANCIER

1. Élaboration du tableau de flux de trésorerie OEC pour N

Niveau 2 • 20 points • 40 min

Remarques

- L'Ordre des Experts-Comptables propose deux approches du flux de trésorerie lié à l'activité : une approche, dite option 1, calculant ce solde à partir du résultat net de l'exercice, et une autre approche, dite option 2, calculant ce solde à partir du résultat d'exploitation.

Dans ce sujet, contrairement au cas de l'année 2014, il est retenu l'option 2.

- Deux présentations, cependant une même logique : d'un résultat au flux net de trésorerie généré par l'activité.

Méthodologie

- Éviter les erreurs de signe :
 - une charge décaissable diminue la trésorerie potentielle, un produit encaissable améliore la trésorerie potentielle ;
 - une augmentation des créances (Poste N – Poste N-1) correspond à un non-encaissement et diminue la trésorerie réelle ;
 - une augmentation des dettes (Poste N – poste N-1) correspond à une non-dépense et augmente la trésorerie réelle.
- Trouver les informations

Compte de résultat : Les sommes correspondent à des flux de l'exercice et sont donc à prendre telles quelles. Une erreur importante serait de calculer les variations entre N et N-1.

Bilan : Le flux d'exercice correspond à la variation entre N et N-1.

Lecture des annexes : Se conformer aux options et aux réalités de l'entreprise. Pour ce sujet, les concours bancaires sont momentanés.

- Travailler avec méthode

Pour chaque ligne du tableau demandant une analyse spécifique ou un regroupement de plusieurs postes prévoyez un tableau pour indiquer le détail de vos calculs.

Cela présente plusieurs avantages :

- obligation de rigueur ;

- la possibilité d'avoir plus de points lors de la correction, les barèmes étant très détaillés ;
- facilité de correction pour les correcteurs.
- Ne pas perdre de temps

Peu de candidats arrivent à équilibrer leur tableau. Ne perdez pas de temps à vouloir systématiquement que la somme de vos trois modules corresponde à votre variation de trésorerie. Il est plus important de soigner le commentaire.

À chaque calcul est attribué un certain nombre de points ; l'essentiel est donc d'aller vite et d'avoir le maximum de chiffres corrects.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'OEC À PARTIR DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION

		Points barème
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat d'exploitation	1 660	0,5
<i>Réintégration des charges et élimination des produits sans incidence sur la trésorerie</i>		
+ Amortissements et provisions (dotations nettes de reprises) ⁽¹⁾	968	1,5
= Résultat brut d'exploitation	2 628	
– Δ BFRE	(–) 2 901	4,5
<i>Flux net de trésorerie d'exploitation</i>	(–) 273	
<i>Autres encaissements et décaissements liés à l'activité</i>		
+ Produits financiers	174	0,5
– Charges financières	(–) 144	0,5
+ / – Charges et Produits exceptionnels	+ 3	0,5
– Autres (IS, participation)		
– Δ BFR lié à l'activité (sauf Δ BFRE)	+ 831	2,5
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)</i>	591	
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
+ Cessions d'immobilisations		0,25
+ Réduction d'immobilisations financières		0,25
– Acquisitions d'immobilisations	(–) 749	2
Incidence de la variation des décalages de trésorerie sur opérations d'investissement		
– Δ BFR lié à l'investissement	+ 188	1
<i>Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</i>	(–) 561	





FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
+/- Augmentation ou réduction de capital		0,25
- Dividendes versés		0,25
+ Augmentation des dettes financières	+1 025	2
- Remboursement des dettes financières	(-) 1 020	0,5
+ Subventions d'investissement reçues	+ 150	0,5
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</i>	155	
Variation de trésorerie (A + B + C)	+ 185	0,5
Trésorerie d'ouverture(D)	104	1
Trésorerie de clôture (A + B + C + D)	289	1
		20

(1) À l'exclusion des dépréciations sur actifs circulants.

a) Résultat d'exploitation

Remarque

Attention à ne pas confondre résultat d'exploitation et résultat net !

À lire dans le compte de résultat : 1 660.

b) Amortissements et provisions

Remarques

- Uniquement d'exploitation.
- Amortissements + Provisions + Dépréciations
- À l'exception des dépréciations sur actifs circulants.
- Il faut partir du compte de résultat et utiliser le tableau des dépréciations et provisions.

Dotations aux amortissements	118	Compte de résultat – partie exploitation
Dotations aux provisions	850	Compte de résultat – partie exploitation
(-) Reprises sur provisions	-	Tableau des provisions et dépréciations
Total	968	

c) Variation du BFRE

Remarques

- Dans le tableau de flux OEC, les variations des postes d'actifs circulants doivent porter sur les valeurs nettes et non sur les valeurs brutes comme pour un tableau de financement PCG ou un tableau de flux CDB.
- Il faut s'adapter au modèle de tableau proposé, il n'est pas demandé ici le détail de la variation du BFRE.
- L'écart de conversion actif concerne une créance ; il faut donc l'ajouter.

$\Delta \text{BFRE} = \Delta \text{Stocks et créances d'exploitation} (-) \Delta \text{Dettes d'exploitation}$

■ Variation des stocks et créances d'exploitation

POSTES	N	N-1	VARIATION
Matières premières	4 395	3 850	
Produits finis		842	
Créances clients et comptes rattachés	645	7 489	
Écart de conversion actif	8 752	244	
Charges constatées d'avance	267	294	
Total	14 059	12 719	1 340

■ Variation des dettes fournisseurs et autres dettes d'exploitation

POSTES	N	N-1	VARIATION
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 456	4 259	
Dettes fiscales et sociales	1 234	1 992	
Totaux	4 690	6 251	(-) 1 561

$$\Delta \text{BFRE} = \Delta \text{Stocks et créances d'exploitation} (-) \Delta \text{Dettes d'exploitation}$$

$$= 1\,340 (-) (-) 1\,561 = 2\,901$$

Le BFRE a augmenté ; cela correspond donc à une diminution de trésorerie.

d) Autres encaissements et décaissements liés à l'activité

Remarque

Ne retenir que les produits encaissables ou charges décaissables.

■ Produits financiers

Autres intérêts et produits assimilés + Différences positives de change = 122 + 52 = 174

■ Charges financières

Intérêts et charges assimilés + Différences négatives de change = 99 + 45 = 144

■ Charges et produits exceptionnels

Produits exceptionnels : 3

Charges exceptionnelles : 0 \Rightarrow Variation de trésorerie = + 3

e) Variation du BFR lié à l'activité autre que BFRE

$$\Delta \text{BFR autres} = \Delta \text{Créances} (-) \Delta \text{Dettes} = (-) 602 - 229 = - 831$$

POSTES CRÉANCES	N	N-1	VARIATION
Créances diverses	0	602	(-) 602
POSTES DETTES	N	N-1	VARIATION
Intérêts courus sur emprunts	10	13	
Autres dettes diverses	2 554	2 322	
Total	2 564	2 335	229

Le BFR activité autre que BFRE a diminué ; cela correspond donc à une amélioration de trésorerie.

f) Acquisitions d'immobilisations

Aucune cession n'est à enregistrer durant l'exercice (pas de compte de produits ni de charges sur opérations en capital).

Pour N-1, nous n'avons que le net. Pour déterminer les valeurs brutes, il faut au préalable ajouter au « net » le montant des amortissements début d'exercice.

POSTE	MONTANT BRUT N	MONTANT NET N-1	AMORTISSEMENT DÉBUT D'EXERCICE	MONTANT BRUT N-1	ACQUISITION (BRUT N – BRUT N-1)
Installations techniques	5 315	3 627	1 612	5 239	76
Autres immobilisations	6 822	4 239	1 820	6 149	673
Total					749

g) Variations BFR lié à l'investissement

POSTE DETTE	N	N-1	VARIATION
Fournisseurs d'immobilisations	1 402	1 214	188

Le poste « dette » a augmenté, cela correspond à une amélioration de la trésorerie.

h) Émission et remboursements d'emprunts

	N-1	EMPRUNTS REMBOURSÉS	EMPRUNTS SOUSCRITS	N
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 653			4 572
Emprunts et dettes financières diverses	170			131
(-) Intérêts courus	(-) 13			(-) 10
(-) Concours bancaires	(-) 253			(-) 131
Totaux	4 557	1 020	?	4 562

Emprunts souscrits = $4\,562 - 4\,557 + 1\,020 = 1\,025$.

i) Subventions d'investissement reçues

En l'absence de quote-part de subventions d'investissement inscrites au compte de résultat, il suffit de reprendre le montant figurant au bilan N.

j) Variation de trésorerie

Remarques

- Chaque montant inscrit dans le tableau de flux est valorisé, aussi remplissez les trois dernières lignes de ce tableau relatives à la trésorerie indépendamment de la somme de vos trois modules.
- En information complémentaire, il est précisé que les concours bancaires courants sont momentanés. À ce titre, ils doivent figurer avec la variation de trésorerie. S'ils avaient été « négociés », ils auraient été inscrits avec les flux liés au financement.

Le traitement des découverts est tout à fait pertinent avec la réalité économique.

- Vérifiez que la somme de vos trois modules correspond à votre variation de trésorerie ; si ce n'est pas le cas, indiquez sur votre copie que vous avez un écart non justifié.

POSTES	N	N-1	VARIATION
Disponibilités	420	357	
(-) Concours bancaires courants momentanés	(-) 131	(-) 253	
Totaux	289	104	185

Vérification : $\Delta \text{Trésorerie} = \text{FTA} + \text{FTI} + \text{FTF} = 591 - 561 + 155 = 185$

2. Définition du résultat brut d'exploitation, du flux net de trésorerie d'exploitation et du flux net de trésorerie généré par l'activité

Niveau 2 • 3 points • 5 min

Remarques

- La définition du résultat brut d'exploitation est la même que celle de l'EBE (notions proches).
- La définition du flux net de trésorerie d'exploitation est la même que celle de l'ETE (notions proches).

- Le **résultat brut d'exploitation** est le flux potentiel généré par les opérations d'exploitation, indépendamment des politiques d'amortissement et de financement.
- Le **flux net de trésorerie d'exploitation** est le flux réel généré par les opérations d'exploitation.
- Le **flux net de trésorerie généré par l'activité** est le flux réel généré par les opérations d'activité.

La notion d'activité regroupe les opérations que l'entreprise réalise dans le cadre de son activité courante : opérations d'exploitation + autres opérations qui ne relèvent ni des opérations d'investissement, ni des opérations de financement, ni des opérations de trésorerie.

3. Commentaire du tableau de flux

Niveau 3 • 6 points • 10 min

Remarques

- Il est vivement conseillé de relire l'énoncé du cas relatif à la présentation de la société. Bien souvent cela donne quelques clés pour comprendre son évolution. De cette lecture il ressort que la société Lou et Zoe est spécialisée dans la confection de vêtements, qu'elle a traversé des années de crise et qu'elle connaît aujourd'hui un léger regain de croissance.
- Il faut structurer son commentaire autour des 3 modules du tableau de flux.
- L'orthographe, la clarté de l'expression, la structure du plan ne sont pas à négliger. Ils sont toujours valorisés.

La société Lou et Zoe est une entreprise spécialisée dans la confection de vêtements. Après des années de crise, elle connaît aujourd'hui un léger regain de croissance.

■ Analyse du flux de trésorerie lié à l'activité

L'entreprise a renoué cette année avec un résultat d'exploitation positif. Celui-ci n'est toutefois pas suffisant au regard de l'accroissement du BFRE (cet accroissement sera expliqué à la question 5).

Le FNTE est négatif.

Le flux net de trésorerie généré par l'activité est néanmoins positif grâce à l'encaissement en N d'une créance diverse présente au bilan N-1. Il permet de financer 80 % du flux de trésorerie lié à l'investissement.

■ *Analyse du flux net de trésorerie lié à l'investissement*

L'entreprise a acquis en N pour un montant significatif des immobilisations corporelles (stratégie de croissance interne).

■ *Analyse du flux net de trésorerie lié au financement*

Le montant des dettes financières reste stable et ne semble pas excessif au regard des capitaux propres.

L'entreprise a bénéficié d'une subvention d'investissement durant l'exercice.

■ *Conclusion*

L'entreprise a amélioré sa trésorerie durant l'exercice. Les concours bancaires ont été réduits pratiquement de moitié. Le principal souci est l'importance du BFRE.

4. Calcul des ratios présentés dans l'annexe B

Niveau 2 • 10 points • 20 min

Remarques

- Il faut préciser sur la copie le détail des calculs.
- Il ne faut surtout pas perdre de temps à vouloir retrouver les ratios de l'année précédente. Tout ratio pertinent est par ailleurs accepté.
- Ce sont des ratios « récurrents » en DCG...

■ *Calculs préalables*

- $VA = \text{Comptes 70 à 72} (-) \text{ Comptes 60 à 62}$

$$= 40\,104 + 197 - [18\,640 - 5\,920 + 5\,126] = 17\,125$$

- **Résultat brut d'exploitation** précisé dans le tableau de flux = 2 628
- **Pour le CATTC** : on supposera l'absence d'exportations.
- **BFRE en valeurs brutes** : Stocks + Créances clients + Charges constatées d'avance (-) Dettes d'exploitation = $4\,660 + 645 + 9\,347 + 267 - 3\,456 - 1\,234 = 10\,229$

■ **Tableau récapitulatif**

	CALCULS	N	N-1	RATIO SECTEU R ACTIVIT É	POINTS BARÈME
Taux de VA	$\frac{VA}{CAHT} = \frac{17\,125}{40\,104}$	+ 42,71%	+ 35 %	+ 38,4 %	2,5 <i>dont 2 pour la VA</i>
Résultat brut d'exploitation /CAHT	$\frac{2\,628}{40\,104}$	+ 6,39 %	+ 1 %	+10,1%	0,5
Délai de règlement des clients	$\frac{\text{Créances clients} \times 360}{CA\,TTC} =$ $\frac{8\,752 \times 360}{40\,104 \times 1,2}$	65,46 j	63,6 j	45 j	2 dont 1 <i>pour la formule</i>
Délai de règlement des fournisseurs	$\frac{\text{Dettes fournisseurs} \times 360}{\text{Achats de biens et services TTC}} =$ $\frac{3\,456 \times 360}{(18\,640 + 5) \times 1,2}$	43,62 j	49,5 j	60 j	2 dont 1 <i>pour la formule</i>
Taux de variation du CAHT	$\frac{CAHT\,N\,(-)\,CAHT\,N-1}{CAHT\,(N-1)} =$ $\frac{40\,104 - 38\,625}{38\,625}$	+ 4,6 %	(-) 6 %	+ 3 %	1
Poids du BFRE / CAHT × 360	$\frac{BFRE}{CAHT} \times 360 = \frac{10\,229}{40\,104} \times 360$	91 j	69 j	57 j	2
					10

5. Analyse des ratios de l'annexe B

Niveau 2 • 6 points • 10 min

Remarques

- Il fallait structurer la réponse comme indiqué dans la question : une sous-partie sur l'évolution de l'activité, une sous-partie sur l'évolution du BFRE.
- La présence des ratios N-1 et des ratios moyens de la profession facilitait largement les commentaires...

a) Ratios reflétant l'évolution de l'activité de la société

■ *Taux de variation du CAHT*

Alors qu'il était négatif en N-1, le CAHT a augmenté durant l'exercice de 3,83 %, soit plus que le secteur d'activité. Cela montre le regain de croissance de l'activité de cette société.

■ *Taux de VA/CAHT*

Ce ratio est un indicateur intéressant du potentiel de création de richesses de la société. Le surplus de valeur représente ici 43 % du CAHT contre 35 % en N-1. Il est supérieur au taux moyen du secteur d'activité (38,4 %).

Au sein des consommations intermédiaires, les achats de matières premières et autres approvisionnements diminuent très légèrement (- 2 %). Ainsi, la hausse des ventes associée à une baisse conséquente des charges externes (- 25 %) explique la performance de la VA en N.

■ *Taux de profitabilité brute d'exploitation (RBE /CAHT)*

La profitabilité a certes progressé, mais elle reste inférieure à celle de la profession.

b) Ratios reflétant l'évolution du BFRE

■ *Délai règlement clients*

Il se situe 25 jours au-dessus du secteur d'activité. L'entreprise doit chercher à réduire ce poste.

■ *Délai règlements fournisseurs*

Les fournisseurs sont réglés plus vite en N qu'en N-1. Par rapport au secteur d'activité, l'entreprise règle plus rapidement ses fournisseurs. Cela peut être un atout en termes de qualité, mais pas en termes de trésorerie.

■ *Poids du BFRE*

Le BFRE est trop important. Il a augmenté de 22 jours entre N et N-1 ; il se situe 34 jours au-dessus de la moyenne de la profession.

Afin d'améliorer sa trésorerie, l'entreprise doit chercher à réduire ce BFRE en agissant prioritairement sur le crédit clients. Il conviendrait également de réduire les stocks.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 1 45 points sur 100 1 h 15 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen ⁽¹⁾	Votre temps
1. Tableau de flux (Détail du barème dans le tableau)	20 points		35 min	
2. Définitions RBE, FNTE, FNTA (1 point par définition)	3 points		5 min	
3. Commentaire (3 points pour l'activité, 1 point pour l'investissement, 1 point pour le financement, 1 point pour la conclusion ou la trésorerie)	6 points		10 min	
4. Calcul des ratios (Détail du barème avec le tableau)	10 points		15 min	
5. Analyse des ratios a) Évolution de l'activité (1 point par ratio dans la limite de 3) b) Évolution du BFRE (1 point par ratio ou toute idée pertinente dans la limite de 3)	6 points		10 min	

DOSSIER 2

STRUCTURE FINANCIÈRE ET MARCHÉ FINANCIER

Première partie

Structure financière

1. Définition en une phrase de la structure financière d'une entreprise

Niveau 3 • 2 points • 2 min

C'est le poids relatif des dettes financières par rapport aux capitaux propres :

$$\frac{\text{Dettes financières (D)}}{\text{Capitaux propres (C)}}$$

2. Structure financière optimale

Niveau 4 • 5 points • 10 min

Remarques

- Cette partie du programme n'était encore jamais tombée à l'examen. Le corrigé proposé ici est plus complet que ce qui a été exigé des candidats.
- Il était demandé aux candidats de connaître le modèle de Modigliani et Miller et au moins une autre théorie.

Une structure financière optimale est une structure qui minimise le coût du capital et maximise la valeur de l'entreprise.

■ *Suivant la théorie traditionnelle*

Le raisonnement est le suivant : le coût des capitaux propres est supérieur au coût de la dette, donc le recours à la dette va faire baisser le coût du capital.

Cependant, si l'endettement devient trop important (ou est jugé comme tel par exemple suite à un environnement financier plus aléatoire), le risque encouru par les actionnaires va croître ; ceux-ci vont alors exiger un taux plus élevé, les créanciers également...

Ainsi, le recours à la dette fait baisser le coût du capital mais, à partir d'un certain niveau d'endettement, un supplément de dette n'entraîne qu'une baisse très faible du coût du capital.

L'entreprise peut donc se fixer un niveau d'endettement qu'elle juge intéressant de ne pas dépasser.

■ *Suivant le modèle de Modigliani et Miller (économistes américains)*

Ces deux auteurs ont montré que :

- En l'absence d'imposition :
 - la structure de financement n'a pas d'incidence sur la valeur de l'entreprise ;
 - le coût du capital de l'entreprise est indépendant de la structure de financement.
- En présence d'imposition :
 - la valeur de l'entreprise endettée (V_e) est égale à la valeur de l'entreprise non endettée (V_n), majorée du produit de la dette D par le taux d'imposition s , soit : $V_e = V_n + [D \times s]$; la déductibilité fiscale de la charge d'intérêt permet d'accroître la valeur de l'entreprise ;
 - le coût du capital diminue avec l'endettement.

Suivant cette théorie, une entreprise doit donc privilégier l'endettement. Par la suite, de nouvelles approches ont remis en question ce dogme.

■ *Prise en compte des coûts de faillite*

Un endettement trop important augmente le risque de défaillance. Ce risque s'accompagne de coûts importants (frais de liquidation, perte de notoriété, perte de marché, etc.) :

$$V_e = V_n + [D \times s] \quad (-) \text{ Coûts de faillite}$$

À partir d'un certain niveau d'endettement, les coûts de faillite sont plus importants que l'économie d'IS générée par la charge d'intérêt.

■ *Suivant la théorie de l'agence*

Suivant cette théorie, il peut exister des conflits d'intérêts entre les dirigeants et les actionnaires.

L'entreprise doit privilégier l'endettement, car cela oblige les dirigeants à une obligation de résultat pour rembourser le montant emprunté et la charge d'intérêt.

■ *Suivant la théorie du signal*

Les dirigeants sont mieux informés que les actionnaires sur l'état de santé de leur entreprise (asymétrie d'informations). Les décisions stratégiques prises par les dirigeants peuvent donc être interprétées comme des signaux positifs ou négatifs.

Ainsi, l'endettement peut être perçu comme un signal positif puisqu'a priori il signale que l'entreprise a confiance dans l'avenir et qu'elle sera suffisamment performante pour rembourser la dette et la charge d'intérêt associée.

3. Calcul du taux de rentabilité économique avant et après impôt sur les bénéfices

Niveau 2 • 2,5 points • 3 min

Remarques

- La rentabilité (ou le rendement) est un indicateur de performance. C'est le rapport de l'indicateur de résultat par les capitaux employés pour l'obtenir. Divers calculs sont possibles selon les options retenues pour définir le résultat et par suite les capitaux en jeu.
- Ne pas confondre rentabilité et profitabilité, cette dernière étant le rapport entre un niveau de résultat et le chiffre d'affaires.

La rentabilité économique représente le rendement des capitaux économiquement employés sans tenir compte de la provenance de ceux-ci. Ils sont généralement appréhendés par le total « Capitaux propres + Endettement » ou par ce qui est équivalent, l'ensemble « immobilisations + BFR + Trésorerie nette ».

$$\text{Rentabilité économique} = \text{Résultat économique} / \text{Actifs économiques}$$

Le résultat économique est pris indépendamment de la politique de financement.

Diverses options sont possibles : le résultat d'exploitation, le résultat courant hors intérêt de la dette financière, le résultat brut d'exploitation... Ici, il était précisé de prendre comme résultat économique le résultat d'exploitation.

Taux de rentabilité économique avant IS (T_e) :

$$\frac{\text{Résultat économique}}{\text{Actifs économiques}}$$

Le résultat économique correspond au résultat d'exploitation.

$$T_e = \frac{1\,660}{16\,100} = 0,1031 = 10,31 \%$$

Taux de rentabilité économique après IS (T_e') : $T_e \times 2/3 = 10,31 \% \times 2/3 = 6,87 \%$

4. Valeur de l'entreprise Lou & Zoe en présence d'impôt sur les bénéfices dans deux hypothèses et conclusion

Niveau 4 • 3 points • 5 min

Remarque

Pour répondre à cette question, il faut s'appuyer sur les conclusions du modèle de Modigliani et Miller.

a) Pas d'endettement

Valeur entreprise non endettée = Actifs économiques = Valeur des capitaux propres = 16 100

b) Avec endettement (40 % de l'actif économique)

Valeur entreprise endettée (V_e) = Valeur entreprise non endettée + Endettement \times Taux d'IS

$$V_e = 16\,100 + 0,4 \times 16\,100 \times 1/3 = 18\,246,67$$

c) Conclure

Suivant le modèle de Modigliani Miller, l'endettement augmente la valeur de l'entreprise, les charges d'intérêt étant déductibles fiscalement.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 2 PARTIE 1 12,5 points sur 100 – 20 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Définir la structure financière	2 points		2 min	
2. Structure financière optimale – différentes approches (3 points pour le modèle Modigliani-Miller ; 1 point pour toute autre idée dans la limite de 2)	5 points		10 min	
3. Taux de rentabilité économique avant et après IS (2 points pour T_e avant : 1 point pour la définition, 1 pour le calcul ; 0,5 point pour T_e après)	2,5 points		3 min	
4. Valeur de l'entreprise a) sans endettement (1 point) b) avec endettement (1,5 point) c) conclusion (0,5 point)	3 points		5 min	

Deuxième partie

Marché financier

5. Avantages pour une entreprise de s'introduire en bourse

Niveau 2 • 3 points • 5 min

Remarque

Trois avantages suffisaient pour avoir les points accordés à cette question.

- **Accès au marché financier.** C'est souvent la raison essentielle. Si les investissements ne peuvent plus être financés par autofinancement, par emprunts bancaires, par capital risque et si la fortune personnelle des actionnaires initiaux n'est plus suffisante, il faut faire appel à l'épargne publique. Des investisseurs souscrivent alors aux titres émis par la société mais peuvent à tout moment revendre leurs actions.

- **Notoriété (réputation, prestige).** Des raisons commerciales peuvent justifier une introduction en bourse, voire une certaine « ambition » des dirigeants. Le fait est que l'introduction en bourse provoque un intérêt envers la société concernée.
- Par ailleurs, l'introduction en bourse rassure les créanciers, car ils savent que celle-ci sera mieux « surveillée ».
- **Liquidité et mobilité du capital.** L'introduction en bourse permet d'évaluer le capital, de le rendre liquide et mobile.
- Les anciens actionnaires peuvent céder leurs titres sur le marché et ainsi récupérer des capitaux qui étaient immobilisés.
- **L'introduction en bourse peut permettre de solutionner des problèmes de succession.** La cession des titres permet de régler les droits de succession. Par ailleurs, les héritiers qui ne souhaitent pas participer à la gestion peuvent se retirer.
- **Discipline exercée par le marché financier.** Après l'introduction en bourse, la société fait l'objet d'une évaluation continue et d'une surveillance constante de la part du marché et des analystes financiers. Il en résulte un contrôle de fait et une forte incitation à la performance.
- **Restructurations financières.** L'évaluation continue par le marché facilite les éventuelles opérations financières liées à la croissance externe des sociétés.

6. Définition et exemple des notions de marché réglementé, organisé et libre

Niveau 4 • 4 points • 5 min

- Un **marché réglementé** est un marché fonctionnant à partir d'un règlement des normes d'adhésion au marché, de liquidité, de cotation, de transaction et d'information financière. *Exemple* : marché Eurolist d'Euronext.
- Un marché **organisé** est un marché non réglementé mais devant respecter certaines contraintes comme, par exemple, en matière de publication financière. *Exemple* : marché Alternext, qui s'adresse plus particulièrement aux PME.
- Un marché **libre** est un marché sans obligations, qui offre une facilité de négociation des actions. *Exemple* : le marché libre d'Euronext.

7. Rôles de l'AMF

Niveau 3 • 2 points • 2 min

L'AMF ou autorités des marchés financiers a plusieurs rôles :

- veiller à la protection de l'épargne ;

- veiller à l'information des investisseurs ;
- veiller au bon fonctionnement des marchés financiers ;
- contrôler les opérations financières des sociétés cotées ;
- déterminer les obligations des professionnels.

8. Notation financière et agence de notation

Niveau 2 • 2 points • 2 min

La notation est une évaluation par une agence spécialisée du risque de non-remboursement d'un emprunt émis sur le marché.

Une agence de notation attribue une note sur la base d'une analyse financière approfondie pour juger de la capacité de l'entreprise (ou d'un État) à honorer ses dettes.

Plus cette note est « bonne », plus le risque de non-remboursement est considéré comme faible et en conséquence le taux d'intérêt demandé sera plus faible.

Les principales agences de notation financière sont au nombre de trois : Moody's, Standard & Poor's et Fitch Ratings.

9. Taux de rendement actuariel, définition et calcul

Niveau 3 • 4 points • 6 min

■ Définition

À une date donnée, le taux actuariel brut est le taux pour lequel il y a équivalence entre la valeur cotée de l'emprunt à cette date et l'ensemble des annuités restant à verser.

Ce taux actuariel est le taux de rendement réel de cette obligation, si elle est gardée jusqu'à son remboursement.

■ Calcul

Remarque

Les candidats ont parfois été surpris car aucune valeur nominale n'était donnée ; il fallait, soit raisonner en pourcentage, soit partir d'une valeur nominale d'un certain montant.

Supposons une valeur nominale = 100 €, le taux de rendement actuariel est le taux t tel que :

$$99,491 = 3,125 \times \frac{1 - (1 + t)^{-9}}{t} + 100 \times (1 + t)^{-9}$$

Résolution par le solveur : $t = 3,19 \%$.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 2 PARTIE 2 15 points sur 100 – 20 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
5. Trois avantages pour s'introduire en bourse (1 point par avantage dans la limite de 3)	3 points		5 min	
6. Définir marché réglementé, marché organisé, marché libre (2 points pour le marché réglementé ; 1,5 point pour le marché organisé ; 0,5 point pour le marché libre)	4 points		5 min	
7. Rôles de l'AMF (1 point par idée pertinente dans la limite de 2 points)	2 points		2 min	
8. Définition de la notation financière (1,5 point) Citer une agence de notation (0,5 point)	2 points		2 min	
9. Définition du taux de rendement actuariel (1,5 point). Calcul (2,5 points dont 1,5 point pour l'équation)	4 points		6 min	

DOSSIER 3 GESTION DE TRÉSORERIE

Première partie Gestion prévisionnelle de la trésorerie

1. Définition du budget de trésorerie et intérêt

Niveau 2 • 5 points • 5 min

Remarque

Deux verbes dans la question, donc deux sous-questions.

a) Définition

Le budget de trésorerie est un document qui fournit, période par période (le mois, le plus souvent) :

- les encaissements ;
- les décaissements ;
- le solde de trésorerie.

Le budget de trésorerie est le budget résultant de tous les autres budgets (ventes, approvisionnements, production...). Le budget de trésorerie ne peut être établi qu'après que tous les budgets précédents aient été élaborés et approuvés.

b) Intérêt

L'élaboration du budget de trésorerie est un outil de pilotage qui répond à plusieurs objectifs :

- permettre de chiffrer par période (mois, trimestre...) la situation de trésorerie de l'entreprise (budget de trésorerie « brut ») ;
- permettre à l'entreprise de gérer la trésorerie, de trouver des financements supplémentaires en cas de besoin (dans les meilleures conditions possibles), d'utiliser ou de placer les excédents (budget de trésorerie corrigé ou plan de trésorerie) ;
- permettre d'établir le bilan et le compte de résultat prévisionnel.

2. Calcul de la TVA à décaisser

Niveau 2 • 5,5 points • 10 min

Remarques

- Pour la première fois ce thème apparaît au DCG... ; mais il ne présente aucune difficulté. Le budget des décaissements était fourni.
- Il fallait bien sûr présenter ses résultats sous forme de tableau, avec en colonnes chaque mois du trimestre.
- Il pouvait être utile de présenter au préalable le budget des ventes.

■ **Budget de ventes**

	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Ventes export	300	200	150
Ventes soumises à TVA	4 000	4 200	3 600
TVA collectée sur ventes	800	840	720
Ventes TTC y compris export	5 100	5 240	4 470

■ **Budget de TVA**

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	BARÈME
TVA collectée sur ventes	800	840	720	2
TVA collectée sur cessions	22			0,5
Total TVA collectée	822	840	720	
TVA déductible sur achats	290	510	410	1,5
TVA déductible sur autres charges	25	25	25	0,5
TVA déductible sur immobilisations		100		0,5
Total TVA déductible	315	635	435	
TVA à décaisser au titre du mois	507	205	285	0,5
TVA payée	103 (au bilan)	507	205	

3. Budget des encaissements et budget de trésorerie relatif au premier trimestre N+1

Niveau 2 • 8 points • 20 min

Remarque

Les encaissements et les décaissements se font TTC.

■ **Budget des encaissements**

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	BARÈME
Ventes décembre	4 947			0,5
Ventes janvier		5 100		1
Ventes février			5 240	1
Cessions actif TTC	132			1
Total encaissements	5 079	5 100	5 240	

■ **Budget des décaissements (2 points)**

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	BARÈME
Total décaissements hors TVA (reprise annexe)	4 146	6 158	6 335	0,5
TVA payée	103	507	205	1,5
Total décaissements	4 249	6 665	6 540	

■ **Budget de trésorerie (2,5 points)**

	JANVIER	FÉVRIER	MARS	BARÈME
Total encaissements	4 146	6 158	6 335	0,5
Total décaissements	103	507	205	0,5
Variation trésorerie	4 249	6 665	6 540	
Trésorerie initiale	1 250	2 080	515	1
Trésorerie finale	2 080	515	(-) 785	0,5

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 3 PARTIE 1 18,5 points sur 100 – 30 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Définition et intérêts du budget de trésorerie (définition 2 points ; intérêts 3 points : 1 point par idée dans la limite de 3)	5 points		5 min	
2. Calcul de la TVA à décaisser (barème détaillé dans le corrigé)	5,5 points		10 min	
3. Calcul du budget des encaissements et du budget de trésorerie (Budget encaissements 3,5 points ; budget décaissements 2 points ; budget trésorerie 2,5 points ; barème détaillé dans les tableaux du corrigé)	8 points		20 min	

Deuxième partie

Moyens de financement à court terme

4. Analyse des moyens de financement proposés

Niveau 3 • 7 points • 12 min

a) Coût du découvert intégral

Remarques

La commission du plus fort découvert (CPFD) est égale à 0,05 % du plus fort découvert du mois sans *pro rata temporis*. Elle est payée chaque trimestre, sur les plus forts découverts de chaque mois.

En raison de son mode de calcul, la commission du plus fort découvert pénalise fortement les entreprises qui ont un découvert sur une courte période.

Nombre de jours de découvert = Du 1^{er} avril inclus au 20 avril inclus = 20 jours

INTÉRÊT SUR DÉCOUVERT	COMMISSION DU PLUS FORT DÉCOUVERT	TOTAL
$780\,000 \times 20/360 \times 0,085 = 3\,683,33$	$780\,000 \times 0,05 \% = 390$	4 073,33 €

Remarques

Attention à ne pas confondre les jours de banque avec les jours de valeur.

Pour le calcul des intérêts, la banque ajoute des jours supplémentaires, appelés jours de banque. Ces jours (entre un et deux jours) augmentent la durée du crédit, et majorent ainsi le montant des intérêts, donc le coût du crédit.

- Pour le calcul de l'agio, il faut raisonner sur une année de 360 jours mais chaque mois est compté pour son nombre de jours exact.

- La commission d'endos est calculée au prorata du montant de l'effet et du temps tout comme l'intérêt. Elle s'ajoute au taux nominal de l'escompte. Elle s'applique à toutes les opérations d'escompte.

b) Coût de l'escompte en euros

	MONTANT	NOMBRE DE JOURS	ESCOMPTE	COMMISSION HT	TOTAL AGIO HT	NET PORTÉ EN COMPTE HT
Effets du 22 avril	400 000	Avril : 21 jours Jour de banque : 1 Total = 22	$400\,000 \times 8,1\% \times 22/360 = 1\,980$	$6 \times 5 = 30$	2 010	397 990
Effet du 30 avril	380 000	Avril : 29 jours Jour de banque : 1 Total = 30	$380\,000 \times 8,1\% \times 30/360 = 2\,565$	$11 \times 5 = 55$	2 620	377 380
Total	780 000		4 545	85	4 630	775 370

c) Conclusion

Il faut choisir le découvert qui revient moins cher.

5. Taux réel du financement du déficit dans le cas du recours à un découvert

Niveau 4 • 2 points • 3 min

Remarque

Le calcul du taux réel se fait à partir d'une année de 365 jours et non 360 comme dans le calcul de l'agio.

Taux réel du crédit (t) :

$$4\,073,33 = \frac{780\,000 \times t \times 20}{365} \Rightarrow t = \frac{4\,073,33 \times 365}{780\,000 \times 20} = 9,53\%$$

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 3 PARTIE 2 9 points sur 100 – 15 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
4. Analyser chacun des moyens de financement – découvert (2 points) – escompte (4 points) Conclusion (1 point)	7 points		12 min	
5. Calcul du taux réel du découvert	2 points		3 min	

Analyse du barème sur l'ensemble du sujet

	POINTS ATTRIBUÉS AUX CHIFFRES	POINTS ATTRIBUÉS AUX COMMENTAIRES ET DÉFINITIONS
Dossier 1	30	15
Dossier 2	7	20,5
Dossier 3	22,5	5
Total	59,5	40,5

Le barème est ici établi sur 100 points (diviser par 5 pour obtenir la note sur 20).

4

PARTIE

DCG 10 Comptabilité approfondie

2014
2015

SA Alical
SAS Halescourt

2014

SUJET

Annales DCG 10

SA Alical

PRÉSENTATION DU SUJET

THÈMES TRAITÉS	<ul style="list-style-type: none">• Acquisition d'une immobilisation avec clause de réserve de propriété• Emprunt obligataire avec bons de souscription• Contrat à long terme• Comptabilité d'une région
LE SUJET	<p>Le sujet se présente sous la forme de quatre dossiers indépendants.</p> <p>Le premier dossier traite de l'acquisition d'une machine avec un contrat d'achat comportant une clause de réserve de propriété. Après avoir demandé la définition d'une clause de réserve de propriété et le traitement comptable prévu par le règlement 99-03 de cette clause, le candidat doit déterminer les éléments entrant dans le coût d'acquisition de l'immobilisation corporelle et enregistrer son acquisition et l'amortissement de fin d'exercice au journal.</p> <p>Le deuxième dossier traite des obligations avec bons de souscription en obligations (OBSO) qui sont des titres financiers hybrides. Les premières questions traitent des conditions d'émission d'un emprunt obligations pour les sociétés par actions puis des modalités d'enregistrement des bons de souscription qu'ils soient exercés ou qu'ils soient annulés.</p> <p>Le troisième dossier porte sur les contrats à long terme, question souvent traité à l'épreuve 10 du DCG. Les questions 3, 4 et 5 se retrouvent souvent dans l'épreuve et traitent des conditions d'enregistrement du contrat à long terme. De même les questions 6, 7 et 8 portent sur le calcul du coût et la comptabilisation d'un contrat <i>déficitaire</i>. Les questions 1 et 2 sont plus novatrices car elles portent sur la définition d'une norme IFRS et des organismes intervenant dans le processus d'adoption de la norme.</p> <p>Le quatrième dossier traite des règles de la comptabilité publique et plus précisément de la comptabilité d'une région. Le candidat doit connaître la définition du budget dans le cadre de la comptabilité publique, le mode d'organisation de la comptabilité publique et en application il lui est demandé de procéder à l'enregistrement d'opérations dans la comptabilité, la Région Lorraine.</p>
PAR QUOI COMMENCER	<p>Les dossiers sont indépendants, le candidat peut donc les traiter dans l'ordre qui lui convient. Toutefois, il ne doit pas oublier que le deuxième dossier et le troisième dossier sont ceux qui rapportent le plus de points. Les deux autres dossiers sont notés sur un nombre de points proche et doivent être traités en fonction des connaissances du candidat.</p>

ÉNONCÉ DU SUJET

SESSION 2014

UE 10 – COMPTABILITÉ APPROFONDIE

Durée de l'épreuve : 3 heures - Coefficient : 1

Document autorisé :

Liste des comptes du plan comptable général, à l'exclusion de toute autre information.

Matériel autorisé :

Aucun matériel n'est autorisé. En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une **fraude** (le sujet est adapté à cette interdiction).

Le sujet se présente sous la forme de quatre dossiers indépendants

Présentation du sujet	page 1
DOSSIER 1 – Acquisition d'une immobilisation avec clause de réserve de propriété	page 2
DOSSIER 2 – Emprunt obligataire avec bons de souscription	page 3
DOSSIER 3 – Contrat à long terme	pages 3 et 4
DOSSIER 4 – Comptabilité d'une Région	page 4

Le sujet comporte les annexes suivantes

DOSSIER 1	
Annexe 1 – Acquisition de la nouvelle machine à commande numérique	page 5
DOSSIER 2	
Annexe 2 – Caractéristique de l'emprunt obligataire émis par la SA ALICAL	page 5
DOSSIER 3	
Annexe 3 – Données relatives au contrat MRP-2013/32/16	page 6
DOSSIER 4	
Annexe 4 – Opérations effectuées par la Région Lorraine	page 6
Annexe 5 – Extrait de l'instruction budgétaire et comptable M71	pages 7 et 8
Annexe 6 – Extrait du plan de comptes applicable à la Région	pages 8 et 9

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes, vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.

S U J E T

*Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie.
Toute information calculée devra être justifiée.
Les écritures comptables devront comporter les numéros et les noms des comptes et un libellé.*

La société ALICAL est un équipementier automobile, spécialisé dans la conception et la production de pièces destinées aux systèmes d'admission d'air et de refroidissement des moteurs de voitures. Ces pièces sont conçues selon les besoins spécifiques des clients de la société.

Créée en 1967, ALICAL est une société anonyme, au capital social de 1 500 000 €, entièrement libéré et versé, qui emploie 400 salariés, répartis sur plusieurs sites de production et dont le siège social est situé à Golbey. Le site de Golbey regroupe un atelier de production, les services administratifs ainsi que le centre de recherche et développement de la société.

Grâce à son savoir-faire et au renouvellement fréquent de ses produits, la SA ALICAL a su adapter son offre aux évolutions du marché et se positionne parmi les leaders en Europe. Elle souhaite désormais développer son activité sur d'autres continents. Pour cela, elle s'appuie sur le développement d'une nouvelle gamme de produits en matériaux thermoplastiques/ qui se substituent aux pièces métalliques et permettent de réduire les émissions de CO₂ des véhicules qui en sont équipés.

La SA ALICAL ainsi que les autres entités présentes dans ce sujet clôturent leur exercice comptable le 31 décembre de chaque année.

Le taux de TVA normal utilisé dans ce sujet est de 20%.

DOSSIER 1 – ACQUISITION D'UNE IMMOBILISATION AVEC CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE

Afin d'adapter sa production aux nouveaux matériaux utilisés, la SA ALICAL doit moderniser son outil de production et investir dans de nouveaux équipements. Pour cela, elle fait l'acquisition auprès de la société MORELLI d'une nouvelle machine à commande numérique.

Travail à faire :

A l'aide de l'annexe 1,

- 1. Rappeler la définition d'une clause de réserve de propriété. Quel est son intérêt pour le vendeur ?**
- 2. Quel est le traitement comptable prévu par le règlement 99-03 pour les biens acquis avec clause de réserve de propriété ? Indiquer les conséquences de cette clause sur la présentation du bilan de l'acheteur.**
- 3. Après avoir rappelé la définition que donne le règlement 99-03 d'un actif et d'une immobilisation corporelle, justifier le traitement appliqué à la machine acquise par la société SA ALICAL.**
- 4. Calculer le coût d'acquisition de la machine à commande numérique.**
- 5. Enregistrer chez ALICAL les écritures d'acquisition de la machine et d'amortissement, en 2013.**

DOSSIER 2 – EMPRUNT OBLIGATAIRE AVEC BONS DE SOUSCRIPTION

Pour mener à bien son projet de développement à l'international, la SA ALICAL a besoin de mobiliser de nouvelles ressources de financement. Afin de les diversifier, elle décide de lancer sur le marché un emprunt obligataire, dont les caractéristiques sont présentées en annexe 2.

Travail à faire :

A l'aide de l'annexe 2,

- 1. Indiquer les conditions d'émission d'un emprunt obligataire pour les sociétés par actions. Ces conditions sont-elles remplies pour la SA ALICAL (justifier votre réponse) ?**
- 2. Après avoir rappelé le traitement à appliquer aux BSO dans les comptes de la société émettrice de ces bons, lors de leur émission puis lors de l'émission de l'emprunt, présenter l'écriture qui a été enregistrée par ALICAL au 30 juin 2012.**
- 3. Enregistrer dans la comptabilité de la SA ALICAL les écritures d'émission de l'emprunt et d'annulation des BSO non utilisés.**
- 4. Justifier le traitement comptable de la prime de remboursement de l'emprunt obligataire tout au long de la durée de l'emprunt (on se place ici du côté de l'émetteur de l'emprunt).**
- 5. Enregistrer chez ALICAL toutes les écritures nécessaires à la clôture de l'exercice 2013, relatives aux obligations émises et aux BSO utilisées.**
- 6. Dans la comptabilité de la société MORELLI, indiquer l'écriture qui a été passée le 30 juin 2012 et présenter les écritures à enregistrer le 1^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2013.**

DOSSIER 3 – CONTRAT A LONG TERME

La SA ALICAL répond aux besoins spécifiques des grands constructeurs automobiles en développant sur mesure les moules qui permettront la fabrication en série des répartiteurs d'air vendus. Le développement de ces moules suit un processus long et complexe, composé de plusieurs étapes allant de la conception à la mise en production de séries d'essai ; il s'achève avec l'acceptation des pièces par le client. Cette activité est encadrée par des contrats signés avec les constructeurs.

Le 1^{er} mai 2013, la SA ALICAL a signé un important contrat avec un client français pour le développement d'un nouveau moule, qui permettra la production de répartiteurs en plastique (contrat n°MRP-2013/32/16). Les éléments de ce contrat sont présentés en annexe 3. Désireuse de renforcer la lisibilité de ses états financiers à l'international, ALICAL retient la méthode préférentielle pour le traitement de ses contrats à long terme qui correspond au traitement prévu par les normes IFRS.

Travail à faire :

A l'aide de l'annexe 3,

- 1. Qu'appelle-t-on une norme IFRS ? Les normes IFRS sont-elles applicables en France ?**
- 2. Présenter les organismes intervenant dans le processus d'adoption d'une norme IFRS en Europe (U.E.) en précisant leur rôle.**

3. Rappeler les méthodes de comptabilisation des contrats à long terme prévues par le règlement 99-03, en précisant les justifications qui sous-tendent chacune d'entre-elles. Quelle est la méthode préférentielle ?
4. Rappeler les critères énoncés par le règlement 99-03, qui permettent de qualifier l'estimation du résultat d'un contrat à long terme comme fiable.
5. Quels sont les méthodes et outils qu'une entreprise peut utiliser pour déterminer le pourcentage d'avancement d'un contrat à long terme ?
6. Après avoir déterminer le cout de production relatif au déroulement du contrat sur l'exercice 2013, calculer le nouveau résultat à terminaison prévu pour le contrat.
7. Indiquer et justifier le traitement à appliquer lors d'une perte à terminaison sur un contrat à long terme, dans le cadre de la méthode préférentielle. Enoncer et justifier le principe comptable sous-jacent.
8. Enregistrer dans la comptabilité de la SA ALICAL les écritures nécessaires relatives à l'exécution du contrat courant 2013 (les écritures de comptabilisation en charges des éléments du cout d'exécution du contrat ont été correctement enregistrées).
9. Enregistrer chez ALICAL les écritures de régularisation nécessaires au 31 décembre 2013 pour le contrat.

DOSSIER 4 – COMPTABILITE D'UNE REGION

Dans le cadre de la modernisation de son outil de production, la SA ALICAL a bénéficié d'une subvention de la Région Lorraine. Soucieuse de renforcer la compétitivité des entreprises et de développer le tissu économique local, la Région a en effet mis en place plusieurs dispositifs d'aide aux entreprises. La Région tient une comptabilité, conformément aux dispositions de l'instruction M71.

Travail à faire :

A l'aide des annexes 4, 5 et 6 :

1. Les collectivités territoriales élaborent deux sortes de documents : les budgets et les comptes.
 - a. Rappeler la définition du budget. Quelles sont les deux sections prévues dans les budgets des collectivités territoriales ?
 - b. Pourquoi peut-on dire que le budget est à la fois un outil de prévision et un outil d'autorisation ?
 - c. Préciser le nom et le rôle des personnes chargées de la tenue des comptes des collectivités territoriales.
2. Quelles sont les deux structures chargées du contrôle externe de la comptabilité des collectivités territoriales ?
3. Enregistrer dans la comptabilité de la Région Lorraine, opération par opération, toutes les écritures nécessaires en 2013, y compris les écritures d'inventaire.

ANNEXE 1**Acquisition de la nouvelle machine à commande numérique**

La nouvelle machine a été livrée et facturée par la SARL MORELLI le 30 juin 2013. Son prix d'achat s'élève à 100 000 € HT, auxquels viennent s'ajouter des frais d'installation pour 12 000 € HT. En raison d'un retard de livraison, la SA ALICAL a bénéficié d'un rabais de 2%, calculé sur le prix d'achat, hors installation. La facture mentionne l'existence d'une clause de réserve de propriété. L'intégralité de la facture a été payée le 30 septembre 2013.

La mise en service a eu lieu le 1^{er} juillet 2013.

Durant le premier mois d'utilisation, la société a subi des pertes d'exploitation s'élevant à 5 000 €.

La SA ALICAL envisage d'utiliser l'immobilisation durant 5 ans. Elle retient un mode d'amortissement linéaire.

ANNEXE 2**Caractéristiques de l'emprunt obligataire émis par la SA ALICAL**

Afin de bénéficier plus rapidement d'une partie des ressources dont elle a besoin, la SA ALICAL a émis, le 30 juin 2012, 25 000 bons de souscription obligations (BSO) qui permettront de souscrire à l'emprunt obligataire lancé le 1^{er} janvier 2013.

Ces bons ont été émis à un prix unitaire de 5 € et chaque bon détenu donne droit à la souscription d'une obligation émise au 1^{er} janvier 2013.

A cette date, il apparaît que 20 000 bons émis ont été utilisés pour souscrire à l'emprunt obligataire. La reprise du produit des BSO utilisés se fait en linéaire, sur la durée de l'emprunt.

Le 1^{er} janvier 2013, la société procède donc à l'émission de l'emprunt obligataire, à hauteur des BSO utilisés. Les caractéristiques des obligations émises sont les suivantes :

Valeur nominale d'une obligation : 1 000 €
Emission au pair
Prix de remboursement : 105 %
Date d'émission et de versement des fonds : 1 ^{er} janvier 2013
Durée de l'emprunt : 10 ans
Taux nominal : 6 %
Les intérêts sont payés à la date d'anniversaire de l'obligation, chaque 1 ^{er} janvier
Remboursements in fine

Pour cette émission, la société ALICAL a supporté des frais d'émission de 20 000 € HT. Ils ont été payés lors du versement des fonds. Elle a décidé d'inscrire ces frais à l'actif et de les amortir sur la durée de l'emprunt, en linéaire, par fractions égales.

La société a également retenu un amortissement linéaire, par fractions égales, pour la prime de remboursement de l'emprunt.

La SARL MORELLI fait partie des fournisseurs d'ALICAL depuis de longues années. Consciente du potentiel de croissance d'ALICAL et désireuse de placer à court terme un excédent de trésorerie, MORELLI acquiert ; le 30 juin 2012, 500 BSO, à leur prix d'émission. Le 1^{er} janvier 2013, les 500 bons sont utilisés pour souscrire à l'emprunt obligataire émis par ALICAL.

ANNEXE 3**Données relatives au contrat MRP – 2013/32/16**

Les modalités prévues par le contrat en font un contrat à forfait. À la signature, il a été défini avec la société les éléments suivants :

	Contrat MRP – 2013/32/16, conclu le 1^{er} mai 2013
Date de livraison prévue	1 ^{er} septembre 2014
Prix de vente ferme HT prévu par le contrat	600 000 €
Coût de revient total des prestations prévues dans le contrat	550 000 €
Facturations partielles (HT) le :	
- 30/06/2013	200 000 €
- 31/10/2013	200 000 €

Renseignements chiffrés concernant le déroulement réel du contrat sur l'exercice 2013 :

- Fournitures et matières consommées : 150 000 €
- Frais fixes de production : 100 000 €
- Frais variables de production : 160 000 €
- Quote-part de frais d'administration générale : 40 000 €
- Quote-part de frais de recherche communs à plusieurs activités : 150 000 €

En raison de la saturation du marché français, le niveau d'activité réel n'a représenté que 90 % de la capacité de production normale de la SA ALICAL.

Suite au retard sur l'avancement du contrat, la SA ALICAL révisé son estimation du coût total des prestations prévues par le contrat. À la clôture 2013, les coûts restant à engager s'élèvent à 400 000 €.

ANNEXE 4**Opérations effectuées par la Région Lorraine**

Opération 1 : le 30 juin 2013, la Région verse à la SA ALICAL une subvention d'équipement d'un montant de 30 000 €, pour le financement d'une installation nouvelle, qui lui permettra de produire ses nouvelles pièces en thermoplastique. Le mandat de paiement a été transmis au préalable au comptable public, par l'ordonnateur. La Région retient les durées maximales d'amortissement pour les subventions ; l'amortissement retenu est linéaire et se calcule *prorata temporis* sur une durée d'amortissement de 15 ans.

Opération 2 : le 1^{er} octobre 2013, la Région encaisse un loyer de 1 800 € pour la location d'un immeuble. Le loyer couvre le dernier trimestre 2013.

Le titre de recette n'a été émis que le 10 octobre 2013.

Opération 3 : le 30 novembre 2013, la Région cède diverses installations de voirie pour un prix de 3 000 € (paiement comptant). Le titre de recette a été transmis au préalable au comptable public. Ces installations avaient été acquises en 2008 pour une valeur de 60 000 € et amorties, en date de cession, à hauteur de 55 000 € (y compris l'amortissement 2013, déjà enregistré).

NB : on négligera les aspects relatifs à la TVA

ANNEXE 5**Extrait de l'instruction budgétaire et comptable M71****Compte 192 - Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations**

Le compte 192 retrace les différences sur cessions d'immobilisations, conformément aux dispositions de l'article L. 4331-3 f) du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui prévoient que le prix de cession est affecté au financement de la section d'investissement.

Ce compte est :

- crédité du montant des plus-values de cessions par le débit du compte 6761 « Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement » (opération d'ordre budgétaire) ;
- débité du montant des moins-values de cessions par le crédit du compte 7761 « Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat » (opération d'ordre budgétaire).

[...]

Compte 204 - Subventions d'équipement versées

Le compte 204 enregistre :

- les subventions d'équipement versées aux organismes publics (compte 2041 subdivisé par type de bénéficiaire). Il décrit notamment les subventions d'équipement versées aux organismes de transport tels que la SNCF (compte 204171) et RFF (compte 204172). La subvention d'équipement versée par la Région Ile-de-France au syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF) est comptabilisée au compte 204173 ;
- les subventions versées à des personnes de droit privé (compte 2042) ;
- les subventions versées aux établissements publics locaux d'enseignement pour l'acquisition de biens meubles dont l'établissement sera propriétaire (compte 2043) ;
- les subventions d'équipement en nature (compte 2044).

[...]

Les subventions d'équipement versées qui sont amorties sur une durée maximale de :

- a) cinq ans lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études, auxquelles sont assimilées les aides consenties aux entreprises, non mentionnées aux b) et c) ;
- b) quinze ans lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des installations ;
- c) trente ans lorsqu'elle finance des projets d'infrastructures d'intérêt national.

Lorsque la subvention est totalement amortie, les comptes 204 et 2804 sont soldés à due concurrence par opération d'ordre non budgétaire.

[...]

Compte 47 - Comptes transitoires ou d'attente

Les opérations qui ne peuvent être imputées de façon certaine ou définitive à un compte déterminé au moment où elles doivent être enregistrées, ou qui exigent une information complémentaire ou des formalités particulières, sont inscrites provisoirement au compte 47. Ce compte doit être apuré dès que possible, par imputation au compte définitif.

[...]

Le compte 4713 « Recettes perçues avant émission des titres »

Il est crédité par le débit du compte au Trésor. Ces recettes sont portées sur le relevé P 503.

Compte 515 – Compte au Trésor

En application de l'article 43 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique (principes fondamentaux), les fonds des organismes publics sont déposés au Trésor.

Tous les décaissements et encaissements, quel que soit leur mode, sont constatés au compte 515.

[...]

Compte 675 - Valeurs comptables des immobilisations cédées

Le compte 675 est débité de la valeur nette comptable des immobilisations cédées ou devenues sans valeur, à l'exception des valeurs mobilières de placement (cf. compte 667), par le crédit des comptes 21, 26 ou 27. Le prix de cession est inscrit au compte 775.

[...]

Compte 775 - Produits des cessions d'immobilisations

Le compte 775 est crédité du prix des cessions d'actif figurant aux comptes 21, 26 et 27 (à l'exception des valeurs mobilières de placement : cf. compte 767), par le débit du compte de tiers intéressé.

[...]

ANNEXE 6**Extrait du plan de comptes applicable à la Région****19 - DIFFERENCES SUR RÉALISATIONS D'IMMOBILISATIONS**

- 192 - Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations
- 193 - Autres différences sur réalisations d'immobilisations
- 194 - Provisions pour risques et charges sur emprunts - Stock au 1er janvier 2013
- 198 - Neutralisation des amortissements

20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

[...]

- 204 - Subventions d'équipement versées
 - 2041 - Subventions d'équipement aux organismes publics
 - 2042 - Subventions d'équipement aux personnes de droit privé
 - 2043 - Subventions aux établissements scolaires publics pour leurs dépenses d'équipement
 - 2044 - Subventions d'équipement en nature

[...]

21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

[...]

- 215 - Installations, matériel et outillage techniques
 - 2152 - Installations de voirie

[...]

28 - AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

- 280 - Amortissements des immobilisations incorporelles

[...]

- 28041 - Subventions d'équipement aux organismes publics
- 28042 - Subventions d'équipement aux personnes de droit privé
- 28043 - Subventions aux établissements scolaires publics pour leurs dépenses d'équipement
- 28044 - Subventions d'équipement en nature

[...]

281 - Amortissements des immobilisations corporelles

[...]

28152 – Installations de voirie

[...]

47 - COMPTES TRANSITOIRES OU D'ATTENTE

[...]

471 - Recettes à classer ou à régulariser

4711 – Versements des régisseurs

4712 – Virements réimputés

4713 – Recettes perçues avant émission des titres

4714 – Recettes à réimputer

4715 – Recettes à ventiler (cartes - multiservices)

4717 – Recettes relevé Banque de France

4718 - Autres recettes à régulariser

[...]

51 - TRESOR, ETABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSIMILES

[...]

515 - Compte au Trésor

[...]

67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES

[...]

675 - Valeurs comptables des immobilisations cédées

676 - Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement

[...]

68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS

[...]

681 - Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions - Charges de fonctionnement courant

6811 - Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

[...]

75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE

[...]

752 - Revenus des immeubles

[...]

77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS

[...]

775 - Produits des cessions d'immobilisations

776 - Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat

[...]

CORRIGÉ COMMENTÉ

DOSSIER 1

ACQUISITION D'UNE IMMOBILISATION AVEC CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Niveau 2 • 17,5 points/100 • 25 min

Remarque

Le candidat doit revoir le chapitre 2, section 1, du Manuel DCG 10 Comptabilité approfondie (Dunod, 2015).

1. Définition d'une clause de réserve de propriété et intérêt pour le vendeur

La clause de réserve de propriété, instituée par la loi du 12 mai 1980, a pour objet, dans un contrat de vente, de suspendre le transfert de la propriété à l'acheteur jusqu'au moment du paiement de la totalité du prix. Tant que le prix n'est pas réglé, le bien vendu reste la propriété du vendeur. Elle constitue donc une protection mise en place par le vendeur qui offre une garantie en cas de non-paiement du bien.

À la loupe

Ainsi, les achats et ventes assorties d'une clause de réserve de propriété sont enregistrés comme de simples achats ou ventes pour lesquels le transfert de propriété n'est pas suspendu au paiement intégral du prix.

2. Traitement comptable prévu pour les biens acquis avec clause de réserve de propriété et conséquences de cette clause sur le bilan de l'acheteur

Selon l'article 512-3 du PCG, les transactions assorties d'une clause de réserve de propriété (CRP) sont comptabilisées à la date de la livraison du bien et non à celle du transfert de propriété.

La clause de réserve de propriété est donc sans conséquence sur la date d'inscription du bien à l'actif et sur la date de début d'amortissement, qui reste la date de mise en service.

À la loupe

Le vendeur doit cependant inscrire au bilan, sur une ligne de regroupement distincte, le montant des créances résultant de telles ventes. Cette inscription prend la forme d'une mention séparée, associée au poste « Créances » ainsi rédigée « dont... avec clause de réserve de propriété ».

Réciproquement, l'acheteur doit porter au bilan, dans une forme analogue, sur une ligne de regroupement distincte, d'une part, le montant des immobilisations frappées d'une clause de réserve de propriété, d'autre part, le montant des stocks frappés d'une telle clause.

3. Définition d'un actif et d'une immobilisation corporelle donnée par le règlement 99-03 et justification du traitement appliqué à la machine acquise par Alical

■ *Définition d'un actif*

Selon l'article 211-1 du PCG, « un actif est un **élément identifiable** du patrimoine ayant une valeur **économique positive** pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'**entité contrôle** du fait d'événements passés et dont elle attend des **avantages économiques futurs** ».

À la loupe

La définition d'un actif repose donc sur le respect de trois conditions.

Pour être qualifié d'actif, un bien doit :

- être un élément identifiable du patrimoine ;
- être contrôlé par l'entité ;
- procurer des avantages économiques futurs.

■ *Définition d'une immobilisation corporelle*

Selon l'article 211-2 du PCG, « une immobilisation corporelle est **un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en-cours** ».

À la loupe

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours. Une immobilisation corporelle peut être notamment évaluée au coût d'acquisition ou au coût de production.

■ *Justification*

S'agissant d'un bien corporel, l'immobilisation acquise est un bien identifiable.

De plus, étant destinée à la production de biens vendus par l'entreprise, son utilisation procurera bien à Alical des avantages économiques futurs.

Enfin, bien que le titre de propriété soit conservé par le vendeur jusqu'au paiement complet, l'entreprise en maîtrise tout de même l'utilisation, bénéficie des avantages liés à l'immobilisation et en assume les risques. Elle en a donc bien le contrôle.

4. Calcul du coût d'acquisition de la machine à commande numérique

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué de :

- son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ;
- de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition, peuvent sur option, être rattachés au coût d'acquisition de l'immobilisation ou comptabilisés en charges ;
- de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elle est située, en contrepartie de l'obligation encourue, soit lors de l'acquisition, soit en cours d'utilisation de l'immobilisation pendant une période donnée à des fins autres que de produire des éléments de stocks. Ces coûts font l'objet d'un plan d'amortissement propre tant pour la durée que pour le mode d'amortissement.

À la loupe

On peut remarquer qu'est incorporée dans le coût d'acquisition l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site. Ce coût est un coût estimé car il s'agit d'une dépense non effectuée.

Dans les comptes individuels, ces coûts font l'objet d'un plan d'amortissement propre. Les coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sont la contrepartie de la provision constatée au passif.

Coût d'acquisition :

● Prix d'achat :	100 000,00
● Rabais :	– 2 000,00
● + Frais d'installation :	12 000,00
Total :	110 000,00

Les pertes d'exploitation initiales ne doivent pas être incorporées au coût d'acquisition de l'immobilisation.

5. Écritures d'acquisition chez Alical de la machine et d'amortissement en 2013

30/06/2013				
2154	Matériel industriel	110 000		
44562	TVA déductible sur immobilisations	22 000		
404	Fournisseurs d'immobilisations			132 000
	<i>Facture n°...</i>			
31/12/2013				
6812	Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	11 000		
28154	Amortissement du matériel industriel ($110\,000 \times 1/5 \times 6/12$)			11 000
	<i>Dotation de l'exercice</i>			

Autonotation et calcul de temps consacré

QUESTION TRAITÉE	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nbre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Définition d'une clause de réserve de propriété et intérêt pour le vendeur	3		5	
2. Traitement prévu pour les biens acquis avec clause de réserve de propriété et conséquences de cette clause sur la présentation du bilan de l'acheteur	3		7	
3. Définition donnée par le règlement 99-03 d'un actif et d'une immobilisation corporelle et justification du traitement appliqué à la machine acquise par la SA Alical.	5,5		8	
4. Calcul du coût d'acquisition de la machine à commande numérique.	2		5	
5. Écritures d'acquisition, chez Alical, de la machine et d'amortissement en 2013.	4		10	
Totaux	35/100		25 min	

DOSSIER 2

EMPRUNT OBLIGATAIRE AVEC BONS DE SOUSCRIPTION

Niveau 3 • 35 points/100 • 60 min

Remarque

Ce dossier n° 2 est le dossier qui permet au candidat d'obtenir le plus de points. Pour cela le candidat doit connaître les règles juridiques de l'émission d'un emprunt obligation et connaître le traitement comptable des bons de souscription exercés ou non exercés. Si l'emprunt obligation est fréquemment traité, les BSO constituent une difficulté traitée dans le Manuel DCG 10.

Le candidat doit revoir le chapitre 5, section 4, du Manuel DCG 10 Comptabilité approfondie (Dunod, 2015).

1. Conditions d'émission d'un emprunt obligataire pour les sociétés par actions et application au cas Alical

Seules les sociétés par actions ayant deux années d'existence, qui ont établi deux bilans régulièrement approuvés par les actionnaires et dont le capital est entièrement versé peuvent émettre des obligations.

Ces conditions sont bien remplies pour la SA Alical, puisqu'elle a été créée en 1967 et son capital a été intégralement versé.

À la loupe

L'émission peut avoir lieu avec ou sans offre au public. Elle peut, en effet, être réalisée par souscription ; une telle souscription implique une sollicitation directe de personnes déterminées sans publicité ni tiers intermédiaire.

Jusqu'en 2001, l'émission d'obligations était en principe réservée aux sociétés par actions ayant deux années d'existence et qui avaient établi deux bilans régulièrement approuvés par les actionnaires. La loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, art. L. 228-39 du Code de commerce, comprend deux alinéas ainsi rédigés :

- al. 1^{er} : « L'émission d'obligations par une société par actions n'ayant pas établi deux bilans régulièrement approuvés par les actionnaires doit être précédée d'une vérification de l'actif et du passif dans les conditions prévues aux articles L. 225-8 et L. 225-10 » ;
- al. 2 : « L'émission d'obligations est interdite aux sociétés dont le capital n'est pas intégralement libéré sauf si les actions non libérées ont été réservées aux salariés en application de l'article L. 225-187 ou de l'article L. 443-5 du code du travail, et sauf si elle est faite en vue de l'attribution aux salariés des obligations émises au titre de la participation de ceux-ci aux fruits de l'expansion de l'entreprise ».

Ainsi, une société qui n'a pas deux ans d'existence, ou encore qui n'a pas établi deux bilans régulièrement approuvés, peut émettre à présent des obligations mais à condition que cette émission soit précédée d'une vérification d'actif et de passif faisant intervenir un commissaire aux apports. Le renvoi à l'article 228-39 du Code de commerce aux dispositions encadrant la nomination et la mission du commissaire

aux apports est global ; c'est l'ensemble du régime applicable à cette nomination et mission qui doit être appliqué.

2. Traitement à appliquer aux BSO dans les comptes de la société émettrice et écriture enregistrée par Alical au 30 juin 2012

À la loupe

Les OBSO sont des titres composés : ils comprennent une obligation accompagnée d'un bon de souscription d'obligation. L'avis du CNC précité recommande que :

- dans la comptabilité du souscripteur :
 - lors de la souscription, les obligations sont enregistrées dans le compte de valeurs mobilières concerné (2721 ou 506) pour leur valeur actuelle (au taux d'actualisation correspondant au « taux normal » des emprunts) et les bons au compte « Valeurs mobilières de placement » pour un montant représenté par la différence entre le prix d'émission des OBSO et la valeur d'entrée des obligations ;
 - lors de l'exercice des bons, les obligations acquises sont enregistrées dans le compte de valeurs mobilières concernées pour leur prix d'émission augmenté de la valeur des bons utilisés ;
 - lors de la péremption des bons, leur sortie du patrimoine donne lieu à la constatation d'une charge financière.
- dans la comptabilité de l'émetteur :
 - lors de la souscription, l'emprunt obligataire est enregistré au compte « Autres emprunts obligataires » pour sa valeur de remboursement, la différence entre la valeur de remboursement de l'emprunt et sa valeur actuelle dans le compte « Primes de remboursement des obligations », la valeur des bons dans le compte « Produits constatés d'avance » ;
 - jusqu'à l'échéance des obligations et la péremption des bons, sont précisées dans l'annexe : les modalités d'émission, des informations relatives aux obligations et aux bons ;
 - lors de l'exercice des bons, l'emprunt est enregistré conformément aux dispositions du Plan comptable général et les produits constatés d'avance sont rapportés au résultat sur la durée de l'emprunt.

■ *Traitement à appliquer aux BSO*

Lors de l'émission de l'emprunt consécutif à l'émission des bons de souscription, il faut distinguer le traitement comptable des bons utilisés et celui des bons non utilisés, qui sont périmés :

- le produit relatif aux bons non utilisés est immédiatement enregistré en résultat (compte 768 autres produits financiers) ;
- le produit correspondant aux bons exercés est rapporté progressivement au résultat, sur la durée de l'emprunt (le compte 768 « Autres produits financiers » est crédité au prorata de la durée de l'emprunt).

■ **Écriture enregistrée par Alical**

Émission de 25 000 BSO au prix de 5 €, soit une recette totale de : $5 \times 25\,000 = 125\,000$ €.

30/06/2012			
512	Banque	125 000	
487	Produits constatés d'avance		125 000
	<i>Relevé bancaire – Émission des 25 000 BSO sur le marché</i>		

3. Écritures d'émission de l'emprunt et d'annulation des BSO non utilisés

■ **Écriture d'émission - calculs préalables**

- Nombre d'obligations émises : 20 000 obligations
- Prime de remboursement : $5\% \times 1\,000 \times 20\,000 = 1\,000\,000$ €
- Montant total de l'emprunt : $105\% \times 1\,000 \times 20\,000 = 21\,000\,000$ €
- Frais d'émission = 20 000 €
- Produit relatif aux bons non utilisés : $5 \times 5\,000 = 25\,000$ €

01/01/2013			
512	Banque	19 976 000	
169	Primes de remboursement des obligations	1 000 000	
6272	Commissions et frais sur émission d'emprunts	20 000	
44566	TVA déductible sur autres biens et services	4 000	
163	Autres emprunts obligataires		21 000 000
	<i>Émission, souscription de l'emprunt</i>		

■ Variante : décomposition souscription, libération et versement des fonds

30/06/2012			
471	Obligations à placer	20 000 000	
169	Primes de remboursement des obligations	1 000 000	
163	Autres emprunts obligataires		21 000 000
	<i>Souscription de l'emprunt obligataire</i>		
	D°		
467	Obligations souscrites	20 000 000	
471	Obligations à placer		20 000 000
	<i>Solde du compte d'attente</i>		
	D°		
512	Banque	20 000 000	
467	Obligations souscrites		20 000 000
	<i>Relevé bancaire Émission des 25 000 BSO sur le marché</i>		
	D°		
6272	Commissions et frais sur émission d'emprunts	20 000	
44566	TVA déductible sur autres biens et services	4 000	
512	Banque		24 000
	<i>Paieement des frais</i>		
01/01/2013			
487	Produits constatés d'avance	25 000	
768	Autres produits financiers		25 000
	<i>Bons périmés 5 € × 5 000 = 25 000</i>		

4. Justification du traitement comptable de la prime de remboursement d'un emprunt obligataire tout au long de la durée de l'emprunt

La prime de remboursement est enregistrée à l'actif, au débit du compte 169. Elle fait par la suite l'objet d'un amortissement direct, sur la durée de l'emprunt.

La prime de remboursement doit apparaître à l'actif du bilan afin que la dette au passif du bilan corresponde au prix de remboursement et non pas au prix d'émission

Les primes sont amorties systématiquement sur la durée de l'emprunt (C. com., art. 123-185) au choix selon les deux modalités ci-après et prévues par le PCG art. 212-10 :

- en principe au prorata des intérêts courus (« dégressif ») ;
- ou par fractions égales sur la durée de vie de l'emprunt quelle que soit la cadence de remboursement (« linéaire »).

Lorsque la méthode aura été choisie, elle doit s'appliquer à tous les emprunts émis par la société (dès lors que les circonstances et les caractéristiques sont similaires) et ne peut être modifiée au cours de l'amortissement.

À la loupe

Selon l'AMF, la méthode d'amortissement au prorata des intérêts courus est préférable car elle correspond à la logique financière.

5. Enregistrement chez Alical de toutes les écritures nécessaires, à la clôture de l'exercice 2013, relatives aux obligations émises et aux BSO utilisés

■ *Calculs préalables*

Intérêts courus : une année pleine, avec paiement le 01/01/2013 :

$$1\,000 \times 6\% \times 20\,000 = 1\,200\,000 \text{ €}$$

Amortissement de la prime de remboursement, par fractions égales :

$$1\,000\,000/10 = 100\,000 \text{ €}$$

Amortissement des frais d'émission par fractions égales : $20\,000/10 = 2\,000 \text{ €}$.

Reprise progressive du PCA lié aux bons utilisés :

- Montant total : 100 000 € ($5 \times 20\,000$)
- À étaler sur 10 ans, la durée de l'emprunt : $100\,000/10 = 10\,000 \text{ €}$

■ *Écritures d'inventaire*

31/12/2013			
6611	Intérêts des emprunts et dettes	1 200 000	
16883	Intérêts courus sur autres emprunts obligataires		1 200 000
	<i>Intérêts courus 2013</i>		
31/12/2013			
4816	Charges à répartir sur plusieurs exercices – frais d'émission sur emprunts	20 000	
791	Transferts de charges d'exploitation		20 000
	<i>Inscription des frais d'émission en charges à répartir</i>		
31/12/2013			
6812	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	2 000	
4816	Charges à répartir sur plusieurs exercices frais d'émission sur emprunts		2 000
	<i>Amortissement 2013 des frais d'émission</i>		

31/12/2013			
6861	Dotations aux amortissements des primes de remboursement des obligations	100 000	
169	Primes de remboursement des obligations		100 000
	<i>Amortissement 2013 de la prime de remboursement</i>		
31/12/2013			
487	Produits constatés d'avance	10 000	
768	Autres produits financiers		10 000
	<i>Constatation progressive du produit des bons utilisés</i>		

6. Écriture passée chez Morelli le 30 juin 2012 et présentation des écritures des 1^{er} janvier 2013 et 31 décembre 2013

30/06/2012			
5082	Bons de souscription	2 500	
512	Banque		2 500
	<i>Acquisition des 500 BSO au cours unitaire de 5 €</i>		
01/01/2013			
506	Obligations	502 500	
5082	Bons de souscription		2 500
512	Banque (500 × 1 000)		500 000
	<i>Souscription de 500 obligations Alical</i>		
31/12/2013			
5088	Intérêts courus sur obligations	30 000	
764	Revenus de valeurs mobilières de placement (500 × 1 000 × 6 %)		30 000
	<i>Intérêts courus 2013 – une année complète</i>		

Autonotation et calcul de temps consacré

QUESTION TRAITÉE	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nbre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Conditions d'émission d'un emprunt obligataire pour les sociétés par actions et application à la SA Alical	3		5	
2. Traitement à appliquer aux BSO dans les comptes de la société émettrice de ces bons et écriture enregistrée par Alical au 30 juin 2012	5		7	
3. Écritures d'émission de l'emprunt et d'annulation des BSO non utilisés.	8		16	
4. Traitement comptable de la prime de remboursement de l'emprunt obligataire tout au long de la durée de l'emprunt	2		4	
5. Écritures nécessaires à la clôture de l'exercice 2013, relatives aux obligations émises et aux BSO utilisés	12		18	
6. Écriture passée chez Morelli le 30 juin 2012 et écritures à enregistrer le 1 ^{er} janvier 2013 et le 31 décembre 2013	5		10	
Totaux	35/100		60 min	

DOSSIER 3

CONTRAT À LONG TERME

Niveau 2 • 30 points/100 • 50 min

Remarque

Le candidat doit revoir le chapitre 1 section 1, le chapitre 4 section 4 et le chapitre 8 section 3 du Manuel DCG 10 Comptabilité approfondie (Dunod, 2015).

1. Norme IFRS et application en France

Les normes IFRS (*International Financial Reporting Standard*) sont des **normes comptables internationales**.

Les sociétés cotées sur un marché réglementé de l'Union Européenne (UE) appliquent obligatoirement les normes IFRS pour **leurs comptes consolidés**.

Les sociétés non cotées sur un marché réglementé peuvent, sur option, appliquer les IFRS pour leurs comptes consolidés.

À la loupe

Depuis le 1^{er} janvier 2005, les normes IFRS ont remplacé obligatoirement les règles françaises dans les comptes consolidés des sociétés cotées sur un marché réglementé et sur option les comptes consolidés des sociétés non cotées.

En revanche, cette substitution n'est pas possible pour les comptes annuels pour lesquels les règles françaises demeurent seules applicables (ord. n° 2004-1382 du 20 décembre 2004).

2. Organismes intervenant dans le processus d'adoption d'une norme IFRS en Europe (UE) et rôle

- **L'EFRAG** (*European Financial Reporting Advisory Group*) : il s'agit d'un organisme technique qui a pour rôle de donner **un avis technique** sur les normes et interprétations de l'IASB, avant leur adoption.
- **L'ARC** (*Accounting Regulatory Committee*) : il s'agit de l'organe à vocation politique du processus d'adoption. Il rend des **avis sur l'adoption** des normes et interprétations IFRS sur la base des avis techniques de l'EFRAG.

À la loupe

En français : Comité de la réglementation comptable européen (CRCE).

Dans le cadre de l'harmonisation de l'information financière au sein des Etats membres, c'est la Commission européenne qui élabore les règlements et directives. Après approbation au niveau européen, chaque membre a l'obligation de transposer les directives dans la législation nationale.

Les normes IFRS applicables relèvent d'une décision d'adoption par la Commission européenne dans le cadre d'un mécanisme d'adoption mis en place par le règlement européen : les normes doivent satisfaire les règles énoncées par le règlement européen et approuvées selon un mécanisme à deux niveaux :

Un niveau technique représenté par l'European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG) et le Standards Advice Review Group, SARG). L'EFRAG a été créé en 2001 par des organisations européennes représentant les émetteurs, les investisseurs et les professionnels de la comptabilité qui participent au processus de l'information financière.

Un niveau politique avec le Comité de la réglementation comptable (Accounting Regulatory Committee) qui est devenu un Comité de réglementation avec contrôle depuis l'adoption de la modification du règlement en mars 2008.

3. Méthodes de comptabilisation des contrats à long terme prévues et justifications sous-tendant chacune d'entre elles, méthode préférentielle

■ *Méthodes de comptabilisation des contrats à long terme prévues et justifications*

Conformément au Plan comptable général (article 622-1), on entend par contrat à long terme « un contrat d'une durée généralement longue, spécifiquement négocié dans le cadre d'un projet unique portant sur la construction, la réalisation ou, le cas échéant, la participation en qualité de sous-traitant à la réalisation d'un bien, d'un service ou d'un ensemble de biens ou services fréquemment complexes, dont l'exécution s'étend sur au moins deux périodes comptables ou exercices. Le droit de l'entité à percevoir les revenus contractuels est fonction de la conformité au contrat du travail exécuté ».

Au vu de cette définition, quatre conditions sont nécessaires pour qu'il y ait contrat à long terme :

- il faut qu'il s'agisse d'un contrat spécifiquement négocié ;
- le contrat doit porter sur la construction, la réalisation d'un bien ou d'un ensemble de biens et services fréquemment complexes ;
- le contrat doit donner droit à l'entreprise prestataire à percevoir les revenus contractuels en conformité au contrat de travail exécuté ;
- l'exécution du contrat doit concerner au moins deux exercices comptables.

Les deux méthodes de comptabilisation des contrats à long terme sont la méthode à l'achèvement et la méthode à l'avancement :

- **la méthode à l'achèvement** consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires et le résultat au terme de l'opération. En cours d'opération, qu'il s'agisse de prestations de services ou de production de biens, les travaux en cours sont constatés à la clôture de l'exercice à hauteur des charges qui sont enregistrées ;
- **la méthode à l'avancement** consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires et le résultat au fur et à mesure de l'avancement des contrats.

■ *Méthode préférentielle*

La méthode à l'avancement conduisant à une meilleure information, elle est considérée comme préférentielle par le Plan comptable général (article 622-7).

Il y a lieu cependant de distinguer les contrats bénéficiaires et les contrats déficitaires. Pour les contrats déficitaires, le Plan comptable général (article 622-6 § VIII) précise que, quelle soit la méthode utilisée par l'entité (méthode à l'achèvement

ou méthode à l'avancement), « la perte globale probable est provisionnée, sous déduction des pertes éventuellement constatées ».

4. Critères énoncés par le règlement 99-03 (PCG 2014) permettant de qualifier l'estimation du résultat d'un contrat à long terme de fiable

La capacité à estimer de façon fiable le résultat à terminaison repose sur trois critères (PCG, art. 622-5) :

- la possibilité d'identifier clairement le montant total des produits du contrat ;
- la possibilité d'identifier clairement le montant total des coûts imputables au contrat ;
- l'existence d'outils de gestion, de comptabilité analytique et de contrôle interne permettant de valider et de réviser, au fur et à mesure de l'avancement, les estimations de charges, de produits et de résultats.

5. Méthodes et outils qu'une entreprise peut utiliser pour déterminer le pourcentage d'avancement d'un contrat à long terme

Le pourcentage d'avancement est déterminé :

- soit par le rapport : Coût des travaux exécutés à la clôture N/Coût total prévisionnel à terminaison ;
- soit par des mesures physiques ou des études permettant d'évaluer le volume des travaux ou services exécutés.

À la loupe

Il faut noter également que la décision d'adopter la méthode à l'avancement porte sur tous les contrats en cours à la date d'adoption. L'effet du changement de méthode est calculé de façon rétrospective sur la base du pourcentage d'avancement et du résultat à terminaison estimés à l'ouverture de l'exercice du changement de méthode.

6. Détermination du coût de production relatif au déroulement du contrat sur l'exercice 2013 et calcul du nouveau résultat à terminaison prévu pour le contrat

■ *Coûts de production et produits à prendre en compte*

Les coûts supportés par une entreprise qui réalise des opérations à long terme peuvent être divisés en trois catégories :

- les coûts qui se rattachent directement au contrat déterminé (matériaux utilisés, dépenses de main-d'œuvre de chantier, amortissement du matériel mis en œuvre dans le cadre du contrat, coûts d'amenée ou de repliement du matériel nécessaire au chantier, etc.) ;
- les coûts qui peuvent être affectés à l'activité portant sur de telles opérations et qui sont susceptibles d'être répartis entre les divers contrats (frais généraux de fabrication, études de conception et prestations d'ingénieurs, assurances, etc.) ;
- les coûts qui se rattachent aux activités de l'entreprise sur un plan général ou qui se rattachent à l'activité portant sur les opérations de longue durée, sans pouvoir être rattachés à un ou plusieurs contrats particuliers (frais généraux administratifs et de vente, frais financiers, frais de recherche et de développement, amortissement du matériel non utilisé dans le cadre d'un contrat particulier, etc.). Ces coûts sont généralement exclus des coûts pris en compte au titre des contrats, parce qu'ils ne contribuent pas à amener les travaux en cours à leur stade d'avancement actuel. Par contre, les charges à prévoir au titre des clauses de garantie doivent être provisionnées avec une précision suffisante et sont à prendre en compte dans le coût des contrats.

Les produits en compte dans le calcul du résultat d'un contrat à long terme sont :

- les produits initialement fixés par le contrat ;
- sous certaines conditions, les produits issus des changements dans les conditions d'exécution des biens ou services, les réclamations acceptées par le client, les primes incitatives, et les produits financiers.

■ Détermination du coût de production du moule à la fin de l'exercice 2013

Coût d'acquisition des matières et fournitures consommées		150 000
Frais fixes de production	100 000 × 90 % = Charges fixes retraitées de la sous-activité	90 000
Frais variables de production		160 000
Quote-part de frais d'administration générale	(Exclu du coût de production)	
Quote-part de frais de recherche commun à plusieurs activités	(Exclu du coût de production)	
Coût de production fin 2013		400 000

■ Détermination du résultat à terminaison à la fin 2013

Prix de vente ferme HT prévu par le contrat		600 000
Coût de production fin 2013	400 000	
Coût restant à engager à la clôture 2013	400 000	
Coût total prévisionnel à la clôture 2013	400 000 + 400 000	(800 000)
Résultat à terminaison = perte à terminaison		(200 000)

7. Traitement à appliquer lors d'une perte à terminaison sur un contrat à long terme dans le cadre de la méthode préférentielle et le principe comptable sous-jacent

Selon le PCG (article 622-6), « si une perte globale est probable en fin de contrat, une provision doit être constatée quelle que soit la méthode appliquée. Elle doit couvrir la perte totale probable à terminaison, sous déduction des pertes déjà constatées à l'avancement. Avec cette méthode, la perte réalisée en raison des travaux déjà effectués est prise en compte lors de la constatation du chiffre d'affaires relatif. Il faut donc enregistrer le complément de perte, qui correspond aux travaux non réalisés, en provision ».

Ce traitement se justifie en application du principe de prudence.

À la loupe

La provision à constituer doit comprendre en particulier la perte à « terminaison », c'est-à-dire la perte encourue lors des exercices futurs. Cette provision correspond aux conditions posées par l'article 212-1 du PCG : obligation de l'entité à l'égard des tiers, existence à la date de clôture, sortie de ressources probable ou certaine au bénéfice de tiers, sortie de ressources sans contrepartie équivalente attendue. Un contrat à perte signé avant la clôture de l'exercice génère une obligation envers le

client une prestation pour une valeur supérieure aux prix qu'il paiera. La différence constitue un passif et doit être provisionnée.

La perte latente constatée en clôture d'exercice doit être comptabilisée en dépréciation de travaux en cours, le supplément de perte évaluable à la clôture de l'exercice doit être comptabilisé pour son intégralité en provision pour risques.

8. Écritures relatives aux facturations partielles du contrat courant 2013

30/6/2013			
411	Clients	240 000	
44571	TVA collectée		40 000
701	Ventes de produits finis <i>D'après facture n°....</i>		200 000
31/10/2013			
411	Clients	240 000	
44571	TVA collectée		40 000
701	Ventes de produits finis <i>D'après facture n°....</i>		200 000

9. Écritures de régularisation nécessaires au 31 décembre 2013 pour le contrat

a) Première méthode

■ Montant de l'ajustement de chiffre d'affaires

Pourcentage d'avancement au 31.12.2013 : $400\,000 / 800\,000 = 50\%$

Produit à enregistrer en 2013 : $50\% \times 600\,000 = 300\,000\text{ €}$ ou $400\,000 + (-200\,000 \times 50\%)$

Produit déjà enregistré suite aux facturations partielles : 400 000 € (*cf. question 8*)

Donc \Rightarrow Produit constaté d'avance de 100 000 €

■ Montant de la provision

Perte rattachée à 2013 : $400\,000 - 300\,000 = 100\,000\text{ €}$

Reste à provisionner : $200\,000 - 100\,000 = 100\,000\text{ €}$

b) Autre méthode

% d'avancement : 400 000/800 000	50 %
Résultat à terminaison	(200 000)
Résultat imputable à l'exercice : 50 % × (200 000)	(100 000)
Résultat réel (produits-charges) (400 000 – 400 000)	0
Ajustement de CA : diminution de 100 000	(100 000)
Provision pour perte à terminaison	100 000

c) Écritures de fin d'exercice 2013

	31/12/2013		
701	Ventes de produits finis	100 000	
487	Produits constatés d'avance		100 000
	<i>Régularisation de fin d'année</i>		
	31/12/2013		
6815	Dotations aux provisions d'exploitation	100 000	
1516	Provisions pour pertes sur contrat		10 000
	<i>Complément de provision pour perte à terminaison</i>		

Autonotation et calcul de temps consacré

QUESTION TRAITÉE	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nbre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Qu'appelle-t-on une norme IFRS ? Les normes IFRS sont-elles applicables en France	3		3	
2. Organismes intervenant dans le processus d'adoption d'une norme IFRS en Europe (UE) en précisant leur rôle.	3		3	
3. Méthodes de comptabilisation des contrats à long terme prévues et justifications sous-tendant chacune d'entre elles, méthode préférentielle ?	5		7	
4. Critères énoncés permettant de qualifier l'estimation du résultat d'un contrat à long terme comme fiable.	1,5		3	
5. Méthodes et outils pour déterminer le pourcentage d'avancement d'un contrat à long terme ?	2		4	



QUESTION TRAITÉE	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nbre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
6. Coût de production relatif au déroulement du contrat sur l'exercice 2013 et résultat à terminaison prévu pour le contrat.	5		10	
7. Traitement à appliquer lors d'une perte à terminaison sur un contrat à long terme, dans le cadre de la méthode préférentielle et principe comptable sous-jacent.	3		5	
8. Écritures nécessaires relatives à l'exécution du contrat courant 2013	2		5	
9. Écritures de régularisation nécessaires au 31 décembre 2013 pour le contrat.	5,5		9	
Totaux	30/100		50 min	

DOSSIER 4

COMPTABILITÉ D'UNE RÉGION

Niveau 3 • 17,5 points/100 • 25 min

Remarque

Le candidat doit revoir le chapitre 6, section 3, du Manuel DCG 10, Comptabilité approfondie (Dunod, 2015).

1. Budgets et comptes des collectivités territoriales

a) Définition du budget et sections prévues dans les budgets des collectivités territoriales

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assemblée délibérante **les recettes et dépenses d'un exercice**.

Il se compose :

- d'une **section de fonctionnement**, qui retrace les dépenses et recettes nécessaires au fonctionnement courant de la collectivité ;
- et d'une **section d'investissement**, relative aux opérations d'investissement et leur financement.

À la loupe

La comptabilité des régions est régie par l'instruction M71 (qui offre également de nombreuses similitudes avec les instructions M14 et M52 applicable aux communes et

aux départements). L'instruction M71 remplace depuis le 1^{er} janvier 2005 l'instruction M51, qui reste cependant encore employée dans quelques régions. Elle est mise à jour chaque année pour tenir compte de l'évolution du contexte législatif et réglementaire. La comptabilité des régions est régie par l'instruction M71 (qui offre également de nombreuses similitudes avec les instructions M14 et M52 applicable aux communes et aux départements). L'instruction M71 remplace depuis le 1^{er} janvier 2005 l'instruction M51, qui reste cependant encore employée dans quelques régions. Elle est mise à jour chaque année pour tenir compte de l'évolution du contexte législatif et réglementaire.

Le budget peut être voté par nature ou par fonction. Lorsqu'il est voté par nature, il est assorti d'une présentation croisée par fonction ; lorsqu'il est voté par fonction, il est assorti d'une présentation croisée par nature.

- La section d'investissement retrace les dépenses et les recettes relatives à des opérations qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la commune ou d'un tiers bénéficiant d'une subvention de la commune.

La section d'investissement comprend les dépenses et recettes suivantes :

- en dépenses : les dépenses relatives aux équipements communaux, c'est-à-dire les opérations ayant trait à des équipements dont la commune est propriétaire ou qui lui ont été affectés ou mis à disposition, et les dépenses destinées à financer des équipements non communaux (subventions d'équipement versées) ;
- en recettes : les subventions d'équipement reçues, l'emprunt, l'autofinancement et les ressources propres.

- La section de fonctionnement retrace les dépenses et les recettes nécessaires au fonctionnement courant des services.

La section de fonctionnement comprend notamment les dépenses et les recettes suivantes :

- en dépenses, les achats de fournitures et prestations de service, les charges de personnel et frais assimilés, et les contributions et les participations et subventions versées, les charges financières comprennent les intérêts des emprunts et dettes, les intérêts payés sur les lignes de trésorerie réalisées, les pertes de change, les intérêts moratoires et pénalités sur marchés, les amendes fiscales et pénales, les dots et prix accordés, et les subventions de fonctionnement exceptionnelles ;
- en recettes, les impôts et taxes perçus et les dotations et participations reçues (dotations d'État, compensations diverses, et participations d'autres collectivités, organismes publics ou privés et fonds européens), ainsi que les ventes, les redevances et produits d'utilisation du domaine, les produits des services rendus, les locations diverses, les produits financiers comprennent les produits des placements autorisés et les gains de change constatés, les libéralités et subventions exceptionnelles reçues.

À ces opérations s'ajoutent celles qui concourent à l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement (amortissements, virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement, etc.), déduction faite des reprises effectuées (reprises au compte de résultat des subventions d'investissements reçues, etc.).

b) Pourquoi peut-on dire que le budget est à la fois un outil de prévision et d'autorisation ?

Le budget décrit **les recettes et dépenses futures** ; il est en ce sens un outil de prévision.

Une fois établi, le budget est voté par l'assemblée délibérante et seules peuvent être engagées les dépenses qui y sont inscrites ; **le vote du budget constitue donc autorisation de dépense.**

c) Nom et rôle des personnes chargées de la tenue des comptes des collectivités territoriales

Les comptes retracent a posteriori l'exécution du budget après enregistrement des opérations réalisées. Ils sont au nombre de deux :

- **l'ordonnateur** retrace l'exécution du budget. Il récapitule les recettes et dépenses effectivement réalisées et permet de contrôler la bonne exécution du budget ;
- **le comptable public** retrace l'ensemble des dépenses et recettes de l'exercice avec leur contrepartie.

2. Structures chargées du contrôle externe de la comptabilité des collectivités territoriales

C'est le **préfet** et la **chambre régionale** des comptes qui sont chargés du contrôle externe de la comptabilité de la région.

3. Écritures nécessaires en 2013 y compris les écritures d'inventaire

■ Opération 1

La subvention d'équipement s'enregistre en immobilisation incorporelle et s'amortit sur la durée maximale, soit ici 15 ans.

Versement de la subvention d'équipement à la SA Alical suite au mandatement :

30/6/2013			
2042	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé	30 000	
515	Compte au Trésor		30 000
	<i>Avis de règlement de la subvention d'équipement à la SA Alical</i>		
31/12/2013			
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 000	
28042	Amortissements des subventions d'équipement aux personnes de droit privé ($30\,000 \times 1/15 \times 6/12$)		1 000
	<i>Amortissement de la subvention d'équipement</i>		

■ **Opération 2**

Encaissement du loyer :

1/10/2013			
515	Compte au trésor	1 800	
4713	Recettes perçues avant émission de titres		1 800
	<i>Avis d'encaissement du loyer</i>		
10/10/2013			
4713	Recettes perçues avant émission de titres	1 800	
752	Revenus des immeubles		1 800
	<i>Régularisation et émission du titre de recette par l'ordonnateur</i>		

■ **Opération 3**

30/11/2013			
51	Compte au trésor	3 000	
7755	Produits de cessions d'immobilisation		3 000
	<i>Facture de vente des installations de voirie</i>		
31/12/2013			
28152	Amortissements des installations de voirie	55 000	
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	5 000	
2152	Installations de voirie		60 000
	<i>Sortie des installations de voirie</i>		
31/12/2013			
192	Plus ou moins value sur cessions d'immobilisations	2 000	
776	Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat (3 000 – 5 000 – 2 000)		2 000
	<i>Transfert de la moins-value en section d'investissement</i>		

Autonotation et calcul de temps consacré

QUESTION TRAITÉE	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nbre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Budgets et comptes des collectivités territoriales a) Définition et rôle du budget, deux sections prévues dans les budgets des collectivités territoriales b) Pourquoi peut-on dire que le budget est à la fois un outil de prévision et d'autorisation ? c) Nom et rôle des personnes chargées de la tenue des comptes des collectivités territoriales	9		12	
2. Deux structures chargées du contrôle externe de la comptabilité des collectivités territoriales ?	1,5		3	
3. Écritures nécessaires en 2013, y compris écritures d'inventaire.	7		10	
Totaux	17,5/100		25 min	

RÉCAPITULATIF

Autonotation et calcul du temps consacré

QUESTION TRAITÉE	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nbre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Lecture du sujet			10 min	
Dossier 1 – Acquisition d'une immobilisation avec clause de réserve de propriété	17,5/100		25 min	
Dossier 2 – Emprunt obligataire avec bons de souscription	35/100		60 min	
Dossier 3 – Contrat à long terme	30/100		50 min	
Dossier 4 – Comptabilité d'une région	17,5/100		25 min	
Relecture de la copie			10 min	

Le total des points sera à diviser par 5 pour obtenir une note sur 20.

2015

SUJET

Annales DCG 10

SAS Halescourt

PRÉSENTATION DU SUJET

THÈMES TRAITÉS	<ul style="list-style-type: none">• Répartition de bénéfice• Dividende en actions• Augmentation de capital• Définition et comptabilisation des immobilisations incorporelles• Sinistre et traitement comptable de l'indemnité d'assurance• Relations avec l'expert-comptable : missions de l'expert-comptable et du commissaire aux comptes, lettre de mission, éthique professionnelle, obligations comptables de l'entreprise d'expertise comptable.
LE SUJET	<p>Le sujet se présente sous la forme de quatre dossiers :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le premier dossier traite des opérations relatives à la répartition des bénéfices d'une SAS. Les questions portent sur la définition d'éléments (report à nouveau, bénéfice distribuable) et l'élaboration du tableau d'affectation du résultat net comptable. La particularité de la répartition de bénéfice porte sur la distribution de dividende en actions. Le dossier traite également des modalités et de la comptabilisation de l'augmentation de capital par incorporation de réserves.• Le deuxième dossier traite des immobilisations incorporelles. Après avoir défini une immobilisation incorporelle et les critères de comptabilisation d'un actif, le dossier traite du fonds commercial : comptabilisation, évaluation, paiement de redevance et dépréciation sont les points qui doivent être traités par le candidat.• Le troisième dossier traite d'un sinistre et de ses conséquences pour l'entreprise sur l'actif immobilisé et le stock de matières premières. Le candidat doit analyser la sortie de l'actif de l'élément sinistré et de la provision pour impôt.• Le quatrième dossier traite des relations de l'expert-comptable avec son client. Les questions portent sur le recours à un expert-comptable par une entreprise, les missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes, la lettre de mission et l'éthique professionnelle des experts comptables. La dernière question porte sur les obligations comptables de l'entreprise d'expertises comptable après transformation en SARL.
PAR QUOI COMMENCER	<p>Les questions sont indépendantes, le candidat peut donc traiter les questions dans l'ordre qui lui convient. Toutefois, il ne doit pas oublier que le premier dossier et le troisième dossier sont ceux qui rapportent le plus de points. Les deux autres dossiers sont notés sur un nombre de points proche et doivent être traités en fonction des connaissances du candidat.</p> <p>Le quatrième dossier ne nécessite aucun calcul. Le candidat qui maîtrise le sujet peut le privilégier et le traiter en priorité.</p>

ÉNONCÉ DU SUJET

SESSION 2015

UE 10 – COMPTABILITÉ APPROFONDIE

Durée de l'épreuve : 3 heures - coefficient : 1

Document autorisé :

Liste des comptes du plan comptable général, à l'exclusion de toute autre information.

Matériel autorisé :

Aucun matériel n'est autorisé. En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une **fraude** (le sujet est adapté à cette interdiction).

Le sujet se présente sous la forme de quatre dossiers indépendants :

Page de garde.....	page 1
Présentation du sujet.....	page 2
DOSSIER 1 : capitaux permanents	page 3
DOSSIER 2 : fonds commercial	page 4
DOSSIER 3 : sinistre	pages 4 et 5
DOSSIER 4 : relations avec l'expert-comptable.....	page 5

Le sujet comporte les annexes suivantes :

DOSSIER1	
Annexe 1 : fiche de l'entreprise.....	page 6
Annexe 2 : versement effectué par un associé.....	page 6
Annexe 3 : capitaux propres au 31/12/2014	page 6
Annexe 4 : procès-verbal des Assemblées Générales du 04 mai 2015 (extraits).....	page 7
DOSSIER2	
Annexe 5 : acquisition d'un fonds commercial	page 7
DOSSIER3	
Annexe 6 : conséquences du sinistre et indemnité d'assurance	page 7
Annexe 7 : caractéristiques des immobilisations endommagées	page 8
Annexe 8 : écriture passées par le comptable	page 8
DOSSIER4	
Aucune annexe	
ANNEXE A : Tableau des capitaux propres après répartition	page 9
NOTA : l'annexe A doit être obligatoirement rendue avec la copie	

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.

Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie. Toute information calculée devra être justifiée.

Les écritures comptables devront comporter les numéros et les noms des comptes et un libellé.

SUJET

La société par actions simplifiée (SAS) HALESCOURT est un traiteur qui a développé son activité dans le domaine de l'organisation d'événements : mariages, cocktails dinatoires, congrès... Sa clientèle est constituée d'organisations et de particuliers.

Cette entreprise familiale, créée au milieu des années 1960 par M. Halescourt, a été reprise par sa fille, Mme Christine Halescourt, actuelle dirigeante.

La société adopte une démarche qualité rigoureuse (traçabilité des produits, respect de la chaîne du froid...) et privilégie la fabrication artisanale avec utilisation de produits frais. Il s'agit d'une activité pour laquelle la concurrence est forte et qui génère un montant élevé de créances donc des besoins de trésorerie importants.

La comptabilité de la SAS HALESCOURT est tenue par un salarié de l'entreprise qui comptabilise les opérations courantes et par le cabinet d'expertise-comptable Bouint qui enregistre les opérations d'inventaire, établit les documents de synthèse et gère la paie. La date de clôture de l'exercice est fixée au 31 décembre.

DOSSIER 1 – CAPITAUX PERMANENTS

Afin de faciliter le développement de la SAS HALESCOURT, différentes décisions ont été prises dont certaines concernent les capitaux permanents.

Dans ce dossier, il ne sera pas tenu compte de l'incidence des prélèvements sociaux et fiscaux.

Travail à faire

À l'aide des *annexes 1 à 4* :

1. Comptabiliser le versement effectué par M. Halescourt le 15 janvier 2015.
2. Rappeler la signification du report à nouveau figurant dans l'annexe 3.
3. Expliquer la différence entre le résultat comptable de l'exercice et le bénéfice distribuable.
4. Présenter, dans un tableau, l'affectation du résultat comptable de l'exercice.
5. Enregistrer l'écriture d'affectation du résultat de l'exercice 2014.
6. Enregistrer le paiement des dividendes en actions.
7. Pour réaliser l'augmentation de capital par incorporation de réserves, la SAS HALESCOURT a choisi de distribuer des actions gratuites. Rappeler l'autre modalité possible.
8. Comptabiliser l'augmentation de capital par incorporation de réserves.
9. Présenter les capitaux propres au 31 mai 2015 après toutes ces opérations. Renseigner à cet effet le tableau figurant en *annexe A* (à rendre avec votre copie).

DOSSIER 2 – FONDS COMMERCIAL

Depuis sa création, l'entreprise HALESCOURT n'a cessé d'évoluer et de se développer. Elle s'est ainsi implantée dans un département voisin grâce à l'acquisition d'un fonds commercial. Ce dernier a été acquis moyennant le paiement de redevances annuelles.

Dans ce dossier, la TVA sera négligée.

Travail à faire

À l'aide de l'annexe 5 :

- 1 **Rappeler la définition d'une immobilisation incorporelle.**
- 2 **Indiquer les critères de comptabilisation d'un actif.**
- 3 **Les fonds commerciaux sont-ils tous comptabilisés à l'actif ? Justifier votre réponse.**
- 4 **Présenter le calcul permettant d'obtenir la valeur du fonds commercial, égale à 226 000 €.**
- 5 **Enregistrer la (ou les) écriture(s) nécessaire(s) le 2 janvier 2014.**
- 6 **Comptabiliser le paiement de la redevance au 31 décembre 2014.**
- 7 **Rappeler les conditions de mise en œuvre d'un test de dépréciation.**
- 8 **Comptabiliser la dépréciation du fonds commercial à la clôture de l'exercice 2014.**

DOSSIER 3 – SINISTRE

Le 30 septembre 2014, un incendie a eu lieu dans un atelier. Il a eu des conséquences sur les biens de l'entreprise. Les dommages ont été déclarés à la compagnie d'assurance qui a indemnisé la SAS HALESCOURT fin décembre.

Travail à faire

À l'aide des annexes 6, 7 et 8 :

- 1 **Présenter l'écriture de régularisation relative à l'encaissement de l'indemnité d'assurance.**
- 2 **Comptabiliser les conséquences du sinistre pour le module de cuisson.**
- 3 **Comptabiliser les conséquences du sinistre pour l'atelier.**
- 4 **Comptabiliser les conséquences du sinistre pour le stock de matières premières biologiques. Justifier.**
- 5 **L'entreprise doit-elle comptabiliser une provision pour impôt ? Justifier votre réponse.**
- 6 **Calculer le montant de la provision pour impôt.**
- 7 **Enregistrer l'écriture nécessaire au 31 décembre 2014 concernant la provision pour impôt.**
- 8 **L'entreprise (a) pouvait-elle se dispenser de comptabiliser des amortissements dérogatoires pour le module et (b) peut-elle comptabiliser des amortissements dérogatoires sur d'autres actifs ? Justifier vos réponses en mobilisant, le cas échéant, le principe comptable concerné.**

DOSSIER 4 – RELATIONS AVEC L'EXPERT-COMPTABLE

Le cabinet d'expertise-comptable et de commissariat aux comptes Bouint est situé dans la même commune que la société Halescourt. Il s'agit d'un cabinet individuel, créé il y a une trentaine d'années par M. Bouint, expert-comptable et commissaire aux comptes, et qui emploie maintenant dix salariés. Il tient une comptabilité de trésorerie. Afin de préparer la transmission de son cabinet,

M. Bouint projette de changer de structure juridique et de passer d'un exercice individuel de la profession à un exercice dans le cadre d'une SARL.

Travail à faire

- 1 Préciser si la SAS Halescourt est obligée de recourir aux services d'un expert-comptable.**
- 2 Qualifier la mission de l'expert-comptable et qualifier la mission du commissaire aux comptes de façon à mettre en évidence ce qui les distingue.**
- 3 Indiquer l'utilité de la lettre de mission et citer deux éléments de son contenu.**
- 4 Citer trois critères de l'éthique professionnelle des experts-comptables.**
- 5 M. Bouint, actuel expert-comptable, peut-il cumuler sa fonction avec celle de commissaire aux comptes de la société ? Justifier.**
- 6 Expliquer en quelques lignes quelles seraient les obligations comptables de l'entreprise d'expertise-comptable de M. Bouint après transformation en SARL. Justifier votre réponse.**

Annexe 1

Fiche de l'entreprise

Dénomination sociale..... SAS Halescourt
 Chiffre d'affaires..... 3 millions €
 Dirigeant..... Christine Halescourt
 Adresse..... 8 rue des fleurs, 38000 Grenoble
 Forme juridique..... Société par actions simplifiée
 Date de création..... Octobre 1995
 Capital social..... 350 000 € (35 000 actions d'une valeur nominale de 10 €)
 Activité principale..... Événementiel
 Date de clôture de l'exercice comptable 31 décembre
 Taux de l'impôt sur les sociétés 33 1/3 %

Annexe 2

Versement effectué par un associé

Pour permettre à l'entreprise de faire face à ses besoins de trésorerie, M. Halescourt, fondateur de l'entreprise et associé dans la SAS, a versé 20 000 € à la société le 15 janvier 2015. Il va laisser cette somme à disposition de l'entreprise pendant quelques mois.

Annexe 3

Capitaux propres au 31/12/2014

Capitaux propres	
Capital social ou individuel	350 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	0
Ecart de réévaluation	0
Réserve légale	33 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0
Réserves réglementées	0
Autres réserves	11 500
Report à nouveau	(7 000)
Résultat de l'exercice	50 000
Subventions d'investissement	0
Provisions réglementées	0
Total (I)	437 500

Annexe 4**Procès-verbal des Assemblées Générales du 4 mai 2015 (extraits)*****Assemblée générale ordinaire : Projet d'affectation du résultat***

Après dotation à la réserve légale, le montant de la réserve facultative sera porté à 12 500 €.

Les dividendes d'un montant de 37 500 €, seront intégralement versés en actions (distribution d'actions gratuites) le 15 mai 2015. Le solde sera porté en report à nouveau.

Assemblée générale extraordinaire :

- Il sera procédé à une augmentation de capital par incorporation de la totalité de la réserve facultative le 15 mai 2015.
- La valeur d'émission d'une action est fixée à 12,50 €.

Annexe 5**Acquisition d'un fonds commercial**

Le fonds commercial est situé en Savoie. Il a été acquis début 2014 moyennant le paiement de redevances annuelles pendant 5 ans. Le contrat prévoit une part fixe et une part variable :

- la part fixe d'un montant de 10 000 € a été payée lors de l'acquisition le 02 janvier 2014 ;
- la part variable est égale à 10 % du chiffre d'affaires réalisé pendant l'année et est versée le 31 décembre de chaque année.

L'entreprise HALESCOURT a prudemment estimé à 500 000 € le chiffre d'affaires annuel lié à ce fonds commercial pendant la durée du contrat.

Le taux d'actualisation retenu est de 5 %.

Le montant à retenir pour la comptabilisation à l'actif a été calculé et arrondi à 226 000 €.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2014 s'élève à 420 000 €.

La valeur actuelle au 31 décembre 2014 du fonds commercial est estimée à 218 000 €.

Annexe 6**Conséquences du sinistre et indemnité d'assurance**

Le 30 septembre 2014, un incendie a eu lieu dans un atelier de l'entreprise. Il a détruit :

- un module de cuisson (mod 123)

Il s'agissait d'un module mobile de qualité, en inox, avec éclairage et système d'aspiration intégré.

Il n'est pas réparable.

- un stock de matières premières biologiques évalué à 1 000 € H.T.

L'incendie a aussi endommagé l'atelier. Celui-ci est remis en état par un artisan en octobre. Sa facture, datée du 14 octobre 2014, s'élève à 3 000 € H.T. Elle est réglée le jour même.

Le 22 décembre 2014, l'entreprise a perçu une indemnité d'assurance d'un montant total de 19 000 € décomposé ainsi :

- 16 000 € pour le module ;
- 2 000 € pour l'atelier ;
- 1 000 € pour les matières premières biologiques.

L'entreprise a calculé une plus-value nette à court terme sur indemnités d'assurance de 6 000 € et a choisi d'opter pour son étalement d'imposition qui débute ainsi à l'exercice 2015 conformément à la législation fiscale.

Annexe 7 :
Caractéristiques des immobilisations endommagées

Immobilisations	Mod123	Aménagement de l'atelier
Date d'achat	02/01/2012	15/07/2010
Valeur d'origine	32 000 € H.T.	8 000 € H.T.
Mode d'amortissement	Linéaire (1)	Linéaire (1)
Durée d'utilisation prévue	4 ans	10 ans
Compte	2154	2135

(1) *L'entreprise a choisi de ne pas utiliser le mode d'amortissement dégressif offert par la législation fiscale.*

Annexe 8 :
Ecritures passées par le comptable

Suite au sinistre, le comptable de l'entreprise n'a passé que les deux écritures suivantes :

14/10/2014	4011		Fournisseurs	3 600	
		5121	Banques		3 600
			<i>(règlement facture artisan)</i>		
22/12/2014	5121		Banques	19 000	
		471	Compte d'attente		19 000
			<i>(encaissement indemnité assurance)</i>		

Annexe A (à rendre avec la copie)

Tableau des capitaux propres après répartition

Postes du bilan	Calculs	Montants
Capitaux propres		
Capital social ou individuel		
Primes d'émission, de fusion, d'apport...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total (I)		

CORRIGÉ COMMENTÉ

Remarque

Le barème est ici établi sur 100 points (diviser par 5 pour obtenir la note sur 20).

DOSSIER 1 CAPITAUX PERMANENTS

Niveau 3 • 32,5 points/100 • 58 min

Remarque

Le candidat doit revoir le chapitre 5, section 2, du Manuel DCG 10 Comptabilité approfondie (Dunod, 2015).

1. Comptabilisation du versement effectué par M. Halescourt le 15 janvier 2015

		15.01.2015		
5121	Banques		20 000	
4551	Associés – Comptes courants			20 000
	<i>(Chèque ou virement de M. Halescourt)</i>			

À la loupe

Attention, cela ne correspond pas à une augmentation de capital résultant d'une décision prise en assemblée générale extraordinaire des associés. L'apport en compte courant permet à M. Halescourt de récupérer son avance dans quelques mois et de sécuriser sa rémunération sous la forme d'intérêt pendant la période du prêt.

2. Signification du report à nouveau figurant dans l'annexe 3

Le report à nouveau (RAN) est négatif, il résulte d'un déficit de l'exercice ou des exercices antérieurs.

En effet, si la société a réalisé un bénéfice, ce dernier est réparti entre les associés (dividende) et la société (réserves) mais, s'il s'agit d'une perte, la société ne peut l'imputer directement sur le capital ou les réserves. Elle doit le porter en report à nouveau négatif et le soustraire du bénéfice futur.

3. Différence entre le résultat comptable de l'exercice et le bénéfice distribuable

En ce qui concerne les sociétés par actions et la société à responsabilité limitée, le Code de commerce prévoit dans ses articles L. 232-10, 232-11 et 232-16, l'affectation d'une partie des bénéfices en réserves, la détermination d'un bénéfice distribuable et le calcul d'un premier dividende dont le taux est fixé par les statuts (d'où le nom parfois donné à ce premier dividende d'intérêt statutaire).

Le résultat comptable, différence entre les produits et les charges de l'exercice, correspond au montant à répartir alors que le bénéfice distribuable correspond au montant qui peut être distribué aux associés après respect des obligations légales.

Remarque

Le candidat ne doit pas confondre bénéfice distribuable et bénéfice distribué aux associés.

■ Détermination du bénéfice distribuable

	Résultat de l'exercice
–	RAN N–1 (si débiteur)
–	Réserve légale
–	Réserve statutaire
+	RAN N–1 (si créditeur)
=	<u>Bénéfice distribuable</u>

Ou :

	Résultat de l'exercice
+ ou –	RAN N–1
–	Réserves obligatoires
	(de par la loi ou les statuts)
=	<u>Bénéfice distribuable</u>

■ Autre réponse possible

Le résultat comptable est la différence entre les produits et les charges comptables de l'exercice. Le bénéfice distribuable correspond au résultat comptable corrigé du report à nouveau de l'exercice précédent et des dotations des réserves obligatoires.

À la loupe

Dans l'entreprise sociétaire, l'affectation des résultats est régie par la loi (livre II du Code de commerce) ou par les statuts.

En ce qui concerne les sociétés par actions et la société à responsabilité limitée, le Code de commerce prévoit dans ses articles L. 232-10, 232-11 et 232-16, l'affectation

d'une partie des bénéfices en réserves, la détermination d'un bénéfice distribuable et le calcul d'un premier dividende dont le taux est fixé par les statuts (d'où le nom parfois donné à ce premier dividende d'intérêt statutaire).

4. Présentation de l'affectation du résultat comptable de l'exercice 2014

À la loupe

- La difficulté de la question porte sur la limitation de la dotation à la réserve légale que le candidat ne doit pas oublier (art. L. 232-10 du Code de commerce).
- La difficulté relative au calcul du dividende est supprimée puisque le sujet donne le montant du dividende.
- Pour cette question, le candidat doit connaître le mode de calcul du dividende, soit l'intérêt statutaire (relevant des statuts de la société) et le superdividende déterminé lors de l'assemblée générale ordinaire.

Bénéfice de l'exercice		50 000
RAN 2014 (débit)		- 7 000
= Base de calcul de la réserve légale (RL)		43 000
- Réserve légale	$5 \% \times 43\,000 = 2\,150$	- 2 000
L'obligation de doter la RL s'éteint quand la RL atteint 10 % du capital social.	$10 \% \times 35\,000 = 3\,500$ Il ne reste à doter que $35\,000 - 33\,000 = 2\,000$	
= Bénéfice distribuable		41 000
- Dividendes		- 37 500
- Réserve facultative		- 1 000
= RAN 2015		2 500

5. Écriture d'affectation du résultat de l'exercice 2014

	04.05.2015	
120	Résultat	50 000
119	RAN débiteur	7 000
1061	Réserve légale	2 000
1068	Autres réserves	1 000
457	Associés – dividendes à payer	37 500
100	RAN créditeur	2 500
	(Affectation du résultat 2014)	

Le fait que le dividende soit versé sous forme d'actions ne modifie pas l'utilisation du compte utilisé, soit le 457 Associés – dividendes à payer. Ce dernier sera soldé lors de l'augmentation de capital.

6. Enregistrement du paiement des dividendes en actions

Nombre d'actions créées : $37\,500 / 12,5 = 3\,000$ actions nouvelles

Montant du nominal : $3\,000 \times 10 = 30\,000$

Montant de la prime d'émission : $3\,000 \times (12,5 - 10) = 7\,500$

	15.05.2015		
457	Associés – dividendes à payer	37 500	
1013	Capital		30 000
1041	Primes d'émission		7 500
	(Suivant AG dividendes en actions)		

À la loupe

L'article L. 232-18 du Code de commerce permet à l'assemblée d'accorder à chaque actionnaire une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions. Dans ce cas, un certain nombre de règles doivent être respectées et notamment :

- le prix d'émission des actions ne peut être inférieur au nominal,
- si les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé, le prix d'émission ne peut être inférieur à 90 % de la moyenne des cours cotés aux vingt dernières séances de bourse précédant le jour de la décision de la mise en distribution (diminuée du montant net du dividende) ;
- dans les autres sociétés, le prix d'émission est fixé, au choix de la société, soit en divisant le montant de l'actif net calculé d'après le bilan le plus récent par le nombre de titres existants, soit à dire d'expert désigné en justice à la demande du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas. L'application des règles de détermination du prix d'émission est vérifiée par le commissaire aux comptes qui présente un rapport spécial à l'assemblée générale ;
- lorsque le montant des dividendes ou des acomptes sur dividende auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire peut recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en espèces ou, si l'assemblée générale l'a demandé, le nombre d'actions immédiatement supérieur, en versant la différence en numéraire.

7. Autre modalité d'augmentation de capital par incorporation de réserves

Remarque

Pour répondre à cette question, le candidat doit faire appel à ses connaissances en droit des sociétés.

L'autre modalité est d'augmenter le nominal de chaque action.

Une augmentation de capital par augmentation de la valeur nominale ne peut s'effectuer que par prélèvement sur les réserves, les primes ou les bénéfices, à moins qu'elle ne soit décidée avec le consentement unanime des actionnaires

(C. com., art. L. 225-127, anc. art. 178 L. 1966). Les actions émises par les sociétés de capitaux doivent avoir une valeur nominale. Lorsque les statuts prévoient d'indiquer un montant nominal, les actions seront émises au « pair » statutaire. L'augmentation de capital par incorporation de réserves est sans incidence sur les fonds propres, mais elle permet d'apporter une garantie supplémentaire aux créanciers car le capital de la société n'est pas distribuable. Elle permet également d'éviter le problème des « rompus » lorsque l'on ne peut attribuer un nombre entier d'actions nouvelles pour une action ancienne.

8. Comptabilisation de l'augmentation de capital par incorporation de réserves

À la loupe

- Pour comptabiliser l'augmentation de capital par incorporation de réserves, le compte « Capital » est crédité pour le montant de l'augmentation de capital par le débit des comptes 106 « Réserves » (art. 941-10 du règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014).

Si la valeur nominale de l'action est de 10 €, le candidat peut déterminer le nombre d'actions émises.

- Deux solutions étaient acceptées à l'examen. Nous vous les proposons ci-après.

■ Solution 1

$$12\,500 \text{ €} / 10 = 1\,250 \text{ actions de } 10 \text{ €}$$

		15.05.2015		
1068	Autres réserves		12 500	
1013	Capital			12 500
	(Suivant AG incorporation de réserves)			

■ Solution 2

Nombre d'actions créées : $12\,500 / 12,5 = 1\,000$ actions nouvelles

Montant du nominal : $10 \times 1\,000 = 10\,000$

Montant de la prime d'émission : $1\,000 \times (12,5 - 10) = 2\,500$

		15.05.2015		
1068	Autres réserves		12 500	
1013	Capital			10 000
1041	Primes d'émission			2 500
	(Suivant AG incorporation de réserves)			

9. Capitaux propres au 31 mai 2015

À la loupe

- La question 9 est liée aux questions précédentes et le candidat doit y répondre en reprenant les réponses aux questions 4 et 8. L'absence de cohérence entre les différentes réponses sera sanctionnée par le correcteur.
- Les modifications apportées à l'annexe 3 concernent les comptes :
 - capital qui sera augmenté de l'augmentation de capital par incorporation de réserves (10 000 ou 12 500 selon la solution choisie) ;
 - prime d'émission si le candidat a retenu la solution 2 ;
 - réserve légale : augmenté de la dotation de l'exercice 2014 ;
 - autres réserves : augmenté de la dotation 2014 à la réserve facultative et diminué de l'incorporation au capital ;
 - le report à nouveau : le report à nouveau 2013 est soldé et le compte est augmenté du report à nouveau 2014 à solde créditeur ;
 - enfin le résultat de l'exercice est annulé puisqu'il a été réparti.

CAPITAUX PROPRES AU 31 MAI 2015

Capital social ou individuel	350 000 + 30 000 + 10 000 (ou 12 500)	390 000 (ou 392 500)
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	7 500 + 2 500 (ou 0)	10 000 (ou 7 500)
Écarts de réévaluation		0
Réserve légale	33 000 + 2 000	35 000
Réserves statutaires ou contractuelles		0
Réserves réglementées		0
Autres réserves	11 500 + 1 000 – 12 500	0
Report à nouveau	– 7 000 + 7 000 + 2 500	2 500
Résultat de l'exercice	50 000 – 50 000	0
Subventions d'investissement		0
Provisions réglementées		0
Total (I)		437 500

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 1 32,5 points sur 100 – 52 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Comptabiliser le versement effectué par M. Halescourt le 15 janvier 2015	2		5 min	
2. Rappeler la signification du report à nouveau	2		5 mi,	
3. Expliquer la différence entre le résultat comptable de l'exercice et le bénéfice distribuable.	3		6 min	
4. Présenter, dans un tableau, l'affectation du résultat comptable de l'exercice 2014.	8		12 min	
5. Enregistrer l'écriture d'affectation du résultat de l'exercice 2014.	5		8 min	
6. Enregistrer le paiement des dividendes en actions.	6		5 min	
7. Pour réaliser l'augmentation de capital par incorporation de réserves, la SAS Halescourt a choisi de distribuer des actions gratuites.	1		2 min	
8. Comptabiliser l'augmentation de capital par incorporation de réserves.	2		4 min	
9. Présenter les capitaux propres au 31 mai 2015 après toutes ses opérations. Renseigner à cet effet le tableau figurant en annexe A.	3,5		5 min	

Le barème est ici établi sur 100 points (diviser par 5 pour obtenir la note sur 20).

DOSSIER 2

FONDS COMMERCIAL

Niveau 3 • 20 points/100 • 32 min

Remarque

Le candidat doit revoir le chapitre 2, section 2, du Manuel DCG 10 Comptabilité approfondie (Dunod, 2015).

1. Définition d'une immobilisation incorporelle

« Une immobilisation incorporelle est un **actif non monétaire sans substance physique**.

Une immobilisation incorporelle est identifiable :

- si elle est séparable des activités de l'entité, c'est-à-dire susceptible d'être vendue, transférée, louée ou échangée de manière isolée ou avec un contrat, un autre actif ou passif ;
- ou si elle résulte d'un droit légal ou contractuel même si ce droit n'est pas transférable ou séparable de l'entité ou des autres droits et obligations. » (PCG. art 211-5).

L'article 212-1 du PCG précise qu'une immobilisation corporelle, incorporelle ou un stock est comptabilisé à l'actif lorsqu'à la fois il est probable que l'entité bénéficiera des avantages futurs correspondants et que le coût peut être déterminé de façon fiable.

2. Critères de comptabilisation d'un actif

Art. 212-1 : « Une immobilisation corporelle, incorporelle ou un stock est comptabilisé à l'actif lorsque les conditions suivantes sont simultanément réunies :

- il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants [...] ;
- son coût ou sa valeur peut être évalué avec une fiabilité suffisante. »

3. Comptabilisation des fonds commerciaux à l'actif

Les fonds commerciaux ne sont pas tous comptabilisés à l'actif ; seuls les fonds commerciaux acquis sont comptabilisés à l'actif en immobilisation incorporelle.

Les fonds commerciaux créés ne sont pas comptabilisés à l'actif car les dépenses ne peuvent pas être évaluées de façon fiable.

4. Calcul permettant d'obtenir la valeur du fonds commercial (226 000 €) dans l'annexe 5

Remarques

- La totalité des éléments de réponse se trouvent dans l'annexe 5 que le candidat doit lire avec attention.

- Le prix du fonds est égal à la part fixe (10 000 € payée lors de l'acquisition du fonds le 2 janvier 2014) et la part variable (redevances annuelles pendant 5 ans). Cette dernière correspond à 10 % du chiffre d'affaires (estimé à 500 000 € par l'entreprise Halescourt) payé pendant 5 ans et, pour obtenir la valeur du fonds commercial, les redevances doivent être actualisées au taux de 5 %, taux indiqué sans l'annexe 5.
- Le candidat ne doit pas utiliser le chiffre d'affaires de 420 000 qui ne correspond qu'au chiffre d'affaires de l'année 2014 et non au chiffre d'affaires prévisionnel utilisé pour le calcul des redevances.

$$\text{Montant à retenir} = 10\,000 + (500\,000 \times 10\%) \times [(1 - (1 + 0,05)^{-5}) / 0,05]$$

Remarque

Le résultat en euros n'est pas demandé par le sujet, seul le calcul l'est.

5. Écriture(s) nécessaire(s) le 2 janvier 2014

À la loupe

- La valeur du fonds de commerce est de 226 000 €. Elle se compose d'une partie fixe qui est payée lors de l'acquisition du fonds commercial (comptabilisée dans le compte 512 Banque) et d'une part variable qui sera payée sous forme de redevances chaque année pendant 5 ans. Cela représente une dette (comptabilisée au compte 4041 Fournisseurs).
- Pour la comptabilisation du fonds commercial (226 000 €), le candidat peut, soit passer une écriture unique qui reprend la part fixe (10 000 €) payée par la banque et la part variable (216 000 €) portée au crédit du compte 4041 Fournisseur, soit scinder en deux écritures : la première écriture comptabilise la valeur du fonds commercial qui est portée au crédit du compte 4041 Fournisseurs pour la totalité (226 000 €) et la seconde pour la part payée par le compte 5121 Banque (10 000 €).

		02.01.2014		
207	Fonds commercial		226 000	
4041	Fournisseurs			226 000
	(Contrat fonds commercial)			
		02.01.2014		
4041	Fournisseurs		10 000	
5121	Banques			10 000
	(Chèque ou virement part fixe)			

6. Comptabilisation du paiement de la redevance au 31.12.2014

En 2014 le chiffre d'affaires est de 420 000 €, aussi le montant de la redevance 2014 sera égal au chiffre d'affaires 214 000 € multiplié par le taux de part variable qui est de 10 % (voir annexe 5 du sujet) :

$$420\,000 \times 10\% = 42\,000$$

		31.12.2014		
4041	Fournisseurs		42 000	
5121	Banques			42 000
	(Chèque ou virement)			

7. Conditions de mises en œuvre d'un test de dépréciation

À chaque clôture d'exercice, lorsqu'il existe un indice de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur, l'entreprise doit procéder à un test de dépréciation : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Pour apprécier le risque de perte de valeur, une entreprise doit considérer des indices internes et externes à l'entreprise.

Ce sont les articles 214-16 et 214-17 du Plan comptable général qui définissent les conditions de mise en œuvre d'un test de dépréciation.

Art. 214-16 : « L'entité doit apprécier à chaque clôture des comptes et à chaque situation intermédiaire, s'il existe un **indice** quelconque **montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur.** »

Art. 214-17 : « Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, une entreprise doit au minimum considérer les indices suivants :

- externes : **valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt ou de rendement ;**
- internes : obsolescence ou **dégradation physique.** »

8. Comptabilisation de la dépréciation du fonds commercial à la clôture de l'exercice 2014

L'article 322-5 du PCG relatives aux modalités d'évaluation des dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles indique qu'il est nécessaire, à chaque clôture de comptes, de déterminer si la valeur actuelle du fonds commercial est devenue inférieure à la valeur comptable correspondante.

L'annexe 5 du sujet précise que la valeur actuelle au 31 décembre 2014 du fonds commercial est estimée à 218 000 €. Le montant de la dépréciation au 31 décembre 2014 est donc de :

Montant de la dépréciation : $226\ 000 - 218\ 000 = 8\ 000$

31.12.2014			
68161	Dotations pour dépréciation	8 000	
2907	Dépréciation du fonds commercial (<i>Dotation de l'exercice</i>)		8 000

Pour approfondir

Compte tenu des règles fixées par l'article 322-5 du PCG relatives aux modalités d'évaluation des dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles, il y a lieu d'analyser, à chaque clôture de comptes, si la valeur actuelle du fonds commercial est devenue inférieure à la valeur comptable correspondante.

L'amortissement du fonds de commerce avait été initialement prévu par les articles 34 et 37 de la quatrième directive du Conseil des communautés européennes en date du 25 juillet 1978.

Selon la directive, le fonds de commerce devait s'amortir sur une durée de 5 ans. Les États pouvaient cependant autoriser les sociétés à amortir systématiquement leur fonds de commerce sur une période supérieure à 5 ans à condition que cette période n'excède pas la durée d'utilisation de cet actif, qu'elle soit mentionnée dans l'annexe et qu'elle soit dûment motivée.

La législation et la réglementation françaises sont restées totalement muettes à ce sujet. Ni le Code de commerce (article L. 123-12 à L. 123-28), ni le décret du 29 novembre 1983 ne comportent de dispositions relatives à l'amortissement du fonds de commerce. Le Plan comptable général a toutefois prévu le compte 2807 « Amortissement du fonds commercial » (mais aussi un compte 2907 « Dépréciation du fonds commercial »).

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 2 20 points sur 100 – 32 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Rappeler la définition d'une immobilisation incorporelle	3		4 min	
2. Indiquer les critères de comptabilisation d'un actif	3		5 min	
3. Les fonds commerciaux sont-ils tous comptabilisés à l'actif ? Justifier votre réponse	3		4 min	
4. Présenter le calcul permettant d'obtenir la valeur du fonds commercial (= 226 000 €).	2		3 min	
5. Enregistrer la(ou les) écriture(s) nécessaire(s) le 2 janvier 2014	2		4 min	
6. Comptabiliser le paiement de la redevance au 31/12/2014	2		3 min	
7. Rappeler les conditions de mise en œuvre d'un test de dépréciation	2		4 min	
8. Comptabiliser la dépréciation du fonds commercial à la clôture de l'exercice 2014	3		5 min	

Le barème est ici établi sur 100 points (diviser par 5 pour obtenir la note sur 20).

DOSSIER 3 SINISTRE

Niveau 3 • 30 points • 48 min

Remarque

Le candidat doit revoir le chapitre 2, section 2, du Manuel DCG 10 Comptabilité approfondie (Dunod, 2015).

1. Écriture de régularisation relative à l'encaissement de l'indemnité d'assurance

À la loupe

• L'incendie qui a eu lieu dans l'atelier de l'entreprise est couvert par une assurance. Le sinistre est comptabilisé en charge (charge décaissée ou provision) ; l'indemnité

d'assurance doit être comptabilisée dans le compte 791 « Transferts de charges ». Cependant, lorsque l'indemnité d'assurance couvre la destruction totale d'une immobilisation, elle est considérée comme constituant le prix de cession de l'immobilisation et doit être comptabilisée dans le compte 775 « Produits de cession d'éléments d'actif » (PCEA). L'indemnité de 19 000 € perçue par la société sera donc comptabilisée en compte 7752 pour l'indemnité relative au module de cuisson (16 000 €) qui est considéré comme sorti de l'actif, et en compte 791 pour l'indemnité de l'atelier (2 000 €) remis en état et l'indemnité de compensation du stock de matières premières biologiques.

- L'écriture peut être comptabilisée à la date de réception de l'indemnité, soit le 22 décembre 2014, ou lors de l'enregistrement des écritures d'inventaire au 31 décembre 2014. On solde le compte d'attente par les comptes 7752 et 791.

22.12.2014			
471	Compte d'attente	19 000	
7752	PCEA		16 000
791	Transferts de charges (Indemnités d'assurance)		3 000

2. Comptabilisation des conséquences du sinistre pour le module de cuisson

À la loupe

Le module de cuisson n'est pas susceptible d'être remis en état et doit être sorti de l'actif de la société. Le bien n'est pas totalement amorti à la date du sinistre, on comptabilisera donc un complément d'amortissement, exceptionnel dans le compte 6871 « Dotations aux amortissements exceptionnels sur immobilisations ».

Il est possible également d'enregistrer directement la valeur résiduelle du bien dans un compte de charges exceptionnelles, le compte 675 par exemple. La première solution permet toutefois la mise en œuvre du régime des amortissements réputés différés si le résultat fiscal de l'exercice est déficitaire.

■ *Calculs préalables*

Avant de passer les écritures, il faut déterminer la valeur nette comptable du module de cuisson MOD123 à la date de sortie, soit la date de destruction le 30 septembre 2014 :

- Amortissement 2012 : $32\,000 \times 1/4 = 8\,000$ € (le bien a été acquis le 2 janvier 2012, soit une année entière)
- Amortissement 2013 : 8 000 €
- Amortissement 2014 : $8\,000 \times 9/12 = 6\,000$ €

$$\text{VNC} = 32\,000 - (8\,000 + 8\,000 + 6\,000) = 10\,000 \text{ €}$$

Au titre de l'année 2014, la société comptabilisera un complément d'amortissement de 6 000 € et un amortissement exceptionnel de 10 000 € (VNC du module au 31 décembre 2014) Le bien sera sorti de l'actif pour sa valeur d'entrée, soit 32 000 €.

Les écritures peuvent être passées lors de la sortie du bien ou à l'inventaire le 31 décembre 2014.

■ Solution 1

		30.09.2014		
68112	Dotation aux amortissements	6 000		
28154	Amortissement (Complément d'amortissement comptable)		6 000	
		30.09.2014		
6871	Dotation aux amortissements	10 000		
28154	Amortissement (Amortissement exceptionnel pour annuler la VNC)		10 000	
		30.09.2014		
28154	Amortissements	32 000		
2154	Matériel industriel (Sortie de l'actif)		32 000	

■ Solution 2

		30.09.2014		
68112	Dotation aux amortissements	6 000		
28154	Amortissement (Complément d'amortissement comptable)		6 000	
		30.09.2014		
28154	Amortissements	10 000		
6752	VCEAC	22 000		
2154	Matériel industriel (Sortie de l'actif)		32 000	

3. Comptabilisation des conséquences du sinistre pour l'atelier

L'atelier est réparable, il n'est donc pas sorti de l'actif.

La réparation consiste en une remise en état : elle est comptabilisée en charges.

À la loupe

Lorsqu'il s'agit de réparations ne constituant ni une immobilisation ni un de ses composants, par exemple le nettoyage d'une façade suite à un incendie, l'indemnité d'assurance est considérée comme une charge imputable à des tiers (« Transfert de charges d'exploitation », compte 791 selon le PCG) comprise dans les produits d'exploitation, alors que les frais de réparation sont compris dans les charges d'exploitation ; ainsi, le résultat d'exploitation se trouve uniquement affecté de la charge supportée définitivement par l'entreprise (Bull. CNC n° 32, octobre 1977, p. 5), telle que, par exemple, le montant de la franchise.

30.09.2014			
6 152	Entretien	3 000	
44566	TVA déductible	600	
4011	Fournisseurs (Facture n°...)		3 600

Pour approfondir

Un sinistre intervenant sur un actif (incendie par exemple) peut être couvert par une assurance.

Le sinistre étant comptabilisé en charge (charge décaissée ou provision), l'indemnité d'assurance doit être comptabilisée, dans le compte 79 « Transferts de charges ». Cependant, lorsque l'indemnité d'assurance couvre la destruction totale ou le vol d'une immobilisation, elle est considérée comme constituant le prix de cession de l'immobilisation.

4. Comptabilisation des conséquences du sinistre pour le stock de matières premières biologiques et justification

Aucune écriture spécifique n'est à passer.

Le sinistre aura des conséquences sur le montant du stock final (diminution) et sera donc indirectement pris en compte dans les écritures de variations de stocks en fin d'exercice.

À la loupe

Dans le cadre de la destruction par un sinistre (incendie, inondation, etc.), s'agissant, en général, d'une situation exceptionnelle, on peut également considérer que l'indemnité constitue un « transfert de charges exceptionnelles ». Elle sera alors portée au crédit du compte 797 transferts de charges exceptionnelles.

5. Comptabilisation d'une provision pour impôt et justification

La plus-value à court terme réalisée à la suite de la perception de l'indemnité d'assurance peut, sous certaines conditions, être imposée de manière étalée (CGI, art. 39, quaterdecies 1^{er}). Dans ce cadre et en vertu des articles 321-1 et 321-5 du règlement 2014-03, à la clôture de l'exercice du sinistre, l'entreprise doit doter une provision pour le montant estimé de l'impôt. Il s'agit d'un passif dont le montant ou l'échéance n'est pas connu de façon précise.

Art. 321-1 : « 1. Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. L'ensemble de ces éléments est dénommé passif externe.

2. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler des pratiques passées de l'entité, de sa politique affichée ou d'engagements publics suffisamment explicités qui ont créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait qu'elle assumera certaines responsabilités.

3. Le tiers peut être une personne physique ou morale, déterminable ou non. »

Art. 321-5 : « Une provision est un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. »

6. Calcul du montant de la provision pour impôt

Le montant de la provision correspond à la plus-value dégagée sur la sortie du module de cuisson, soit :

- Calcul de la valeur nette comptable : $32\,000\text{ €} - (8\,000 + 8\,000 + 6\,000) = 10\,000\text{ €}$
- Montant de l'indemnité, soit prix de cession du module : $16\,000\text{ €}$
- Plus-value à CT : $16\,000 - 10\,000 = 6\,000\text{ €}$
- Montant estimé de l'IS : $6\,000 \times 1/3 = 2\,000\text{ €}$

Donc, montant de la provision pour impôt = $2\,000\text{ €}$.

À la loupe

Sur un plan fiscal, les transferts de charges et les produits exceptionnels entrent dans le résultat fiscal pour leur totalité. Par contre, un régime spécifique de plus-values à long terme et à court terme est applicable aux plus-values afférentes à des biens, réalisées à la suite d'une perception d'indemnités d'assurances ou

d'expropriation. Dans ce cas, le paiement de l'impôt sur la plus-value à long terme pourra être effectué avec un différé de deux ans. Quant aux plus-values à court terme, elles ne seront intégrées dans le bénéfice fiscal que sur un nombre d'années égal au nombre d'années d'amortissements pratiquées sur le bien (ici douze), ce nombre étant toutefois limité à quinze.

7. Écriture nécessaire au 31.12.2014 concernant la provision pour impôt

31.12.2014			
6875	Dotations provision exceptionnelle	2 000	
155	Provisions pour impôt (<i>Dotation provision pour impôt</i>)		2 000

Remarque

On peut utiliser le compte 6815 « Dotations aux provisions d'exploitation » à la place de 6875.

8. Comptabilisation des amortissements dérogatoires

a) Dispense de comptabilisation des amortissements dérogatoires pour le module de cuisson

L'entreprise avait le droit de se dispenser de comptabiliser des amortissements dérogatoires pour le module car la pratique de l'amortissement dégressif est un choix de l'entreprise.

Remarque

Toute autre réponse en adéquation avec l'article 214-8 du plan comptable général est pertinente.

Art. 214-8 : « Par exception, des textes particuliers prescrivent ou autorisent la comptabilisation d'amortissements dérogatoires ou de provisions réglementées ne correspondant pas à l'objet normal d'un amortissement ou d'une dépréciation. »

Il s'agit en règle générale de l'application de mesures fiscales ou d'une usure ou dépréciation accélérée du bien.

b) Comptabilisation d'amortissements dérogatoires sur d'autres actifs

Oui, l'entreprise peut comptabiliser des amortissements dérogatoires sur d'autres actifs car les amortissements dérogatoires n'obéissent pas à des règles comptables

(ils sont la conséquence de règles fiscales). Ils ne sont donc pas soumis au principe de permanence des méthodes.

Pour approfondir

Les amortissements dérogatoires sont des amortissements ou fractions d'amortissements ne correspondant pas à l'objet normal d'un amortissement « comptable » et comptabilisés en application de textes particuliers. Les amortissements dérogatoires font partie des provisions réglementées


Peuvent être notamment des amortissements dérogatoires :

- la différence entre l'amortissement dégressif et l'amortissement linéaire si l'amortissement linéaire est considéré comme un amortissement « comptable » ;
- la différence entre l'amortissement fiscal et l'amortissement comptable, lorsque l'amortissement comptable est fait sur une durée (plus longue) d'utilisation que la durée d'usage qui sert de référence en matière fiscale ;
- la différence entre l'amortissement fiscal effectué sur la totalité de la valeur d'entrée de l'immobilisation et l'amortissement comptable lorsqu'il est tenu compte pour celui-ci d'une valeur résiduelle ;
- la différence entre l'amortissement exceptionnel sur douze mois des logiciels acquis et leur amortissement « comptable » (CGI, art. 236-II) ;
- la différence entre l'amortissement exceptionnel sur douze mois des installations de lutte contre les pollutions, des matériels destinés à économiser l'énergie, des matériels destinés à lutter contre le bruit, des véhicules non polluants et de leurs équipements, des matériels de la chaîne de distribution ou d'approvisionnements en énergie et leur amortissement « comptable »

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 3 30 points sur 100 – 48 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nbre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Présenter l'écriture de régularisation relative à l'encaissement de l'indemnité d'assurance.	5		8 min	
2. Comptabiliser les conséquences du sinistre pour le module de cuisson.	9		15 min	
3. Comptabiliser les conséquences du sinistre pour l'atelier.	3		5 min	
4. Comptabiliser les conséquences du sinistre pour le stock de matières premières biologiques. Justifier.	3		5 min	
5. L'entreprise doit-elle comptabiliser une provision pour impôt ? Justifier votre réponse.	2		3 min	
6. Calculer le montant de la provision pour impôt.	2		3 min	



 DOSSIER 3 30 points sur 100 – 48 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (<i>nbre de points</i>)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
7. Enregistrer l'écriture nécessaire au 31.12.2014 concernant la provision pour impôt.	2		3 min	
8. L'entreprise pouvait-elle se dispenser de comptabiliser les amortissements dérogatoires pour le module et peut-elle comptabiliser des amortissements dérogatoires sur d'autres actifs ? Justifier vos réponses en mobilisant, le cas échéant, le principe comptable concerné.	4		6 min	

Le barème est ici établi sur 100 points (diviser par 5 pour obtenir la note sur 20).

DOSSIER 4

RELATIONS AVEC L'EXPERT-COMPTABLE

Niveau 2 • 17,5 points • 28 min

Remarque

Le candidat doit revoir le chapitre 8, sections 1 et 2, du Manuel DCG 10 Comptabilité approfondie (Dunod, 2015).

1. Obligation de recours aux services d'un expert-comptable

L'entreprise n'est pas obligée de recourir aux services d'un expert-comptable.

Les missions de l'expert-comptable sont d'ordre contractuelles, il n'y a pas d'obligation légale à recourir aux services d'un expert-comptable contrairement aux obligations légales de désignation d'un commissaire aux comptes dans certaines sociétés. L'attestation d'un expert-comptable sur les documents annuels apporte cependant du crédit aux documents annuels et elle est parfois demandée par les créanciers, comme, par exemple, les banques et organismes de crédit.

À la loupe

Selon l'article 2 modifié de l'ordonnance du 19 septembre 1945 :

« Est expert-comptable ou réviseur comptable celui qui fait profession habituelle de réviser et d'apprécier les comptabilités des entreprises et organismes auxquels il n'est pas lié par un contrat de travail. Il est également habilité à attester la régularité et la sincérité des bilans et des comptes de résultats.

L'expert-comptable fait aussi profession de tenir, centraliser, ouvrir, arrêter, surveiller, redresser et consolider les comptabilités des entreprises et organismes auxquels il n'est pas lié par un contrat de travail.

L'expert-comptable peut aussi organiser les comptabilités et analyser, par les procédés de la technique comptable, la situation et le fonctionnement des entreprises et organismes sous leurs aspects économique, juridique et financier.

Il fait rapport de ses constatations, conclusions et suggestions.

L'expert-comptable peut aussi accompagner la création d'entreprise sous tous ses aspects comptables ou à finalité économique et financière. Il peut également assister, dans leurs démarches déclaratives à finalité fiscale, sociale et administrative, les personnes physiques qui leur ont confié les éléments justificatifs et comptables nécessaires auxdites démarches ».

2. Missions de l'expert-comptable et du commissaire aux comptes

Ce qui distingue la mission de l'expert-comptable de la mission de commissaire aux comptes tient à la nature juridique de la mission :

- la mission de l'expert-comptable est contractuelle ;
- la mission du commissaire aux comptes est légale.

Si l'entreprise n'a pas l'obligation de désigner un expert-comptable, elle a l'obligation de désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes dans le cadre du contrôle des sociétés anonymes (art. L. 225-218) et de certaines sociétés à responsabilité limitée (l'article L. 223-35) ; des dispositions semblables sont prévues pour certaines sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandites par actions comptes.

Le commissaire aux comptes peut par ailleurs mener d'autres missions d'audit dans un cadre contractuel.

À la loupe

Les missions de l'expert-comptable sont principalement :

- la mission de présentation des comptes : l'objectif d'une mission de présentation des comptes consiste, pour le professionnel de l'expertise comptable, sur la base de diligences ne mettant pas en œuvre toutes les procédures requises pour un audit ou un examen limité, à conclure qu'il n'a pas relevé d'éléments de nature à remettre en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels de l'entité établis sous la responsabilité de la direction conformément au référentiel comptable qui lui est applicable ;
- la mission d'examen limité des comptes : l'objectif d'une mission d'examen limité des comptes consiste, pour le professionnel de l'expertise comptable, sur la base de diligences ne mettant pas en œuvre toutes les procédures requises pour un audit, à conclure qu'il n'a pas relevé d'éléments le conduisant à considérer que ces comptes ne sont pas établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel comptable qui leur est applicable.

- et des missions d’audit, missions qui sont contractuelles contrairement aux commissaires aux comptes qui mènent des missions d’audit légal.

3. Utilité de la lettre de mission et deux éléments de son contenu

À la loupe

- L’expert-comptable doit respecter un certain nombre de règles qui ont été fixées par un code de déontologie des professionnels de l’expertise comptable intégré dans le décret 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l’exercice de l’activité d’expertise comptable.
- Ce code oblige entre autres le professionnel à établir avec son client un contrat écrit (appelé lettre de mission) définissant la mission et précisant les droits et obligations de chacune des parties.

a) L’utilité de la lettre de mission

L’utilité de la lettre de mission est la suivante :

- organiser la relation entre les parties et la mission le plus efficacement possible ;
- limiter les situations litigieuses en précisant la répartition des tâches et les obligations de chaque partie ;
- servir de preuve en cas de litige (recherche des responsabilités respectives).

b) Contenu de la lettre de mission

La lettre de mission contient les éléments suivants :

- la présentation des parties ;
- la qualification et description de la mission (objet du contrat) ;
- les obligations et responsabilités de chaque partie ;
- les délais d’exécution ;
- les modalités d’exécution ;
- les conditions financières (honoraires) ;
- la durée de la mission ;
- le nom et le rôle du professionnel de l’expertise comptable responsable de la mission ;
- le cas échéant, un tableau de répartition des tâches entre le client et le professionnel de l’expertise comptable.

Remarque

La question du sujet n'attend du candidat que 2 éléments.

4. Citer trois critères de l'éthique professionnelle des experts-comptables

Remarque

Le programme officiel de l'UE 10 Comptabilité approfondie comporte 5 critères et la réponse à la question est de citer 3 des 5 critères précisés.

Critères de l'éthique professionnelle des experts-comptables :

- indépendance ;
- compétence ;
- intégrité ;
- objectivité ;
- confidentialité.

À la loupe

• Le principe d'indépendance est défini par les articles 145 et 146 du code de déontologie des experts-comptables. Les experts-comptables et leurs salariés exercent leur activité avec compétence, conscience professionnelle et indépendance d'esprit. Ils s'abstiennent d'agissements contraires à la probité, l'honneur et la dignité. Ils doivent éviter toute situation qui pourrait faire présumer d'un manque d'indépendance. Ils doivent être libres de tout lien extérieur d'ordres personnel, professionnel ou financier, qui pourrait être interprété comme constituant une entrave à leur intégrité ou à leur objectivité.

• Le principe de compétence impose des obligations à l'ensemble des professionnels comptables :

- maintenir les connaissances et les compétences professionnelles au niveau requis pour que les clients ou les employeurs bénéficient d'un service professionnel de qualité ;
- agir de façon diligente en conformité avec les normes techniques et professionnelles applicables lors de la fourniture des services professionnels.

• Le principe d'intégrité impose à l'ensemble des professionnels comptables l'obligation d'être droits et honnêtes dans toutes leurs relations professionnelles et leurs relations d'affaires. Un professionnel ne doit pas accepter d'être associé aux rapports, aux déclarations fiscales, aux communications ou à toute autre information quand il croit que l'information fournie :

- est contenue dans un document matériellement faux ou trompeur ;
- est contenue dans un document ou un rapport fourni imprudemment ;
- est omise ou obscurcit une autre information exigée.

- Le principe d'objectivité impose à l'ensemble des professionnels comptables l'obligation de ne pas laisser des partis pris, des conflits d'intérêts ou l'influence excessive de tiers compromettre leur jugement professionnel. Le professionnel doit être libre de tout intérêt dans ses jugements. Il faut qu'il puisse se détacher de toute pression qui puisse agir sur ses décisions.
- Le principe de confidentialité impose à tous les professionnels comptables de ne pas divulguer, en dehors du cabinet ou de l'organisation qui les emploie, des informations confidentielles recueillies dans le cadre de leurs relations professionnelles ou commerciales sans avoir d'autorisation spécifique appropriée, à moins qu'il existe un droit ou une obligation légale ou professionnelle de le faire ; il interdit de se servir d'informations confidentielles recueillies dans le cadre de relations professionnelles ou commerciales pour leur bénéfice personnel ou au bénéfice de tiers. Il doit respecter le secret professionnel auquel la loi le soumet.

5. Cumul de la fonction d'expert-comptable avec celle de commissaire aux comptes de la société

M. Bouint ne peut pas cumuler sa fonction avec celle de commissaire aux comptes de la société. Il s'agit d'une incompatibilité. M. Bouint ne peut contrôler des comptes qu'il a établis, ce qui le placerait dans une situation d'auto-révision.

En effet, l'accomplissement de certaines fonctions ou activités par les experts-comptables est de nature à créer des conflits d'intérêt susceptibles de porter atteinte à leur indépendance.

L'incompatibilité du cumul des fonctions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes résulte de l'application du principe d'indépendance.

À la loupe

Les règles déontologiques applicables au professionnel libéral précisent les situations qui peuvent remettre en cause l'indépendance du professionnel libéral.

Ainsi, l'article 10 du code de déontologie des commissaires aux comptes précise que « il est interdit au commissaire aux comptes de fournir à la personne dont il certifie les comptes, ou aux personnes qui la contrôlent ou qui sont contrôlées par elle au sens des I et II de l'article L. 233-3 du Code de commerce, tout conseil ou toute prestation de services n'entrant pas dans les diligences directement liées à la mission de commissaire aux comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel ».

Cet article donne ensuite une liste d'opérations qu'il ne peut réaliser.

6. Obligations comptables de l'entreprise d'expertise comptable de M. Bouint après transformation en SARL et justification

Une SARL est toujours commerciale, quel que soit son objet.

L'entreprise d'expertise-comptable serait alors une personne morale ayant la qualité de commerçant et devrait tenir une comptabilité d'engagement :

- enregistrer les mouvements affectant le patrimoine ;
- effectuer un inventaire physique au moins une fois par an ;
- établir des comptes annuels.

Autonotation et calcul du temps consacré

DOSSIER 4 17,5 points sur 100 – 28 min	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (nombre de points)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
1. Préciser si la SAS Halescourt est obligée de recourir aux services d'un expert-comptable.	2		3 min	
2. Qualifier la mission de l'expert-comptable et qualifier la mission du commissaire aux comptes de façon à mettre en évidence ce qui les distingue.	4		6 min	
3. Indiquer l'utilité de la lettre de mission et citer deux éléments de son contenu.	4		6 min	
4. Citer 3 critères de l'éthique professionnelle des experts-comptables	3		5 min	
5. M. Bouint, actuel expert-comptable, peut-il cumuler sa fonction avec celle de commissaires aux comptes de la société ? Justifier.	2,5		4 min	
6. Expliquer en quelques lignes quelles seraient les obligations comptables de l'entreprise d'expertise-comptable de M. Bouint après transformation en SARL. Justifier votre réponse	2		4 min	

Le barème est ici établi sur 100 points (diviser par 5 pour obtenir la note sur 20).

Récapitulatif

QUESTIONS TRAITÉES	NOTATION		DURÉE	
	Valeur de la question (<i>nombre de points</i>)	Votre évaluation	Temps moyen	Votre temps
Lecture du sujet			10 min	
Dossier 1 Capitaux permanents	32,5/100		52 min	
Dossier 2 Fonds commercial	20/100		32 min	
Dossier 3 Sinistre	30/100		48 min	
Dossier 4 Relations avec l'expert-comptable	17,5/100		28 min	
Relecture de la copie			10 min	
Totaux	100/100		180 min	

Le total des points sera à diviser par 5 pour obtenir une note sur 20.

5

PARTIE

Fiches méthodo

FICHE 1

FICHE 2

Les principales questions posées (sujets 2011 à 2015)

Réussir l'examen


Fiche 1 : Les principales questions posées (sujets 2011 à 2015)

ÉPREUVE N° 2 : DROIT DES SOCIÉTÉS

3 heures • Coefficient 1

NATURE : ÉPREUVE ÉCRITE	2011	2012	2013	2014	2015
Étude d'une ou de plusieurs situations pratiques	X	X	X	X	X
Commentaire d'un ou plusieurs documents	X	X	X	X	X
Une ou plusieurs questions	X	X	X		
PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
1. L'entreprise en société					
<i>1.1 Notions générales</i>					
Sources et évolution du droit.					
Nature juridique de la société ; contrat, institution.					
Éléments caractéristiques de l'acte de société ; le contrat, les nullités.					
Éléments caractéristiques de la personnalité morale ; l'intérêt social, la responsabilité, l'abus de droit.		X			
Éléments de droit comparé (Common Law et droit européen) : Public limited company (Plc), Company limited by shares (Ltd).					
<i>1.2 La société, personne juridique</i>					
Constitution de la société et acquisition de la personnalité morale ; apports des associés et immatriculation de la personne morale					
Identité : les attributs de la personne morale (nom, siège, patrimoine, durée, capacité).					



 PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
Associés et dirigeants, organes sociaux : fonctionnement, représentation, responsabilité, gouvernance.					
Aspects juridiques intéressant les capitaux et résultats : le capital social, les capitaux propres, la notion de bénéfice et de dividende, la notion de capital variable.					
Contrôle et sanctions.					
Dissolution et liquidation, modalités et étendue de la personnalité morale pendant les phases de dissolution et liquidation.			X		
1.3 La société sans personnalité juridique propre					
Dispositions régissant l'absence de personnalité juridique de la société.			X		X
Société de fait.					
Société créée de fait.		X			
Société en participation.					
2. Les principaux types de sociétés					
Sociétés à responsabilité limitée : pluripersonnelle et unipersonnelle		X		X	X
Sociétés anonymes : classique, à directoire.	X		X		X
Sociétés par actions simplifiées : pluripersonnelle et unipersonnelle.				X	X
Société en nom collectif.					
Sociétés civiles : immobilière, professionnelle, de moyens.					
3. L'association					
Notions générales et typologie.					
Constitution de l'association et acquisition de la personnalité morale.					
Représentation, fonctionnement et responsabilité des organes sociaux.	X				
Conséquences de l'exercice, par une association, d'une activité économique (concurrentielle ou non).					
Contrôle des associations.					
Dissolution et liquidation.					
4. Autres types de groupement					
Caractéristiques essentielles des :					
• sociétés en commandite					
• sociétés d'exercice libéral (SEL)					





PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
• sociétés coopératives					
• sociétés agricoles : GAEC, GFA, SCEA					
• sociétés d'économie mixte (SEM)					
• groupement d'intérêt économique (GIE)					
• groupement européen d'intérêt économique (GEIE)					
• société européenne	X				
5. Droit pénal des groupements d'affaires					
5.1 Infractions spécifiques du droit pénal des sociétés et groupements d'affaires					
Abus de biens sociaux.				X	
Distribution de dividendes fictifs.		X			
Présentation ou publication de bilan ne donnant pas une image fidèle.		X			
Infractions relatives à la constitution et à la dissolution de la société, aux assemblées, au contrôle de la société, ainsi qu'aux droits sociaux et aux modifications du capital social.					
Modalités de l'action en justice et possibilité de mise en œuvre de l'action publique.					
5.2 Infractions générales du droit pénal des affaires					
Abus de confiance.			X		
Escroquerie.					X
Faux et usage de faux.					
Recel			X	X	


ÉPREUVE N° 4 : DROIT FISCAL

Durée : 3 heures • Coefficient : 1


NATURE : ÉPREUVE ÉCRITE	2011	2012	2013	2014	2015
Étude d'une ou de plusieurs situations pratiques	X	X	X	X	
Commentaire d'un ou plusieurs documents					
Une ou plusieurs questions					



 PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
1. Introduction générale au droit fiscal					
Définition et caractéristiques de l'impôt					
Les principales classifications des impôts et taxes					
Les sources internes et supranationales du droit fiscal					
L'organisation de l'administration fiscale					
2. L'imposition du résultat de l'entreprise					
2.1 L'imposition des résultats dans le cadre des entreprises individuelles					
Les bénéfices industriels et commerciaux :					
• champ d'application					
• distinction entre les Bic professionnels et les Bic non professionnels					
• principes généraux de détermination du résultat imposable		X	X	X	X
• produits imposables		X	X	X	X
• charges déductibles			X	X	X
• plus-values et moins-values		X	X	X	X
• détermination et déclaration du résultat fiscal		X	X	X	X
• traitement des déficits					
• régimes d'imposition : régime réel normal, réel simplifié, régime des micro-entreprises, régime de l'auto-entrepreneur		X			
• les centres de gestion agréés et les associations de gestion et de comptabilité					
Les bénéfices agricoles :					
• champ d'application					
• les différents régimes d'imposition et les règles générales de détermination du résultat : évaluation réelle, évaluation forfaitaire					
• les centres de gestion agréés et les associations de gestion et de comptabilité					
Les bénéfices non commerciaux :					
• champ d'application					
• distinction entre les BNC professionnels et les BNC non professionnels					
• les régimes d'imposition et les règles générales de détermination du résultat : micro-BNC, évaluation réelle				X	

 PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
• les associations de gestion agréées et les associations de gestion et de comptabilité				X	
2.2. L'imposition des résultats dans le cadre des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés					
Champ d'application et territorialité de l'impôt sur les sociétés	X				X
Détermination et déclaration du résultat fiscal	X		X	X	
Liquidation et paiement de l'impôt sur les sociétés	X		X		X
Traitement des déficits			X		
L'affectation du résultat et le régime des revenus distribués					
2.3 L'imposition des résultats dans le cadre des sociétés de personnes					
Champ d'application		X	X		
Détermination du résultat fiscal		X	X		
Détermination de la quote-part des résultats de chaque associé		X			
2.4 Les crédits d'impôt et les aides fiscales					
Les crédits d'impôt accordés aux entreprises					
Les aides fiscales accordées aux entreprises					
3. L'imposition du revenu des particuliers					
3.1 L'impôt sur le revenu					
Champ d'application de l'impôt sur le revenu					
Territorialité de l'impôt sur le revenu					
Caractéristiques du revenu imposable					
Traitements et salaires	X		X	X	X
Rémunérations des dirigeants					
Revenus des capitaux mobiliers	X		X		X
Revenus fonciers	X		X	X	
Plus-values mobilières et immobilières			X	X	
Règles générales de calcul de l'impôt sur le revenu					
Principales charges déductibles du revenu global et modalités de prise en compte des réductions et crédits d'impôt					X
Déclaration, liquidation et paiement de l'impôt sur le revenu	X				



 PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
3.2 La contribution sociale généralisée, la contribution au remboursement de la dette sociale, le prélèvement social					
Les prélèvements sur les revenus d'activité				X	
Les prélèvements sur les revenus du capital				X	
4. La taxe sur la valeur ajoutée					
Champ d'application		X	X	X	
Territorialité de la TVA					X
La TVA collectée (base, taux, fait générateur et exigibilité)	X	X	X	X	X
La TVA déductible (conditions générales, coefficients de déduction, d'assujettissement, de taxation et d'admission, secteurs distincts d'activité et régularisations)	X	X	X	X	X
Le crédit de TVA	X	X			X
Modalités d'établissement des déclarations de TVA		X			
Païement de la TVA	X	X	X	X	
Règles applicables aux petites entreprises					
5. L'imposition du capital					
5.1 L'impôt de solidarité sur la fortune					
Champ d'application					
Personnes imposables					
Règles générales de détermination de la base imposable			X		
Principe du calcul					
5.2 Les droits d'enregistrement					
Généralités sur les droits d'enregistrement					
Droits de mutation à titre onéreux sur :					
• les cessions d'immeubles					
• les cessions de fonds de commerce					
• les cessions de droits sociaux					
Les droits d'enregistrement et la constitution des sociétés					
5.3 Les impôts locaux					
Principes et règles générales applicables aux principales taxes et cotisations locales	X	X			





PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
6. Les taxes assises sur les salaires					
La taxe sur les salaires					X
La taxe d'apprentissage					
La participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue					
La participation des employeurs au financement de la construction					
7. Le contrôle fiscal					
Les différentes formes de contrôle fiscal					
Les principes généraux du contrôle fiscal	X				
La vérification de comptabilité	X				X

ÉPREUVE N° 6 : FINANCE D'ENTREPRISE


Durée : 3 heures • Coefficient : 1

NATURE : ÉPREUVE ÉCRITE	2011	2012	2013	2014	2015
Étude d'une ou de plusieurs situations pratiques	X	X	X	X	X
Une ou plusieurs questions	X	X	X	X	X
PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
1. La valeur					
1.1 La valeur et le temps					
Coût de l'argent, taux d'intérêt (nominal et réel)					
Valeur présente et valeur future	X	X	X	X	X
Annuités et rentes	X		X		
Capitalisation et actualisation en temps discret	X	X	X	X	
Valeur de marché				X	
Relation taux requis – valeur				X	
Évaluation d'une dette à taux fixe				X	
Taux de rendement actuariel				X	X
1.2 La valeur et le risque					
Couple rentabilité – risque : la représentation espérance / écart-type	X			X	
Introduction à la diversification : le cas de deux actifs	X			X	
Modélisation d'une rentabilité aléatoire avec un modèle à deux facteurs					




 PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
Notions de risque diversifiable et de risque non diversifiable	X			X	
1.3 La valeur et l'information					
Information et incertitude					X
Notion de marché financier	X			X	X
Valeur, information et prix de marché	X			X	X
Efficiency informationnelle	X				
2. Le diagnostic financier des comptes sociaux					
2.1 La démarche de diagnostic					
Diagnostic économique, diagnostic financier d'une entreprise	X	X	X	X	X
Diversité des méthodes	X	X	X	X	X
Comparaison dans l'espace et dans le temps	X	X	X	X	X
Analyse des états financiers : bilan, compte de résultat, tableau de flux et annexe	X	X	X	X	X
2.2 L'analyse de l'activité					
Analyse du compte de résultat : soldes intermédiaires de gestion et capacité d'autofinancement	X	X		X	X
Risque d'exploitation : seuil de profitabilité, levier opérationnel		X		X	
2.3 L'analyse de la structure financière					
Analyse fonctionnelle du bilan : fonds de roulement net global, besoin en fonds de roulement, trésorerie nette		X	X		X
2.4 L'analyse de la rentabilité					
Rentabilité économique, rentabilité financière	X		X	X	
Effet de levier financier	X		X	X	
2.5 L'analyse par les ratios					
Ratios de composition, ratios d'évolution	X	X	X		X
Ratios d'activité, de profitabilité, d'équilibre, d'investissement, d'endettement, de rentabilité	X	X	X		X
2.6 L'analyse par les tableaux de flux					
Tableaux de financement et tableaux de flux de trésorerie	X	X	X	X	X
Capacité à supporter le coût de la dette, solvabilité					
Capacité à financer les investissements					



 PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
3. La politique d'investissement					
3.1 Les projets d'investissement					
Estimation des flux des projets (capacité d'autofinancement d'exploitation, variations du besoin en fonds de roulement d'exploitation, immobilisations, valeurs terminales)	X	X	X	X	
Taux d'actualisation, coût du capital pour un projet	X	X	X	X	
Critères de sélection financiers (valeur actuelle nette, taux interne de rentabilité, délai de récupération du capital investi, taux de rendement global)	X	X		X	
Critères de sélection non financiers					
3.2 La gestion du besoin en fonds de roulement					
Approche normative d'évaluation du besoin en fonds de roulement d'exploitation			X	X	
Action sur les postes clients, fournisseurs et stocks					
4. La politique de financement					
4.1 Les modes de financement					
Autofinancement				X	
Financement par augmentation de capital, par emprunt et par crédit-bail	X		X	X	
Coût des moyens de financement	X	X	X	X	
4.2 Les contraintes de financement					
Équilibre financier			X		
Risque financier et garanties					
4.3 La structure du financement					
Coût du capital		X			
Structure financière et valeur de l'entreprise					X
4.4 Le plan de financement					
Objectifs du plan de financement					
Processus d'élaboration					
Modalités d'équilibrage					
5. La trésorerie					
5.1 La gestion de la trésorerie					
Prévisions de trésorerie					X



 PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
Modalités d'équilibrage : financements des insuffisances de trésorerie (escompte, crédits de trésorerie, découvert), placement des excédents					X
5.2 La gestion du risque de change					
Couverture du risque de change commercial : emprunt dépôt, change à terme, option de change		X			

ÉPREUVE N° 10 : COMPTABILITÉ APPROFONDIE


Durée : 3 heures • Coefficient : 1

NATURE : ÉPREUVE ÉCRITE	2011	2012	2013	2014	2015
Étude d'une ou de plusieurs situations pratiques	X	X	X	X	X
Un ou plusieurs exercices	X	X	X	X	X
Une ou plusieurs questions	X	X	X	X	X
PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
1. La profession comptable					
1.1 Aperçu sur l'organisation de la profession comptable française					
Formes d'exercice de la profession					
Diversité des statuts : expert-comptable, commissaire aux comptes, comptable salarié, comptable public					X
Les organisations professionnelles : OEC et CNCC (historique, organisation, rôle)					
1.2 Éthique professionnelle					
Critères de l'éthique : indépendance, compétence, intégrité, objectivité, confidentialité					X
Relations entre professionnels					
1.3 Le rôle de la profession comptable dans la normalisation comptable					
Composition, fonctionnement et rôle des organismes de normalisation nationaux et internationaux				X	
2. Technique comptable approfondie					
2.1 Cadre conceptuel					
Cadre conceptuel : conceptions et rôles			X		



 PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
2.2 Évaluation des actifs et des passifs					
Principes d'évaluation des actifs et des passifs : à l'entrée, à la clôture de l'exercice et à la sortie	X			X	X
Application des règles d'évaluation aux immobilisations incorporelles et corporelles : détermination de la valeur d'entrée, incorporation de frais et charges, cas spécifiques (redevances annuelles, clause de réserve de propriété, sinistre)	X		X	X	X
Opérations de location-financement		X			
Opérations de recherche-développement			X		
Logiciels et sites Internet	X		X		
Stocks et en-cours					
Subventions					
Abandons de créances					
Actifs et passifs en monnaies étrangères		X			
Titres					
Intéressement et participation des salariés					
2.3 Rattachement des charges et des produits au résultat de l'exercice : situations particulières					
Provisions	X				X
Engagements financiers et passifs financiers			X		
Abonnement des charges et des produits					
Événements postérieurs à la clôture	X				
Contrats à long terme				X	
Changements de méthodes comptables			X		X
2.4 Comptabilisation des capitaux permanents					
Le capital et ses variations : apports initiaux, augmentation, réduction			X		X
L'affectation du résultat		X	X		X
Les provisions réglementées					X
Les dettes financières (emprunts obligataires, autres fonds propres, comptes d'associés)				X	



 PROGRAMME OFFICIEL DE L'ÉPREUVE	2011	2012	2013	2014	2015
3 Entités spécifiques					
Les particularités comptables des entités suivantes : sociétés civiles, GIE, collectivités territoriales, associations, professions libérales		X		X	
4. Introduction à la consolidation des comptes					
Notion de groupe			X		
Pourcentage d'intérêt, pourcentage de contrôle			X		
Périmètre de consolidation			X		
Présentation des méthodes de consolidation			X		
5. Introduction à l'audit légal des comptes annuels					
Le commissaire aux comptes et ses missions	X				X
Notions de contrôle interne, d'élément probant et de contrôle par sondage	X				

Fiche 2 : Réussir l'examen

SE PRÉPARER À L'ÉPREUVE

TRAVAILLER TOUT AU LONG DE L'ANNÉE
Maîtriser les objectifs de l'épreuve <ul style="list-style-type: none">• Lire attentivement le programme de l'UE.• S'intéresser au sens et à la portée de l'étude inscrits dans le programme.
S'organiser <ul style="list-style-type: none">• Programmer une gestion du temps raisonnable prévoyant travaux d'apprentissage et d'entraînement.• Prévoir des révisions de courte durée (l'épreuve se déroule au mois de juin) : 3 à 4 semaines avant l'examen.• Opter pour un travail régulier sur tous les points du programme.• Établir des fiches de synthèse à la fin de chaque cours traité : la fiche doit permettre de se rappeler rapidement les concepts clés, les principes, les définitions, les modes opératoires, les formules, etc.• Reprendre la même structure de présentation pour toutes les fiches de synthèse : cela oblige à l'analyse préalable (facteur de compréhension et de mémorisation) puis facilite le repérage lors des recherches et des révisions.• Conserver, pour chaque partie du cours, un ou plusieurs exercices types, soigneusement archivés (énoncés + corrigés + notes personnelles), à revoir et refaire au moment des révisions.• Classer les devoirs réalisés durant l'année (énoncé, corrigé, avec une annotation sur chaque point ayant posé problème).
Acquérir les connaissances indispensables <ul style="list-style-type: none">• Étudier chacun des thèmes du programme : faire des impasses expose à ne traiter que partiellement l'épreuve et évidemment à ne pas atteindre l'objectif de réussite.• Prévoir de travailler les principales compétences pouvant être sollicitées à l'examen afin de répondre aux attentes de celui-ci.• Bien connaître les principes de la discipline traitée (disciplines juridiques par exemple) pour être en mesure de les énoncer puis de les mettre en œuvre de façon adaptée aux situations présentées et aux questions posées.• Mémoriser les fiches de synthèse afin de s'en approprier les contenus.• Se constituer un lexique de définitions et l'apprendre en s'y référant régulièrement.
Exploiter et conforter ses connaissances en s'entraînant régulièrement par la réalisation d'exercices diversifiés <ul style="list-style-type: none">• Travailler à des applications courtes et spécifiques traitant chacune d'un point précis du programme pour en assurer la compréhension et la maîtrise.• Réaliser régulièrement des exercices du type de ceux proposés à l'examen : cas pratiques, étude de document, questions de cours...• S'attaquer à des études de cas plus complètes permettant d'exposer les termes d'un raisonnement global.



**TRAVAILLER TOUT AU LONG DE L'ANNÉE****S'informer et se familiariser avec la discipline**

- S'entraîner à la lecture de textes divers : textes de loi, clauses statutaires, décision de justice, etc., presse spécialisée ou non, et à leur analyse systématique.
- Prendre l'habitude de consulter les sources d'information appropriées : les revues spécialisées (*Revue fiduciaire, Revue française de gestion, Revue française de comptabilité, Alternatives économiques, Challenges, Usine Nouvelle...*), les quotidiens y compris généralistes (*Les Échos, Le Monde...*), les mémentos pratiques (Éditions Francis Lefebvre...) ou les sites internet (legifrance, Banque de France, FMI, sites boursiers). Cette veille contribue à rester en prise avec la réalité (juridique, économique, comptable, financière...), à nourrir et à conforter ses connaissances et se familiariser avec la discipline traitée.

S'ENTRAÎNER À SOIGNER LA FORME

- Travailler régulièrement son expression écrite.
- S'entraîner à rédiger (des réponses rédigées à des questions de cours ou lors de commentaires de résultats sont exigées à l'examen).
- Prendre systématiquement le temps de rédiger lors de la réalisation d'exercices ou de devoirs.
- Faire des phrases courtes et structurées : sujet + verbe + complément.
- Travailler l'orthographe et la syntaxe.
- Être lisible et donc soigner son écriture (parties chiffrées comme parties rédigées).
- Aérer la présentation pour faciliter la lecture (laisser des espaces entre les paragraphes, introduire titres et sous-titres, numéroter ces derniers).
- S'habituer à présenter les résultats sous forme de tableaux (épreuves techniques).

CONNAÎTRE LES TRUCS QUI FONT LA DIFFÉRENCE

- Prendre le réflexe de se relire systématiquement.
- Apprendre à gérer son temps.
- Travailler et s'entraîner régulièrement en temps limité.
- Savoir utiliser toutes les fonctionnalités de sa machine à calculer.
- Ne pas oublier que les machines à calculer pourraient être interdites pour l'examen et donc s'exercer à faire les calculs soi-même dès que cela est possible : les sujets tiennent compte de l'interdiction éventuelle d'utilisation des calculatrices (et des téléphones portables) et proposent des calculs adaptés.

RÉVISER ET S'ENTRAÎNER (3 À 4 SEMAINES AVANT L'EXAMEN)

VÉRIFIER SES CONNAISSANCES

- Organiser ses révisions pour ne négliger aucun point du programme. La reprise du sommaire du manuel de cours peut aider à s'en assurer.
- Relire ses fiches de synthèse et lexique, vérifier que les définitions les plus élémentaires sont connues.
- Faire porter prioritairement les révisions sur les points précis qui ne seraient pas totalement assimilés.
- Revoir le cours en cas de difficulté.

SE PRÉPARER À L'ÉPREUVE

- Reprendre les exercices, cas et devoirs faits durant l'année et mis de côté à cet effet.
- S'entraîner de façon intensive sur quelques sujets type dans les conditions de l'examen et utiliser les annales pour se familiariser avec les mentions d'introduction et la présentation des sujets.
- Réaliser le maximum de sujets.
- Ne pas hésiter à recomposer plusieurs fois le même sujet, les questions posées à l'examen étant récurrentes.
- S'entraîner en conditions « réelles » : se réserver 3 heures et s'attaquer à un sujet entier, muni d'une montre, sans se laisser distraire et sans pauses. Il est en effet indispensable de faire des « galops d'essai » dans le temps de l'examen (et parfois sans calculatrice).
- Ne pas oublier le temps de la relecture.
- Chronométrer le temps mis pour réaliser chaque dossier d'un sujet et s'auto-évaluer grâce au barème.

ÊTRE EFFICACE ET PERFORMANT LE JOUR J

LES JOURS QUI PRÉCÈDENT L'EXAMEN**Se reposer**

- Arrêter ses révisions quelques jours avant l'examen : elles sont alors inutiles et inefficaces, et de surcroît deviennent source de stress.
- Être « en forme » le jour de l'examen : ni trop fatigué, ni trop stressé. Les révisions intensives la veille de l'examen sont peu utiles, l'excès de stress embrouille en effet l'esprit.
- Se détendre, s'aérer l'esprit.
- Consacrer ces quelques jours à se reposer et éventuellement à reprendre un rythme de sommeil adapté : se coucher suffisamment tôt et se lever à l'heure du jour de l'examen pour être efficace le jour de l'épreuve.
- Manger équilibré.

Repérer le lieu de l'examen

- Bien repérer l'endroit où se déroulent les épreuves et le trajet pour y parvenir.
- Évaluer le temps nécessaire pour se rendre au lieu de l'examen (faire si possible un essai réel) et ajouter une bonne marge.
- Prévoir d'arriver avec un peu d'avance pour prendre ses repères dans la salle d'examen et disposer d'un moment pour se calmer et se concentrer.

Préparer son matériel

- Disposer du matériel nécessaire : stylos, règle, stabylos, outils de correction (gomme, effaceurs...).
- Emmener une calculatrice : celle-ci peut être autorisée ou non. Ceci sera précisé sur la page de garde du sujet dans la formule suivante : « Aucun matériel n'est autorisé. En conséquence tout usage d'une calculatrice est interdit et constituerait une fraude (le sujet est adapté à cette interdiction) ».
- S'assurer que sa calculatrice est opérationnelle (piles neuves).
- Prévoir une montre pour surveiller et gérer son temps durant l'épreuve (*les téléphones portables sont interdits*).

LE JOUR DE L'ÉPREUVE

Préparer et présenter sa copie

- Compléter l'entête des copies dès l'installation dans la salle d'examen : académie, session, examen, épreuve, repère de l'épreuve, nom, prénoms, date de naissance, n° du candidat...
- Penser à traiter chaque dossier sur un ou plusieurs feuillets distincts. S'il y a 3 dossiers, il faut rendre au minimum 3 feuillets.
- Soigner la présentation : apporter un soin scrupuleux à la présentation de son travail. Ceci est en général mentionné en page 2 des sujets : « Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie. Toute information calculée devra être justifiée. » Il convient donc d'écrire de façon lisible, de souligner les points importants, d'encadrer les résultats, de limiter les ratures, d'« aérer » la copie, de numéroter les réponses en référence aux questions.

Prendre connaissance du sujet

La structure des sujets est toujours la même : indication du nombre de pages, qu'il convient de vérifier ; mention des dossiers à traiter avec indication du barème ; indication de la liste des annexes pour chaque dossier à traiter ; liste des annexes à remplir et remettre avec la copie.

Le sujet comporte également un avertissement : « Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes, vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie ».

- Dès que le sujet a été distribué, prendre 5 minutes pour lire et étudier le sujet.
- Prêter attention au contexte dans lequel est placé le sujet, ce qui pourra servir lors de la rédaction d'un éventuel commentaire.
- Relire l'introduction du cas qui précise le secteur d'activité, la nature et le contexte des problèmes à résoudre et qui permet en général de comprendre le scénario du cas. Il arrive aussi que la présentation aille jusqu'à indiquer quelques éléments de réponse...
- Ne pas négliger les annexes : elles sont précieuses, chaque information a son importance.
- Repérer les informations ou les données importantes dans le texte et les annexes, et les mettre éventuellement en évidence en les surlignant et en utilisant par exemple des codes couleur ; ne pas hésiter à annoter l'énoncé du sujet et à « prétraiter » certaines données.
- Mesurer précisément la nature du travail demandé, entre autres pour définir la stratégie à adopter pour l'ordre de réalisation : débiter par les parties les plus accessibles.

Gérer son temps et déterminer l'ordre de traitement des dossiers

L'objectif est de cumuler le maximum de points sur l'ensemble des questions à traiter.

- Vérifier si les dossiers sont indépendants.
- Apprécier le niveau de difficulté de traitement de chaque dossier.
- Les dossiers étant le plus souvent indépendants, déterminer un ordre de traitement des questions en fonction du barème et de ses aptitudes personnelles : il vaut mieux commencer par les parties que l'on pense le mieux maîtriser.
- Ne pas hésiter à commencer par les « petits » dossiers (3 à 5 points) : bien souvent ils sont aussi les plus simples.
- Affecter un temps à chaque dossier et s'organiser en utilisant le barème donné en première page du sujet. En effet, le poids de chaque partie sur les 20 points au total correspond aussi grosso modo au temps nécessaire au travail demandé dans chacun des dossiers : si 5 points sont prévus pour un dossier (soit le quart du nombre de points total), il faudra alors y consacrer au maximum le quart du temps imparti, soit 45 minutes.



**LE JOUR DE L'ÉPREUVE****Traiter les questions**

- Traiter l'intégralité du sujet ou, en tout cas, le plus de questions possibles pour cumuler les points.
- Ne répondre qu'aux questions posées (attention aux hors sujets !).
- Lire très attentivement les questions, chaque mot a son importance. Souvent certaines questions sont en fait constituées de plusieurs sous-questions ; pour n'en oublier aucune, repérer les verbes d'action : en général, autant de verbes, autant de sous-questions. Chaque sous-question est valorisée dans le barème.
- Respecter les consignes données dans la question : présentation sous forme de tableau, rapport structuré d'une page, etc.
- Ne pas oublier d'indiquer les hypothèses éventuelles sur la copie si le sujet ou les difficultés de son traitement vous conduisent à en formuler.
- Mettre en évidence les résultats demandés tout en précisant le détail de la démarche (ne pas oublier que les barèmes sont très détaillés). Lorsqu'il est demandé d'appliquer une formule, l'écrire en rappel.
- Ne pas hésiter à sauter une question si on ne connaît pas sa réponse ou si elle paraît trop ardue : prévoir de laisser de la place sur la copie pour y revenir si le temps le permet. Attention, il y a souvent une logique dans l'enchaînement des questions : proposer une hypothèse de réponse pour pouvoir traiter la question suivante.
- Veiller à une bonne gestion du temps, contrainte forte des épreuves, en ayant le souci de ne pas dépasser le temps imparti. Ne gaspiller ni son énergie, ni son temps à vouloir systématiquement avoir « tout juste ». Il est plus « intéressant » en terme de points de prendre le temps de bien répondre à une définition, au rappel d'un concept, que de perdre de précieuses minutes sur un calcul.
- Expliquer les calculs réalisés sur la copie de manière à permettre au correcteur d'apprécier la logique du raisonnement et d'attribuer les points correspondant à la pertinence de la réponse. Une réponse détaillée permet au correcteur de mesurer la nature et l'ampleur de l'éventuelle erreur et ainsi de la sanctionner à sa juste valeur (un résultat faux non justifié vaut 0 ; un résultat faux justifié permet de détecter une éventuelle erreur de calcul et d'attribuer des points au raisonnement exact).
- Le mieux est l'ennemi du bien : si, à une question, il est demandé plusieurs idées, quelques-unes suffisent en général pour avoir le maximum de points accordés au barème ; il n'est ni utile, ni judicieux, d'essayer d'être exhaustif.
- Ne pas négliger les questions à caractère rédactionnel : elles comptent dans le barème. Pour les définitions, ne pas faire un « par cœur » mais exposer les principales caractéristiques ; pour les commentaires, exploiter les résultats obtenus de façon structurée et complète, ne pas hésiter à commenter un résultat dont on n'est pas sûr : un bon commentaire, même de résultats erronés, sera valorisé par le correcteur.

Gérer les brouillons et rédiger la copie

- Ne pas faire de brouillon intégral, qui prendrait trop de temps ; réserver le brouillon aux calculs délicats, aux questions qui demandent une structuration particulière.
- Pour certaines questions, travailler au préalable au brouillon. Par exemple, dans le cas d'un tableau à présenter, il est préférable de concevoir au brouillon le nombre de colonnes et le contenu de chaque ligne... Prévoir éventuellement quelques lignes vides afin que de pouvoir aisément compléter le tableau en cas d'oubli d'une donnée.
- Noter au brouillon les formules et les calculs dont on n'est pas certain avant de les porter sur la copie.
- Dans le cas d'un commentaire structuré, noter au brouillon le plan et les idées essentielles pour chacun des points à développer.
- Avant de se précipiter sur sa machine, prendre le temps d'écrire sur la copie le détail des calculs (attention à l'usage des parenthèses !).
- Adopter, le plus souvent possible, une présentation sous forme de tableaux. Cette présentation synthétique permet de gagner du temps et facilite la compréhension des réponses par le correcteur.
- Ne pas abuser des abréviations.
- Pour toutes les questions rédactionnelles, éviter le style télégraphique et répondre par des phrases avec au minimum un sujet et un verbe.
- Inscrire le numéro de la question traitée en ajoutant si possible un titre explicite.
- Être lisible et soigner son écriture.



**LE JOUR DE L'ÉPREUVE****Relire sa copie**

- Préserver impérativement du temps pour relire sa copie.
- Vérifier qu'aucune question n'a été oubliée.
- Contrôler qu'il ne manque aucun mot, ni aucun résultat (souvent, les candidats utilisent un ruban correcteur pour modifier leurs résultats et oublient de réinscrire le nouveau...).
- Contrôler la vraisemblance des résultats et des calculs.
- Corriger ses éventuelles erreurs d'orthographe, de syntaxe ou de grammaire.
- Penser à faciliter la tâche du correcteur (qui vous en sera reconnaissant) et reclasser le cas échéant les feuillets dans l'ordre des dossiers puis vérifier la numérotation des dossiers et questions.
- S'assurer que les copies portent bien les mentions nécessaires (nom, prénom, numéro de candidat, etc.).

Terminer l'épreuve

- Utiliser les quelques minutes qu'il reste éventuellement pour une nouvelle relecture et, si besoin, pour revenir sur quelques questions.
- Prendre toujours le temps de vérifier que les en-têtes sont correctement remplis, que les différents dossiers sont positionnés dans l'ordre du sujet et que les pages sont correctement numérotées (par exemple 12/16, soit la 12^e page sur un total de 16).
- Et, bien sûr, ne pas oublier les éventuelles annexes à rendre avec la copie.